TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9524 24 PAGES — VENDREDI 5 SEPTEMBRE 1975

Selon un ministre iranien

LA HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE interviendra dès le 1er octobre

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Madagascar sur la voie socialiste

Chaque soir, pendant une semaine, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, chef de l'Etat malgache et chef du gouvernement, a entretenu à la radio ses concitoyens du programme d'action qu'il a mis au point moins de trois mois après son investiture par un directoire militaire. Le chef du Conseil suprême de la révolution a successivement fait état de la nationalisation des banques, des sociétés d'assurances et des « ressources du sous-sol », de la « suppression des grandes propriétés extensives » et de la redistribution des terres aux paysans, de la mise en place de « réseaux de distribution et de commercialisation » contrôlés par l'Etat, y compris ceux du commerce extérieur. Dans une autre allocution, il a souhaité « l'édification d'un Etat véritablement malgache », à commencer par sa langue officielle, tout en précisant que, dans une phase transitoire, le français sera aussi utilisé.

De nombreux points de ce discours-programme ne constituent pas une surprise. Le chef de l'Etat avait annoncé, dès le mois de juin, la nationalisation des banques et les assurances, en précisant qu'il acceptait le principe des indemnisations ». Il avait déjà promis une réforme agraire le jour de son investiture, quand il s'était engagé à relancer « avec vigueur » l'expérience des « fokonolans », ces communautés rurales que son prédécesseur, le colonel Ratsimandrava, avait déjà tenté de faire revivre.

Ce qui frappe surtout dans ces allocutions quotidiennes, c'est le ton. Exaltant la mission du « pouvoir révolutionnaire », le chef de l'Etat a déclaré, par exemple, que l'information devait être « régie par des principes idéologiques » pour aider le gouvernement à atteindre ses objectifs. Depuis longtemps, on parle du « socialisme » à Madagascar sans vraiment l'appliquer. En employant des formules qui heurteront l'ancien personnel politique attaché à la tradition « libérale » de l'île, M. Ratsiraka veut signifier qu'un choix définitif a été fait.

Le leader malgache a choisi le moment opportun pour essayer d'imposer des vues dont il n'avait jamais fait mystère dans le passé. Traumatisée par les troubles qu'a connus le pays au début de l'année, la population aspire à être gouvernée par un chef plus résolu que ceux qui s'étaient succédé à la tête du gouvernement depuis la chute de l'ancien président Tsiranana. Apeurée un moment par le vide du pouvoir, la bourgeoisie semble se résigner à l'ascension d'un homme fort, soucieux de l'ordre et de la prééminence de l'Etat, même s'il s'attaque de plus en plus aux intérêts privés. Affirmant son désir de « ne pas tomber dans l'ultra-gauchisme », M. Ratsiraka a d'ailleurs fait une distinction, dans la dernière de ses allocutions, entre la « bourgeoisie compradore », dévouée au capitalisme étranger, et la bourgeoisie nationale, capable, jusqu'à un certain point, d'esprit révolutionnaire ».

A Paris, aucun commentaire officiel n'a été fait après la nationalisation, la semaine dernière, d'une société d'import-export que le chef de l'Etat considérait comme le symbole du colonialisme français. D'autres sociétés contrôlées par le capital étranger avaient déjà été nationalisées le 30 juin, ce qui n'a pas empêché la signature, quatre jours plus tard, de nouveaux accords de coopération.

Malgré l'existence d'un contentieux que les mesures annoncées ces derniers jours pourraient grossir, l'aide française à la Grande Ile demeure importante. Paris apprécie que l'ancien ministre des affaires étrangères, animé par un nationalisme intransigeant, ait résisté aux sollicitations américaines ou soviétiques. Madagascar est un des rares pays vraiment « non alignés ». M. Ratsiraka saura-t-il y instaurer un socialisme à visage humain ? Cela est encore plus difficile que d'échapper à l'emprise des grandes puissances.

ENTRAINANT L'ABSTENTION DES ÉTATS-UNIS

L'U.R.S.S. ne se fait pas représenter à la signature de l'accord israélo-égyptien

Damas « réprouve » un document qui « met fin pratiquement à l'état de guerre »

L'accord israélo-égyptien négocié par M. Kissinger est signé jeudi 4 septembre dans l'après-midi au Palais des nations de Genève par un représentant militaire et civile des gouvernements du Caire et de Jérusalem, mais en l'absence inattendue des deux grandes puissances. L'U.R.S.S. a en effet décidé de ne pas se faire représenter à la cérémonie de signature, ce qui a amené le gouvernement américain, au dernier moment, à s'abstenir d'y participer aussi.

D'autre part, le parti Baas syrien a officiellement « réprouvé » l'accord israélo-égyptien, qu'il considère comme « une grave défaite de la cause arabe ». M. Kissinger, qui venait de quitter Damas, est rentré mercredi soir à Washington, où il a été accueilli par le président Ford en personne. Le secrétaire d'Etat doit être entendu jeudi par la Commission des affaires étrangères du Sénat, mais l'administration a bon espoir que le Congrès donnera son accord à la présence de techniciens américains dans le Sinaï.

A Jérusalem, le nouvel accord intérimaire a été approuvé à une forte majorité par la Knesset. Le général Dayan et plusieurs députés de la coalition gouvernementale ont voté contre.

Au Liban, une unité de l'armée israélienne a attaqué dans la nuit de mercredi à jeudi deux patrouilles de fedayin près de la ville de Saïda, à une soixantaine de kilomètres au nord de la frontière israélienne. Selon les commentateurs militaires de Tel-Aviv, il s'agit d'une opération qui vise à rejeter les fedayin sur la défensive pour les empêcher de prendre l'initiative.

L'abstention soviétique a été confirmée officiellement en fin de matinée à Damas où l'ambassadeur soviétique en a informé le gouvernement syrien jeudi. Elle n'est pas tout à fait sans précédent : le 18 janvier 1974, le Kremlin n'était pas représenté lors de la signature du premier accord de dégagement israélo-égyptien, qui avait eu lieu au « kilomètre 101 », à l'ouest du canal de Suez, mais il avait envoyé une importante délégation à Genève, le 31 mai de la même année, pour servir de « témoin » à l'accord israélo-syrien sur un dégagement des troupes dans le Golan. Les Etats-Unis étaient d'ailleurs présents eux aussi à cette cérémonie, en tant que coprésidents de la conférence de Genève : le choix de cette ville par M. Kissinger pour la signature de ce jeudi équivalait à une invite adressée à l'U.R.S.S. pour l'associer à l'accord.

M. T.

(Lire la suite page 2.)

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA EST ARRIVÉ INCOGNITO A PARIS

(Lire page 4.)

PRÉSENTÉ AU PAYS PAR M. GISCARD D'ESTAING

Le plan de soutien prévoit 20 milliards de crédits publics une aide à la trésorerie des entreprises et un abaissement des taux du loyer de l'argent

Report probable du versement de l'impôt sur les bénéfices

M. Giscard d'Estaing présente, ce jeudi soir à la télévision, le plan de soutien de l'économie adopté dans la matinée par le conseil des ministres.

Ce programme, qui a été modifié jusqu'à la dernière minute, devait comprendre quatre grands chapitres : une « rallonge » de crédits budgétaires pour les équipements publics (environ 12 milliards); une aide à la consommation (en faveur des personnes âgées, des enfants d'âge scolaire et peut-être des petits contribuables) pour 5 milliards environ, un soutien aux entreprises sous forme de prêts publics à taux privilégié (3 milliards de crédits du F.D.E.S.) et de report de l'impôt sur les sociétés (pour 5 à 6 milliards), enfin un abaissement du coût du crédit (réduction du taux de l'escompte de 1 % environ), complété par un allongement des délais de remboursement pour les ventes à tempérament. Ce programme vise dans l'immédiat à ralentir les licenciements et les réductions d'horaires, qui continuent à se multiplier en France (le chômage partiel a été décidé pour cinq mille salariés de l'entreprise Poclain).

Le plan de relance de l'activité économique aura été l'objet jusqu'à la dernière minute d'hésitations et de retouches. Il comportait encore de nombreux blancs jeudi matin 4 septembre, avant le début de la réunion du conseil des ministres. Certes, l'effort global consenti par l'Etat était *grosso modo* arrêté dès la semaine dernière : un peu plus de 25 milliards de francs. Mais, sur des points particuliers importants, MM. Giscard d'Estaing et Chirac ont voulu avoir l'avis des membres du gouvernement.

Fallait-il, par exemple, réduire l'impôt sur le revenu des contribuables les plus défavorisés ? Fallait-il rembourser aux entreprises une partie de la majoration exceptionnelle d'impôts (18 %) décidée l'année dernière par le gouvernement et prélevée sur les bénéfices des entreprises ? Le remboursement partiel de la majoration exceptionnelle d'impôts sur des bénéfices s'il était retenu, donnerait plus d'aisance de trésorerie aux firmes privées et inciterait les chefs d'entreprises à investir ou tout au moins à ne pas débaucher ; mais il risquerait fort d'être critiqué par la gauche, qui dénoncerait ce nouveau cadeau fait au patronat...

La répartition de l'effort de l'Etat entre consommation des particuliers, équipements publics, investissements privés, n'a pas été non plus facile. La semaine dernière il était envisagé de faire un effort beaucoup plus important qu'initialement prévu en faveur du secteur privé (dont dépend finalement la réussite ou l'échec du plan) et de gommer un peu dans les crédits supplémentaires qu'on prévoyait d'accorder aux investissements publics. M. Giscard d'Estaing a, au contraire, demandé que soit accru l'effort d'abord envisagé en faveur des équipements collectifs, qui sera ainsi passé en quelques jours de 9 ou 10 milliards à 7 ou 8 milliards, pour finalement s'établir à 12 milliards de francs. De même, l'effort consenti par le budget de l'Etat pour soutenir la consommation des particuliers a-t-il été légèrement augmenté passant de 3,5 à environ 5 milliards de francs.

Au début du conseil des ministres, le plan gouvernemental se présentait ainsi :

- **Dépenses supplémentaires consenties par l'Etat : 20 milliards de francs.**

Cette somme devait être réinjectée dans les circuits économiques de trois façons :

D'une part par des crédits supplémentaires destinés à favoriser la consommation des particuliers : 5 milliards de francs environ, comprenant notamment une prime exceptionnelle aux personnes âgées et aux familles ayant des enfants allant à l'école. D'autres mesures intéressant la consommation étaient encore en suspens jeudi matin, notamment une réduction possible de l'impôt sur le revenu.

D'autre part, 12 milliards de francs seront engagés par l'Etat pour améliorer ou développer un grand nombre d'équipements collectifs, notamment le réseau routier, qui bénéficiera à lui seul de 1,2 milliard de francs. La consigne donnée par MM. Giscard d'Estaing et Fourcade a, en effet, été de ne retenir que des projets pouvant être très rapidement réalisés. Il s'agit, en d'autres termes, de dépenser très vite de l'argent. Justement, l'amélioration et le renforcement du réseau existant peuvent donner lieu dans des délais très brefs à des travaux importants dans la mesure où il n'est pas nécessaire de procéder à des expropriations nouvelles. En revanche, et pour les mêmes motifs, le projet d'accélérer la liaison Rhin-Rhône n'a pas été retenu, sans, bien sûr, que ce projet soit abandonné, comme le déclare M. Poniatowski dans une interview aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*.

Enfin, les investissements privés bénéficieront de prêts importants de l'Etat, accordés par le Fonds de développement économique et social : 3 milliards de francs. Ces crédits pourraient servir à la réalisation de certains plans sectoriels, concernant notamment la machine-outil, la périinformatique, l'imprimerie. Un prêt pourrait être accordé à Berliet.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 21.)

AU JOUR LE JOUR

BANZER DIVISION

Le général Banzer, devenu chef de l'Etat bolivien par un coup d'Etat, vient de mettre au point le dernier cri de l'exercice de sécurité : l'alerte anti-putsch, qui consiste à simuler une tentative de coup d'Etat pour vérifier la fidélité des forces armées.

Désormais, au parcours du combattant pourrait donc s'adjoindre une épreuve de défense de la légalité, ce qui serait une innovation révolutionnaire dans beaucoup de régimes de par le monde, l'entraînement à la légalité étant souvent négligé dans l'instruction des troupes.

Cela dit, en ce qui concerne la Bolivie, qui a connu plus de cent coups d'Etat depuis son indépendance, on aurait pu penser qu'en matière de putsch et de contre-putsch l'armée bolivienne était déjà surentraînée.

BERNARD CHAPUIS.

LA MALAISIE, PROSPÈRE ET FRAGILE

Menacée d'éclatement le mois dernier encore, la Fédération de Malaisie vient de sortir renforcée d'une confrontation entre le pouvoir central et le premier ministre de l'Etat du Sabah, M. Mustapha. Forte personnalité, corrompu, ce dernier n'a pas craint, pour préserver son pouvoir, d'encourager les tendances sécessionnistes du territoire du nord de Bornéo, qu'il dirige depuis huit ans. Le chef du gouvernement de Kuala-Lumpur a finalement eu raison de ce potentat, qui a déclaré, mercredi 3 septembre, qu'il abandonnerait ses fonctions le 31 octobre. Il sera remplacé par son adjoint, M. Syed Kernak.

Afin de renforcer la cohésion de la Fédération, M. Abdul Razak visite actuellement le Sarawak, Etat voisin du Sabah. Mais il doit maintenant se préoccuper du maintien de l'ordre à Kuala-Lumpur même, à la suite de l'attentat commis mercredi contre des forces para-militaires. Notre envoyé spécial analyse dans un premier article ce que fut la crise du Sabah ; il fera dans un second article le point de la politique économique du gouvernement malaisien.

I. — La tragi-comédie du Sabah

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Kuala-Lumpur. — Quel est donc cet homme qui semble à lui seul avoir fait vaciller la Fédération de treize Etats malaisiens ? Depuis deux mois, l'« affaire Mustapha », du nom du chef du gouvernement de l'Etat du Sabah, dans la partie malaisienne de Bornéo, défraie la chronique à Kuala-Lumpur. La presse locale, conformiste et généralement ennuyeuse, avait en juillet commencé à publier les accusations que se jetaient à la figure les protagonistes de la tragi-comédie qui s'est jouée au Sabah, tout en laissant bien entendre qu'elle se situait du bon côté, celui du gouvernement central.

Les histoires que l'on se racontait de bouche à oreille depuis plusieurs années sur Mustapha, ce flamboyant personnage de cinquante-sept ans, originaire du sud des Philippines et « ministre-en-chef » (*Chief minister*) du Sabah depuis 1967, ne sont certainement pas la raison principale qui a poussé Kuala-Lumpur à l'inviter à donner sa démission et à provoquer une scission au sein du parti au pouvoir au Sabah.

Mustapha est connu pour les méthodes expéditives qu'il a utilisées en vue de remporter les élections.

(Lire la suite page 21.)

Au cours de la réunion du bureau de l'U.D.R.

DE VIVES CRITIQUES SONT ADRESSÉES AU CHEF DE L'ÉTAT ET AUX MINISTRES DE L'INTÉRIEUR ET DES FINANCES.

(Lire page 6.)

PREMIERS ROMANS DE LA SAISON

Debray, Todd et Modiano

De la première fournée de romans qui viennent de paraître sortent trois noms connus pour des raisons diverses : Régis Debray comme militant politique, Olivier Todd comme journaliste d'audience internationale, Patrick Modiano qui, seul, ne doit sa réputation qu'à la littérature.

Est-ce parce que leur action les a lancés dans l'aventure, les romans de Régis Debray et d'Olivier Todd se rapprochent : ils transposent une expérience vécue aux deux points chauds de l'actualité internationale. Le premier auprès des guérilleros et dans les prisons d'Amérique latine, le second au Vietnam. Pourquoi dans ces deux cas le recours à la fiction, qu'il se situe dans la lignée de Malraux ou de Mailer ? Pour en dire moins ? Pour en dire plus ? Pour le dire mieux ? Le fait est que le roman, menacé de formalisme, s'en trouve rechargé de réalité.

A ces livres-témoignages, Patrick Modiano oppose les prestiges d'une littérature moins temporelle. Après trois succès où se répétait l'obsession d'une Occupation imaginaire que l'auteur était trop jeune pour avoir subie — « la Place de l'Etoile », « la Ronde de nuit », « les Boulevards de ceinture », — « Villa triste » peint un amour sans lendemain dans le monde détraqué d'une ville d'eaux savoyarde vers 1960. Mais c'est la même poésie de l'inadaptation, d'un éternel exil, et le laconisme tremblant de Modiano évoque d'emblée celui de « l'Etranger ».

(Lire page 11.)

PROCHE-ORIENT

LE DEUXIÈME RETRAIT ISRAÉLIEN DANS LE SINAÏ

Par 70 voix contre 43 et 7 abstentions

La Knesset a approuvé l'accord intérimaire à l'issue d'un débat orageux

Le général Dayan s'est désolidarisé du parti travailliste

Jérusalem (A.F.P.). — C'est avec une majorité supérieure à celle escomptée que la Knesset a approuvé, mercredi soir 3 septembre, l'accord intérimaire avec l'Egypte : 70 voix pour, 43 contre et 7 abstentions. Pour la première fois peut-être de son histoire, la Chambre siégeait au grand complet (120 députés), plusieurs partis ayant même rappelé pour ce vote certains de leurs membres qui se trouvaient à l'étranger.

Les sept abstentions sont le fait des députés des divers partis d'extrême gauche. Parmi ceux qui ont voté contre figurent en bonne place les membres du Likoud et des partis extrémistes religieux. Le général Dayan, comme il l'avait annoncé depuis plusieurs jours, s'est désolidarisé de son parti et a voté contre, suivi par M. Mordekhaï Ben Porath, lui aussi membre de l'ancien groupe Rafi du parti travailliste. Ont également émis un vote négatif deux députés de la jeune garde du parti national religieux (qui fait partie de la coalition gouvernementale), MM. Zevoulon Hammer et Tzion Ben Meïr, connus pour leur opposition à la politique gouvernementale et leur soutien au Gouch Emounim, mouvement religieux d'implantation « sauvage » en Cisjordanie.

Au cours d'une séance orageuse, où se sont multipliées les interpellations et les interruptions, des représentants de tous les partis ont pris place à la tribune. Les orateurs de l'opposition ont insisté sur le fait que la présence de techniciens américains dans les passes du Sinaï créerait un dangereux précédent. Leurs interventions peuvent se résumer ainsi : *« Même si le Congrès approuve finalement l'envoi de techniciens civils, son autorisation n'aura été donnée qu'avec de lourdes réticences. Et cette nouvelle situation portera tort à l'image d'Israël aux yeux d'une opinion publique américaine traumatisée par l'expérience du Vietnam. »*

Le chef de l'opposition, M. Begin, a affirmé pour sa part : *« Le fait est que le gouvernement a cédé pied à pied pour en arriver à une situation où il n'y a pas de dégagement des forces réel, mais une retraite pure et simple de l'armée israélienne. »* Le général Dayan lui a emboîté le pas en reprochant au gouvernement d'*« avoir cédé maintenant ce qu'il n'avait pas voulu céder en mars, sans obtenir rien de plus »*. Il a ajouté : *« Les passes stratégiques du Sinaï, qui seront évacuées, n'avaient pas moins d'importance pour Israël que les villages sur le Golan. »*

Le ministre de la défense, M. Shimon Pérès, ayant, dans sa réponse, justifié la présence américaine, a été interrompu par le député Meïr Vilner (leader du parti communiste pro-soviétique), qui, de sa place, lui cria : *« Vous vous aliénerez les Etats-Unis, tout juste comme vous vous étiez aliéné la France ! »*

Le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a vigoureusement contesté qu'il y ait eu un « *diktat américain* ». « *Le gouvernement a pris ses décisions seul, en pleine connaissance de cause*, a-t-il souligné. *Il a pris en considération les intérêts d'Israël, le front arabe contre le pays et les intérêts américains, et a agi en conséquence, mais seul.* »

En ce qui concerne l'accusation d'avoir mis Israël en danger en acceptant le retrait des passes, M. Rabin a déclaré : *« Le président Sadate dit que nous avons abandonné les passes de Mitla et Gidi — et c'est l'exacte vérité. Mais il est faux que nous en ayons perdu le contrôle. »* Le premier ministre a encore mis l'accent sur la démilitarisation inhérente à la reprise des activités des techniciens civils égyptiens à Abou-Rodeiss, au trafic commercial dans le canal de Suez et au retour à la vie civile dans les villes reconstruites sur les rives du canal.

A propos de la présence de techniciens américains dans les passes, M. Rabin a noté qu'elle avait été décidée, lors de leurs entretiens à Salzbourg, par les présidents Ford et Sadate. Elle était en somme la réponse à la décision d'Israël, déjà irrévocable à l'époque, de se maintenir au poste de pré-alarme d'Oum-Khashiba, qui contrôle la passe de Gidi.

Avant l'ouverture du débat politique, M. Rabin avait déclaré dans un discours préliminaire que, si l'Egypte était disposée à remplacer l'accord signé « *par un traité de paix en bonne et due forme, nous sommes tout de suite prêts à envisager toutes les conséquences qui en résulteraient, y compris l'évacuation de territoires au Sinaï et le repli de nos troupes sur des frontières négociées, sûres et reconnues* ».

L'U.R.S.S. décide de ne pas se faire représenter à Genève

(Suite de la première page.)

Le refus du Kremlin signifie-t-il que l'Union soviétique « *rejette* » cet accord, comme l'affirme la presse libanaise, sur la base du « *long message* » que M. Arafat avait reçu de Moscou mercredi ? C'est peut-être aller un peu vite en besogne, mais le fait est que la presse soviétique, après avoir été relativement modérée pendant la navette de M. Kissinger, ne cache plus aujourd'hui sa mauvaise humeur. L'hebdomadaire *Temps nouveaux*, cité par l'agence Tass, estime, par exemple, que cet accord « *ne fait que geler la situation au Proche-Orient et ne détend en rien la situation explosive* » qui règne dans cette région. « *Tous actes et mesures qui ne touchent pas les problèmes fondamentaux du règlement ne peuvent détendre la crise. Bien au contraire, ils ne peuvent que l'approfondir* », poursuit l'hebdomadaire, qui relève les « *nombreux avantages* » obtenus par Israël, notamment « *l'affaiblissement des mesures de blocus de la part de l'Egypte* » et « *le maintien de l'occupation israélienne des territoires arabes pour une durée indéterminée* ». Selon le quotidien libanais *Al Safir*, l'U.R.S.S. aurait fait savoir à M. Yasser Arafat son opposition à ce que la conférence de Genève — ou plutôt son appareil formel, tel que l'institution des deux coprésidents — serve de couverture juridique à des accords partiels. Autrement dit, elle ne saurait cautionner l'opération Kissinger, mais cela ne veut pas dire forcément qu'elle s'y opposera activement.

Une occasion d'apprécier l'attitude soviétique se présentera d'ailleurs dans quelques jours ou quelques semaines lorsque le Conseil de sécurité devra prendre acte de l'accord israélo-égyptien et surtout en tirer certaines conséquences pratiques. C'est ainsi que les trois mille neuf cents « casques bleus » actuellement stationnés dans le Sinaï devront sans doute recevoir de nouveaux renforts (on parle d'un contingent supplémentaire de cinq à six cents hommes) puisque la zone à contrôler par l'ONU sera beaucoup plus vaste que par le passé. L'U.R.S.S. devra se prononcer sur la demande de crédits correspondants, à moins qu'elle ne se réfugie dans l'abstention. Selon certaines indications, elle pourrait utiliser cette circonstance pour demander un examen général de toutes les questions liées au fonctionnement de la force de l'ONU. D'ores et déjà, M. Walheim, secrétaire général de l'ONU, a diffusé à tous les membres du Conseil, donc aussi à l'U.R.S.S., le texte des accords israélo-égyptiens et dépêché son représentant, le général finlandais Siilasvuo, à la cérémonie de signature à Genève.

M. Kissinger fraîchement reçu à Damas et à Amman

Les Soviétiques doivent d'ailleurs tenir compte des réactions négatives enregistrées dans les capitales arabes. Or, sans même parler de l'hostilité déclarée des Palestiniens, celle de la Syrie ne peut que renforcer leur attitude de « non-caution » de l'accord israélo-égyptien. M. Kissinger avait à peine terminé à Damas, mercredi, des entretiens qualifiés de « *très francs et très courtois* » avec le général Assad qu'une réunion des commandements interarabe et régional du parti Baas au pouvoir, tenue en la présence du chef de l'Etat, annonçait que la Syrie « *réprouve* » l'accord intérimaire égypto-israélien en tant que « *grave défaite pour la cause arabe* ». Le communiqué du Baas syrien accuse notamment l'accord de « *geler la situation sur le front égyptien alors que la plus grande partie du Sinaï et les territoires d'autres pays arabes demeurent sous l'occupation israélienne* » et de « *mettre pratiquement fin de manière contractuelle à l'état de guerre avec Israël en rendant licite le passage des marchandises israéliennes par le canal de Suez*. Damas invite les autres pays arabes, et notamment les Jordaniens et les Palestiniens, à « *oublier leurs querelles* » en vue de faire face à ce « *tournant dangereux dans le cours de l'affaire palestinienne* ».

L'opposition de la Syrie s'est donc durcie, alors que la Jordanie elle-même, pays traditionnellement ami des Etats-Unis, a fait un accueil plutôt frais à M. Kissinger, également mercredi. Le roi Hussein, qui en veut surtout au Congrès américain d'avoir bloqué la fourniture de missiles sol-air Hawk à son pays, a, selon une « haute personnalité américaine », affirmé au secrétaire d'Etat qu'il appuyait l'accord intérimaire, mais il ne l'a pas fait en public ; la presse d'Amman s'est montrée plutôt critique pour sa part à l'égard des résultats de la dernière mission de M. Kissinger.

M. T.

● *M. Giscard d'Estaing* a fait parvenir le message suivant à M. Kissinger : « *Je vous adresse mes très amicales félicitations pour le succès de votre action persévérante et intelligente en direction de la paix.* »

[Rappelons que le président de la République avait adressé lundi un télégramme dans le même sens au président Sadate (« le Monde » du 4 septembre).]

La carte officielle

1. Emplacement des stations de surveillance américaines entre les cols. — 2. Station de surveillance israélienne. — 3. Station de surveillance égyptienne. — 4. Secteurs de limitation des armements et des forces. — 5. Zone sous administration civile égyptienne.

L'article 4 de l'accord intérimaire conclu entre Israël et l'Egypte définit comme suit les principes suivant lesquels les forces militaires des parties seront déployées :

« *1) Toutes les forces israéliennes seront déployées à l'est des lignes désignées sous le nom de lignes J et M sur la carte ci-jointe.*

» *2) Toutes les forces égyptiennes seront déployées à l'ouest de la ligne désignée sous le nom de ligne E sur la carte ci-jointe.*

» *3) Le secteur entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe sous le nom de lignes E et F, et le secteur compris entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe, sous le nom de lignes J et K, seront des secteurs de limitation des armements et des forces.*

» *4) La zone entre les lignes désignées sur la carte ci-jointe sous le nom de lignes E et J sera une zone-tampon. Dans cette zone, la force d'urgence des Nations unies continuera de remplir ses obligations édictées par l'accord israélo-égyptien de dégagement du 18 janvier 1974.*

» *5) Dans le secteur au sud de la ligne E et à l'ouest de la ligne M, telles qu'elles sont définies sur la carte ci-jointe, il n'y aura pas de forces militaires, comme spécifié dans l'annexe ci-jointe.* »

Liban

Une unité israélienne a attaqué deux patrouilles palestiniennes près de Saïda

Une unité de l'armée israélienne a attaqué, dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 septembre, deux patrouilles de fedayin en territoire libanais, près de la ville de Saïda. Selon un porte-parole militaire israélien, deux jeeps remplies de Palestiniens ont été détruites, et plusieurs de leurs occupants touchés. Le porte-parole a précisé que les forces israéliennes n'avaient subi aucune perte.

A Beyrouth, l'agence d'information palestinienne a affirmé que les fedayin avaient repoussé, jeudi matin, une tentative de débarquement israélien près de Saïda. Cinq vedettes israéliennes se seraient approchées de la côte libanaise et auraient ouvert le feu pour couvrir le débarquement d'une unité israélienne à proximité de la route reliant la ville de Saïda au camp de réfugiés d'Ain-El-Heloue. Selon les premières informations, quatre Palestiniens ont été blessés au cours des accrochages.

C'est la troisième intervention des forces israéliennes contre le sud du Liban depuis le début de la semaine. L'aviation de l'Etat hébreu avait attaqué, lundi, le secteur de Hasbaya (sud-ouest du Liban) et, mardi, le camp de Bourgouliyeh (près de Tyr). Cette dernière attaque avait fait trois morts et septs blessés parmi la population civile.

L'intensification de ces attaques a coïncidé, mercredi, avec la journée de protestation contre l'accord égypto-israélien. C'est d'ailleurs dans les camps de réfugiés du Sud-Liban que les manifestations ont été les plus nombreuses, avec notamment des marches de protestation et une grève générale.

La population libanaise s'est largement solidarisée avec les Palestiniens et, à l'appel des partis progressistes, une grève générale a été observée dans de villes, notamment à Tyr et à Saïda.

Des manifestations et des réunions se sont également déroulées dans les camps palestiniens à Beyrouth : des blindés avaient pris position devant l'ambassade d'Egypte pour prévenir tout incident. — *(A.F.P., U.P.I.)*

OCÉAN INDIEN

Des affrontements font trois morts dans la Grande-Comore

Des affrontements entre partisans du gouvernement de Moroni et défenseurs de l'ancien président Ahmed Abdallah ont fait trois morts et douze blessés, mardi 2 septembre, au village de Mbeni, dans le nord de la Grande-Comore. M. Ali Soilih, délégué à la défense et à la justice au sein du conseil exécutif, s'était rendu avec douze hommes au village de Mbeni pour s'informer de la situation. La brigade de gendarmerie locale, en effet, ne transmettait plus de renseignements par radio. C'est au moment où il s'entretenait avec les gendarmes que M. Soilih et ses hommes ont été attaqués par un groupe de partisans de M. Abdallah. Agresseurs et agressés ont fait usage d'armes à feu.

Mbeni est le village dont M. Mohamed Taki, ancien ministre de l'intérieur du gouvernement de M. Abdallah, est originaire. Selon certaines informations, il se cacherait dans la région, où il aurait organisé des commandos armés. M. Soilih a déclaré, à son retour à Moroni, qu'une chasse à l'homme serait organisée afin de retrouver le responsable du « plus grave incident sanglant de l'histoire des Comores ».

On apprend d'autre part que les négociations pour le transfert des pouvoirs dans les trois îles qui se sont prononcées en faveur de l'indépendance ont commencé lundi à Moroni.

De notre correspondant

Moroni. — Il y a un mois, le 3 août, le président Ahmed Abdallah était renversé. « *Dans les esprits, la déposition d'Ahmed Abdallah est déjà loin* », explique un commerçant, qui ajoute : « *Les principales préoccupations des Comoriens concernent le riz et le sucre.* » Ces deux denrées, aliments de base de la population, commencent à manquer.

Les nouveaux dirigeants tentent de faire face à la situation, en réduisant autoritairement les prix et en prenant contact avec les pays voisins pour un réapprovisionnement en riz. « *Il faut faire vite*, commente un membre du conseil national exécutif chargé des finances. *Il nous faut trouver les 400 millions de francs C.F.A. que la France devait verser pour le second semestre 1975.* »

En attendant, un certain nombre de mesures d'austérité ont été prises.

Anjouan, l'île natale de l'ancien président Abdallah, reste coupée du reste de l'archipel. « *Nous voulons laisser pourrir la situation* », précise M. Ali Soilihi, l'instigateur du coup d'Etat et aujourd'hui délégué à la défense et à la justice. Il espère ainsi provoquer un retour rapide d'Anjouan dans le giron comorien.

Les fonctionnaires anjouanais, qui n'ont pas été payés depuis deux mois, commencent à protester. Les étudiants manifestent : ils craignent de ne pas pouvoir arriver à temps en France pour la rentrée universitaire. Les paysans organisent de véritables jacqueries, occupant par la force les terres appartenant à l'ancien président comorien. Pour un Anjouanais, qui a préféré rester à Moroni, la cause de ces malheurs est M. Ahmed Abdallah : « *Il n'a pas su comprendre qu'à Anjouan il était davantage craint qu'aimé.* » Selon certains, la sécession d'Anjouan pourrait prendre fin dans les jours qui viennent.

L'île de Mayotte, enfin, qui veut rester française, s'éloigne chaque jour un peu plus du reste de l'archipel. Pour M. Marcel Henry, chef du Mouvement populaire mahorais, « *la situation est des plus claires : jamais Mayotte n'a été aussi proche de la France.* » Il est vrai que Paris vient d'allouer un crédit spécial de plusieurs dizaines de millions de francs C.F.A. (1 F C.F.A. = 0,02 F français), afin de faire fonctionner la nouvelle administration mahoraise. De plus, le ravitaillement de l'île est assuré par la marine nationale. Récemment, l'*Ouragan* a débarqué 300 tonnes de riz, 40 tonnes de sucre et du carburant. M. Marcel Henri est plus que jamais sûr de lui.

MICHEL HEUSSAS.

AFRIQUE

Éthiopie

LA SITUATION NE CESSE DE S'AGGRAVER EN ÉRYTHRÉE RECONNAIT LA PRESSE OFFICIELLE.

Addis-Abeba (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Pour la première fois depuis plusieurs mois, la presse officielle éthiopienne a rompu, mardi 2 septembre, le silence sur la rébellion érythréenne. Elle estime que la situation « n'a cessé de s'aggraver » depuis un an. Le gouvernement éthiopien a annoncé lundi, pour sa part, la création d'une commission interministérielle chargée de l'Erythrée, en raison de « l'ordre de mobilisation qu'ont lancé en Erythrée les rebelles et leurs amis, ainsi que de la décision de certains gouvernements arabes de fournir à ces rebelles une aide morale et matérielle illimitée ».

De source diplomatique, on apprend que les combats ont repris dans Asmara et autour de la capitale de la province. Asmara serait pratiquement isolée par les tirs de roquettes des sécessionistes.

À TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● LE PROCES DU CAPITAINE DE CORVETTE de la marine est-allemande Dieter Goersdorf accusé d'avoir livré des secrets militaires à la R.D.A., après s'être infiltré sous un faux nom dans la marine ouest-allemande en 1957 s'est ouvert mercredi matin à Celle (Basse-Saxe). M. Dieter Goersdorf avait été arrêté en mai 1974 à Wiehelmshaven où il appartenait au comité directeur local de l'Union chrétienne démocrate C.D.U. — *(A.F.P.)*

Argentine

● LE CHEF DE LA POLICE DE LA PROVINCE DE BUENOS-AIRES a été tué par des terroristes, le 3 septembre. Le même jour à La Plata, des membres du mouvement péroniste de gauche, les Montoneros, ont attaqué un camion militaire. Ils ont tué un sergent, et emporté des armes et des munitions. Deux personnes ont été tuées le 2 septembre, par l'explosion d'une bombe placée devant un salon de coiffure de Buenos-Aires que fréquente habituellement la présidente de la République, Mme Peron. — *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*

Irlande du Nord

● LE CONSEIL PROTESTANT DES TRAVAILLEURS D'ULSTER a menacé de prendre des « *mesures draconiennes* » pouvant aller jusqu'à la grève générale — (qui, en mai 1974, paralysa la province pendant quinze jours et causa la chute de l'exécutif collégial) — si le gouvernement britannique ne réagissait pas vigoureusement à la recrudescence du terrorisme en Ulster.

Sri-Lanka

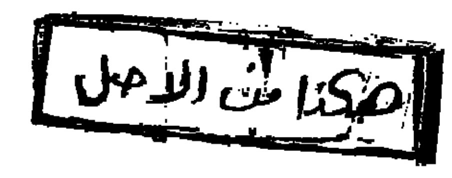
● LA COALITION GOUVERNEMENTALE ne compte plus que deux partis : le parti de Mme Bandaranaïke et le P.C., les trois ministres « trotskistes » ayant été démis de leurs fonctions. Les trois nouveaux ministres appartiennent au mouvement du chef du gouvernement. Il s'agit de MM. Félix Diaz Bandaranaïke, neveu du premier ministre (finances), Kobbekaduwa (plantations, qui est déjà ministre de l'agriculture) et Kalugalle (transports).

Union soviétique

● LE PROFESSEUR ALEXANDRE LERNER, l'un des activistes juifs les plus connus de la capitale soviétique, a été autorisé à assister mercredi 3 septembre, à Tbilissi (Géorgie), à une conférence internationale sur l'informatique, à laquelle des scientifiques américains l'avaient invité. Après un premier refus des autorités soviétiques, l'autorisation fut accordée : les savants américains avaient menacé de boycotter la réunion. — *(A.F.P.)*

Vietnam du Sud

● SAIGON a décidé, à l'occasion de la fête de l'indépendance du 2 septembre, le rétablissement des relations postales entre le Vietnam du Sud et l'étranger.



ASIE

LA MALAISIE, PROSPÈRE ET FRAGILE

(Suite de la première page.)

L'année dernière juste après que quelques irréductibles eurent été arrêtés, tous les candidats de l'Alliance du Sabah, l'USNO, furent élus sans opposition. Fanatique musulman, Mustapha a aussi eu la main assez lourde pour « convaincre » les non-musulmans — la grande majorité de la population de l'Etat — de se convertir. L'obtention de licences d'exploitation forestière — aux profits mirobolants, — la nomination à des postes administratifs, étaient le plus souvent liées à une conversion à l'islam. Il est enfin connu pour l'aide qu'il a apportée aux sécessionnistes musulmans de Mindanao, au sud des Philippines.

Jusqu'au mois de juillet, Kuala-Lumpur ne trouvait rien à redire officiellement à ces abus, pas plus qu'à l'exubérante vie privée et à la propension de Mustapha à mélanger ses finances personnelles avec celles de son Etat. Coureur de jupons infatigable, fervent amateur de champagne, passionné de violon — on dit qu'un jour, se trouvant à Kuala-Lumpur, il envoya un de ses avions personnels à Kota-Kinabalu, la capitale du Sabah, pour chercher le violon qu'il avait oublié, — cet homme possède une résistance exceptionnelle : il est capable, après une nuit bien remplie, de se rendre à la mosquée à 7 heures, l'œil vif et la voix claire, le songkok (toque noire) vissé sur son visage maigre, pour exhorter de nouveaux convertis à respecter à la lettre les commandements de l'islam. « *Si les femmes m'aiment, c'est qu'elles me trouvent beau* », dit-il modestement.

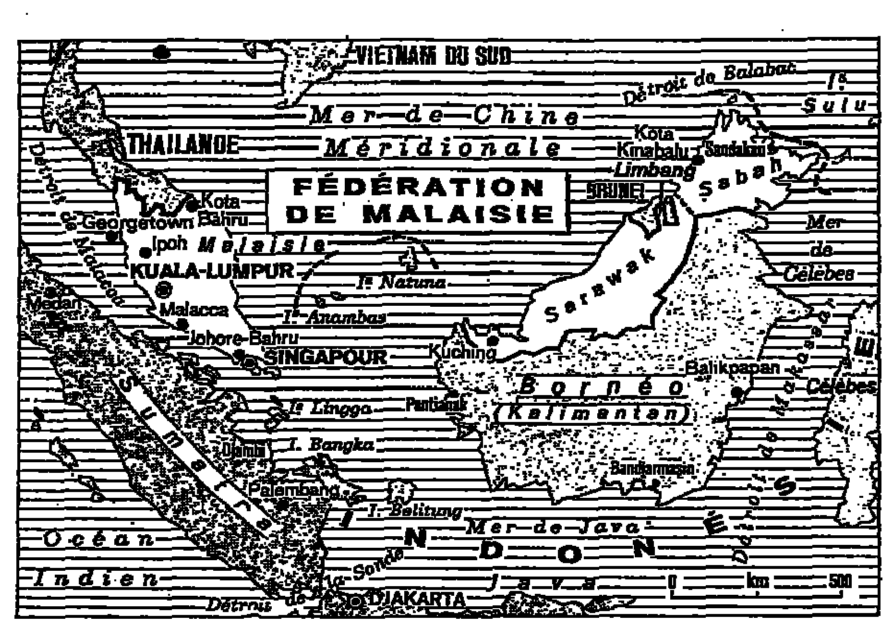
Ses revenus personnels sont estimés à environ 2 millions de francs par mois (il y a quarante ans, avant de se lancer dans la politique, il était domestique dans une famille de coloniaux britanniques). Presque toujours en voyage hors de son Etat, il dispose de deux petits avions à réaction et avait, avant sa chute, commandé deux Boeing-707, officiellement pour développer le tourisme. Mais les aménagements qu'il y a fait faire — chaîne stéréo, toilettes supplémentaires, globe terrestre indiquant à tout moment l'endroit où se trouve l'appareil, et qui dépassent en luxe ceux du Boeing du directeur de *Playboy* — ont considérablement augmenté le prix de l'avion. Ses ennemis l'accusent d'investir son argent à l'étranger — par exemple à Londres, dans l'immobilier. Il a répondu à ces accusations en déclarant qu'il agissait ainsi pour laisser plus de chance aux habitants du Sabah ; il a accusé en retour ses adversaires qui, eux, investissent sur place, de le faire au détriment de la population. Curieux raisonnement.

Le Berjaya contre Mustapha

Le 15 juillet, alors que Mustapha vaquait à ses occupations favorites à Londres, plusieurs dirigeants du parti gouvernemental faisaient scission et annonçaient la formation d'un nouveau parti, le Berjaya. Ce parti affirmait son allégeance au gouvernement fédéral, accusait Mustapha d'être un dictateur et de vouloir faire sécession, demandait sa démission et de nouvelles élections. Mustapha rentrait d'urgence, tandis que les journaux locaux, devenus les porte-parole des adversaires en présence, commençaient à déballer les histoires les plus sordides. Les principaux protagonistes étant de très riches hommes d'affaires, il y avait beaucoup à dire sur les opérations des uns et des autres...

Bénéficiant du soutien évident de Kuala-Lumpur, le Berjaya a été admis au sein du Front national — coalition au pouvoir, — alors que l'on découvrait fort opportunément que l'USNO n'en faisait plus partie et devait présenter une nouvelle demande. Il a immédiatement commencé une vigoureuse campagne de propagande au Sabah, ce qui n'aurait pas été possible quelques mois plus tôt, avant le remplacement du chef de la police locale et le retrait de pouvoirs spéciaux qui donnaient, entre autres, à Mustapha le droit de faire arrêter ses adversaires. Toutefois, le Berjaya n'a pas réussi à attirer plus de cinq des trente-huit membres de l'Assemblée locale. Ceux-ci, déjà attachés par de solides liens matériels à Mustapha, avaient été envoyés en vacances à l'étranger aux frais du gouvernement, pour les empêcher de changer d'avis.

Les relations de Mustapha avec le gouvernement central n'avaient cessé de se tendre depuis 1969. Détenant des pouvoirs étendus, en particulier dans le domaine de l'immigration — il faut un passeport aux Malaisiens désirant se rendre au Sabah, — il a tout fait pour renforcer son autonomie. L'an dernier, il fit perdre la face au premier ministre, M. Abdul Razak, en refusant le poste de ministre de la défense qu'il avait lui-même sollicité. Il exigeait de devenir le « numéro deux » du gouvernement et d'être le candidat à la succession de M. Abdul Razak. Plus récemment, en avril, il réunit ses amis politiques de l'USNO à Kota-Kinabalu pour discuter d'une éventuelle indépendance.



Comme, d'autre part, il renforçait ses liens avec la vieille garde du parti du premier ministre — en particulier avec l'ancien premier ministre, le prince Abdul Rahman, le ministre de l'intérieur, M. Ghazali Shafie, et d'autres, — et que, pour la première fois, à cause de ses extravagances et de la mévente des bois tropicaux, les caisses du Sabah étaient vides, le gouvernement central se résolut, en juillet, à frapper. Mais il ne pouvait agir directement, pour ne pas mettre en danger l'équilibre fragile de la Fédération et réveiller les vieux démons raciaux et religieux.

Le vice-ministre auprès du premier ministre, M. Abdullah Ahmad, fut, nous a-t-on dit, chargé de l'opération « *avec la bénédiction d'Abdul Razak* », pour reprendre les termes employés par une haute personnalité, et sans que le ministre de l'intérieur soit mis au courant. Comme nous nous étonnions de la lenteur avec laquelle l'affaire se déroulait, de l'apparente indécision du chef du gouvernement, qui aurait pu, s'il l'avait voulu, faire mettre Mustapha en prison pour sédition ou proclamer l'état d'urgence, un haut fonctionnaire nous a répondu : « *Le premier ministre n'attaque jamais de front, il préfère concilier, mais vous verrez, dans deux mois tout sera fini, Mustapha aura démissionné... sinon, nous avons d'autres moyens.* »

En effet, depuis qu'il a remplacé, en 1971, le prince Abdul Rahman, M. Abdul Razak, l'air fatigué et maladif, bien qu'âgé seulement de cinquante-trois ans, s'appuyant sur une canne, n'a jamais paru dominer la situation. En fait, comme le dit un de ses collaborateurs, « *il temporise, il manœuvre certes, mais chaque crise le renforce. Après les houleux débats du récent congrès de l'USNO, où il fit élire ses candidats contre de nombreux opposants, après l'affaire du Sabah, M. Abdul Razak semble n'avoir jamais été aussi puissant. Il n'est pas question qu'il s'en aille avant une dizaine d'années « à moins que Dieu en décide autrement* », nous dit M. Abdullah Ahmad. D'autant que la nouvelle génération de politiciens malais sait qu'il lui faudra encore plusieurs années pour s'affirmer, et que la disparition prématurée du premier ministre lui serait défavorable. Parmi eux, on trouve le ministre des industries primaires, M. Musa Hitam, le très controversé directeur de la Compagnie pétrolière nationale Petronas, le prince Razaleigh, le Dr Mahathir, ministre de l'éducation, considéré comme un extrémiste par les non-Malais, et M. Abdullah Ahmad.

On peut penser que la solution de la crise du Sabah permettra à long terme de renforcer la Fédération et de réduire l'autonomie dont disposent les deux Etats de Malaisie orientale, Sabah et Sarawak. Mais elle ne résout pas l'épineux et fondamental problème des relations inter-raciales.

De moins en moins représentés dans la vie politique et au gouvernement, où ils ont perdu le contrôle de l'économie et des finances qu'ils détenaient depuis l'indépendance, les Chinois, qui, avec la communauté indienne, forment la moitié de la population, ne sont guère satisfaits. Le développement économique se fait presque exclusivement en faveur des Malais. Chinois et Indiens sont en outre dépourvus — dans la majorité comme dans l'opposition — de dirigeants de valeur capables de rivaliser avec la nouvelle vague malaise.

Contraint de naviguer au plus près entre les exigences des principales communautés, confronté à une insurrection communiste qu'il ne parvient pas à réduire, et qui paraît désormais s'étendre à la capitale, hanté par le souvenir des sanglantes émeutes raciales de mai 1969, M. Abdul Razak peut certes compter sur la prospérité économique du pays. Mais il n'est sans doute pas au bout de ses difficultés, et avant tout il doit faire face au mécontentement des paysans, les moins favorisés par le développement, comme l'a montré l'émeute de la fin de 1974.

PATRICE DE BEER.

Prochain article :

DU LIBÉRALISME AU DIRIGISME

UN APPEL DES NATIONS UNIES EN FAVEUR DE CINQUANTE TROIS MILLE RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

Genève (A.F.P.). — Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, le prince Sadruddin Aga Khan, a annoncé mercredi 3 septembre, à Genève, qu'il a lancé un appel en vue d'obtenir 12,4 millions de dollars pour le financement de l'assistance aux 53 000 Cambodgiens, Laotiens et Sud-Vietnamiens se trouvant en Thaïlande.

Les personnes déplacées, indique le haut commissaire, bénéficieront d'une assistance jusqu'à la fin de 1976. Il y a 38 000 Laotiens, principalement des Méos originaires des collines frontalières et qui se trouvent dans des zones rurales, 13 000 Cambodgiens et 2 000 Sud-Vietnamiens, qui seront eux aussi aidés.

Plusieurs milliers de personnes déplacées seront, selon le haut commissariat, réinstallées hors de Thaïlande. Un millier d'entre elles auront certainement besoin de l'assistance financière pour leur transport. On s'attend au haut commissariat que le gouvernement thaïlandais apporte une contribution au programme au moins équivalente à la sienne, principalement sous forme d'attribution de terres, de services et de transports à l'intérieur du pays.

AMÉRIQUES

LES RÉACTIONS APRÈS LES ÉVÉNEMENTS AU PÉROU ET EN ÉQUATEUR

RIO-DE-JANEIRO : espoir d'une évolution modérée à Lima

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Ce qui vient de se passer en Equateur et au Pérou n'a pas attiré de commentaires des autorités brésiliennes. Rien n'a changé à Quito, et ce qui s'est produit à Lima n'est, apparemment, qu'une révolution de palais. Pourtant, que des militaires conservateurs se soulèvent contre le « nationalisme révolutionnaire » du général Rodriguez Lara, et que le général Velasco Alvarado, au Pérou, soit chassé du pouvoir, voilà qui ne peut manquer d'intéresser Brasilia. Faute de réaction officielle, il y a tout de même eu quelques observations en coulisse sur l'arrivée, à la tête de l'Etat, du général Morales Bermudez.

Il s'agit d'un modéré, dit-on, et les relations entre les deux pays devraient s'en trouver améliorées. Ce n'est un mystère pour personne, en effet, que le président déchu avait la plus grande méfiance à l'égard des efforts faits par Brasilia pour occuper l'Amazonie et s'ouvrir une voie vers le Pacifique. D'une façon générale, la radicalisation du régime péruvien rendait difficile toute tentative brésilienne pour avoir une politique andine et l'asseoir sur une collaboration économique à long terme.

Le général Morales Bermudez sera-t-il le modéré escompté ici et favorisera-t-il une évolution du régime révolutionnaire ? L'espoir en est formulé par le quotidien *Estado de Sao-Paulo*, très lié aux hommes politiques péruviens chassés, en 1968, par les militaires, et qui s'est souvent livré à de violentes attaques contre celui qu'il appelle le « *dictateur Velasco Alvarado* ». « *On peut espérer,* écrit le journal de Sao-Paulo, *un changement de style du gouvernement, qui devra être plus objectif, donc plus modéré. Il visera plus à la consolidation de l'œuvre de la révolution qu'à une accélération et une radicalisation de son cours. Celles-ci suscitent naturellement le mécontentement et la protestation de la majorité de la population, ce qui exacerbe le caractère arbitraire du régime dictatorial, lequel essaie de contenir l'agitation en multipliant les emprisonnements et les exils...* » Le quotidien va plus loin en prévoyant même un abandon, au moins partiel, des objectifs de la révolution : « *L'échec du socialisme péruvien, aussi complet et aussi dissolvant qu'au Portugal, devrait amener le nouveau gouvernement à rétablir les règles d'une économie saine et collaborer de nouveau avec les grandes démocraties occidentales.* »

Le *Jornal do Brasil* et l'hebdomadaire *Veja* ont fait des commentaires intéressants sur la façon dont la relève a été opérée à Lima. Elle souligne, selon eux, le caractère corporatif du régime militaire péruvien. Selon *Veja*, « *la mentalité corporative est très rigide au sein des forces armées péruviennes, hostiles généralement à tout ce qui ressemble aux personnalismes exagérés. Bien qu'elle veuille faire une révolution, l'armée est restée, par elle-même, conservatrice, rigidement attachée à la discipline et à la hiérarchie. Morales Bermudez, par exemple, a pris le poste de premier ministre en janvier dernier parce qu'il était l'officier le plus ancien. Son prédécesseur, le général Mercado Jarrin, a été obligé de s'effacer à cette occasion et est passé dans la réserve* ». De telles remarques montrent qu'il existe une certaine similitude, dans leur fonctionnement, entre les régimes militaires péruvien et brésilien.

Un assoupissement politique chez ses deux voisins andins, le Pérou et l'Equateur, permettrait à Brasilia de ressortir de ses tiroirs quelques vieux projets. Il y a longtemps que le Brésil, en effet, propose, sans succès, de raccorder sa route transamazonienne au système routier péruvien. Il s'efforce aussi d'établir une liaison à la fois fluviale, routière et ferroviaire à travers le Pérou et l'Equateur, pour aboutir au port équatorien de San-Lorenzo, ce qui lui assurerait un débouché sur le Pacifique. Outre ses plans d'« *intégration continentale* », le gouvernement brésilien a manifesté à plusieurs reprises son désir de participer à l'exploitation du pétrole jailli des forêts équatoriennes et au cuivre de la sierra péruvienne. Mais les plans élaborés jusqu'ici dans ce sens ne se sont pas encore concrétisés.

CHARLES VANHECKE.

CARACAS : une solidarité réaffirmée avec Quito

De notre correspondant

Caracas. — C'est avec un soulagement non dissimulé que, dans les milieux officiels, on a appris la nouvelle de la reddition des militaires soulevés contre le gouvernement du général Guillermo Rodriguez Lara. Les dirigeants politiques vénézuéliens, qu'ils appartiennent à l'Action démocratique (A.D.) ou au parti d'opposition Copei (social-chrétien), n'ont guère d'affection pour les régimes militaires. Mais, sur le plan diplomatique, ils adoptent une attitude conciliante. Ainsi le gouvernement du président Carlos Andres Perez a-t-il noué avec celui du général Rodriguez Lara des liens étroits.

Caracas a parrainé la candidature de Quito à l'OPEP et offert sa coopération au plus petit producteur de l'Organisation et au « maillon » le plus faible de la chaîne des exportateurs de pétrole. Au sein du Pacte andin, le Venezuela et l'Equateur font bloc, comme on a pu le constater récemment au cours des difficiles négociations sur la programmation de la pétrochimie et de l'industrie automobile. Enfin, au plan interaméricain, les deux pays naviguent souvent de concert : lorsque Caracas a proposé, à la fin de l'année dernière, de lever les sanctions économiques imposées à Cuba, c'est Quito qui s'est offert pour organiser la réunion de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains). Quand Quito a dénoncé, au début de l'année, le caractère discriminatoire de la loi sur le commerce (Trade Act) adoptée par le Congrès américain, Caracas s'est immédiatement solidarisé avec le gouvernement du général Rodriguez Lara. Le mouvement de protestation qui s'est rapidement étendu au reste de l'Amérique latine avait puissamment contribué à torpiller la conférence de Buenos-Aires, où M. Henry Kissinger envisageait de reprendre le « nouveau dialogue » avec les pays situés au sud du rio Grande.

Sur les questions pétrolières, l'Equateur a adopté une politique conforme aux recommandations de l'OPEP. Peut-être même trop, au gré de certains experts vénézuéliens. La Compagnie équatorienne des pétroles (CEPE), qui a pris une participation de 25 % dans le consortium Texaco-Gulf qui exploite les gisements amazoniens, n'a pas été à la hauteur de la tâche. Elle rencontre de grandes difficultés pour écouler sur le marché international sa part de la production. « *Mais même après la démission du capitaine de vaisseau Gustavo Jarrin Ampudia, ministre des mines, et son remplacement par un homme plus modéré, le gouvernement a continué d'appliquer une politique fiscale trop dure à l'égard du consortium* », estime une personnalité liée à Petroven (Petroleos de Venezuela), la compagnie d'Etat formée à la suite de la nationalisation du pétrole vénézuélien. « *Ces derniers jours, une attitude plus souple aurait sans doute évité la réaction du consortium, qui a pratiquement cessé ses travaux d'exploration et fortement diminué la production* », conclut-elle.

Un changement bien accueilli

A Caracas, on suit également avec attention l'évolution de la situation au Pérou après la destitution du général Juan Velasco Alvarado. Le gouvernement vénézuélien, qui a accepté de vendre du pétrole (dix mille barils par jour) au Pérou dans les mêmes conditions qu'aux pays d'Amérique centrale, n'a pas apprécié les accusations lancées par l'ancien président de la République péruvienne contre les pays exportateurs coupables, à son gré, d'investir leurs pétro-dollars dans les pays industrialisés plutôt que dans ceux du tiers-monde. Ainsi les dirigeants de l'Action démocratique (le parti au pouvoir) ont-ils favorablement accueilli les changements intervenus à Lima.

PHILIPPE LABREVEUX.

● *La suspension de plusieurs revues a été rapportée* par le gouvernement péruvien le 3 septembre. Le secrétariat à la presse de l'ancien président Velasco Alvarado, qui était à l'origine de la fermeture d'une demi-douzaine de publications, a été supprimé. Le décret précise que tous les Péruviens auront désormais le droit d'exprimer « *des positions, des divergences et des critiques en totale liberté, tout en respectant le principe de l'autorité et la poursuite du processus révolutionnaire* ». — (A.P.)

En Équateur

Le président Rodriguez Lara va former un nouveau gouvernement

Le gouvernement équatorien a remis, le mercredi 3 septembre, sa démission collective au chef de l'Etat, le président Guillermo Rodriguez Lara, « *afin de lui permettre de procéder plus facilement à la réorganisation de sa politique au bénéfice du peuple équatorien* ». Outre les onze ministres, ont également démissionné le commandant interarmées et les chefs des trois armées. Le général Rodriguez Lara a indiqué qu'il n'avait pas l'intention, pour le moment, de confier le gouvernement aux civils.

Le chef de l'Etat a d'autre part indiqué, lors de la conférence de presse réunie le 3 septembre, que « *rien ne permettait de penser que des compagnies pétrolières ou des organismes étrangers étaient impliqués dans le putsch manqué contre son gouvernement* ».

Le groupe d'officiers qui avait participé au soulèvement avait vivement critiqué la politique gouvernementale dans ce domaine. Le groupe Texaco-Gulf, qui contrôle 75 % de la production équatorienne, avait décidé de réduire ses activités afin de protester contre un accroissement de la fiscalité. En conséquence, le gouvernement s'était trouvé à court de crédits pour mener à bien un ambitieux programme d'investissement.

Le gouvernement chilien a, d'autre part, accordé l'asile politique au général Raul Gonzalez Alvear, qui avait dirigé la tentative de coup d'Etat du 1er septembre. L'ancien chef de l'état-major général de l'armée équatorienne — dont l'arrestation avait d'abord été annoncée — s'était réfugié auprès de la représentation diplomatique de Santiago à Quito. Les observateurs estiment que les autorités équatoriennes ont volontairement laissé « échapper » le général Gonzalez Alvear, pour ne pas prendre le risque politique de lui faire un procès. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

EUROPE

L'évolution de la situation au Portugal

ARRIVÉ INCOGNITO A PARIS

L'ex-général Spinola prendrait des contacts avec des représentants de l'opposition au gouvernement de Lisbonne

L'ex-général Spinola, venant du Brésil où il est réfugié, est arrivé le mercredi 3 septembre en début d'après-midi à Paris, première étape d'une nouvelle tournée européenne qui doit encore en principe le conduire à Genève et à Madrid. En juillet dernier, l'ancien président portugais avait déjà séjourné en Europe. Selon ses collaborateurs, il avait à cette occasion rencontré des personnalités portugaises, en particulier des représentants du parti socialiste. Mais cette information a été catégoriquement démentie à Lisbonne par M. Mario Soares.

L'ex-général serait seulement accompagné de sa nièce et secrétaire, Maria Luiza Campos Coelho. Il occupe, sous un faux nom, une suite au dix-neuvième étage d'un grand hôtel de la rive gauche. Il a refusé jusqu'à présent de faire une déclaration et sa protection est assurée par les services de contre-espionnage français. Selon ses proches à Rio-de-Janeiro, l'ancien chef d'Etat, qui a multiplié les prises de position hostiles au gouvernement de Lisbonne ces dernières semaines, aurait l'intention de prendre des contacts avec des représentants de l'opposition portugaise.

Le 18 août dernier, il avait adressé une lettre au général Costa Gomes, chef de l'Etat, dans laquelle il lui reprochait de *« cautionner »* la situation actuelle. Il engageait les civils et les militaires, ses *« compagnons d'armes »*, à faire front commun dans le Mouvement démocratique pour la libération du Portugal, dont l'ex-président revendique carrément la direction. Il estimerait, toujours, selon ses proches, que l'évolution de la situation à Lisbonne justifie *« le choix d'un quartier général plus proche du Portugal »*.

De bonne source, on déclare que deux officiers supérieurs qui l'avaient accompagné dans son exil brésilien après le putsch avorté du 11 mars se trouveraient déjà en Espagne, où des commandos de l'« armée de libération portugaise » se prépareraient à l'action. Les relations entre le *Mouvement de libération* de l'ex-général et l'« armée de libération » ne sont pas clairs. Mais il semble que l'ancien commandant en chef en Guinée-Bissau tente de rallier à sa cause des officiers se trouvant encore en Afrique. Il est notoire en tout cas que des officiers spinolistes jouent le dôle de « conseillers » du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) de Roberto Holden et certains d'entre eux *sont installés dans le* camp d'entrainement d'Ambriz, au nord de Luanda. Alors qu'il était chef d'Etat, l'ex-général avait déjà envisagé de faire intervenir des unités de commandos basées en Afrique pour écarter ses adversaires à Lisbonne. La dégradation de la situation en Angola et la longue crise politico-militaire à Lisbonne ont pu lui permettre de penser que son retour au premier plan était possible. Mais son opération actuelle pourrait aussi bien favoriser à Lisbonne le rapprochement de tous ceux qui n'acceptent pas le retour, même camouflé, du caétanisme.

● *Une réunion d'information sur le Portugal* a eu lieu, le 28 août, à l'archevêché de Paris. Y participaient notamment le cardinal Marty, président de la conférence épiscopale ; Mgr Maziers, président de la commission épiscopale du monde ouvrier ; Mgr Etchegaray, président des conférences épiscopales d'Europe ; Mgr Frossard, administrateur du diocèse de Paris, ainsi que les différents responsables des mouvements catholiques ouvriers.

Par ailleurs, Mgr Huot-Pleuroux, secrétaire général de la conférence épiscopale de France, a été — à la demande du cardinal Marty — chargé d'informer l'épiscopat portugais de la manière dont on ressent en France la crise de ce pays.

● *La nouvelle Constitution* qui doit être adoptée avant la fin de l'année prévoit l'interdiction des organisations politiques paramilitaires. L'Assemblée constituante, chargée de rédiger les nouveaux textes, a décidé mardi 2 septembre que la liberté politique serait garantie à tous les partis, sauf ceux qui sont armés et professent des idées fascistes. Des informations font état du réarmement d'organisations de droite et de gauche, ce qui a amené les autorités portugaises à condamner le renforcement des groupes paramilitaires. — *(Reuter.)*

● *Dans l'article de Maurice Duverger* « La transition vers la démocratie » (*le Monde* du 3 septembre), il fallait lire que *« le système juridique... n'a guère fait progresser la conscience civique »* (et non la conscience soviétique).

● *Une délégation du Front progressiste* (mouvement des gaullistes de gauche) conduite par M. Dominique Gallet a rencontré, mercredi à Lisbonne, MM. Mario Soares et Alvaro Cunhal. — *(A.F.P.)*

APRÈS LE VOTE DE DÉFIANCE DE L'ARMÉE DE TERRE

Le général Vasco Gonçalves semble résigné à renoncer au poste de chef d'état-major général

Lisbonne. — Dernier carré fidèle, les marins ne suffiront sans doute pas à sauver le général Gonçalves. La fronde est maintenant trop forte : le *companheiro* Vasco, bloqué dans les antichambres de l'état-major, pourrait bien n'en sortir que par la petite porte. Les Açores et Madère brandissent l'épouvantail de la sécession. Les gradés d'Angola tempêtent. Les commandants de trois régions militaires sur quatre se dressent contre un chef qu'on veut leur imposer. Otelo de Carvalho et le Copcon se rangent à leurs côtés. Le patron des aviateurs dénonce la dictature qui menace. Et l'armée de terre dit tout simplement « non ». Face à tant de refus, l'ancien premier ministre ne peut plus espérer s'imposer.

A-t-il déjà jeté l'éponge ? Abandonnant, le mardi 2 septembre, amer et dépité, la base de Tancos, où s'était réunie l'assemblée de l'armée de terre, il a lancé au général de Carvalho, qui le raccompagnait vers la *sortie* : *« J'étais seulement venu ici pour faire mon autocritique et non pour accentuer les divisions. Vous n'avez pas voulu comprendre. Je m'en vais donc. Il y a six mois que je supporte cette guerre froide. Je n'en veux plus. J'en ai assez. »*

Les débats ont continué sans l'ancien premier ministre, et, à la nuit tombante, l'assemblée a voté : cent quatre-vingts voix contre, quarante-sept pour et quarante abstentions ; le général Vasco Gonçalves a perdu l'appui de l'armée de terre. Le major Melo Antunes — chef de file des « modérés », — allié au général Fabiao, le « professionnel », et à Otelo, le « radical repenti », peut maintenant exiger un ajournement de l'assemblée du M.F.A. prévue pour le vendredi 5 septembre. Le président de la République pourrait difficilement s'y opposer : les cent vingt délégués de l'armée de terre ont décidé de boycotter la réunion si elle était maintenue.

Ils étaient neuf le 25 juillet à briser consciemment une unité de façade. En s'écartant de leur plein gré d'une assemblée en plein débat, les leaders modérés avaient ouvert la crise du M.F.A. A Tancos, ils ont entrepris de la refermer. A leur profit. Mais la première victime de ces deux mois de convulsions risque bien d'être le M.F.A. lui-même. La marine peut encore résister. Isolée, elle attaque. Dans son fortin de la base d'Alfeite — solidement ancrée sur la rive sud du Tage, au milieu des usines de la ceinture rouge, — l'assemblée de la marine a, le 3 septembre, pris à partie les « neuf » en concentrant ses tirs sur « l'amiral du Mozambique », redevenu modestement, après une *décolonisation réussie*, le commandant Victor Crespo. Il est le seul des officiers supérieurs de la marine à avoir signé « le document Melo Antunes ».

Les délégués ont voté contre lui une « motion de défiance », refusant de suivre les appels à la modération de l'amiral Coutinho et du commandant Ramiro Correia, chef d'une 5e division ré-

De nos envoyés spéciaux

duite au silence. Ce dernier a pourtant essayé d'expliquer que Victor Crespo *« était un révolutionnaire qu'il convenait de récupérer »*, mais ses démarches sont restées vaines. L'assemblée a aussi adopté une résolution de soutien aux décisions prises par le président de la République nommant le général Vasco Gonçalves chef d'état-major général et l'amiral Pinheiro de Azevedo à la tête du gouvernement. Le nouveau premier ministre, qui n'a toujours pas officiellement pris ses fonctions, aurait présenté un rapport sur la formation du sixième gouvernement provisoire. Selon certaines sources, l'amiral se serait montré assez pessimiste, allant même jusqu'à affirmer que, *« si d'ici à lundi les obstacles n'étaient pas levés, il ferait une communication au pays et abandonnerait sa charge »*.

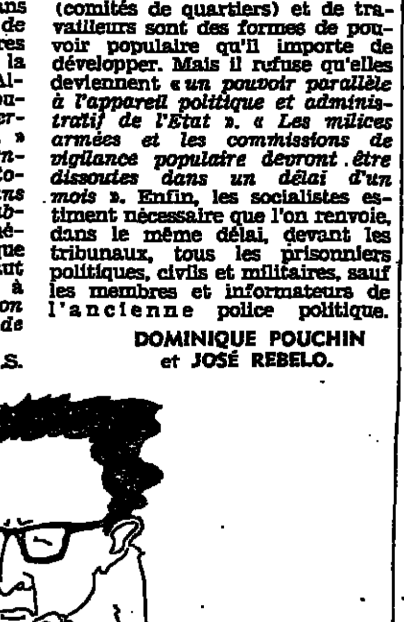
Pourtant les consultations du *premier ministre désigné* paraissent progresser. Il a reçu, le 3 septembre, les dirigeants du parti socialiste et ceux du parti communiste et leur a remis un projet de programme, destiné à servir de plate-forme commune aux partis qui s'engageraient dans la coalition. Les socialistes, de leur côté, ont rendu publiques les conditions qu'ils mettent à leur participation à la nouvelle équipe. Dans une *longue lettre au* président de la République, M. Mario Soares analyse d'abord les origines de la crise. Pour lui, le parti de M. Alvaro Cunhal est le premier coupable. *« Grâce à la pression exercée par la fraction « pro-P.C. » du M.F.A., le P.C.P., qui représente seulement 12,5 % de l'électorat, s'est retrouvé de fait, dans l'antichambre du pouvoir absolu »*, affirme le secrétaire général du P.S. Aussi, estime-t-il, que pour résoudre les conflits il faut remettre le parti communiste à sa place, *« en proportion de son appui populaire, mais rien de plus »*.

La cible immédiate du P.S. reste toutefois le général Vasco Gonçalves qui est devenu *« le symbole du pouvoir et de l'avancée du parti communiste » (...). « C'est pour cela que le P.S. considérait comme un acte d'assainissement indispensable la démission du premier ministre »*, ajoute M. Mario Soares. Le secrétaliste exhorte le président de la République à ne pas abandonner sa charge de chef d'état-major des forces armées au profit du général Vasco Gonçalves. A ceux qui s'étonneraient qu'un parti politique s'immisce dans les *affaires internes de l'armée, les* socialistes répliquent : *« Le pouvoir civil, pour imposer le respect de l'autorité révolutionnaire, a besoin, plus que jamais dans la phase actuelle de désagrégation de la société portugaise, de la force du bras militaire. »*

Les autres revendications du parti socialiste sont déjà connues. M. Mario Soares se contente de les énumérer. Le virage historique qu'il s'agit aujourd'hui de prendre suppose, selon lui, le *« changement total de l'actuel gouvernement provisoire et de son style de travail »*. Le P.S. accepte qu'un *« gouvernement d'unité et de salut national »* soit présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo, dès lors que ce dernier jouit de la confiance de tous les secteurs du M.F.A.

M. Mario Soares reconnait que les commissions de *moradores* (comités de quartiers) et de travailleurs sont des formes de pouvoir populaire qu'il importe de développer. Mais il refuse qu'elles deviennent *« un pouvoir parallèle à l'appareil politique et administratif de l'Etat »*. *« Les milices armées et les commissions de vigilance populaire devront être dissoutes dans un délai d'un mois »*. Enfin, les socialistes estiment nécessaire que l'on renvoie, dans le même délai, devant les tribunaux, tous les prisonniers politiques, civils et militaires, sauf les membres et informateurs de l'ancienne police politique.

DOMINIQUE POUCHIN
et JOSÉ REBELO.



(Dessin de CHENEZ.)

LE PRÉSIDENT COSTA GOMES ADRESSE UNE SÉVÈRE MISE EN GARDE AUX TROIS MOUVEMENTS NATIONALISTES DE L'ANGOLA.

Dans un communiqué publié le mercredi 3 septembre à Lisbonne, le président Costa Gomes a vivement critiqué les trois mouvements de libération angolais, menaçant de décréter l'état de siège sur toute l'étendue du territoire si les uns et les autres persistent à *« interférer avec la souveraineté portugaise avant la proclamation de l'indépendance »*, prévue pour le 11 novembre.

Le chef de l'Etat écrit notamment que le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A., soutenu par le Zaïre et plusieurs pays occidentaux) s'était récemment rendu responsable d'actes *« équivalant à une déclaration de guerre »*. Il fait sans doute allusion à la mort, samedi, d'un sous-officier portugais venu parlementer avec les militaires du F.N.L.A., dont l'artillerie menaçait le château d'eau de Quifangondo, qui, à 25 kilomètres de Luanda, est la principale source d'approvisionnement en eau de la ville.

M. Costa Gomes accuse, d'autre part, l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, de tendance modérée) d'ingérence dans les affaires intérieures du Portugal et reproche au Mouvement populaire de libération (M.P.L.A., soutenu par l'Europe de l'Est) de se livrer à des « calomnies ».

Il lance aussi un appel à la communauté internationale pour aider au rapatriement des colons portugais d'Angola. A ce propos, l'Allemagne fédérale a annoncé, mercredi, après une décision analogue de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, qu'elle mettrait prochainement à la disposition du gouvernement de Lisbonne des avions permettant de transporter cinq mille réfugiés.

Le chef de l'État portugais n'a pas fait allusion à l'éventualité de l'envoi de nouveaux renforts en Angola, mais une délégation *de trente représentants du* Mouvement des forces armées en Angola a fait une demande en ce sens à l'assemblée de l'armée de terre réunie mardi à Tancos.

● A LUANDA, le M.P.L.A. a reconnu mercredi que des combats ont lieu à proximité immédiate de Quifangondo. Un véhicule de reconnaissance du F.N.L.A. de fabrication française a été saisi et promené dans la banlieue de Luanda, remorqué par un véhicule *blindé de fabrication* soviétique. L'agence Reuter écrit que le M.P.L.A. a récemment recu d'U.R.S.S. une vingtaine de blindés.

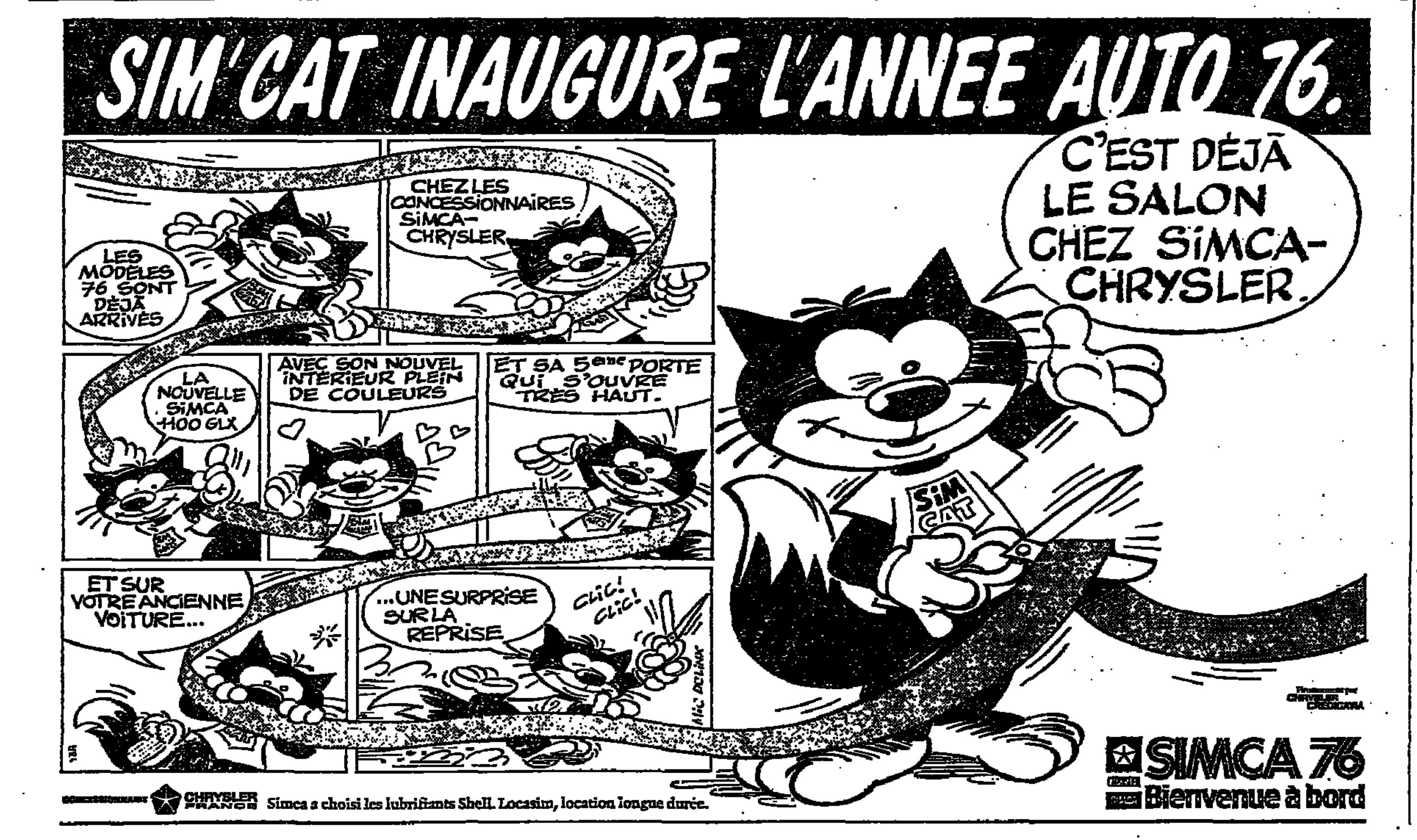
LE P.C.F. REFUSE LE SOUTIEN DES TROTSKISTES

L'Humanité du 3 septembre rappelle l'hostilité du P.C.F. à toute unité d'action avec les mouvements d'extrême gauche, et en particulier avec les formations trotskistes. Prenant prétexte d'un communiqué du P.S.U. et de la Ligue communiste révolutionnaire qui se félicitaient de la mise en place, au Portugal, d'un éphémère « front unitaire révolutionnaire » rassemblant l'extrême gauche et le P.C.P., le quotidien communiste note : *« En France, une originalité du mouvement ouvrier est que le courant révolutionnaire léniniste a isolé, puis battu, le trotskisme et généralement toutes les variétés du réformisme gauchiste. A cela, une raison parmi d'autres : d'expérience, de longue expérience, les ouvriers de notre pays ont rejeté l'infantilisme politique du gauchisme.*

» Ces victoires ne font pas l'affaire de Krivine et de ses amis qui végètent dans un obscur isolement. Ils voudraient en sortir. Qu'ils ne comptent pas sur le P.C.F. pour les y aider ! »

Le P.C.F. rejette donc l'offre d'*« unité d'action sans exclusive de toutes les forces du mouvement ouvrier pour développer une vaste campagne de solidarité avec le peuple portugais en lutte pour le socialisme »* faite par le P.S.U. et la L.C.R. Le bureau national du P.S.U. a déploré, mercredi 3 septembre, cette décision des communistes français.

● ERRATUM. — Une ligne sautée a rendu incompréhensible le début de l'article *« A propos d'une lettre de Prague »* (*le Monde* du 4 septembre). Il fallait lire : « Sous le titre La Vltava jadis appelée Donan », le *Rude Pravo*, organe du parti communiste tchécoslovaque, etc. »



EUROPE

Grande-Bretagne

Les syndicats approuvent le plan anti-inflationniste

Blackpool. — La confédération des syndicats britanniques (TUC) a adopté, le mercredi 3 septembre, à une très large majorité, la motion de soutien au plan anti-inflationniste de M. Harold Wilson et au plafond d'augmentation annuelle de 6 livres par semaine pour tous les salariés. La veille, le TUC avait élu membre de son conseil général M. Reg Birch, représentant de l'extrême gauche de la fédération de la métallurgie, qui remplace un modéré, M. John Boyd. Le conseil général du TUC reste cependant largement dominé par les modérés.

De notre envoyée spéciale

La motion de soutien au plan gouvernemental a été présentée par le secrétaire général du mouvement, M. Len Murray, très applaudi, a souligné d'une manière vibrante les *« dures réalités de la situation »* : l'inflation, le chômage, le déficit de la balance des paiements, le vieillissement de l'industrie. Il a adjuré ses camarades d'être réalistes, de comprendre qu'il n'y a pas d'alternative au plan du Labour si les syndicalistes souhaitent que celui-ci reste au pouvoir.

Il a été appuyé par le secrétaire général de la fédération des transports, M. Jack Jones, qui a lancé un appel à l'unité du mouvement syndical et rappelé que la politique poursuivie depuis dix-huit mois par le gouvernement travailliste avait assuré d'appréciables avantages à la classe ouvrière, notamment en matière de retraites, de prestations sociales et de libertés syndicales.

« Voter oui au Labour, a-t-il encore dit, *c'est s'assurer que le pétrole de la mer du Nord ira au peuple et non aux milliardaires. »*

Appuyée par la majorité des fédérations, la motion a été vivement combattue par plusieurs organisations, en particulier par le Syndicat des fonctionnaires, mais surtout par la Fédération des techniciens de la métallurgie, dont le secrétaire, M. Ken Gill, membre du parti communiste, fit un procès sévère du gouvernement Wilson.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Labour, a-t-il dit en substance, il n'y a pas eu, comme on nous l'avait promis, de redistribution du revenu national, de contrôle des prix, de nationalisation des chantiers navals et de l'industrie automobile. Au contraire, les subventions aux services sociaux ont été diminuées, et le ministre de l'industrie, M. Tony Benn, qui partage nos idées, a été *« dégradé »* (M. Benn est devenu ministre de l'énergie).

« Pour la première fois depuis 1930, a affirmé M. Gill, *nous avons un gouvernement travailliste qui refuse le plein emploi, qui pratique une coalition de fait avec les conservateurs, puisque M. Heath a approuvé le plan de M. Wilson. Nous ne voulons pas le « socialisme tout de suite » comme on nous le fait dire, mais nous voulons garder notre liberté de négociations salariales. »*

Le secrétaire de la Fédération des conducteurs de train, M. Buckton, a renchéri : *« Dire qu'approuver le plan de M. Wilson c'est maintenir les travaillistes au pouvoir est un leurre. M. Wilson garde sa majorité grâce aux nationalistes écossais et aux députés d'Irlande du Nord. Si la politique économique du Labour échoue, c'est alors que nous risquons d'avoir de nouvelles élections. »*

Mais le congrès n'avait nulle envie d'envoyer les travaillistes à leur perte ; la motion de soutien au plan de M. Wilson a été votée par 6 945 000 mandats contre 3 375 000. Une majorité confortable, moins écrasante cependant que certains l'avaient annoncé. Une autre motion demandant un contrôle sélectif des importations, un contrôle des exportations de capitaux et un salaire minimum de base de 40 livres par semaine a été repoussée par 3 300 000 mandats. M. Wilson a levé une hypothèque, mais il reste en liberté surveillée.

NICOLE BERNHEIM.

Espagne

Menacés de très lourdes sanctions

Les directeurs de journaux préconisent le rétablissement de la censure

Madrid *(A.F.P., Reuter).* — Le magazine *Triunfo,* déjà suspendu en 1971, a été frappé de la même mesure le mercredi 3 septembre pour une durée de quatre mois. Son directeur est condamné à une amende de près de 20 000 francs. *Triunfo* avait publié un article intitulé : « Sommes-nous prêts pour le changement ? » considéré comme une atteinte à la sécurité de l'Etat ? ». C'est la cinquième revue politique saisie depuis la promulgation de la loi contre le terrorisme.

Face à cette offensive sans précédent des autorités contre la presse, les directeurs de journaux et les journalistes de Madrid seraient prêts à demander au gouvernement le rétablissement de la censure préalable plutôt que de rester soumis aux menaces de lourdes sanctions.

Dans un sondage publié par *Cambio 16,* les journalistes et les responsables de revues interrogés se prononcent tous en faveur de cette restauration de la censure préalable.

Les directeurs de journaux réclameraient pour leur propre protection et pour celle de leurs journalistes la suspension du Fuero du peuple espagnol garantissant la liberté de la presse. Celle-ci a été sanctionnée au cours des dix derniers jours comme elle ne l'avait jamais été depuis la promulgation de la loi de la presse en 1966.

La revue *Doblon,* saisie la semaine dernière, avait rapporté sans le nommer les propos d'un général connu pour son penchant vers la fermeté, qui aurait affirmé : *« Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une loi contre le terrorisme, mais d'une loi contre la presse. »*

Le décret-loi semble avoir rempli les deux fonctions. A tel point que la *Hoja del Lunes,* organe de l'Association de la presse, dirigée par des journalistes connus pour leur orthodoxie, a cru devoir lancer, lundi, dans un éditorial, un cri d'alarme dont la fermeté a surpris. Cette protestation a reçu l'approbation unanime des gens de presse. Une enquête aurait été ouverte pour connaître l'auteur de l'éditorial.

LE COMTE DE BARCELONE A ÉTÉ « AUTORISÉ » A RENDRE VISITE A SON FILS JUAN CARLOS

Madrid (A.F.P.). — Le secrétariat du comte de Barcelone a annoncé mardi 2 septembre, à Madrid, que le chef de la maison royale espagnole venait de reconstituer son cabinet d'information qu'il avait dissous le 2 juillet 1969, quelques jours après que le général Franco eut désigné son fils Juan Carlos comme son successeur à titre de roi.

Le président du cabinet sera le comte de los Gaitanes, financier, économiste et homme d'affaires, qui participa à la guerre d'Espagne et la termina comme officier de liaison dans la légion Condor ; il est âgé de soixante-deux ans.

D'autre part, on précise mercredi, de source officielle, que le gouvernement espagnol maintient les dispositions prises à l'égard du comte de Barcelone après son discours d'Estoril du 14 juin, et que le libre accès au territoire espagnol lui est toujours « déconseillé ». Dans le cas du récent voyage à Palma-de-Majorque, précise-t-on, le yacht à bord duquel se trouve le chef de la maison royale espagnole a été autorisé, comme tout autre bateau, à faire escale pour se ravitailler, mais il doit continuer sa route vers une destination autre qu'un port espagnol. Comme tout navigateur, le comte de Barcelone a été autorisé à descendre à terre, pour rendre notamment visite à don Juan Carlos.

Autriche

La campagne électorale s'ouvre par un scandale

De notre correspondante

Vienne. — *La campagne électorale autrichienne s'est ouverte par un scandale où la politique, l'argent et le journalisme sont intimement mêlés.*

Pour 100 000 schillings (environ 25 000 F), un député populiste (opposition), M. Helbich, a tenté d'acheter les services d'un éditorialiste du quotidien viennois Kronen Zeitung *(1). En échange de cette coquette somme, le parlementaire n'exigeait pas un travail très ardu. Il suffisait que le journaliste, M. Georg Nowotny, expose, en deux ou trois feuillets, des idées qui pourraient servir et inspirer ceux qui mènent actuellement la campagne de M. Joseph Taus, chef du parti populiste et concurrent du chancelier Kreisky, aux élections générales du 5 octobre. Ce « travail » devait, bien entendu, rester secret et anonyme. Le député tendit au journaliste une enveloppe jaune contenant 100 000 schillings en espèces.*

Cette transaction paraissait avoir été rondement menée. M. Helbich en était-il à son coup d'essai ? Il ne le semble pas comme la suite de l'histoire le montrera. Habitué à brasser des affaires, — il dirige plusieurs entreprises de construction et on ne lui connaît pas de soucis d'argent, — le député aurait sans doute continué à exercer dans l'ombre son étrange négoce si le journaliste n'avait décidé de dévoiler le pot aux roses.

Muni de son enveloppe jaune, le rédacteur se rendit aussitôt au siège du parti populiste et demanda à être reçu par le secrétaire général. Ce dernier, décontracté et souriant, sembla d'abord ne pas attacher toute l'importance qu'il convenait à cette affaire. Il confia même au journaliste qu'il était au courant des activités de M. Helbich — avec lequel il collabore depuis longtemps au sein de la section économique du parti, — et que celui-ci lui avait déjà transmis deux manuscrits de ce genre. Son sourire disparut quand son interlocuteur lui révéla le montant de la somme offerte pour cette coopération.

Quatre jours plus tard, devant le silence du parti populiste, après avoir pris conseil de son avocat et déposé la précieuse enveloppe dans un coffre de banque, M. Nowotny relata toute l'histoire dans les colonnes de son journal.

L'article fit l'effet d'une bombe. Démasqué, M. Helbich fut contraint de retirer précipitamment sa candidature de la liste populiste en Haute-Autriche où il se présentait. Accusé pour le moins de légèreté, le secrétaire général du parti d'opposition, M. Busek, fut mis sur la sellette. Profitant de l'aubaine, le chancelier Kreisky exige maintenant que soient révélés les noms de ceux qui ont télécommandé cette tentative de corruption et s'inquiète de la façon dont « certains milieux économiques comprennent la liberté de la presse et la démocratie ».

Pour le nouveau chef de l'opposition, M. Taus, porté à la tête du parti il y a à peine un mois, l' « affaire Helbich » *est un coup dur. La rapidité avec laquelle il a voulu régler le cas du parlementaire en question montre sa détermination à prendre en main un parti dont certains rouages paraissent lui échapper encore. Mais la suspicion qui pèse sur l'un de ses plus proches collaborateurs risque de lui porter ombrage.*

ANITA RIND.

(1) La *Kronen Zeitung,* avec près d'un million d'exemplaires, a le plus fort tirage des journaux autrichiens.

POLITIQUE

RÉPONDANT A UN ARTICLE DE LA « PRAVDA »

Le P.C.F. réaffirme son attachement au suffrage universel et récuse la thèse de la minorité agissante

L'évolution de la situation au Portugal a fait se rouvrir un vieux débat entre communistes et socialistes français. Il porte sur l'idée que les uns et les autres se font de la démocratie et achoppe notamment sur le fait que le P.C. continue de se présenter comme un parti d'avant-garde, conception que les socialistes jugent ambiguë et porteuse de périls pour l'avenir. Le P.S. justifie notamment ses interrogations par la publication tardive du rapport présenté, le 29 juin 1972, par M. Georges Marchais, devant le comité central de son parti (« le Monde » du 9 juillet), dans lequel le P.C.F. paraît faire dépendre la mise en œuvre du programme commun essentiellement d'un mouvement de masse conduit par le P.C.F. Les socialistes se sont trouvés renforcés dans leur inquiétude par la solidarité manifestée par le P.C.F. à son homologue portugais, alors même que celui-ci tentait d'assurer son contrôle sur l'Etat, indépendamment des résultats électoraux et au nom de sa vocation de parti révolutionnaire d'avant-garde.

Le P.C.P. a pu se sentir encouragé dans son attitude par les communistes soviétiques, notamment par un article de M. Zarodov dans la « Pravda » affirmant qu'aucune révolution authentiquement populaire n'est possible hors de l'hégémonie du prolétariat. Le P.C.F., pour sa part, tient à prendre ses distances. Dans une interview à « Hebdo TC » du 28 août, M. Marchais repoussait catégoriquement la stratégie défendue par la « Pravda » et, dans « l'Humanité » du 4 septembre, M. Chambaz dénonce la théorie des minorités agissantes et réaffirme l'attachement du P.C.F. au suffrage universel. Il ne souffle mot, cependant, des illustrations que le Portugal a pu offrir aux thèses de M. Zarodov. Les communistes justifient leur mutisme par le fait qu'ils n'ont pas à contrarier l'action d'un parti frère, surtout lorsque celui-ci est victime de violentes attaques. On peut cependant noter que, face à la brève alliance entre le P.C.P. et les groupes d'extrême gauche portugais — alliance qui avait irrité les dirigeants communistes français, — « l'Humanité » n'a pas attendu pour prendre ses distances et repousser fermement les offres des trotskistes français.

THIERRY PFISTER.

M. POPEREN : nous sommes au moment historique où il va falloir trancher.

A l'occasion d'un stage de formation de militants socialistes à Lourmarin (Vaucluse), M. Jean Poperen, membre du secrétariat du P.S., a notamment déclaré : *« Nous avons le droit de nous interroger en ce qui concerne le P.C.F. compte tenu des appréciations qu'il a portées sur l'évolution de la situation portugaise. Celle-ci est certes différente de celle de la France, mais pas fondamentalement. Nous sommes au moment historique où il va falloir trancher le débat entre communistes et socialistes sur les rapports entre une avant-garde et les masses. (...) Tout est subalterne par rapport au constat que le parti communiste portugais n'a pas accepté le jeu des alliances démocratiques et que le P.C.F. s'est déclaré politiquement solidaire du P.C.P. Nous ne pourrons jamais céder sur ce point. »*

M. Chambaz : la démocratie commande le respect du verdict populaire

M. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du P.C.F., répond dans *l'Humanité* du 4 septembre à l'analyse de l'étude de Lénine, *« deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique »,* publiée par M. Zarodov, membre suppléant du comité central du P.C. soviétique, dans la *Pravda (le Monde* du 9 août). M. Chambaz rappelle que la stratégie du P.C.F. repose sur un pasage au socialisme par étapes. Il récuse ensuite l'idée de M. Zarodov selon laquelle *« la majorité n'est pas arithmétique mais politique ».*

Il écrit : *« En ce qui nous concerne, nous n'entendons pas travailler avec passion à la création d'un rassemblement majoritaire en tenant pour négligeable son expression électorale. Sans limiter l'intervention du peuple dans les affaires publiques à l'acte électoral et à lui seul, nous tenons à l'idée selon laquelle « la » démocratie commande le res- » pect du verdict populaire par » tous et en toutes circons- » tances » (...).*

» Une telle conception est incompatible avec l'idée de distinctions scolastiques opposant majorité arithmétique et majorité politique, comme avec la notion de « majorité révolutionnaire » qui, dans les conditions de la France, conduit tout droit à celle de « mi- » norité agissante ». La classe ouvrière, avec l'ensemble des forces populaires, en a fait l'expérience en 1968 alors que certains, sous prétexte de distinguer entre majorité politique et majorité arithmétique, ignoraient le rapport réel des forces et son évolution, engageaient le mouvement dans la voie de l'aventure et éludaient les tâches concrètes du moment (...). Nous gardant de donner des leçons, nous déterminons notre stratégie et notre politique en toute indépendance. Nous l'avons dit, et redit, une transformation aussi profonde de la société que le passage au socialisme exclut la notion même de modèles, la mode rétro comme le prêt-à-porter. »

« L'Humanité » polémique avec M. Charles Hernu au sujet du P.C. espagnol et du P.C. portugais

Dans *le Quotidien de Paris* du 3 septembre, M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S., soulignait les espérances puis les inquiétudes que la révolution portugaise avait suscitées au sein de la population et de l'armée espagnole, notamment de certains corps d'officiers. Il ajoutait : *« L'attitude du parti communiste portugais nuit considérablement au P.C. espagnol, au point que, au sein du parti, une lutte de tendances s'est engagée et que l'échec prévisible de la junte, l'ostracisme (immérité, il faut le répéter) que lui vaut la politique de Cunhal, mettent en danger les courants « italianisants » du parti communiste espagnol, au profit d'une tendance dure, à la portugaise, dans l'esprit du récent éditorial de la* Pravda *de Zarodov (7 août 1975), avec tous les risques que cela comporterait au moment de la transition vers la démocratie. (...) » « L'Espagne,* concluait M. Charles Hernu, *constituera vite un test entre les grands (lesquels s'attachent déjà à déceler ceux qui seront les futurs dirigeants), et ce qui s'y passe ne doit pas laisser indifférents non seulement les socialistes mais aussi tous les Français. »*

Sous le titre : *« Un curieux article de Charles Hernu »,* *l'Humanité* du 4 septembre réplique à cet article et écrit notamment :

« A la lumière du précédent portugais, Charles Hernu, qui se félicite au passage que les jeunes officiers espagnols paraissent, dans leur majorité, plus « modérés » que leurs voisins (...), commence à formuler des reproches contre les communistes espagnols.

» A la fin de son article, il rêve tout haut à une situation où, en Espagne, « une prépon- » dérance très nette des attitudes » favorables aux socialistes et aux » démocrates-chrétiens de progrès » se révèle ». (...)

» Ainsi, le parti communiste d'Espagne se réduirait à une force marginale, à un appoint qui ne saurait être indispensable. (...) Est-ce là la stratégie dite du « flanc sud » de l'Europe ? »

● *M. H. Caillavet,* sénateur du Lot-et-Garonne, qui vient de se retirer du Mouvement des radicaux de gauche, a apporté mercredi matin 3 septembre au Sénat quelques explications supplémentaires sur les raisons qui l'ont poussé à cette rupture avec un mouvement dont il était le vice-président.

« J'ai adhéré en toute bonne foi au programme commun, a notamment déclaré M. Caillavet. *Puis j'ai souhaité que les trois partis engagés par ce programme procèdent à sa révision. Je n'ai pas été suivi...*

» J'ai ensuite constaté que le P.C. cherchait querelle à M. François Mitterrand. Puis l'affaire du Portugal a été pour moi un révélateur.

» M. Giscard d'Estaing, lorsque je l'ai rencontré, ne m'a pas pleinement convaincu, mais je sais que certaines de mes suggestions ont été retenues et seront demain mises en œuvre... Je crois à la conception. C'est pourquoi, tout en restant dans l'opposition, je préfère prendre mes distances avec un mouvement que je gênais. Je reste fidèle aux options fondamentales du programme commun... Mais j'accepterai d'apporter à M. Giscard d'Estaing, qui a beaucoup changé depuis son élection, mon concours exceptionnel dans des situations exceptionnelles. »

Répondant ensuite aux questions qui lui étaient posées, M. H. Caillavet a indiqué qu'il était persuadé qu' *« il serait suivi »,* car il recevait de nombreuses lettres d'approbation, y compris d'élus nationaux. *« Je ne suis pas anticommuniste,* a-t-il encore précisé pour distinguer sa position de celle de M. Max Lejeune, *mais il y a un courant social-démocrate dans notre pays et je pense que M. François Mitterrand ne peut plus le représenter. »*

L'ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche a indiqué qu'il n'envisageait pas de rejoindre le parti radical.





LA SITUATION EN CORSE

La manifestation du P.C. et de la C.G.T. à Ajaccio

M. Casanova : la Corse est à jamais française

Les forces de l'ordre quitteraient l'île sous quarante-huit heures

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Le Parti communiste et la C.G.T., qui semblent tenir à conserver leur indépendance de mouvement vis-à-vis du comité anti-répression, avaient organisé, le mercredi 3 septembre dans l'après-midi, à Ajaccio, une manifestation que l'on pourrait presque qualifier de patriotique.

Le drapeau rouge *flottait* à côté du drapeau tricolore, l'emblème corse étant, lui, semble-t-il, relégué au rang de fanion. Au cours du rassemblement, place Albatucci, à 18 h. 30, M. Antoine Casanova, membre du comité central du P.C., prit la parole davantage pour définir les revendications sociales des travailleurs corses que pour exalter le particularisme des îliens.

Le coût de la vie, l'âge de la retraite, le sous-développement de l'île, les pensions et les retraites, la formation professionnelle, la défense des biens culturels, l'enseignement, fournirent à l'orateur des thèmes réalistes.

Pour les communistes — et une large banderole le proclamait, — la solution des difficultés du département passe par l'application du programme commun, panacée à tous les maux du capitalisme. Regrettant que la colère des travailleurs corses n'ait *« pas pris partout la même clarté »*, l'orateur stigmatisa *« les violences irresponsables »*, regrettant *« les actes des commandos aventuristes, les menaces des terroristes »* et condamnant *« les actes criminels »*, car, ajouta-t-il, *« la Corse est à jamais française »*.

Le défilé qui se forma ensuite ne devait pas réunir plus de quatre ou cinq cents personnes. Il remonta le cours Napoléon jusqu'à la préfecture, derrière une voiture de police. Les slogans lancés par haut-parleurs et repris par les militants exigeaient surtout la démission de M. Poniatowski.

Face à la préfecture, on entonna *la Marseillaise* puis *l'Internationale*, avant une dispersion, dans la discipline et sans histoire. Ainsi, publiquement, le parti communiste a défini son attitude face aux menées autonomistes, qu'il désapprouve.

Au cours de la matinée de mercredi, M. Jean Riolacci, préfet de région, s'était rendu au port et au marché aux poissons, en compagnie de M. Pascal Rossini, maire d'Ajaccio. Promenade tranquille qui se termina dans un café, à l'heure de l'apéritif, comme il est de règle dans cette ville où rien ne peut finalement étouffer le plaisir de vivre.

On prête au préfet l'intention de renvoyer sur le continent, sous quarante-huit heures, toutes les forces de police venues en renfort après l'affaire d'Aléria. La brigade anti-gang a déjà regagné ses quartiers parisiens, et les gardiens de la paix ont repris leurs fonctions habituelles aux carrefours, signe évident d'une volonté d'apaisement.

Il ne faudrait pas croire toutefois que le nouveau préfet, dont la famille va s'installer à Ajaccio, est prêt à toutes les tolérances.

Les applaudissements qu'il a recueillis mercredi matin sur le marché d'Ajaccio prouvent qu'un crédit de confiance lui est ouvert. Puisse-t-il trouver le même à Paris.

MAURICE DENUZIÈRE.

● *A Bastia*, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, le mercredi 3 septembre, à l'appel du parti communiste et de la C.G.T.

Les orateurs ont notamment demandé l'inscription de la question corse à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement et le doublement des crédits en faveur de l'agriculture de l'île ainsi qu'une *« véritable régionalisation »*. Une autre manifestation s'est également déroulée à Sartène, manifestation, là encore, organisée par le parti communiste et la C.G.T.

Selon les résultats de l'autopsie

LES DEUX GENDARMES TUÉS A ALÉRIA ONT ÉTÉ ATTEINTS PAR DES « PROJECTILES A PLOMB NU »

Un communiqué du procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat, publié le mercredi 3 septembre, a apporté quelques précisions sur l'autopsie des corps des deux gendarmes tués à Aléria le 22 août dernier : « Les deux victimes ont été touchées chacune par un seul et unique projectile d'armes à feu les ayant atteints de face et ayant entraîné leur mort quasi immédiate. Les cadavres ne portaient aucune autre blessure. »

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Ce communiqué tardif du parquet général de la Cour du sûreté de l'Etat — les conclusions de l'autopsie du brigadier-chef de la C.R.S. 46, Serge Cassard, tué à Bastia d'une balle de Winchester 30×30, ont été rendues publiques immédiatement — laisse, en fait, sans réponse la question relative au type d'armes et à la nature des projectiles en cause à Aléria. Il apparaît cependant, selon une source sûre, que, contrairement à ce qui avait été avancé au lendemain du drame d'Aléria, les deux gendarmes n'ont pas été tués par une arme de guerre, mais par un fusil de chasse tirant peut-être des chevrotines.

Les autopsies des corps du maréchal-des-logis-chef, Michel Hugel, et du gendarme, Jean-Yves Giraud, ont été pratiquées dans la soirée du samedi 23 août à l'hôpital militaire Lavéran de Marseille. L'un des gendarmes aurait été atteint à la tempe et l'autre à la face, chacun, comme le souligne le comminiqué, par un seul et unique projectile. L'un de ces projectiles est resté inclus. Il s'agit d'un plomb qui pourrait être, éventuellement, un *« grain de chevrotine »*. Les experts auraient, d'autre part, découvert, près de l'orifice de sortie de l'autre projectile, un petit fragment de plomb provenant vraisemblablement d'un *« projectile à plomb nu »*. Il ne semble pas, cependant, que l'on ait pu déterminer l'angle de tir et la distance à laquelle les coups de feu ont été tirés. Seule une reconstitution pourrait permettre de le préciser. — G.P.

Le scandale sur les vins

M. LOUIS GONDRE EST CHARGÉ DE L'INFORMATION JUDICIAIRE

M. Louis Gondre, juge d'instruction à Paris, instruit depuis le 2 septembre le scandale sur les vins dénoncé le 22 août dernier par l'ARC lors de l'occupation de la cave de M. Depeille à Aléria. Une société, la COVIREP — Union des vins blancs, dont le siège est 1, boulevard de Bercy, Paris-12e, — chargée de la commercialisation d'une partie des vins corses, avait déposé son bilan en juillet dernier, laissant un « trou » de 40 millions de francs. De nombreux viticulteurs petits et moyens n'ont pu recevoir l'argent de leur récolte (*le Monde* daté 24-25 août 1975). La société mise en cause est le résultat d'une fusion opérée en 1973 avec l'Union des vins blancs F. Auriach, dont le siège est 45, avenue Cantini, à Marseille.

Le tribunal de commerce de Paris avait prononcé, le 27 juillet, le règlement judiciaire de la COVIREP. Depuis lors, pour des créances impayées se montant à 25 000 F, la Société française des Pétroles B.P. a assigné la COVIREP en liquidation de biens devant le tribunal de commerce de Marseille. Après l'audience, qui a eu lieu le 2 septembre, le jugement a été mis en délibéré. Toutefois, on notera, dès à présent, l'incompatibilité probable née de la superposition de deux compétences juridictionnelles — Paris et Marseille — pour une même société à propos de faits de nature voisine.

● *M. Henri Depeille*, le propriétaire de la cave vinicole d'Aléria, vient d'adresser à M. Max Simeoni — l'un des responsables de l'ex-ARC — une lettre dans laquelle il écrit notamment : *« Gravement atteint dans ma respectabilité, je vous demande, aujourd'hui, de créer un jury d'honneur afin que soit établi une fois pour toutes, en fonction des documents que vous détenez et de ceux que j'ai, si oui ou non j'ai mérité les accusations portées contre moi.*

» Je demande également que soient examinés par ce même jury tous mes actes et ma façon de me comporter depuis le jour de mon installation en Corse. J'ajouterai que je n'en veux pas à votre mouvement d'avoir occupé ma cave, conscient de ce qu'il fallait attirer une fois pour toutes l'attention du gouvernement sur la situation catastrophique de la population corse. »

● *M. Gaston Defferre*, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, va demander au premier ministre que la situation en Corse soit inscrite à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement.

● *EL (Front autonomiste de libération de l'Alsace-Lorraine)* demande la démission de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, que ce mouvement qualifie de *« principal responsable des événements récents en Corse »*. EL réclame également *« la libération immédiate des patriotes emprisonnés (...), la prise en considération des légitimes revendications corses, basques, bretonnes et alsaciennes »*, ainsi que *« la mise en route rapide d'un processus permettant la reconnaissance effective du droit à la différence de ces quatre peuples »*.

★ 31, quai des Bateliers, Strasbourg.

AU COURS DE LA RÉUNION DU BUREAU DE L'U.D.R.

De vives critiques sont adressées au chef de l'État et aux ministres des finances et de l'intérieur

La discussion qui a précédé mercredi 3 septembre l'adoption par le bureau exécutif de l'U.D.R. du communiqué consacré à la Corse et dont la rédaction est en grande partie due à M. Michel Debré (voir ci-dessous) a été longue et animée. Entamée à 17 heures, il était prévu qu'elle se terminerait une heure plus tard, et M. Chirac ne devait arriver que pour participer au débat sur la situation économique et sociale. Le premier ministre ne souhaitait pas, en effet, assister à l'examen de l'affaire corse par ses amis politiques, voulant éviter notamment d'entendre mettre en cause en sa présence le ministre de l'intérieur de son gouvernement.

Ce scénario a été bouleversé. Les membres du bureau exécutif étant péniblement parvenus à se mettre d'accord sur un projet de texte vers 19 heures, celui-ci a été soumis à M. Chirac à son arrivée et la discussion a repris. Le débat, auquel avaient participé notamment MM. Debré, Fanton, Pasqua, Tiberi, Comiti, Sanguinetti et Messmer, a permis de dégager une nette majorité en faveur de deux principes, celui du nécessaire respect de l'autorité de l'Etat et de l'unité de la République et celui de l'urgence de la mise en œuvre des promesses faites et des mesures décidées par le gouvernement actuel et par son prédécesseur, celui de M. Messmer.

Le premier ministre qui est apparu très « jacobin » à ses interlocuteurs a annoncé qu'aux journées parlementaires U.D.R. les 24 et 25 septembre, il consacrerait son discours au problème de la région. Mais il ne s'est pas montré favorable à l'accroissement des pouvoirs des régions ni à la mise en place de statuts particuliers pour certaines d'entre elles. M. Chirac, qui souhaitait que ces principes fussent rappelés dans le communiqué de l'U.D.R., y a renoncé à la demande de ses amis qui jugeaient ces rappels présentement inopportuns. Quelques membres du bureau — notamment les élus bretons — auraient même souhaité une option nettement favorable à la région.

Au cours de la discussion, la façon dont a été conduite l'intervention des forces de l'ordre en Corse a été mise en cause, mais on a également déploré qu'aucune réaction officielle n'ait suivi la protestation d'une organisation syndicale de C.R.S. présentée au ministre de l'intérieur. On rappelait, en effet, qu'une démarche comparable faite par le secrétaire du Syndicat général de la police parisienne, M. Rouve à propos de l'O.A.S. en 1961 avait provoqué la révocation immédiate de celui-ci. On s'est étonné aussi que le président de la République, le premier ministre et le ministre de la défense aient été en même temps absents de Paris. Et l'on rappelait encore que les contraintes de la force de dissuasion nucléaire impliquaient naguère que l'un de ces trois personnages fût en permanence dans la capitale.

Des regrets, mais aussi des critiques, ont été exprimés par M. Maurice Papon, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, à propos de la situation économique et financière. Il a ainsi déploré que les mesures prises par le gouvernement en avril n'aient pas été efficaces et s'est demandé si le plan de soutien n'était pas trop tardif et trop timide. *« Il faut*, a-t-il dit, *avoir le courage de définir un nouveau modèle de croissance, et surtout il faut éviter de prendre des attitudes contradictoires. Si le libéralisme c'est le laisser-faire, il est condamné. »*

Le rapporteur a énuméré les *« erreurs »* commises par le président de la République et par le ministre des finances et estimé, en faisant allusion à la règle de l'équilibre budgétaire, qu'il ne fallait plus *« se rattacher à des principes qui n'ont plus cours dans un monde où il n'y a plus de règles économiques »*.

Plusieurs orateurs ont repris ces reproches et ont souhaité que l'U.D.R. ne se solidarise plus systématiquement avec *« un langage, un style et un comportement »* qu'elle n'approuve pas. L'un d'eux a proclamé : *« Le délai de viduité (1) est passé. Nous ne pouvons plus continuer à ne rien dire. »*

ANDRÉ PASSERON.

(1) Le délai de viduité est le délai — en principe de trois cents jours — imposé à la femme veuve ou divorcée avant de se remarier.

LE COMMUNIQUÉ : reconnaissance de l'insularité dans le respect de l'autorité de l'État

Dans la déclaration rendue publique après la réunion qu'il a tenue mercredi 3 septembre en présence de M. Jacques Chirac, secrétaire général de la formation, le bureau exécutif de l'U.D.R. estime, en ce qui concerne la situation en Corse, que *« le gouvernement, conformément à des orientations depuis longtemps décidée, doit mettre en œuvre les mesures destinées à compenser les difficultés dues à l'insularité, notamment la continuité territoriale et, également, les mesures qu'imposent les aspirations justifiées des jeunes générations »*. *« Celles-ci*, note le bureau, *veulent vivre les problèmes économiques en apportant elles-mêmes, sur place, par leur travail et leur dynamisme, la prospérité dans leur terre natale. »*

Le bureau exécutif a insisté sur *« la nécessaire sévérité à l'égard des spéculateurs fraudeurs, dont l'action nocive est connue de la justice »*. Il a déclaré à ce sujet : *« En effet, l'unité nationale exige que la loi soit la même pour tous et partout, afin qu'aucun département ne puisse se considérer comme étant à l'écart de la communauté française. »*

La déclaration conclut : *« Cet effort justifié, et correspondant à une volonté de solidarité nationale, doit aller de pair avec une prise de conscience de tous les problèmes politiques, économiques et sociaux qui impose que s'affirme clairement l'autorité de l'Etat, garant de l'unité française. »*

Dans la presse étrangère

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG (journal des milieux d'affaires) : **la France ne peut endosser l'habit trop ample d'une république fédérale.**

« C'est un Corse, Napoléon Bonaparte, qui a fait les lois qui ont étouffé tout mouvement d'autonomie, toute liberté culturelle et politique pour les minorités. Jules Ferry a créé un système scolaire qui a assuré l'ancrage éducatif de la République une et indivisible. Toute expression d'une autonomie linguistique ou culturelle était considérée comme une attaque contre la sacro-sainte nation. Ce concept de nation est exigeant. Mais la France ne peut pas endosser l'habit trop ample d'une république fédérale, car cela voudrait dire qu'elle se débarrasse du corset qui la fait grande et qui la maintient. »

DIE WELT (groupe Springer, conservateur) : **Dieu merci, Bismark avait le sens du particularisme allemand.**

« Imaginons qu'en 1871 Bismarck ait divisé la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe et le Pays de Bade en départements, avec un proconsul prussien à la tête de l'administration. Cela aurait conduit, en l'espace de peu d'années, au moins en Bavière, à un soulèvement armée contre les gessler prussiens, qui, bientôt, aurait dégénéré en guerre civile, Allemands contre Allemands. Dieu merci, Bismarck avait plus le sens du particularisme allemand. (...) Il est incompréhensible que la France persiste dans un schéma pour lequel elle doit sans cesse — comme en Corse — payer un tribut sanglant (...). Le gouvernement a, de plus, commis l'erreur psychologique de dissoudre un mouvement autonomiste relativement inoffensif. Maintenant la flamme de la résistance monte du maquis et on ne pourra l'écraser que par la violence des armes. »

CORRIERE DE LA SERA (Milan, centre gauche) : **le centralisme du gouvernement français a fait son temps.**

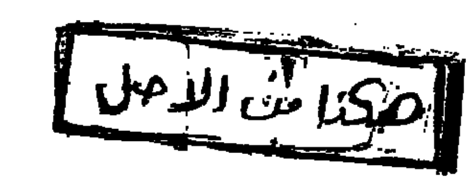
« La Corse, coincée entre la Ligurie, la Toscane et la Sardaigne, nous intéresse de trop près pour que toute perspective d'agitation ou de désordre ne cause en Italie une vive préoccupation. Heureusement, il existe de vastes possibilités de convergence entre la politique de Paris et les requêtes des Corses. Après quelque possible erreur initiale, le gouvernement français semble s'orienter vers la recherche d'une entente. (...)

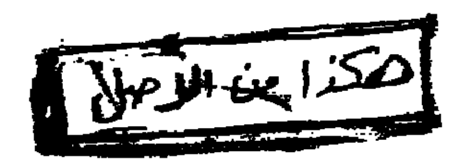
» Nous ne pouvons exclure que le détonateur, entre autres raisons, soit à rechercher dans ce centralisme de l'Etat français qui a fait son temps. Dans une Europe qui aspire à une certaine forme d'intégration supranationale, il est évident que c'est la tendance des groupes régionaux vers une autonomie qui doit servir, d'une manière ou d'une autre, de contrepoids. »

LA VOCE REPUBLICANA (Rome, républicain) : **le défi de la réalité régionale aux démocraties européennes.**

« Au moment où la crise économique et politique à l'échelle mondiale rendait urgente pour l'Europe la recherche de formes efficaces d'unité politique, le surgissement de mouvements autonomistes ne peut être sous-évalué ou confiné à l'intérieur des différents pays (...).

» Si en fait, au lieu du binôme « centralisme politique - décentralisation administrative », se réalisait le binôme « centralisme administratif-décentralisation politique », alors le danger pour la stabilité démocratique des institutions serait important. Et c'est une réflexion qui, avec beaucoup de nuances, vaut aussi pour la régionalisation réalisée dans notre pays. »





SCIENCES

A l'assemblée de l'Union géodésique et géophysique internationale

LA PRÉVISION DES SÉISMES

Une prouesse scientifique qui pose de difficiles problèmes économiques et sociaux

Grenoble. — Depuis quelques années, la prévision des séismes a fait de très sensibles progrès (*le Monde* du 30 avril 1974). Quelques tremblements de terre de faible importance ont déjà été annoncés à l'avance avec une bonne précision. De nombreuses études sont certes encore nécessaires dans toutes les voies qui semblent prometteuses, mais il est très probable que, dans un avenir relativement proche, il sera possible de prévoir avec une chance raisonnable de succès des séismes catastrophiques.

Curieusement, cette réussite scientifique posera de très graves problèmes politiques, sociaux et économiques.

Trois sociologues américains, les docteurs J. Eugene Haas et Janice R. Hutton, de l'université du Colorado, et Dennis S. Mileti, de l'université de l'Etat de Colorado, ont exposé ces problèmes difficiles à résoudre à l'un des symposiums de la seizième assemblée générale de l'Union géodésique et géophysique internationale, réunie à Grenoble jusqu'au 6 septembre (*le Monde* du 4 septembre). C'était la première fois que des sociologues

De notre envoyée spéciale

prenaient la parole dans une réunion scientifique de sismologie.

Les trois conférenciers ont commencé leurs recherches en mars dernier, et leur programme d'études doit durer deux ans. Le programme suit deux hypothèses : la prévision trois ans à l'avance d'un séisme de magnitude 7,3 et la prévision, neuf mois à l'avance, d'un tremblement de terre de magnitude 6,3. Par comparaison, rappelons que la magnitude du séisme qui a ravagé Agadir, le 29 février 1960, était « seulement » de 5,5.

Dans l'un et l'autre cas, le délai d'attente devra être mis à profit pour affiner peu à peu la prévision, estimer les dommages probables, examiner et renforcer les barrages, les hôpitaux, les écoles, les prisons et les plus grands immeubles, protéger ou déménager les centres vitaux de communication, les complexes d'ordinateurs et de laboratoires, les archives essentielles, constituer des stocks de vivres dans des zones moins vulnérables, éduquer la population et aussi, bien sûr, organiser la vie après le désastre et préparer les plans de reconstruction.

L'exode de la population

Selon les trois chercheurs, la vie économique de la région menacée sera gravement perturbée. L'annonce d'un séisme de magnitude 7,3 entraînera une baisse de 40 % de la valeur des biens mobiliers (de 20 % seulement dans le cas de prévision d'un tremblement de terre de magnitude 6,3), acompagnée, bien entendu, par des achats spéculatifs.

Une partie de la population quittera la région menacée, ces départs étant particulièrement importants dans les dernières semaines précédant la catastrophe prévue. Dans le cas de l'annonce d'un tremblement de terre de magnitude 7,3, 10 % des habitants partiront pendant la deuxième et la troisième année d'attente, puis, pendant les dernières semaines, 60 % de ceux qui restent quitteront volontairement la zone menacée. Les départs seront évidemment moins nombreux si un séisme de magnitude 6,3 est prévu : seulement 20 % de la population dans les trois dernières semaines précédant la date prévue. Dans les deux cas étudiés, des organismes officiels devront évidemment aider la population à partir et à s'installer ailleurs, temporairement ou non.

En dépit des départs, on peut craindre un chômage très important pour les habitants restant sur place, puisque les premières études montrent qu'un certain nombre d'entreprises déménageront, temporairement ou même définitivement. Toutes les activités économiques seront ralenties (de 25 % peut-être dans le cas du séisme de magnitude 7,3) : diminution générale des achats, baisse des ventes à crédit, faillites plus nombreuses, aucune création de nouvelles entreprises, construction de nouveaux immeubles arrêtée, tout contribuera à mettre en sommeil l'économie de la zone menacée, ce ralentissement étant plus marqué en cas de prévision d'un séisme de magnitude 7,3.

Les trois sociologues américains pensent qu'une bonne préparation et des plans précis seront plus efficaces que la politique de l'autruche pour limiter le nombre des victimes, le montant des dégâts, la reconstruction de la région détruite et la reprise de la vie économique.

YVONNE REBEYROL.

ARMÉE

Pour refus de porter l'uniforme

DEUX APPELÉS SONT CONDAMNÉS A METZ

Pour avoir refusé de revêtir l'uniforme au moment de leur incorporation, deux appelés, MM. Dominique Distler, originaire de Valence, et Gérard Goracy, de Créteil, ont été condamnés, mardi 2 septembre, à deux ans de prison par le tribunal permanent des forces armées à Metz. Les deux jeunes gens, dont l'un s'est déclaré témoin de Jéhovah, ont refusé le statut d'objecteur de conscience.

D'autre part, une quarantaine d'objecteurs de conscience français et ouest-allemands ont manifesté mercredi après-midi sur le pont de l'Europe reliant Strasbourg et Kehl, expliquant notamment que « l'objection de conscience n'a pas de frontières ». Les objecteurs allemands bénéficient cependant d'un meilleur statut, selon le Comité de lutte des objecteurs (CLO), qui en dénombre 30 000 en R.F.A. et 1 200 seulement en France.

SOCIÉTÉ

● *La rencontre prévue le 2 septembre entre M. Guy Pinot*, premier président de la cour d'appel d'Orléans, chargé du dossier de la prostitution, et une délégation de prostituées conduite par Ulla n'a pas eu lieu. M. Pinot a attendu en vain la délégation avant de quitter le ministère de la santé, à 17 h. 30

Ulla a déclaré, mardi soir à Lyon, qu'elle souffrait d'une forte grippe : « *Je suis malade,* a-t-elle dit, *et je n'ai pu me déplacer.* » Elle a ajouté : « *Je souhaite que notre dossier soit plus étoffé et traite de la situation dans toutes les villes françaises. Nous n'avons pu l'établir aujourd'hui.* »

● *Une exposition sur l'Année de la femme*, thème choisi par l'ONU pour 1975, aura lieu à Lille, salle Roger-Salengro, du 1er au 21 décembre prochain.

RELIGION

EN 1975

L'ANNÉE JUIVE 5736 COMMENCE LE 5 SEPTEMBRE

Du Roch-ha-Chanah au Soukkot

La soirée du 5 septembre (1) sera, pour les israélites, l: commencement de l'année 5736 ; le commencement, aussi, d'un mois particulièrement remarquable du calendrier religieux, marqué par une succession de fêtes très rapprochées les unes des autres. L'Etat accorde généralement aux fonctionnaires israélites de ses administrations des facilités pour les observer ; l'armée les assimile à des fêtes légales, pour ce qui est de l'octroi de permissions exceptionnelles. Jusqu'ici le ministère de l'éducation en tenait aussi compte...

Il s'agit du nouvel an (Roch-ha-Chanah) du 5 au 7 septembre au soir et du grand pardon (Yom-Kippour), le 15 septembre. A ces deux solennités reconnues par les pouvoirs publics, s'ajoutent, du 20 au 28 septembre, les fêtes aussi importantes, mais moins célèbres, de la Cabane (Soukkot), du jour de clôture (Chemini-Atsérét) et de la fête de la Torah (Sim'Hat-Torah).

Roch-ha-Chanah est considéré comme l'anniversaire de la création du monde et du sacrifice d'Isaac. Dans la perspective de la représentation qu'ils se font de leur relation à Dieu, c'est aussi, pour les croyants, le jour de l'ouverture de la session annuelle du tribunal divin : Dieu examine la conduite de ses créatures et décide — comme le dit une des prières de la journée — *« qui vivra, et qui mourra, qui connaîtra le bonheur et qui la tribulation... »*

Car, pour parler comme les rabbins d'autrefois, *« des livres sont ouverts au Ciel ; les actions de tous y sont inscrites et le verdict dépend de l'examen de ces notations »*. Le vœu de tous est de pouvoir *« être finalement inscrit et confirmé pour une bonne année »* ; c'est la formule même des salutations échangées, à cette époque de l'année, oralement ou par écrit.

Un arrêt funeste n'est pourtant pas irrévocable *« car Dieu ne veut pas la mort du pécheur ; il préfère qu'il se repente et qu'il vive »*. C'est pourquoi — dit toujours la prière — *« l'oraison, le repentir et la charité peuvent atténuer la rigueur de la sentence »*. Appel peut être fait au jugement, pendant dix jours, avant que *« ne se ferment les portes du tribunal »*, à la fin de Yom-Kippour. Ces dix jours sont les *« dix jours de pénitence »*. Ils prolongent, avec les supplications récitées quotidiennement à l'aube, l'effet des implorations adressées, à Roch-ha-Chanah, à celui qui est « Notre Père » et « Notre Roi ».

Roch-ha-Chanah met en valeur cette idée de la royauté et de la suprématie divines, destinées à s'étendre, un jour, pour l'éternité, à l'ensemble du genre humain, selon la prédiction de Zacharie (XIV) : *« L'Eternel deviendra le Souverain de toute la terre ; ce jour-là l'Eternel sera un et son nom sera un ! »* Et nos prières de renchérir : *« A ce moment les nations ne formeront plus qu'un seul faisceau, pour le servir d'un cœur sincère et unanime... »*

C'est à la fois pour fêter le grand avènement futur de la souveraineté universelle de Dieu et sa réinstallation présente dans notre propre cœur, à l'occasion de la fête, pour rappeler la scène de la révélation du Sinaï et la promesse que Dieu fit à Abraham, après le sacrifice d'Isaac, de secourir ses descendants, en cas de besoin, que nous sonnons d'une trompe — le chofar — faite d'une corne de bélier.

Jours austères

Il s'agit, en ces *« jours austères »*, de s'examiner et de reconnaître, à la fois, la souveraine perfection de Dieu et notre propre faillibilité ; de plaider notre cause devant le tribunal de Dieu. Mais pas seulement par des paroles : il faut aussi des actes, car les jours de la pénitence et du pardon n'apportent l'absolution qu'autant qu'ils s'accompagnent de réparation terrestre des offenses et des préjudices causés ; il s'agit d'assurer et d'assumer la restauration d'une relation correcte à Dieu et à nos frères en humanité. Nous allons nous recueillir auprès des tombes de nos disparus pendant les jours de pénitence ; non pour implorer les trépassés, chose pour nous inconcevable, mais pour supplier Dieu de tenir compte, en notre faveur, de leurs mérites, pour nous faire grâce.

C'est alors qu'arrive l'ultime étape du procès. Un procès qui n'inspire en rien l'idée que « les jeux sont faits », inexorablement, ni qu'une issue fatale déjà préétablie, sera le terme d'une procédure absurde et inutile. Ce qui est attendu, c'est au contraire la justification, la grâce et la vie, comme au terme de cet autre procès intenté par Dieu à son peuple, après le Veau d'or et qui se termina par l'octroi du pardon, signifié à Moïse, à la date même à laquelle nous fêtons Yom-Kippour.

Comme Roch-ha-Chanah, et comme la plupart des fêtes israélites, ce jour est chômé. Mais le trait le plus connu c'est le jeûne auquel nous nous soumettons, du coucher du soleil à l'arrivée de la nuit close, vingt-quatre heures plus tard. Nous sommes faits d'une âme et d'un corps, également divins, originellement purs et sans tache, solidaires l'un de l'autre. Le corps est le réceptacle de l'âme et son instrument ; l'âme, émanation de la lumière et du souffle divin, devrait guider le corps qui, souvent, lui oppose l'inertie, les appétits et les infirmités inhérentes à sa condition de poussière ; il devient non plus l'instrument de la glorification de Dieu, mais une embûche pour l'âme qui capitule et perd la direction des affaires. Par le jeûne, l'âme, dès lors entachée de souillures qui n'étaient ni originelles ni indélébiles, veut réagir contre le désordre d'une nature avide de s'approprier, de posséder, d'attirer à soi les biens ou le regard d'autrui. Absorber par la bouche, dévorer, c'est le symbole de cette captation ; jeûner, c'est s'interdire cette appropriation indue ; c'est subordonner l'animalité à l'humanité, et la matière à l'esprit qui lui rendra sa qualité d'instrument de glorification.

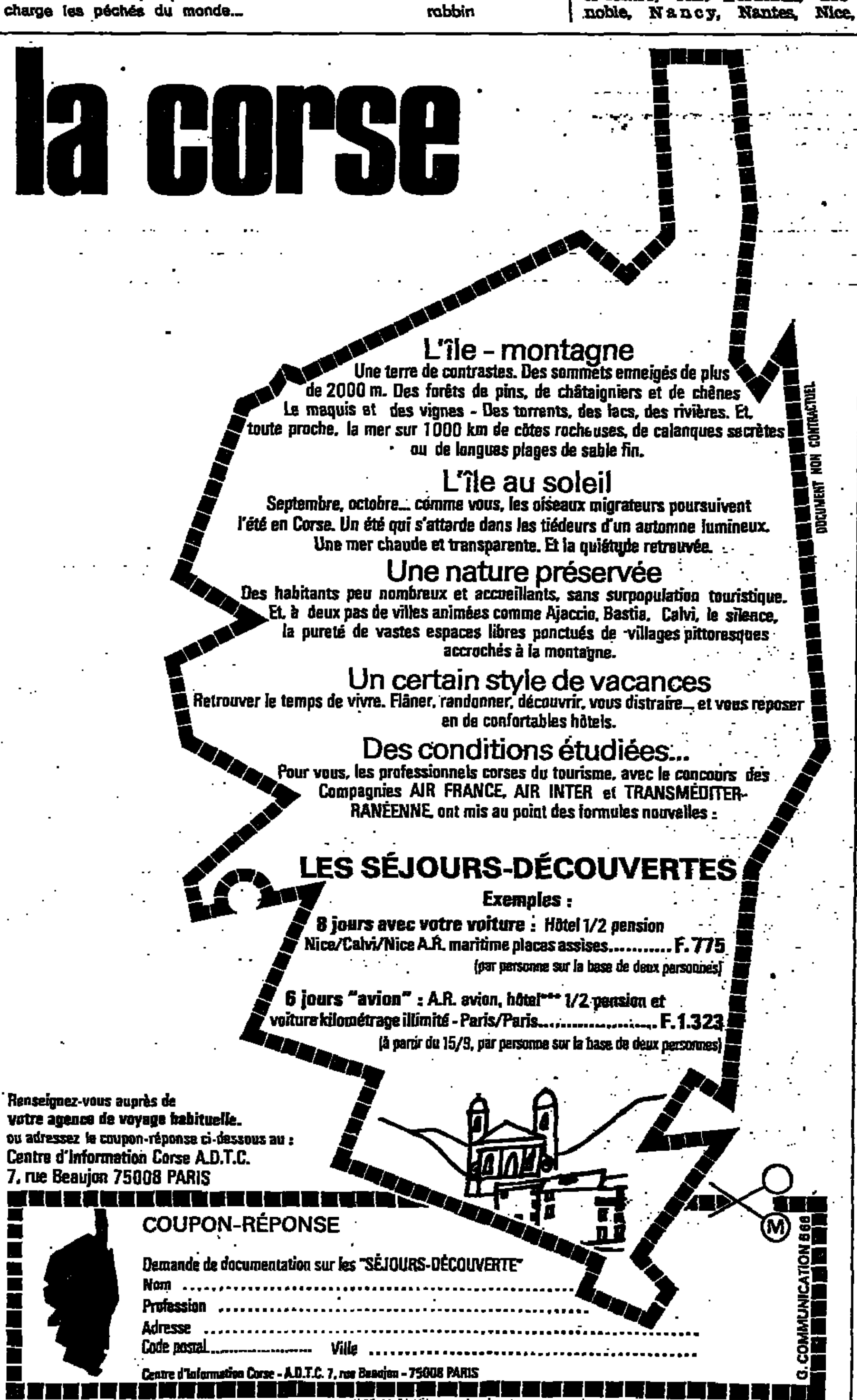
Cette purification s'opère aussi, ce jour-là, par le moyen de la confession, dont la valeur cathartique n'est plus à prouver. Toutefois, ce n'est pas une confession dans les formes connues ; elle se fait, pendant l'office et publiquement. Officiant et fidèles lisent, tous ensembles, dans leur rituel, un long « catalogue » de péchés, exprimés par des verbes à la première personne du pluriel. le texte est lu *in extenso* par tout le monde, sans omission : chacun affirme ainsi sa solidarité avec les coupables dont il prend les péchés à sa charge, tandis qu'eux bénéficient de son innocence ; ainsi la responsabilité se trouve partagée par toute la communauté... Dans cette perspective, point n'est besoin d'un médiateur qui prenne à sa charge les péchés du monde...

Le pouvoir de la pénitence et du repentir est mis en lumière au moyen de la lecture du livre biblique de Jonas, qui exprime aussi, avec un rare bonheur, l'idée importante de l'universalité de la Grâce divine pour tous les pénitents du monde, même les plus criminels à l'origine ; et pas seulement à l'égard d'Israël.

Le cycle des fêtes du mois de Tichri se terminera avec Soukkot et ses prolongements. Cette fête nous ramène à l'idée de la souveraineté universelle de Dieu et à la vision de toutes les nations rassemblées dans le sanctuaire divin, préfiguré par la Cabane (Soukkah) au toit de feuillage, dont la construction et l'occupation sont de règle pendant la fête. Cette fragile demeure, qui est un avant-goût de la paix messianique, n'en rappelle pas moins, par sa fragilité, le caractère éphémère de la vie et des intérêts humains, qu'il faudra bien un jour quitter... Cette allusion au destin de l'homme est accentuée par la lecture du livre de l'Ecclésiastique. C'est peut-être par réaction au sentiment de cette faiblesse de l'homme seul que le rite du Loulav a été prescrit ; le Loulav est un faisceau de plantes nouées ensemble : une palme, un rameau de saule, une branche de myrthe ; le tout accompagné d'un cédrat. Chacune de ces espèces symbolise un type donné d'hommes ; toutes ensemble sont l'image de la société humaine qui finira par s'offrir à Dieu, avec la spécificité de ses différents types, avec la variété des aptitudes et du génie propres à chacun. Nous rejoignons ainsi la substance même des passages les plus grandioses d'Isaïe, parlant du grand afflux vers la montagne sainte. C'est encore à cette conception universaliste que se rattache le Talmud, lorsqu'il rappelle que le nombre des sacrifices offerts au temple de Jérusalem, à Soukkot, égalait celui des nations de la Terre.

ÉDOUARD GOURÉVITCH
rabbin

(1) Ces dates ne sont valables que pour 1975.



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LE BUDGET 1976 DES TRANSPORTS

Priorité à la province

Accentuer l'effort en faveur des transports en commun dans les villes de province, assurer la mise en œuvre du nouveau plan de développement de la marine marchande, créer une véritable organisation du marché des pêches maritimes et poursuivre les programmes aéronautiques civils en cours, telles sont les grandes orientations du budget 1976 du secrétariat d'Etat aux transports.

Compte tenu de la situation économique, *« c'est un bon budget »*, affirme-t-on au secrétariat d'Etat. Les autorisations de programme, 3,84 milliards de francs, progressent de 23,4 % par rapport au budget 1975 et les crédits de paiements, 16 milliards de francs, de 20,6 %.

Le budget des transports terrestres traduit la volonté du secrétaire d'Etat, M. Marcel Cavaillé, de rééquilibrer l'action en faveur des transports urbains entre Paris et la province. C'est ainsi que les crédits de paiement alloués à ces transports en province augmente de 65 %. Ces crédits seront consacrés à la poursuite d'opérations engagées antérieurement comme la construction des métros de Lyon et de Marseille, et au développement de réalisations de voirie et d'infrastructures nécessaires à la circulation des autobus et des tramways. Pour ces derniers, le résultat du concours qui vient d'être lancé (*le Monde* du 19 août) auprès des entreprises intéressées par la réalisation d'un tel mode de transport sera connu en décembre. A l'issue de ce concours les municipalités pourront se faire attribuer des crédits pour réaliser « leur » tramway. On précise cependant au secrétariat d'Etat que l'ensemble des crédits ne sera pas destiné uniquement à l'« opération tramway », mais servira également à l'amélioration des autres modes de transport en commun. Les villes concernées par cette opération (voir article ci-contre) sont Bordeaux, Grenoble, Nancy, Nantes, Nice, Rouen, Strasbourg, Toulon et Toulouse.

En région parisienne, la progression sensible des autorisations de programme (+ 53 %) permettra notamment l'engagement de plusieurs opérations nouvelles comme le prolongement de la ligne de métro n° 7 vers La Courneuve et de la ligne n° 10 à Auteuil.

Pour la batellerie

Le budget de la marine marchande est orienté, lui, vers le rétablissement des équilibres du commerce extérieur, du marché pêches maritimes et de l'emploi. Les crédits de paiement inscrits au titre du plan de développement de la marine marchande représentent 100 millions de francs en 1976. Afin de créer une véritable organisation du marché des pêches maritimes, le budget prévoit la création d'un fonds d'intervention et d'organisation du marché des pêches et de la conchyliculture qui sera présenté et commenté prochainement par M. Marcel Cavaillé.

Enfin le renforcement de l'appareil industriel de construction navale devrait préserver l'équilibre de l'emploi sur les façades maritimes. Dans ce cadre, une priorité sera affirmée en faveur des petits et moyens chantiers (progression de 60 % des autorisation de programme). Un effort non négligeable est consenti pour la batellerie dont les crédits de paiement passent de 6,62 millions en 1975 à 22,2 millions en 1976. La part la plus importante de ces crédits sera affectée à la politique de soutien à la batellerie rhénane.

Le budget de l'aviation civile enfin dont les dépenses de fonctionnement augmentent de 17 % assure en priorité la continuation des programmes aéronautiques civils en cours. Le ralentissement de la progression du trafic aérien permettra de marquer une pause dans l'équipement en infrastructure aéroportuaire et en installations de navigation aérienne. Seule exception : le lancement des travaux d'agrandissement de l'aéroport de Nice.

— *A PROPOS DE...* —

LES TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS

A qui le premier tramway ?

M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, a lancé le 25 août un concours international pour la construction de tramways. Les réponses des industriels devront parvenir avant la fin novembre et un appel d'offres sera alors lancé par les villes que tentent ce mode de transport collectif.

Le mode « rétro » n'épargne décidément rien. Plusieurs villes de France, encouragées par le gouvernement, songent très sérieusement à revenir au bon vieux tramway. Les automobiles qui ont failli tuer les centres de nos cités n'ont plus la cote. Les autobus sont bruyants et polluants. Toulouse et Bordeaux songeaient à se payer un métro, comme les « grandes ». Devant l'énormité de la dépense, elles ont renoncé. Elles se sont aperçues que pour le même prix elles pouvaient offrir à leurs citoyens des lignes de tramways trois fois plus longues. Nancy rêvait d'un métro léger, sur coussin d'air, animé par un moteur linéaire : le « nec plus ultra » du transport de demain. Hélas ! ces séduisantes inventions ne sont pas au point et coûtent les yeux de la tête. Là encore la sagesse ramène au tramway.

Les motrices ferraillantes dont les perches crachaient des gerbes d'étincelles à chaque aiguillage n'ont pas laissé que de bons souvenirs. Pendant la dernière guerre, le tramway a sauvé bon nombre de villes dont il demeurait le seul moyen de transport collectif. Mais le malheureux traînait désormais derrière lui un parfum de restriction que les vapeurs enivrantes de la prospérité pétrolière ont balayé. Les pouvoirs publics, poussant à la roue toutes les municipalités, ont mis leurs convois au rancart et arraché les rails. Trois seulement, Lille, Saint-Etienne et Marseille ont sauvé quelques lignes et les ont modernisées. Par un curieux retour des choses, les voici aujourd'hui à l'avant-garde.

En février dernier, M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, avait écrit aux maires de neuf villes françaises pour leur proposer de mettre à l'étude des lignes de tramway. Au cours de l'été, plusieurs d'entre elles ont répondu. Strasbourg est la plus enthousiaste. Toulouse et Bordeaux sont tentées. Les autres réfléchissent sérieusement. Leurs réponses, en tout cas, sont suffisamment encourageantes et concordantes pour que l'on puisse lancer un concours d'idées. Il s'agit de trouver un modèle de tramway s'adaptant aux besoins de plusieurs villes moyennes et dont les voitures et les voies pourraient donc être construites en série. Trois industriels français et un dizaine de constructeurs étrangers sont intéressés. En décembre, leurs projets et maquettes seront examinés par un jury de douze personnes composé de fonctionnaires et de maires. L'idée d'une exposition des maquettes a même été lancée !

Le modèle retenu fera l'objet d'un appel d'offres et, dans deux à trois ans, les premières rames pourraient commencer à circuler. On nous prédit des voitures rapides, silencieuses, confortables, aux planchers surbaissés et qui, sur certaines portions de leurs parcours, n'auraient pas besoin de caténaires, toujours disgracieuses. Les tramways sont de retour. Ce ne seront pas ceux de grand-papa.

MARC AMBROISE-RENDU.

★ *Le tramway : pourquoi ? Comment ?* — Dans son numéro d'avril - juin 1975, la revue « Transports urbains », organe du Groupement pour l'étude des transports urbains modernes (GETUM), consacre plusieurs articles au tramway : son évolution, les problèmes qu'il pose dans les grandes villes françaises, son succès en République fédérale allemande, en Autriche, en Suisse, et son renouveau aux Etats-Unis. (*Transports urbains*, n° 31, 10 francs, 173, rue Armand-Silvestre, 92400 Courbevoie.)

Faits et projets

Environnement

LE MASSIF DES CALANQUES SITE CLASSÉ

Attendu depuis son approbation par la commission supérieure des sites en octobre 1974, le classement du massif des Calanques sur les communes de Marseille et de Cassis (Bouches-du-Rhône) fait enfin l'objet d'un décret du ministre de la qualité de la vie (« Journal officiel » du 4 septembre). Cette mesure oblige les propriétaires à obtenir l'autorisation de l'administration chargée de la protection des sites (l'architecte des bâtiments de France) pour toute construction, démolition ou modification du site.

Elle n'aura, en revanche, aucun effet sur les projets d'aménagement immobilier qui prolifèrent à proximité de la zone classée (« le Monde » du 17 mai).

Transports

COMPIÈGNE : autobus gratuits

Cinq lignes d'autobus concédées par la ville de Compiègne (Oise) à des sociétés privées transportent gratuitement les usagers depuis le 1er septembre. La municipalité a jugé que cette mesure permettrait de multiplier par deux le chiffre de six cent mille voyageurs transportés chaque année. Elle espère ainsi resserrer les liens entre la vieille ville et les quartiers neufs et faire l'économie d'équipements sociaux, économiques et culturels dans la périphérie de Compiègne, qui s'étire sur 5 kilomètres.

Le financement de ces lignes d'autobus coûtera environ 1 million de francs. Il sera assuré par le budget communal (500 000 francs), par les recettes des six cent cinquante parcmètres installés dans le centre de la ville (400 000 francs par an) et par les amendes (100 000 francs).

Après Colomiers (Haute-Garonne) et Provins (Seine-et-Marne), Compiègne est la troisième ville de France à décider la gratuité totale et prolongée de ses transports urbains.



MÉDECINE

A Paris

Plus de deux mille avortements ont été pratiqués depuis janvier dans les hôpitaux publics

Plus de deux mille avortements ont été pratiqués dans les établissements de l'Assistance publique de Paris (A.P.) depuis la publication, en janvier dernier, de la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse. Ces quelque quatre-vingts à cent vingt avortements hebdomadaires ont pour la plupart, précise-t-on à la direction générale de l'A.P., été réalisés sous anesthésie générale, de préférence à la méthode Karman, et ont tous respecté la procédure légale imposant deux consultations préalables et une information contraceptive. Sur ce dernier point, l'A.P. aurait l'intention de réaliser, en liaison avec le ministère de la santé, des documents audio-visuels d'information.

Onze établissements de l'A.P. pratiquent actuellement des interruptions de grossesse : Antoine-Béclère, Beaujon, Boucicaut, Bretonneau, Beaudelocque, Port-Royal, Hôtel-Dieu, Pitié, Saint-Antoine, Salpêtrière, Rothschild. Dans les semaines qui viennent, des avortements pourront aussi avoir lieu à l'hôpital Louis-Mourier, à Saint-Louis, à Saint-Vincent-de-Paul et à Tenon. Selon les responsables de l'A.P., il sera ainsi possible de doubler, d'ici quelques mois le nombre d'interruptions de grossesses pratiqués dans les hôpitaux publics de Paris.

[Avec aujourd'hui une centaine d'avortements par semaine, l'A.P. commence progressivement à jouer, sur ce terrain, le rôle de service public que lui imposait la loi du 17 janvier 1975, avec, semble-t-il, un certain mérite; compte tenu des réticences maintes fois réaffirmées par une bonne partie du corps médical. Les interventions faites à la suite d'avortements clandestins auraient pratiquement disparu, ce qui semble bien montrer que les femmes, pour la plupart, préfèrent maintenant le recours au médecin. On ne peut que se réjouir de cette évolution.]

DEUX CHERCHEURS FRANÇAIS, MM. EPHRUSSI ET BARSKI REÇOIVENT LA PLUS HAUTE DISTINCTION SCIENTIFIQUE DE LA R.F.A.

Deux chercheurs français, les professeurs Georges Barski et Boris Ephrussi, vont recevoir le prix Paul-Ehrlich et Ludwig-Darmstaedter, la plus haute distinction scientifique de la République fédérale d'Allemagne. Cette distinction, accompagnée d'une somme de 100 000 marks (170 000 francs), leur a été attribuée pour leurs travaux sur le sang, l'immunisation, la chimiothérapie et le cancer.

[Né en 1901 à Moscou, le professeur Boris Ephrussi entre en 1933 au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.). En 1944, il est membre du bureau scientifique des Forces françaises libres à Londres. De 1945 à 1970, il dirige le laboratoire de génétique physiologique du C.N.R.S. et est nommé en 1968 directeur de recherche au C.N.R.S. Ses travaux ont porté notamment sur les mécanismes biochimiques de l'action des gènes chez la drosophile, sur l'hérédité cytoplasmique (non liée aux chromosomes) et sur la génétique des cellules somatiques.

Né à Varsovie en 1909, le professeur Georges Barski entre en 1946 à l'Institut Pasteur et appartient au C.N.R.S. depuis 1947. En 1958, il dirige à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif le laboratoire de culture de tissus et de virologie. Il devient en 1965 directeur de recherche au C.N.R.S. Ses travaux portent notamment sur la cytologie expérimentale, la virologie et l'immunologie, et, en 1960, il découvre avec ses collaborateurs le phénomène d'hybridation des cellules somatiques « in vitro », découverte qui ouvrira de nouvelles voies dans les études de génétique, de différenciation cellulaire et de linkage génétique.]

Pour dénoncer leurs difficultés

DES AGENTS HOSPITALIERS DU VAL-DE-MARNE ONT MANIFESTÉ DEVANT L'ÉLYSÉE

Pour la deuxième fois cette année, les agents hospitaliers du Val-de-Marne sont « montés à Paris », jusque devant le palais de l'Elysée, pour dénoncer la gravité de la crise qui, selon eux, frappe le monde hospitalier. Cent cinquante à deux cents agents hospitaliers, représentant tous les établissements du Val-de-Marne, se sont retrouvés, ce mercredi 3 septembre, place Beauvau, en blouses blanches, banderoles déployées.

Une délégation a demandé en vain à être reçu à l'Elysée.

Au cours d'une conférence de presse, M. Claude Roméo, secrétaire général de l'Union des syndicats C.G.T. des personnels et cadres de santé du Val-de-Marne, a souligné la situation « *catastrophique* » de plusieurs établissements du département. « *Le manque de personnel s'est traduit pendant le mois d'août*, déclara-t-il, *par la fermeture du service de néonatalogie de l'hôpital intercommunal de Créteil. Au CHU Henri-Mondor, c'est le service de réanimation médicale qui a dû fermer (...). Dans la maison de retraite où M. Giscard d'Estaing a tenu à venir prendre son repas du 1er janvier, la situation ne s'est guère améliorée depuis son passage, que nous qualifions uniquement de publicitaire : à l'hospice d'Ivry, la situation continue à se dégrader à une vitesse incroyable, entraînant des conditions de travail pénibles pour les agents (...). Nous détenons le record des dépressions nerveuses, allant parfois jusqu'aux tentatives de suicide...* »

M. Roméo, qui a demandé la création immédiate de 4 000 emplois hospitaliers dans le Val-de-Marne, dont 1 300 infirmiers, a laissé entendre que les agents hospitaliers reviendraient bientôt à l'Elysée, « *sans se faire annoncer* »

SPORTS

LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR L'ISLANDE (3-0)

A la recherche d'un avant-centre

De notre envoyé spécial

Nantes. — La surprenante aventure des footballeurs islandais, en championnat d'Europe des nations, a probablement pris fin le 3 septembre, à Nantes. Considérés « a priori » comme de simples comparses dans un groupe qui comprenait les équipes de la République démocratique d'Allemagne, de la Belgique et de la France, les Islandais avaient su profiter de l'effet de surprise pour aller faire match nul en R.D.A., puis du terrain et du climat bien particuliers de Reykjavik pour tenir en échec la France avant de battre la R.D.A.

Au stade Marcel-Saupin de Nantes, l'équipe de France a rétabli — grâce à deux buts de Guillou (20e et 73e minute) et un de Berdoll (86e minute) — la hiérarchie qui doit logiquement exister entre une élite de professionnels issus de plus d'un million de joueurs et des amateurs représentant une fédération de douz mille licenciés.

Sans connaître le choix de l'entraîneur islandais Tony Knapp, qui dut attendre la veille du match pour juger de la forme de ses joueurs, Stefan Kovacs n'avait pas hésité sur la tactique de l'équipe de France : « *Nos adversaires vont jouer avec une défense centrale renforcée sur laquelle il ne faudra pas venir buter aveuglément.*

» *Il faudra jouer comme des handballeurs, les manœuvrer et faire circuler le ballon jusqu'à ce que s'ouvre une brèche. Les avants vont devoir faire un travail de diversion et ce sont les demis qui devraient être en bonne position pour marquer.* »

Le grand artisan de la victoire française fut en effet le meneur de jeu niçois Jean-Marc Guillou, qui marqua les deux premiers buts au terme de magnifiques courses en slalom à travers la défense islandaise, et fut un danger constant avec son compère azuréen Jean-Noël Huck. Toutefois, les deux exploits personnels de Guillou ne doivent pas faire oublier que l'équipe de France dut attendre près de trois quarts d'heure pour se mettre définitivement à l'abri d'une égalisation islandaise.

Gaillards solides et décidés, bien groupés en défense devant l'excellent gardien de but Stefansson, et aidés par l'expérience de deux joueurs de grande valeur, le capitaine Edvaldsson et le petit maître à jouer Sigurvinsson, expatriés respectivement au Celtic de Glasgow et au Standard de Liège, les Islandais créèrent, en effet, bien des difficultés à une attaque française qui pèche de façon chronique par manque de finition et d'efficacité.

Le Marseillais Albert Emon et le Stéphanois Dominique Rocheteau, les deux jeunes ailiers essayés le 19 août contre le Real de Madrid, ont confirmé de bonnes dispositions, mais les tirs du premier et les centres du second furent souvent mal préparés et trop imprécis pour créer un réel danger.

Si la jeunesse des deux joueurs incite à continuer cette expérience, l'absence d'avants-centres français de valeur internationale est beaucoup plus préoccupante. Déjà décevant contre le Real de Madrid, le Niçois Marc Molitor a confirmé, face aux Islandais, qu'il n'avait pas les qualités requises à ce poste : très bon jeu de tête, opportunisme, vivacité et présence pour mobiliser et « user » les défenseurs adverses.

Sans doute ne faut-il pas oublier le Lillois Christian Coste et le Lyonnais Bernard Lacombe, actuellement blessés. Mais cette pénurie d'avants-centres est la conséquence de la politique choisie par les clubs français de première division, qui préfèrent recruter à l'étranger des joueurs déjà confirmés pour ce poste difficile.

Ainsi, Stefan Kovacs dut-il faire appel, en deuxième mi-temps, à l'Angevin Marc Berdoll, qui opère pourtant en deuxième division : si ce dernier sut profiter de sa plus grande vivacité pour inscrire de la tête le troisième but français, sur un centre de Rocheteau, il ne put qu'incomplètement tirer profit de l'épuisement des Islandais en fin de partie.

C'est Stefan Kovacs qui tira d'ailleurs en souriant la conclusion : « *Ce soir, nous avons bien travaillé... pour les Belges.* »

Les Islandais, qui seront privés de leur capitaine Edvaldsson, disputeront, en effet, dès samedi 6 septembre, à Liège, contre la Belgique, leur dernier match du championnat d'Europe des nations. Si on prévoit une large défaite de l'Islande, il faudrait ensuite impérativement un échec des Belges devant la R.D.A., le 27 septembre, à Bruxelles, et deux victoires de la sélection de Stefan Kovacs, le 12 octobre, à Leipzig, contre la R.D.A., et le 15 novembre, à Paris, contre la Belgique, pour que l'équipe de France accède aux quarts de finale du championnat d'Europe.

GÉRARD ALBOUY.

CLASSEMENT DU GROUPE 7

1. Belgique, 5 pts (trois matches disputés ; 2. France, 4 pts (quatre matches) ; 3. Islande, 4 pts (quatre matches) ; 4. R.D.A., 3 pts (quatre matches).

Football et télévision condamnés à s'entendre ?

Le football et la télévision peuvent-ils tirer réciproquement parti d'une collaboration régulière ? C'était, sur Antenne 2, le thème du débat qui, présidé par Jacques Sallebert et Robert Chapatte, a suivi la rencontre de football France-Islande, et dont les invités étaient MM. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football, Roger Rocher, président du meilleur club français, Saint-Etienne, et Robert Cusin, journaliste à Télé 7 Jours, appelé à donner le point de vue de certains téléspectateurs. L'ordre du jour était presque aussi vieux que la télévision elle-même, tant il est vrai que la question des rapports football - télévision, régulièrement débattue, n'a jamais trouvé de solution réelle.

Pour sa part, la télévision recherche un spectacle sportif attrayant — et bon marché. De leur côté, fort justement, les responsables du football ont, en priorité, le souci de protéger l'intérêt général en accordant, avec prudence, l'autorisation de retransmettre en direct tel ou tel match lorsque le plus grand préjudice est écarté, ou à tout le moins bien évalué, pour l'événement lui-même et, le cas échéant, pour les autres rencontres. M. Sastre a donné des chiffres : au Parc des Princes, pour deux matches télévisés, France-Hongrie et France-Roumanie, 15 000 et 20 000 spectateurs ; pour France-Real de Madrid, sans télévision, 38 000 spectateurs.

Tout au long de la discussion, la bonne volonté réciproque a prévalu. MM. Sastre et Rocher sont convenus que la télévision était à même de beaucoup apporter au football par son audience. Le fait que désormais, comme l'a remarqué M. Robert Chapatte, les équipes de clubs portent sur leurs maillots des slogans publicitaires devrait favoriser davantage la conclusion d'accords pour la retransmission de matches de championnat. M. Rocher en est bien conscient, mais il entend procéder par étapes et juger des résultats. A cet égard, le premier test aura lieu samedi 13 septembre avec la diffusion de Lens - Nîmes, mais, dit M. Rocher, « le samedi n'est pas un bon jour pour le football. Le samedi est un jour de promenade ».

M. Rocher a aussi mis l'accent sur l'insuffisance des indemnités versées par la télévision et sur la qualité de la promotion dont devrait bénéficier le football. M. Rocher a ainsi noté que, pour France-Islande, la réalisation péchait par absence de ralenti et par défaut de gros plans.

Chacun prêchant avec conviction pour sa paroisse, on aurait pu éventuellement penser que le sport-spectacle était unanimement apprécié et que le football pouvait offrir le meilleur des programmes. C'était oublier, M. Cusin l'a souligné, que 60 % des Français n'ont aucun goût pour le sport. C'était du même coup mettre l'accent sur l'absurdité d'avoir retransmis à la fois sur TF 1 et Antenne 2 cette rencontre France-Islande.

FRANÇOIS JANIN.

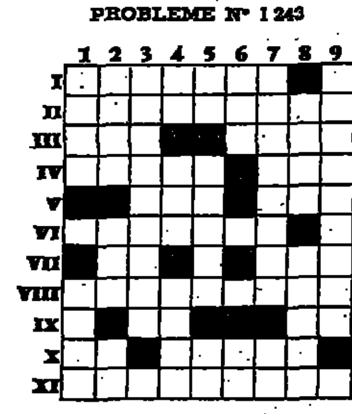
● *Cambriolages de pharmacies dans les Yvelines : cinq arrestations.* — Cinq jeunes gens âgés de seize à vingt ans, soupçonnés d'avoir cambriolé, le mois dernier, deux pharmacies dans les Yvelines afin de dérober des barbituriques et des opiacées du tableau B, ont été appréhendés par la police judiciaire de Versailles. Trois d'entre eux, récidivistes, ont été écroués à la prison de Versailles, et les deux autres placés sous contrôle judiciaire.

● *L'explosion du terril de* Calonne-Ricouart (Pas-de-Calais) qui s'est produite le 25 août (*le Monde* du 27 août) a provoqué la mort d'une nouvelle victime : il s'agit de Mme Sophie Poganiacz, quarante-deux ans, qui a succombé à ses blessures dans la soirée du 3 septembre ; le bilan de cette catastrophe s'établit ainsi à six morts et deux blessés dont l'état est satisfaisant.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 243



HORIZONTALEMENT

I. Ne dort donc que d'un œil. — II. Entreprises de démolition. — III. Soyeuse parure ; C'est bien dommage ! — IV. Couche à terre ; Se déplacera. — V. Fin de participe ; Vieille tige. — VI. Médecin français. — VII. En toile ; Un curieux garçon. — VIII. Préserve les yeux de toute sensation de froideur. — IX. Cœur de veau ; Abréviation. — X. Utile aux commis de Garnier ; Rendit une certaine liberté. — XI. Ne réchauffe pas les restes.

VERTICALEMENT

1. Fit un appréciable retour en arrière alors qu'il était déjà sur le chemin du retour ; Il convient de le bien traiter. — 2. Sent le rhum ; Roue ; Abréviation. — 3. Pieux registre. — 4. Grecque ; Possessif ; Mot d'enfant. — 5. Au bout du doigt ; Permet déjà de se faire une idée ; D'un auxiliaire. — 6. Poudre (inversé) ; Elle ne déteste pas (épelé). — 7. Ne s'oublient jamais ; Fin de participe. — 8. Terme de marine ; Fait partie du site pyrénéen. — 9. Genre de bouchon.

Solution du problème n° 1 242

Horizontalement

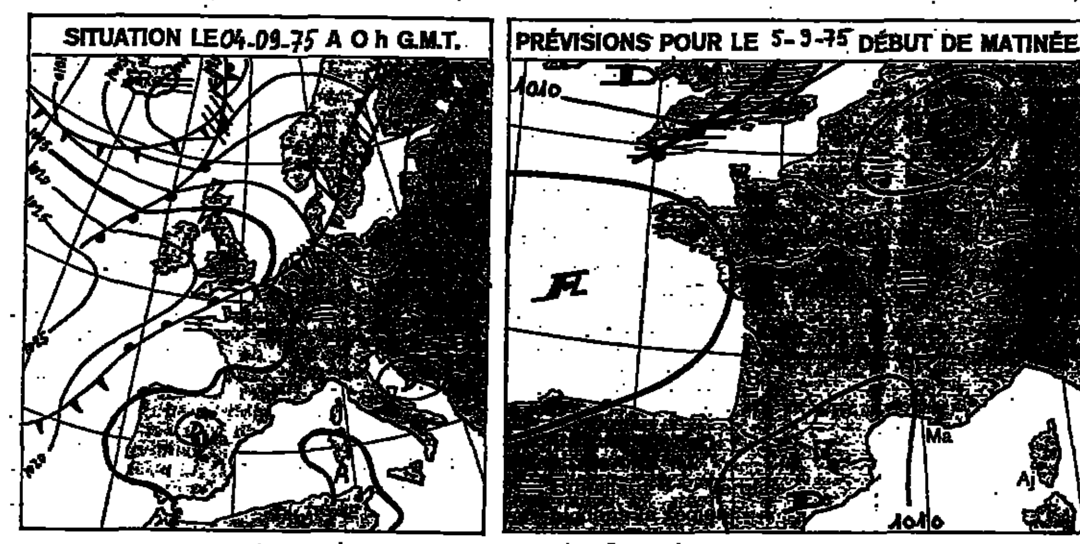
I. Voleur ; If. — II. Etude (d'un notaire) ; S.S.O. — III. Râ ; Ails. — IV. Ironistes. — V. Tint ; Ce. — VI. Ee ; Evasât. — VII. Ut. — VIII. Alevinage. — IX. Derrière. — X. Av ; Dés. — XI. Matineuse.

Verticalement

1. Vérité (sort de la bouche des enfants) ; Adam. — 2. Otarie ; Leva. — 3. Lu ; On ; Ger. — 4. Edenté ; Vraie. — 5. Ue ; Il. — 6. Ascagne. — 7. Sites ; Ardu. — 8. Isle ; Augées. — 9. Fossettes ; Se.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 4 septembre à 0 heure et le vendredi 5 septembre à 24 heures :

La partie méridionale d'une perturbation venant du nord de l'Atlantique touchera le nord de la France, tandis qu'une activité orageuse se développera sur nos régions du Sud et du Sud-Est.

Vendredi 5 septembre, près de la Manche et dans le Nord, le ciel se couvrira, et il pleuvra par moments, tandis que les vents s'orienteront au sud-ouest et deviendront modérés. Des Pyrénées aux Alpes, des orages isolés éclateront surtout l'après-midi et le soir. Ailleurs, après des brouillards matinaux localement très denses au lever du jour, des éclaircies assez belles prédomineront encore, mais le ciel deviendra plus nuageux le soir sur la moitié nord de notre pays.

Par rapport à celles de jeudi, les températures subiront peu de changement.

Jeudi 4 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 016 millibars, soit 762 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Ajaccio, 23 et 15 degrés ; Biarritz, 26 et 16; Bordeaux, 26 et 12; Brest, 19 et 11 ; Caen, 20 et 8 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 21 et 14 ; Dijon, 22 et 15 ; Grenoble, 22 et 16 ; Lille, 21 et 10 ; Lyon, 23 et 15 ; Marseille, 27 et 15 ; Nancy, 20 et 16 ; Nantes, 24 et 13 ; Nice, 22 et 16 ; Paris-Le Bourget, 23 et 9 ; Pau, 25 et 13 ; Perpignan, 27 et 15 ; Rennes, 22 et 8 ; Strasbourg, 23 et 16 ; Tours, 25 et 13 ; Toulouse, 25 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 23 et 10 degrés ; Athènes, 33 et 23 ; Bonn, 20 et 15 ; Bruxelles, 20 et 11 ; Iles Canaries, 27 et 22 ; Copenhague, 24 et 14 ; Genève, 25 et 11 ; Lisbonne 24 et 16 ; Londres, 23 et 11 ; Madrid, 29 et 15 ; Moscou, 22 et 9 ; New-York, 19 et 16 ; Palma-de-Majorque, 28 et 15 ; Rome, 24 et 15 ; Stockholm, 24 et 16.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	306 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries I — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS — SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Éducation

DU 8 AU 27 SEPTEMBRE

Le ministère organise un service « spécial rentrée 1975 »

Des services « spécial rentrée 1975 » seront ouverts, dans toute la France, dans chaque inspection académique, chaque rectorat, ainsi qu'au ministère de l'éducation, du 8 au 27 septembre, pour permettre aux usagers, élèves, enseignants et parents, de mieux se renseigner sur les problèmes que pose pour eux la rentrée.

A l'administration centrale, la permanence sera assurée par téléphone aux numéros suivants : 705-82-09, 705-91-98, 705-30-39 et 705-58-25. D'autre part, un bureau d'accueil et de renseignements fonctionne toute l'année au ministère, 110, rue de Grenelle, 75007 Paris, tél. 555-97-50, postes 33-01, 33-02, 33-03, 33-04.

Dans la région parisienne

La division de l'ancienne académie de *Paris* en trois (Paris, Créteil, Versailles) étant devenue effective, les enseignants ou les *familles* relevant de ces départements : Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Val-d'Oise, sont invités à s'adresser aux services des rectorats des deux autres académies. A Paris, le service « spécial rentrée » comprend trois « antennes ».

● FAMILLES ET ELEVES. — Ce bureau, ouvert au public tous les jours, est situé au rez-de-chaussée de l'Hôtel des examens, 3 bis, rue Mabillon (7e). Il est chargé des inscriptions dans les classes de premier et de second cycle, ainsi que des inscriptions dans les classes spéciales d'accueil des élèves relevant de l'adaptation et de l'éducation spécialisée ; il est également compétent pour régler les problèmes liés à la vie scolaire (cars de transport, bénéfice d'allocations familiales, classes d'initiation au français pour les élèves étrangers). Il est en mesure de donner des informations sur l'attribution et la liquidation des bourses nationales et provisoires (second degré et apprentissage). Il dispose d'un standard : 326-42-98 (huit lignes).

● NOUVEAUX CANDIDATS A UN POSTE DE MAITRE AUXILIAIRE. — Le bureau est installé 4, rue Danton, Paris (6e), tél. 325-68-99 et 325-66-47.

● ENSEIGNANTS TITULAIRES ET MAITRES AUXILIARES DEJA EN FONCTIONS. — Les intéressés seront reçus au rez-de-chaussée de la division des personnels du rectorat, 1, rue Victor-Cousin, Paris (5e), et éventuellement orientés vers les bureaux de gestion qualifiés. Numéro de téléphone : 326-67-95.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 4 septembre 1975 :

DES DECRETS :

● Portant classement parmi les sites pittoresques dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Seine-et-Marne ;

UNE LISTE :

● Des candidats déclarés titulaires du brevet de préparation militaire supérieure marine (cycle d'instruction 1974-1975).

loterie nationale — Liste officielle des sommes à payer, tous cumuls compris, aux billets entiers

Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer
			F
1	1	tous groupes	50
	061	tous groupes	250
	561	tous groupes	250
	31 271	tous groupes	10 050
	26 931	groupe 5	2 000 050
		autres groupes	20 050
2	92	tous groupes	100
	642	tous groupes	200
	26 932	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	41 772	tous groupes	10 000
	92 822	tous groupes	10 000
3	693	tous groupes	200
	023	tous groupes	500
	6 613	tous groupes	1 000
	26 933	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	94 513	tous groupes	10 000
4	04	tous groupes	100
	544	tous groupes	200
	8 834	tous groupes	1 000
	4 844	tous groupes	2 500
	22 914	tous groupes	10 000
	26 934	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	54 744	tous groupes	10 000
	82 924	groupe 1	100 000
		autres groupes	2 000
5	3 155	tous groupes	1 000
	19 785	tous groupes	10 600
	26 935	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	13 175	groupe 5	100 000
		autres groupes	2 000
6	36	tous groupes	100
	376	tous groupes	200
	396	tous groupes	200
	26 936	groupe 5	10 100
		autres groupes	2 100

Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer
			F
6	71 756	tous groupes	10 000
	89 726	tous groupes	10 000
	72 736	groupe 2	100 100
		autres groupes	2 100
7	17	tous groupes	100
	67	tous groupes	100
	657	tous groupes	200
	0 147	tous groupes	1 000
	1 507	tous groupes	1 000
	6 567	tous groupes	1 100
	1 317	tous groupes	2 600
	26 937	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	55 937	tous groupes	10 000
8	08	tous groupes	100
	8 308	tous groupes	1 100
	8 778	tous groupes	1 000
	9 138	tous groupes	1 000
	26 938	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	94 408	groupe 4	100 100
		autres groupes	2 100
9	9	tous groupes	50
	26 939	groupe 5	10 050
		autres groupes	2 050
	29 589	tous groupes	10 050
	96 179	tous groupes	10 050
0	490	tous groupes	200
	4 460	tous groupes	1 000
	26 930	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	65 850	groupe 3	100 000
		autres groupes	2 000

Liste établie par le Secrétariat Général de la Loterie Nationale

TRANCHE DES DAHLIAS
TIRAGE DU 3 SEPTEMBRE 1975
75 — PROCHAIN TIRAGE LE 10 SEPTEMBRE 1975 A VALENCE D'AGEN (Tarn-&-Garonne) — 41e

JUSTICE

Les suites des manifestations contre le camp du Larzac

Un drapeau occitan flottait sur la mairie de Chamalières

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Le 15 mars dernier, une importante manifestation contre l'extension du camp militaire du Larzac avait lieu au cours de l'après-midi place de Jaude à Clermont-Ferrand. Puis, vers 17 heures, le cortège avait gagné Chamalières, ville dont M. Valéry Giscard d'Estaing était le maire avant son élection à la présidence de la République. Une seconde manifestation se déroulait alors dans le parc de Montjoly, qui entoure l'hôtel de ville.

Au cours de celle-ci, un des participants avait enlevé le drapeau tricolore pour le remplacer par un emblème occitan. Le maire de Chamalières avait déposé plainte, et l'auteur de cette substitution, M. Jean-Michel Bellamy, vingt-huit ans, originaire de Tarascon-sur-Ariège, maître d'internat au lycée mixte de Montferrand, qui avait pu être identifié par les enquêteurs au vu de la bande d'actualité réalisée par la télévision régionale, était inculpé de « destruction et dégradation de monument et objets divers destinés à l'utilité ou à la décoration publique ».

M. Bellamy comparaissait, mardi 2 septembre, devant le tribunal de Clermont-Ferrand, que présidait M. François Sayet, vice-président, le siège du ministère public étant occupé par M. André Primot, substitut.

Répondant à l'interrogatoire du président, M. Jean-Michel Bellamy reconnaît les faits, mais il soutient n'avoir pas agi à titre individuel et avoir été « *l'instrument d'un acte collectif* ». Il en apporte pour preuve le fait que cent vingt-six des participants à la manifestation avaient, à la suite de son inculpation, demandé par lettre adressée au magistrat instructeur à être à leur tour inculpés.

Après l'audition des témoins venus expliquer le sens du combat occitan, M. Michel Lemerle, président du Syndicat national des journalistes, devait s'insurger contre le fait qu'une photographie extraite du film des actualités régionales ait été la base, et l'unique base, sur laquelle a reposé l'inculpation de M. Jean-Michel Bellamy.

M. Lemerle évoque ensuite des faits récents du même genre relatifs aux manifestations survenues à Bastia, et il souligne : « *C'est l'exercice de la mission d'information du journaliste qui est menacé, et même la sécurité personnelle du reporter, si des manifestants peuvent être amenés à penser que les documents de presse sont susceptibles d'être utilisés à des fins policières.* »

L'audition des témoins achevée, le bâtonnier Garola-Giuglaris réclame pour la ville de Chamalières, partie civile, le franc symbolique de dommages et intérêts. Le réquisitoire du représentant du ministère public sera modéré puisqu'il s'attachera, en effet, à « *ramener l'affaire à ses justes proportions, c'est-à-dire à celles d'un fait divers* », et demande « *une peine d'amende ayant le caractère d'une peine de principe* ».

Me Dumollin du Fraysse, qui plaide le premier pour M. Jean-Michel Bellamy, va soulever un vif incident en s'élevant contre le fait que le procès soit venu devant le tribunal en période de vacances — beaucoup plus tôt que prévu, — qu'il y a donc eu là « *violation des droits de la défense* ».

Ces propos sont aussitôt vivement relevés par le ministère public qui les déclare intolérables. La salle devient houleuse et l'audience sera suspendue pendant une demi-heure avant que l'avocat ne demande la relaxe de M. Bellamy.

Plaidant à son tour, Me de Félice évoque en premier lieu la base d'inculpation, c'est-à-dire la photographie extraite du film d'actualités de la télévision, et affirme que « *les policiers avaient, sans mandat et avant même qu'une commission rogatoire leur ait été délivrée, visionné le film dans les locaux de la station régionale* ». Puis l'avocat entend également « *donner à l'affaire sa juste dimension* » et il s'interroge : « *Y aurait-il des tabous si l'événement s'était produit dans une autre mairie que celle de Chamalières, y aurait-il eu ce procès ?* »

Jugement le 16 septembre.

ANDRÉ TRONCHÈRE.

Dans la Loire

DEUX INDUSTRIELS SONT ÉCROUÉS POUR ABUS DE CONFIANCE

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — La chambre d'accusation vient de refuser la demande de mise en liberté de M. Norbert Studer, ancien secrétaire général de la SODEDIL (Société départementale d'étude et de développement industriel de la Loire), écroué depuis le 11 juillet à la maison d'arrêt de la Talaudière pour abus de confiance et émission de chèques sans provision (*le Monde* daté 13-14 juillet).

M. Studer a cependant bénéficié de l'appui d'un comité de soutien qui avait réuni les 180 000 F qu'il avait avancés imprudemment, dans l'exercice de ses fonctions, sans disposer de l'aval du conseil d'administration de la SODEDIL, à deux industriels de la région stéphanoise, MM. Pierre Martin et Jean Beaumont. Ceux-ci ont été inculpés de recel, le lundi 1er septembre, par M. Marc Gourd, juge d'instruction à Saint-Etienne, et placés sous mandat de dépôt.

A Marseille

LES TROIS INSPECTEURS DE POLICE INCULPÉS DE RECEL SONT RELAXÉS

(de notre correspondant.)

Marseille. — La sixième chambre du tribunal correctionnel de Marseille a rendu, ce jeudi 4 septembre, son jugement concernant l'affaire de vols commis sur les quais du port autonome et dans laquelle vingt-trois personnes — dont trois policiers — étaient inculpées (*le Monde* daté 31 août-1er septembre). Le principal accusé, M. Jacques Esteille, vingt-neuf ans, qui avait mis à profit ses fonctions de gardien portuaire pour soustraire frauduleusement, pendant trois ans et demi, les marchandises les plus diverses, a été condamné à quatre ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis.

Son épouse, Bernadette, vingt-cinq ans, employée de bureau au service des renseignements généraux de Marseille, qui avait écoulé une partie du butin parmi ses amis ou ses relations professionnelles, a également été condamnée à une pine de quatre ans d'emprisonnement, mais en bénéficiant d'un sursis de deux ans. Les autres condamnations pour recel s'échelonnent de trois mois d'emprisonnement avec sursis à trois ans, dont dix-huit mois avec sursis. En l'absence de preuves de leur mauvaise foi, les trois inspecteurs des renseignements généraux qui avaient acquis ou s'étaient fait prêter quelques objets par leur collègue Mme Esteille, et trois autres inculpés, ont été relaxés.

PRESSE

Mme GIROUD PRÉCISE...

A la suite de l'information signalant la disparition du nom de Mme Françoise Giroud du générique de *l'Express* (*le Monde* du 3 septembre), le secrétaire d'Etat à la condition féminine nous écrit :

« *Puis-je vous demander d'apporter une précision à ce que vous avez publié ?*

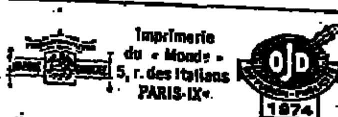
» *C'est à l'initiative de Jean-Jacques Servan-Schreiber que mon nom a été retiré du générique de* l'Express *pour ne pas mêler un membre du gouvernement à la polémique que ne pouvait manquer de déclencher le débat sur un « fait de société » engagé dans le dernier numéro du journal. Or, comme je vous l'ai dit, la formule « en congé » était fréquemment interprétée comme un artifice de présentation.*

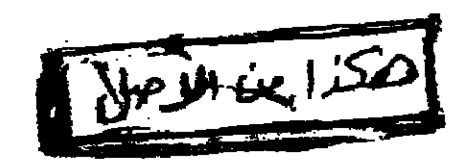
» *D'où sa décision, que j'ai naturellement approuvée.* »

● *M. Philippe Tesson*, directeur-rédacteur en chef du *Quotidien de Paris*, vient de racheter à M. René Minguet le titre *Les Nouvelles littéraires* (publication fondée en 1922 sous l'égide de la Librairie Larousse). M. René Minguet, président du Sicob, avait lui-même acquis l'hebdomadaire en [illegible] 1971, alors qu'il était [illegible] vaise passe puisque les personnels des *Nouvelles littéraires* avaient déjà reçu leurs lettres de licenciement.

Le prochain numéro, publié lundi 8 septembre, sera déjà réalisé sous la responsabilité de M. Philippe Tesson, qui a l'intention de faire des *Nouvelles littéraires* le complément littéraire et culturel du *Quotidien de Paris*. Le tirage actuel des « N. L. » est de 36 700 exemplaires.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.





Le Monde DES LIVRES

L'ACTUALITÉ DANS LE ROMAN

RÉGIS DEBRAY FACE AUX GUÉRILLEROS

★ L'INDÉSIRABLE, de Régis Debray, le Seuil, 280 pages, 35 F.

REGARDEZ cette grande lueur, au seuil de la rentrée. C'est « l'Indésirable » où Régis Debray, dirait-on, vient de se faire brûler vif. Le lecteur qui se jettera lui aussi dans ce livre-bûcher en sortira marqué, changé, brûlé.

Ne nous attardons pas à disserter sur la hauteur du ton, la frappe de la phrase, la progression haletante de l'intrigue, la noblesse du discours, tout ce qui suffit généralement à faire un événement littéraire. Et, si vous voulez en rester là, c'est un événement littéraire. Mais porteur de bien autre chose que le plaisir de lire. C'est un livre de révolution. C'est un livre-révolution. Ce récit terrible, accablant, à l'écorce de pessimisme propose une morale pour les militants du changement de la vie au moment où toutes les morales branlent dans le manche, y compris celles du dernier demi-siècle.

La plupart d'entre nous ne se sont pas remis d'avoir, un jour, enfin compris que le Père Noël est mort. A telle fin que nous nous sommes partagés en deux camps : ceux qui se résignent à mourir tout vivants sur lapce parce que rien jamais ne changera rien (goûtez-moi donc ce chivas 1960 ; où irons-nous l'été prochain, Saint-Trop' ou La Grande-Motte ?), et ceux qui entreprennent immédiatement la construction d'un nouveau Père Noël et repartent vers lui tant bien que mal, ô merveilleux compagnons des bouts de chemin, fabricants de messies, du vieux bois dont on fait les martyrs !

Dès la page 14 de « l'Indésirable », deux hommes s'affrontent dans une dispute sans concession. Deux militants révolutionnaires traqués par la police du dictateur local dans un pays qui pourrait être le Venezuela. Tout autour d'eux, dans une ville ersatz de New-York, flotte une odeur de pétrole et de dollars, sous laquelle on perçoit vite l'odeur du sang : la chronique presque monotone de la torture dans les prisons, de la répression dans les bidonvilles. L'ordre règne à Caracas. Dans une heure, dans un mois, les deux hommes savent qu'ils seront eux aussi broyés. Qui sait si un mouchard ne les suit pas déjà des yeux ?

Mais tout ceci serait supportable si ces deux hommes s'aimaient. Or un double fossé passe entre eux : Lucas est un payson de la montagne, devenu spécialiste de la guérilla urbaine ; Frank est un « gringo », un jeune intellectuel suisse venu en Amérique du Sud aider à la révolution dont il désespère en Europe. Or Lucas méprise Frank, cet indésirable, et s'en méfie : il n'est pas de chez nous. Et puis ils n'appartiennent pas au même parti révolutionnaire. Il n'y a entre eux d'autres fraternités que celle de l'action immédiate sur laquelle ils ne sont même pas d'accord.

La mort du Père Noël

A partir de là, nous sommes entraînés à travers le cœur, l'esprit, la chair de Frank, dans cette catastrophe au ralenti, la pire sans doute de l'histoire humaine, parce qu'elle a entravé l'homme dans son mouvement : la mésentente entre révolutionnaires. C'est elle qui a tué le Père Noël de nos anciens, quand la Montagne s'est divisée un matin de prairial 1794, qui a tué celui de nos pères quand Trotski a quitté Moscou et qui a tué le nôtre quand la rupture Moscou-Pékin a brisé les reins à notre génération. Fracture qui passe à travers les moindres gestes de Frank dans son activité révolutionnaire, dans ses amours si belles et si tristes avec Célia — mais Célia, elle, est une militante à Père Noël ; le parti est son absolu et il a toujours raison ; pas facile de faire l'amour et surtout de le vivre avec le plus beau robot du monde, — dans ses rencontres successives avec les hommes de la clandestinité dont la chance serait encore grande s'ils s'unissaient : le dictateur est par trop fantoche, le peuple arrive au bord de la prise de conscience, il suffirait que quelques hommes résolus s'emparent des points névralgiques de l'Etat...

Oui, mais ils n'ont pas d'armes. Frank se bat pour leur en faire livrer, quitte à passer par les intermédiaires les plus louches ; elles viennent enfin par un cargo-miracle, elles sont là, à portée de la main... Cet immense effort aboutit à la rencontre au fond de la jungle de deux groupes d'hommes également admirables, poursuivant le même but, et qui se défient du regard au risque de s'entre-tuer pour les caisses d'armes et de munitions près desquelles ils sont arrivés en même temps : les clandestins de la ville, ceux du parti, et les maquisards des montagnes, des « guevaristes ».

Ces derniers avaient marché à bout de souffle et de forces à travers une jungle mortelle, et, dans le récit de cette marche, un des plus saisissants du livre, nous entendons frapper sur le monde et sur notre cœur les derniers pas du « Che », tels que Régis Debray les a vécus avant de tomber, le premier, dans la gueule des fauves : « Pourquoi ? pourquoi ? Les bagnards dans le Maroni, les esclaves dans les mines de sel, les travailleurs forcés des camps nazis avaient à côté d'eux ! schlague du kapo, la carabine du garde-chiourme, c'était « marche ou crève ». Mais ceux-là, qui les force à se traîner dans la boue avec 30 kilos sur le dos et deux cents calories par jour, pendant des jours et des nuits ? Ils sont venus de leur plein gré dans cet enfer caché de tous et, mois après mois, année après année, ils décident eux-mêmes de leur soif, de leurs œdèmes, de leurs diarrhées sanguinolentes, à chaque heure, à chaque minute. Qu'est-ce qui les fait tenir debout, ces flagellants de la révolution ? »

Voilà, je viens de tomber dans le péché de l'autobiographie cherchée par le lecteur dans le roman, comme un chiffonnier fouille les détritus. Frank n'est pas Régis Debray. A preuve ? Il est Suisse, il ne connaît pas le Che, il sombre à la fin du récit dans une action suicidaire. Mais n'a-t-il pas — comme Régis — un Père Noël encore vivant accroché dans un coin de son cœur ? « Chaque soir, dans l'appartement désert où Célia ne rentrait pas, Frank écoutait Radio-Havane.

CLAUDE MANCERON.

(Lire la suite page 13.)

Olivier Todd devant le Vietnam

★ LES CANARDS DE CA-MAO, d'Olivier Todd. Laffont. 339 pages. 37 francs.

UN roman, sur le Vietnam. Et, d'abord, une histoire. Celle de trois journalistes occidentaux, dont une jeune photographe anglaise, passés clandestinement chez les maquisards du Sud. Nous sommes en avril 1973, peu après le cessez-le-feu et les accords de Paris. Une fois pour toutes, la C.I.C.S. (Commission internationale de contrôle et de surveillance) a prouvé son incompétence. Entre les soldats de Saigon et les « hommes de l'intérieur », les combats reprennent, sporadiques, imprévisibles. A tout moment, la progression des trois journalistes dans les rizières de Ca-Mao peut mal se terminer. Il y a les méandres des canaux. Il y a la fièvre. Il y a la mort.

C'est aussi un reportage. Sur le Vietnam quotidien d'après le cessez-le-feu ; sur les paysans de Ca-Mao (le sud du Sud), peuple de fourmis exsangues, prises entre tous les feux; sur, enfin, une zone libérée par le G.R.P., et dans laquelle aucun journaliste européen n'avait pénétré depuis des années (1). Au cœur du labyrinthe, chez les communistes vietnamiens, devant leur héroïsme, devant leur fanatisme, il y a de quoi se livrer à un constat sinon d'échec, du moins de perplexité...

Plus actuel peut-être, depuis la chute de Saigon, au mois d'avril dernier, ce roman-reportage (mais, finalement, quel roman n'est pas, un peu, du reportage ; quel reportage n'est pas, un peu, du roman ?) vaut autant par ce qu'il montre que par ce qu'il ne démontre pas, mais suggère. Sous la plume d'un de ces journalistes qui sont des écrivains, il vaut autant par sa chaleur, ses parfums, ses flashes d'un pays aimé, dont on voit les villages « *émerger de la sieste comme des plongeurs décompressant reviennent à la surface* » ou s'enfoncer dans des « *nuits aux reflets mauves de calendrier retouché* », que par la réflexion qu'il suscite.

Réflexion sur un métier qu'exalte la guerre. Etre un témoin, ce n'est pas si simple : plus on avance, plus on nuance. Réflexion sur les jeux politiques, l'histoire. Que vaut, que peut, au Vietnam, mais ailleurs aussi, une révolution communiste ?

● Réflexion sur un métier... On a l'impression que vous avez cherché à démystifier une certaine image du journaliste.

— Oui. Dans le roman comme dans le cinéma français, il y a deux personnages qu'on n'arrive pas à traiter autrement qu'en les caricaturant, à la différence de l'Angleterre et des Etats-Unis : l'ouvrier et le journaliste... Lelouch a bien essayé, mais Yves Montand en journaliste, tranchement, non ! Pourquoi cette mythologie, cette charge d'exotisme associées au reportage ? Je déteste l'expression « grand » reporter. Il n'y a pas de « grand » ou de « petit » reporter, mais des « bons » et des « mauvais » reporters, c'est tout.

« La plus grande guerre journalistique »

Dans *les Canards de Ca-Mao*, deux reporters, peut-être les deux visages d'un même homme. Le jeune Antoine, intransigeant, idéaliste, presque idéologue, qui a, une fois pour toutes, décidé « *de vivre non pas au menu mais à la carte* », ressemble à ce que Todd aurait été s'il était né complètement français. Quant à Morgan, il est probablement ce que Todd aurait été s'il était né complètement américain. Comme lui, il a vu tous les aspects de la guerre. Il est allé au Nord-Vietnam, au Sud-Vietnam (et, surtout, il est allé au Nord après avoir été au Sud, et au Sud après avoir été au Nord), il a vu la « vietnamisation de la guerre, ainsi que les révolutionnaires du Sud. Et il y a laissé sa tranquillité, au sens où Graham Greene l'entend.

● Se remet-on de la « vietnamité ? »

— Je ne sais pas, c'est plus qu'une fascination, c'était une véritable obsession.

Le Vietnam est l'expérience journalistique qui m'a le plus marqué. La guerre du Vietnam fut d'ailleurs la plus grande guerre journalistique de l'histoire. Dites-vous que, pendant la période « américaine » de la guerre, on trouvait des journalistes américains partout, au Vietnam du Sud. Et sans arrêt. Ils travaillaient remarquablement et faisaient ce qu'ils voulaient, à leurs risques et périls. Une fois accrédités par l'armée américaine, ils avaient des priorités de type II, étaient tous « commandants honoraires » et bénéficiaient à ce titre de facilités fantastiques.

Mi-Anglais, mi-Français, Olivier Todd, rédacteur en chef adjoint du *Nouvel Observateur* et éditorialiste à *Newsweek*, pratique, comme ses personnages, un journalisme à l'anglo-saxonne, plus détaché, plus « cool », que le journalisme européen. Un journaliste non partisan :

— Un bon reportage n'est pas un prêche, il importe plus d'expliquer que de prendre parti. C'est aussi en cela que la presse américaine au Vietnam a fait un travail étonnant. Si on compare avec la guerre d'Algérie et la télévision française d'alors, il n'y a aucun doute : en ce qui concerne la longueur et le détail de l'information, les Américains viennent en tête. Et n'oubliez pas que ce sont des types comme Jonathan Shell qui ont découvert My-Lai. Ce sont eux qui ont déterré toutes ces atrocités et les ignominies de la guerre américaine...

Une des choses que j'ai voulu faire dans ce roman, c'est rendre hommage aux journalistes, dont beaucoup sont morts là-bas. Puissesseau entre autres. Je ne peux oublier que je l'avais envoyé — du temps de « Panorama » — faire son premier reportage au Cambodge.

● Vos communistes vietnamiens apparaissant comme durs, sectaires...

— Oui, et s'ils l'avaient moins été, la solution serait arrivée plus vite, au Vietnam. Parce que, sûrement, il y aurait eu ce soulèvement populaire sur lequel Hanoi comptait lors des deux grandes offensives (celle du Têt de 1968 et celle de 1972), et qui n'est jamais venu.

FRANÇOISE WAGENER.

(Lire la suite page 13.)

(1) Que Todd a parcourue en avril 1973.

UN NOUVEL « ÉTRANGER »

« Villa triste », de Patrick Modiano

Par Bertrand Poirot-Delpech

AU fond, ce qui étonne le plus le public, chez les artistes, c'est leur pouvoir de contrefaçon. Au théâtre, c'est que l'actrice qui pleure, ...s l'ont bien vue à la jumelle, ait de ...ies larmes. En littérature, c'est que ...aubert, *pourtant* mâle devant l'état ...vil, « bovaryse » lui-même au point ...se faire femme jusqu'aux entrailles. ...où l'exclamation éberluée : « Où ...nc vont-ils chercher tout ça ! »

Cet étonnement a dominé, et déformé, le succès de Patrick Modiano. ...fin quoi ! ce jeune homme était né ...1947 — sans triche possible, à voir ...s rares photos de grand adolescent ...mbé du train, — il était juif de sur...oît, cela du moins ne s'invente pas, ...voilà qu'à chaque livre il nous plongeait de l'intérieur dans l'occupation allemande, les descentes en ...raction avant », la rue Lauriston, ...ly Marlène et semelles de bois, avec ...e précision et des nostalgies cyniques ...vieux gestapiste sur le retour ! On ...fini par lire *la Place de l'Etoile* ...968), *la Ronde de nuit* (1969) et *les ...ulevards de ceinture* (1972) en comp...nt sur ses doigts — non, décidément, ...n'était pas né ! — ou en colportant ...mporte quoi : « Traumatisme clas...que : il paraît que son père était bien ...f et collabo... Il y en a eu ! »

...aut-il que les droits de l'imagination ...r l'histoire fassent peur pour qu'on ...ur préfère de telles sornettes ! La ...rticipation de Modiano au scénario ...*Lacombe Lucien* a soulagé les plus ...rnés : ils étaient au moins deux, ...ec Louis Malle, à témoigner de ce ...'ils n'avaient pas vu ! Comme si ...rt ne s'était pas toujours permis ces ...uitions rétrospectives ! Comme si les ...fants d'après Vichy n'avaient pas ...ccasion de se documenter — et le ...oit de savoir !

...*ILLA TRISTE* va conforter ce soulagement. Parce que, au lieu de truands pendant la guerre ...est question de saltimbanques vers ...0, les calculs vont aller bon train : ...*0 moins 47, bien sûr, c'est jeune ...ur aimer d'amour, mais Radiguet ...ait à peine plus dans* le Diable au ...*ps... un gosse précoce, sans doute... ...e star, dans un palace...* » Ouf ! ...teur, cette fois, a presque « pu...re » ce qu'il raconte !

...alcul stupide, car, à leur façon, la ...e d'eau savoyarde et les années 60 ...tituées ici sont aussi irréelles que ...pègre milicienne des précédents ...nans. Non pas irréelles au sens où ...s n'ont pu exister, mais au sens où le narrateur leur reste étranger, comme dans certaines scènes de cauchemars où le dormeur se cherche en vain lui-même. On souhaite que cette ressemblance de thème dans la dissemblance des cadres aide à comprendre enfin où nous emmène, en tremblant, Patrick Modiano : aux lisières de ce que le monde adulte représente pour un enfant et les sociétés assises pour un émigrant, le nez collé à la vitre de cet univers de fantoches criards sur fond de ruines rococo, et bien incapable de nous dire — c'est même pour cela qu'il écrit des livres — s'il savoure ce guignol crépusculaire ou s'il le vomit.

DONC, une station thermale. Evian ? Aix ? Un lac, en tout cas, ouvert sur les montagnes suisses et les mystères de la Mitteleuropa. Mais seul compte que ce soit un lieu de passage, que casinos, hôtels et villas suintent, de toutes leurs vérandas fêlées, la vaine prétention de marquer son temps, et que les curistes aient des amusements niais de derniers témoins.

Ce que le narrateur vient faire là, on ne le dit pas au juste. Mais sait-on jamais pourquoi on s'arrête ici et pas ailleurs quand on vient, comme lui, de nulle part ? Vingt ans après, la Savoie est à ce jeune sans-patrie, apparemment menacé d'envoi en Algérie, ce que le port de Lisbonne était aux émigrants de 1940, parmi lesquels des enracinés comme André Maurois attendaient, eux aussi, sur un quai.

C'est le luxe des errants de broder autour de leur image : le nôtre se donne un père intime de Farouk, une mère morte en avion, des tantes mannequins, un titre de comte russe, et un avenir dans... le roman policier. Les gens qu'il fréquente sont ceux qui ne demandent qu'à croire ce genre de choses, parce qu'ils s'en inventent tout autant.

Il se tient en effet à l'écart de la bourgeoisie locale, coupée de la « station » et qui l'écœure, avec ses notables à blaser, ses filles bronzées, et ses tennis bien gardés. D'instinct, il est attiré par les autres parias que sont les marginaux sexuels ou les comédiens, tout comme il était fasciné jusqu'ici par les requins de l'Occupation, non pour eux-mêmes mais pour leur vacuités d'inclassables. Pédéraste et vaguement barbouze, le docteur Meinthe et ses cinéastes ratés ou ses voyous skieurs rejoignent la cohorte de lopettes à vêtements criards où l'auteur s'est toujours taillé, avec un dégoût attendri, ses figures paternelles.

DE mère, il n'était pas question jusqu'ici. Le héros « modianien » était un orphelin recueilli par sa grand-mère et que son père oublie entre deux visites, quand il ne le compromet pas ou ne le pousse sous le métro. La vraie nouveauté de *Villa triste* n'est pas d'arracher le narrateur à l'obsession de la dernière guerre, mais de lui offrir un premier vrai recours féminin.

Bien qu'elle ne soit pas sa mère par le sang, l'amie de Meinthe, dont il s'éprend, en joue le rôle. Indépendamment de ce que les deux histoires se passent dans une cure thermale et que leurs auteurs ont travaillé ensemble par la suite, l'amour décrit ici évoque souvent le *Souffle au cœur* de Louis Malle, par ses complicités et ses effleurements. Le hasard ne veut-il pas qu'il la retrouve dans des hôtels où il rencontrait son père, et que le souvenir de ce dernier l'y poursuive d'une « terreur inexplicable » ?

Si cet inceste peut se discuter, un autre les lie plus évidemment : celui de frère à sœur dont Nabokov dit qu'il teinte toute passion entre exilés. La fantasque Yvonne n'est pas seulement hongroise d'origine, elle est comédienne, c'est-à-dire, comme le héros, sans identité ni domicile fixes, et préférant l'argent liquide aux comptes bloqués. Qui plus est, elle n'a pas obtenu le semblant d'intégration que donnent les réussites de star : second rôle d'un film inaperçu, elle ne s'illusionne même plus sur son destin, réduite à mendier des brevets d'élégance à la bonne société savoyarde, sur le capot d'une vieille Dodge rafistolée...

YVONNE n'est pourtant pas sans attache avec la communauté française établie. Son père a beau avoir disparu après des ennuis pas clairs, dans une affaire de surplus américains, sur les boulevards de ceinture — ce qui en fait une sorte de métèque d'honneur et le sauve d'une certaine façon, — c'était un petit-bourgeois bien typé, avec verres incassables, westminster détraquée et peur des mœurs d'artistes. La preuve nous en est donnée par un dîner chez son frère, où culminent le réalisme suggestif du livre et son charme de l'ambiguïté.

Tout le mystère et le talent de Modiano viennent, en effet, une fois encore, de ce qu'il n'a pas choisi entre l'amour et la haine dans « l'intérêt qu'il porte aux familles françaises ». Contrairement à d'autres « résidents » sarcastiques comme Rezvani ou Nelly Kaplan dans son film *la Fiancée du pirate*, son mépris pour « ce sale petit village français de merde » se nuance d'indulgence devant des « noms suaves comme Coudreuse ou Gerbault ». Il ne sait toujours pas s'il trouve le bruit symbolique des balles de tennis « idiot et monotone » ou « feutré et rassurant ».

Cette attirance-répulsion se retrouve jusque dans le beau titre du livre, et dans ce qu'il figure : une villa d'emprunt ni française ni bourgeoise sans être le contraire, hideuse mais émouvante, glaciale mais chaude, où, avant de se quitter et à défaut de former jamais le couple Remarque-Paulette Goddard ou Miller-Monroe, le narrateur et son Yvonne auront connu, au milieu d'appels téléphoniques indéchiffrables comme tous les propos d'adultes, à quatre pattes tels des enfants, quelques « répits bienheureux » : un peu de la « mélancolie portugaise » qu'on prêtait à certains Habsbourg...

ON a beaucoup parlé de Nimier à propos de ce refus de grandir, dans des maisons vides. L'époque où se situaient les précédents livres de Modiano y incitait. Mais c'était oublier que l'auteur des *Epées* et du *Hussard bleu* était un exilé de l'intérieur, attaché à son pays sinon à sa classe, demi-solde et non apatride. Quand nous quittons le héros de *Villa triste*, ce n'est plus qu'une silhouette minuscule sur un quai de gare.

Il s'en est peut-être fallu d'un demi-siècle que Modiano ne chérisse intarissablement notre société de cures thermales sur le déclin. Mais il s'est passé entre-temps des choses qui rendent méfiant et silencieux : sa famille brûlée et les Guermantes à Vichy, qui sait si Proust n'aurait pas eu le laconisme de Charlot dans *l'Emigrant* ?...

OU l'économie de Modiano. Une corniche écaillée de casino lui suffit pour évoquer tout le clinquant condamné d'une ville d'eau. Un stupide concours d'élégance, et c'est tout l'Occident marchand de rêves qui se ridiculise. Une couleur vive de vêtement, et les personnages imposent leur vérité, tel le paternel docteur Meinthe, être perdu et éperdu comme on n'en croise que dans les romans accomplis.

La réussite ne porte pas seulement sur l'art de regarder, partagé, comme l'auteur tout entier, entre l'ironie et la tendresse. La notation intime ou moraliste est d'autant plus frappante qu'elle est rare : « *Il y a des êtres mystérieux, toujours les mêmes, qui se tiennent en sentinelles à chaque carrefour de notre vie* ». « *Ce qui nous rend la disparition d'un être plus sensible, ce sont les mots de passe existant entre lui et nous, et qui soudain deviennent inutiles et vides...* »

Patrick Modiano est un des seuls écrivains d'après 1968 qui n'aient pas cru malin de remplacer la netteté héritée par des acrobaties formelles. Ayant quelque chose à dire, il avait mieux à faire. Il l'a fait, admirablement, et son personnage d'éternel intrus consolé dans l'acuité classique a quelque chose, à trente ans de distance, d'un nouvel *Etranger*.

★ Gallimard, 182 p., 23 F.

LA RENTRÉE CHEZ LES ÉDITEURS

Des idées, des faits et des hommes

A défaut de livres de ministres en exercice, quelques essais d'anciens ministres ou d'hommes politiques.

Politique

● MICHEL DEBRE : *Ami ou ennemi du peuple.* — Un recueil d'articles et de discours des deux dernières années. (Plon.)

● PIERRE MENDES FRANCE : *Messages d'un autre temps.* — Un ensemble de textes déjà publiés et d'inédits de l'ancien président du conseil. (Gallimard.)

● JEAN POPEREN : *l'Unité de la gauche, 1965-1974.* — Par l'un des leaders mittérandistes du P.S., une analyse historique et une réflexion politique. Deuxième tome de *l'Histoire de la gauche.* (Fayard.)

● JEAN-FRANÇOIS BIZOT : *Anatomie du parti socialiste.* — Une enquête sur les nouveaux adhérents du P.S. par le directeur du journal *Actuel.* (Grasset.)

● JEAN-LOUIS MINGALON ET ANNE ANDREU : *la Nouvelle Vague du parti communiste.* — Ceux qui ont adhéré au P.C. depuis les élections présidentielles. Interviews et opinions. (Calmann-Lévy.)

● PIERRE JUQUIN : *Liberté.* — Dans le cadre de la campagne du P.C. pour les libertés. (Grasset.)

● FERNAND DUPUY : *Etre maire communiste.* — Par le maire communiste de Choisy-le-Roi. (Calmann-Lévy.)

Essais

● MICHEL JOBERT : *les Idées simples de la vie.* — Des réflexions sur la famille, la propriété, l'information, l'éducation. (Grasset.)

● MAURICE CLAVEL : *La France.* — Dans la collection « Idée fixe ». (Julliard.)

● ANDRE FROSSARD : *La France en général.* — Du temps de de Gaulle. (Plon.)

● ANDRE FROSSARD : *Il y a un autre monde.* — Les trois minutes de grâce au cours desquelles l'auteur de *Dieu existe, je l'ai rencontré* reçut sa révélation. (Fayard.)

● ALEXANDRE DUMAS FILS : *Les femmes qui tuent et les femmes qui votent.* — Un précurseur du M.L.F. (Guy Authier.)

● KATE MILLETT : *En vol.* — Par l'auteur de *la Politique du mâle.* Un essai sur les mouvements féministes aux U.S.A. (Stock.)

● MALKA WEGALER et EVELYNE GUEDJ : *Quand les femmes se disent.* — Une enquête américaine. (Le Seuil.)

Mémoires

● GOLDA MEIR : *Mémoires.* — Les souvenirs de l'ancien premier ministre d'Israël. (Robert Laffont.)

● EDDA CIANO : *Témoignage pour un homme.* — Les mémoires de la fille de Mussolini. (Stock.)

● GEORGES MONTARON : *Quoi qu'il en coûte.* — Le directeur de *Témoignage chrétien* raconte son combat, de la JOC à Vatican II en passant par la résistance. (Stock.)

● MARCEL DALIO : *Mémoires.* — Le célèbre interprète de *la Grande Illusion* et de tant d'autres films de l'entre-deux-guerres et après le dernier conflit déroule ses souvenirs. (J.-C. Lattès.)

● ANDRE DILIGENT : *Un cheminot sans importance.* — L'auteur du rapport sur l'O.R.T.F., ancien sénateur, et l'un des fondateurs du réseau « la Voix du Nord », évoque sa vie et les vingt-cinq ans de procès qui opposèrent les résistants et l'administration du journal *la Voix du Nord.* (France-Empire.)

● JACQUES CHABAN-DELMAS : *Mémoires.* — Les souvenirs de l'ex-premier ministre de Pompidou, qui s'arrêtent à l'élection présidentielle. (Stock.)

Histoire

● NAHUM GOLDMANN : *Où va Israël ?* — Par le président du Congrès mondial juif. (Calmann-Lévy.)

● PIERRE CHAUNY : *le Temps des réformes.* Tome I. — La crise de la chrétienté (1250-1550). (Fayard.)

● LEON NOEL : *Talleyrand.* — Une série d'études sur l'énigmatique « prince ». (Fayard.)

● J.F. STEINER : *l'Insurrection. Varsovie 1944.* — Par l'auteur de *Treblinka.* (Flammarion.)

● ABBA EBAN : *Mon pays.* — Par l'ex-ministre israélien des affaires étrangères. Suite à *Mon peuple.* (Buchet-Chastel.)

● PIERRE GAXOTTE : *les Autres et moi.* (Flammarion.) — Second recueil des souvenirs de l'auteur de *la Révolution française,* dont une réédition, revue et annotée par Jean Tulard, paraît chez Fayard.

● PU YI : *Dernier Empereur de Chine.* — Les souvenirs du dernier empereur de Chine, fait prisonnier par Mao Tse-toung. (Flammarion.)

● HAN SUYIN : *le Premier Jour du monde.* Second tome de la biographie de Mao Tse-toung, dont le premier s'intitulait : *le Déluge du matin.* (Stock.)

● EMMANUEL LE ROY LADURIE : *Montaillou, village occitan.* — A la croisée de la sociologie et de l'histoire. (Gallimard.)

● HELGA PEDERSON : *Céline et le Danemark.* — L'auteur, ancien ministre de la justice, raconte l'exil de Céline au Danemark, de 1945 à 1951. (Plon.)

● GILLES PERRAULT : *la Longue Traque.* — Par l'auteur de *l'Orchestre rouge,* une enquête de 700 pages sur l'histoire de la résistance nationaliste en France. (J.-C. Lattès.)

● MICHAEL et ROBERT MEEROPOL : *Nous sommes vos fils.* — Les enfants d'Ethel et de Julien Rosenberg révèlent la correspondance du couple. (Editions sociales.)

Écrits intimes

● ALBERTINE SARRAZIN : *Carnets intimes.* — Présentés par Josane Duranteau. (Julliard.)

Sciences humaines

Psychanalyse et sociologie dominent toujours — qui s'en étonnerait ? — l'ensemble des essais et des textes théoriques à paraître cet automne.

D'Emile Durkheim, on pourra lire trois volumes, intitulés respectivement : *Eléments d'une théorie sociale ; Religion, Morale, Anomie* et *Fonctions sociales et institutions,* soit près de quinze cents pages de textes durkheimiens, préparés et présentés par Victor Karady (Ed. de Minuit). Plus moderne : Edgar Morin ajoute un second volume à son *Esprit du temps,* dont le premier tome est réédité (Grasset). Du côté des réflexions critiques sur la société contemporaine inspirées par l'école de Francfort, les Editions Payot publient la traduction de *Théorie et pratique* (deux volumes), de Jürgen Habermas, héritier contesté de Horkheimer et Adorno. Chez le même éditeur, Georges Mendel, l'auteur de *la Révolte contre le père* et de *la Crise des générations,* analyse les choix essentiels auxquels nos sociétés sont confrontées, et prend parti dans *Pour une autre société.*

Mais, surtout, la mort est à l'honneur. Son quasi- « effacement » de la vie quotidienne préoccupe les sociologues : Jean Baechler publie une volumineuse étude sur *les Suicides* (Calmann-Lévy), une nouvelle revue, *Traverse* (Minuit), consacre aux *Lieux et objets de la mort* son premier numéro, tandis que Jean Ziegler se livre, à partir notamment d'observations sur les « candomblés » brésiliens, à une analyse comparative des cultures « primitives » et occidentales, où *les Vivants et les Morts* entretiennent des rapports bien différents (Seuil). Odette Thibault, aux Editions Jean-Pierre Delarge (Encyclopédie universitaire), étudie *la Maîtrise de la mort.*

Psychanalyse

La mort sera là aussi, avec un essai de Max Schur, *la Mort dans la vie de Freud,* nouveau volume de la collection « Connaissance de l'inconscient » (Gallimard).

De Freud, on découvrira la *Correspondance avec Jung* (Gallimard), qui permettra de mieux saisir les relations du père de la psychanalyse avec celui qui fut son premier disciple « non juif », avant de devenir un grand « dissident ». D'un autre dissident, moins connu, Otto Rank, les Editions Stock publient *la Volonté de bonheur.* Et le propre fils de Freud fait paraître *Freud, mon père* (Denoël).

Le mouvement de l'« antipsychiatrie » sera bien représenté, avec la traduction des travaux de Thomas Szasz, qui fut sans doute son principal initiateur. Dans *l'Ethique de la psychanalyse* (Payot), il invite avec fermeté à une remise en cause des pratiques de l'institution analytique. Gregory Bateson, de l'école de Palo-Alto, trouve de son côté confirmation des thèses essentielles de l'antipsychiatrie dans l'autobiographie d'un schizophrène du siècle dernier : *Perceval le Fou* (Payot). Quant à Bruno Bettelheim, auteur de *best-sellers* depuis que la télévision l'a fait connaître au grand public, il décrit *le Lieu où renaître* (Robert Laffont).

A noter, d'autre part, un gros ouvrage de Renée Stora sur *le Test du dessin d'arbre* (Editions J.-P. Delarge) et dans la collection « Femme » (Denoël) *Maman n'habite plus ici,* de Judy Sullivan.

Anthropologie

Deux grands textes chez Gallimard : *la Passion de Hallaj,* de Louis Massignon, véritable « somme » pour la connaissance de la culture arabe, et un nouveau livre de Georges Dumézil : *Fêtes romaines d'été et d'automne,* qui fait suite, dans l'œuvre du spécialiste français de la mythologie comparée, à *Mythe et Epopée.* A signaler également un recueil posthume d'articles de Roger Bastide, préfacé par Henri Desroche : *le Sacré sauvage* (Payot), et une nouvelle traduction d'Ernest Cassirer : *Essai sur l'homme* (Editions de minuit).

Philosophie

Le dialogue, socratique ou non, retrouve ses droits : Jean-Toussaint Desanti s'entretient avec Pascal Lainé et Blandine Barret-Kriegel (Calmann-Lévy), et Henri Lefebvre évoque *le Temps des méprises,* celui notamment de ses relations avec le parti communiste (Stock). D'un jeune philosophe maître assistant au Collège de France, Jean-Marie Benoist, on annonce deux textes : *Tyrannie du logos* (Minuit), lecture du *Gorgias* de Platon et apologie des sophistes, et *la Révolution structurale* (Grasset), essai sur les bouleversements théoriques de ces dernières années. Jean-Michel Palmier consacre une nouvelle étude à *Lénine, l'art et la révolution* à travers les documents et les débats de l'époque (Payot). Et de Confucius on pourra lire, dans la collection « Belles Lettres » (Denoël), des *Entretiens avec ses disciples.*

Nouvelles collections

En dépit de la « crise », les éditeurs semblent avoir compris que les diverses « sciences humaines » intéressent un public de plus en plus vaste. Aussi voit-on apparaître bon nombre de nouvelles collections, dont quatre chez Flammarion. « La Bibliothèque d'ethnologie historique » publiera des travaux de fond, consacrés notamment à l'ethnologie française, comme *Bretons de Plozévet* d'André Burguière. Plus accessible au grand public, « la Tradition et le Quotidien », au format de poche, publiera des études sur les costumes, les remèdes, le mobilier de la vieille France ou de celle d'aujourd'hui, tel le dossier de Martine Segalen sur *les Confréries dans la France contemporaine.* Le directeur de ces deux collections est Jacques Le Goff. Sous la direction de Jacques Derrida, deux collections qui avaient commencé à paraître chez d'autres éditeurs : l'une de philosophie, « Philosophie en effet », qui débute par un ouvrage collectif intitulé *Mimésis,* et l'autre de théorie-fiction : « Digraphe ». Aux Editions Gallimard, « Tel » (c'est le titre) reprendra au format de poche les textes principaux des grandes « bibliothèques » de philosophie et de sciences humaines. Premiers auteurs annoncés : F. Jacob, J.K. Galbraith, M. Merleau-Ponty, E. Benveniste. Aux Presses universitaires de France, une collection d'essais constituant un apport original aux sciences humaines, « Perspectives critiques », dirigée par Jean-Michel Palmier et Roland Jaccard, s'ouvrira par un essai de ce dernier : *l'Exil intérieur : civilisation et schizoïdie.*

Une voyante à l'Elysée

Un recueil de documents relatifs à Mme Fraya, célèbre pythonisse de l'entre-deux-guerres, qui fut consultée par Poincaré à l'orée de l'avant-dernière guerre, est annoncé chez Pygmalion, avec des textes la concernant de Anna de Noailles, Pierre Loti, Clemenceau, Sacha Guitry...

Belleville ressuscité

Le vieux Belleville d'autrefois, voué à la casse des démolisseurs et aux appétits des promoteurs, a fait l'objet de la part d'une poignée d'amis — artistes photographes, écrivains, historiens — d'un travail de sauvetage par la photo, le dessin, le récit, qui verra son aboutissement, courant octobre dans un beau volume illustré de 352 pages, aux éditions Henri Veyrier.

Il s'ouvre sur un texte de Clément Lépidis, poème lyrique à la gloire du Belleville d'hier et d'aujourd'hui et se poursuit par la longue et passionnante histoire de la commune de Belleville, des origines à nos jours, par Emmanuel Jacomin.

La haute cuisine française

L'Académie des gastronomes et l'Académie culinaire de France ont rédigé en commun ce complément à la Cuisine française, *qui s'applique à des recettes de grande cuisine, fruit du travail de générations de chefs. (J.-P. Delarge.)*

VIENT DE PARAITRE

Romans français

JACQUES DESBORDES : *Passage d'un doute...* Et si un collègue vous baptise d'un mot de trois lettres. Quatrième roman de cet auteur dont *les Petits Rôles* ont obtenu le grand prix de la Société des gens de lettres en 1971. (Robert Laffont, 200 p., 26 F.)

CATHERINE CAUBERE : *la Digue du cœur.* — Une fille crâneuse, un banquier poète, une île bretonne, une tempête, un médecin, etc. Second roman. (La Table ronde, 220 p., 25 F.)

JEAN-NOEL VUARNET : *Tanger.* — Au carrefour des utopies. Par l'auteur de *la Fiancée posthume.* (Christian Bourgois, 190 p., 20 F.)

GEORGES-MICHEL BOVAY : *Cora.* — Un second roman-scénario qui met en scène le visage d'une jeune idole de dix-sept ans et un quinquagénaire. (Denoël, 344 p., 46 F.)

ANDRE-LOUIS ROUQUIER : *le Clair du temps.* — Un amour qui se perd dans le mirage du Japon moderne. Second roman. (Denoël, « Lettres nouvelles », 248 p., 38 F.)

JEAN-MARC ROBERTS : *la Comédie légère.* — Déjà le quatrième roman de ce jeune auteur de vingt et un ans, prix Fénéon 1972 pour *samedi, dimanche et fêtes.* (Le Seuil, 190 p., 23 F.)

JEAN-MARIE MAGNAN : *le Grand Chez-Nous.* — « Votre Mai 68, a écrit, à l'auteur André Malraux, est un personnage insaisissable, votre fantastique, comme celui de Faulkner... » Troisième roman. (Robert Laffont, 250 p., 34 F.)

ANDRE KEDROS : *l'Absence à vif.* — La recherche d'une femme et d'un enfant à travers une cité foudroyée. Douzième roman. (Robert Laffont, 240 p., 29 F.)

Récits

JACQUES BONNY : *Mon père, l'inspecteur Bonny.* — Enquête d'un fils sur son père, le fameux inspecteur Bonny de l'affaire Stavisky et de la rue Lauriston. Récit recueilli par Pierre Demaret et Christian Plume. (Robert Laffont, 280 p., 42 F.)

GOVANNI TROVATO : *les Citrons d'or.* — Quand un ancien missionnaire fait fortune dans le commerce des citrons. Récit recueilli par André Coutin. (Robert Laffont, 254 p., 34 F.)

Souvenirs

MARY MARQUET : *Ce que je n'ai pas dit.* — Tome 2 des Mémoires de l'actrice qui fait suite à *Ce que j'ose dire.* (Jean Dullis, 320 p., 38 F.)

Documents

CLAUDE PARENT : *Architecte.* — Le créateur de « l'architecture oblique » raconte comment un bâtisseur moderne peut mener un combat contre les réticences, les résistances, les routines. (Robert Laffont, « Un homme et son métier », 340 p., 49 F.)

VITUS B. DROSCHER : *Ils se déchirent et ils s'aiment.* — La découverte, chez les animaux, mais applicable à l'homme, de l'instinct social d'attachement et des sentiments de sympathie, qui, avec l'agressivité, gouvernent le comportement des individus. Trad. de l'allemand par Georges Cornilleau. (Seghers, 312 p., 49 F.)

Actualité

FRANÇOIS GEZE et ALAIN LABROUSSE : *Argentine, révolution et contre-révolution.* — A partir d'une analyse de la lutte des classes en Argentine. Le passé, le présent et le futur d'une gauche confrontée au nationalisme, au guévarisme et au réformisme. (Le Seuil, « Combats », 288 p., 37 F.)

Politique

MICHEL BASSI : *la République des petits papiers.* — Dans les coulisses du pouvoir, le milieu privilégié des factotums, faiseurs de « petits papiers » et dans les « petits papiers » des puissants. Par l'auteur, avec André Campana du *Grand Tournoi.* (Grasset, 190 p., 29 F.)

Critique littéraire

La Traversée des signes. — Recueil de textes résultant d'un séminaire dirigé par Julia Kristeva, à l'université de Paris VII, U.E.R. Sciences des textes et documents 1973-1974. (Le Seuil, « Tel quel », 272 p., 35 F.)

Sciences humaines

SERGE LECLAIRE : *On tue un enfant.* — Un essai sur le narcissisme primaire et la pulsion de mort. Suivi d'un texte de Nata Minor. Par l'auteur de *Psychanalyser* (Le Seuil, « Le champ freudien », 144 p., 20 F.)

En Poche

PHILIPPE ARIES : *l'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime.* — Réédition de l'ouvrage paru en 1973. (Le Seuil, « Points/Histoire », 320 p., 11,40 F.)

Présenté cette semaine

● *Fourier,* par Pascal Bruckner. (Le Seuil, « Ecrivains de toujours - Microcosme », 192 p., 11,40 F.)

ÉCHOS ET NOUVELLES

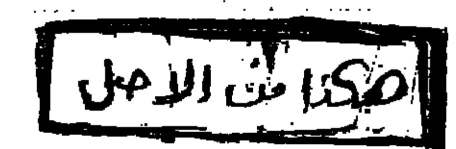
— **SARTRE DANS SON HISTOIRE** est le titre du numéro spécial que le « Magazine littéraire » consacre au philosophe écrivain. Entre autres études et commentaires, on y trouvera trois inédits de Sartre : des entretiens avec Michel Contat, un texte « sur la bêtise » faisant partie de « Notes sur la morale » rédigées en 1947-1949 et vingt-trois lettres de J.-P. Sartre à Simone de Beauvoir sur « l'Age de raison ».

— **UNE PLAQUE COMMEMORATIVE A LA MEMOIRE DE MARCEL ACHARD** sera dévoilée sur sa maison natale, place Xavier-Ricard, à Sainte-Foy-lès-Lyon, en présence de Mme Achard, le samedi 20 septembre, à 15 h. 45.

— **LE PREMIER NUMERO DES CAHIERS LITTERAIRES DE BRETAGNE** vient d'être publié par les éditions « Nature et Bretagne à Quimper » (Finistère). Des nouvelles et des poèmes d'auteurs bretons, en français ou en breton, y sont réunis dans le but d'aider de jeunes auteurs. Une nouvelle de Garlonn (le Goarnic), primée au concours littéraire de l'Association des écrivains quimperois, y figure. Les cahiers littéraires de Bretagne paraîtront tous les ans.

— « **MAI HORS SAISON** » place son numéro 4 sous le signe de la conscience et de la drogue. Des textes de Guy Benoit, Roger Gilbert-Lecomte. (Guy Benoit, 1, place de la Résistance, Logement 1122, 93170 Bagnolet.)

— **L'ACADEMIE DE MARINE** a couronné à l'unanimité « l'Histoire de la piraterie », de Robert de la Croix, parue aux Editions France-Empire.



La saison romanesque

L'année 1832 en images d'Épinal

★ LES COMPLOTS DE LA LIBERTÉ (1832), par Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud. Bernard Grasset. 387 pages. 39 F.

UN roman historique, c'est de l'histoire et de la fiction mélangées : il y faut une connaissance certaine et une invention constante. Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud (1), dans leur solitude de Haute-Savoie, n'y ont pas manqué : ils se sont voulus rigoureux, ils se révèlent fantasques. Ils font paraître Théophile Gautier dans son habit de rêve, Victor Hugo dans son vêtement imaginaire, George Sand dans sa légende... Ces héros vrais se mêlent à des personnages issus d'une fable débridée, amusante de bout en bout, dans un emportement de situation digne du roman populaire de la meilleure tradition.

Leur entreprise est au rebours de l'histoire : cette grande machine figée, voici qu'ils la bousculent, la mettent pied par-dessus bras, cul par-dessus tête, s'acharnent à l'animer, la violentent avec enjouement et impudeur. Ils ont reconstitué avec soin et minutie l'horlogerie précise des faits et des propos ; ils ont convoqué les témoins à partir des « Mémoires » du temps et des travaux les plus indiscutables ; puis ils ont introduit dans la machine radotante et raisonnante ce grain de sable, qui — à la fois — brouille et éclaire tout : le personnage romanesque ! Il ne reste au lecteur enchanté qu'à suivre jusqu'au bout le fil de la fantaisie. Dans la songerie qui s'ensuivra, il lui viendra peut-être l'idée d'une ressemblance entre une époque aussi lointaine et la sensibilité d'aujourd'hui.

« Les Complots de la liberté » est un livre ouvert. Il commence arbitrairement et se rompt avec impertinence. L'époque le cerne, le polise : 1832. Alors, il y a moins de deux ans que le roi-bourgeois a été porté sur le trône par l'impréparation des Trois Glorieuses, cette révolution sans chefs qui fut un coup de tonnerre semblable à un coup de sang. L'année 1832, c'est celle du premier attentat (manqué, probablement fabriqué) contre Louis-Philippe ; c'est le déchaînement meurtrier du choléra (18 000 morts à Paris) ; c'est l'école romantique, aidée par les Jeune-France et les Bouzingots, prenant le pouvoir et changeant de cap ; c'est l'échec du « Roi s'amuse » et la mort de l'Aiglon ; c'est Hugo se brouillant avec Vigny. Surtout, c'est une fermentation des sociétés secrètes à vocation républicaine. C'est une agitation forte des bonapartistes. C'est enfin l'émeute des 5 et 6 juin, à la suite des funérailles du général Lamarque, — et le siège du cloître Saint-Merri, refuge des insurgés, dans un tohu-bohu où prendront naissance ce Gavroche et le célèbre chapitre des « Misérables », mais aussi « Horace » (2) de George Sand.

Le Père Enfantin s'est mis à la tête des saint-simoniens. Charles Fourier, en cette année où, malgré lui, ses disciples fondent le phalanstère de Condé-sur-Vesgre, continue d'attendre le mécène princier. Le dieu Progrès domine, traînant à sa suite la mythologie bienfaisante des banques et celle, apaisante, des chemins de fer. A Ménilmontant, calme village, Enfantin, qui rêve déjà au percement du canal de Suez, prophétise que l'avenir appartient à la femme. Il y a, dans tout cela, une effervescence qui sent la poudre et l'illusion...

C'est dans ce décor que Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud ont placé leurs héros imaginaires : Eugène de Pressiny, captif d'un engrenage qui devient le nôtre lorsque nous le suivons à la trace depuis le bal chez Alexandre Dumas jusqu'à l'orgie chez Petrus Borel ; le médecin Varga, disciple exemplaire de la religion nouvelle ; la jeune Polonaise Marie Karinska, exact reflet de l'héroïne romantique, et d'autres encore.

Ce qu'il y a de requérant dans cette entreprise menée à bride abattue, c'est l'étrange contamination que le roman fait subir à l'histoire : les hommes inscrits au dictionnaire y retrouvent une vie ensemble compromise et compromettante ; ceux qui sont issus de la fable y acquièrent une existence parfaitement crédible et assurée. Où le vrai ? Où le faux ? Uniquement dans le plaisir que nous éprouvons à ne pas quitter d'une ligne ce « roman historique » dont la principale vertu est d'être premièrement « imaginé ». Il serait inconvenant de dévoiler la trame des « Complots de la liberté ». A cause de ce plaisir, justement : pour ne pas le gâter...

HUBERT JUIN.

(1) On connaît Michel-Antoine Burnier pour des essais écrits en collaboration avec Frédéric Bon, un roman de politique-fiction et une pièce de théâtre, « les Voraces ». Patrick Rambaud fait ici ses premiers pas.

(2) Signalons aux deux auteurs qui se plaignent de n'avoir pas pu se procurer le livre, qu'« Horace » a été réédité au Livre-Club Diderot.

Régis Debray face aux guérilleros

(Suite de la page 11.)

Tout bas, l'oreille collée au poste, il lui suffisait de capter la voix rugueuse et chantante de Fidel, ses R roulés, ses grondements, cet aplomb de seigneur, pour oublier sa fatigue, sa nausée, pour redresser les épaules, retendre la trame de ses lendemains. Heureusement qu'il y avait Fidel là-bas, toute la morale du monde sur ondes courtes... »

Mais même si demain le dernier Père Noël de notre temps mourait à Cuba, Frank est déjà mort, lui, de toute façon, l'indésirable, le « gringo » dont personne ne voulait, ni femme ni amis, parce qu'il était habité par le doute, cet autre nom de la lucidité.

Et Régis Debray est mort et ressuscité dans ce roman où il vient, comme Bernard Palissy, de jeter tout son mobilier, « à l'âge du sans-culotte Jésus », selon le mot de Camille Desmoulins. « Nous devons, nous ne pouvons plus faire autrement », écrit Frank, au moment où il regarde tout en face pour la première fois, « que forger une nouvelle race de militants : zélés et mécréants. Corps mystique, tête sceptique. Raisonnables, et donc partagés dans leur jugement ; entiers dans leur action et donc délirants. Agnostiques et jusqu'au-boutistes. Le défi de l'époque, c'est de pratiquer sans avoir la foi. Si nous ne le relevons pas, l'époque va nous passer sur le corps ».

Tout est là. Les nouveaux militants. Les révolutionnaires de l'après-Père Noël ; plus de Messie, plus de paradis-modèle, plus de Petit-Père-des-peuples, plus de Grand Timonier, plus d'appareil mondial possédant la vérité révélée. Voilà pourquoi l'« Indésirable » est de même nature que « la Condition humaine » : Malraux esquissait le profil du militant qui se faisait supplicier à Changhaï, qui allait mourir à Madrid ou à Dachau, puis à Alger et à Saigon, à Saint-Domingue et à Santiago, dans une formidable éthique du dépassement de soi-même, motivée par une espérance précise.

Mais l'« espérance qui brille aux carreaux de l'auberge est soufflées, est morte à jamais ». Allait-il s'effondrer pour autant au réveil, Régis Debray, ce matelot ivrogne, inventeur d'Amériques ? Il esquisse au contraire, à son tour, un nouveau profil : celui du militant de demain, au courage tout nu. J'ai rarement lu un livre aussi réconfortant que ce livre désespéré.

CLAUDE MANCERON.

OLIVIER TODD DEVANT LE VIETNAM

(Suite de la page 11.)

Chose étonnante d'ailleurs, il n'est pas, non plus, venu lors de la prise de Saigon. Les Vietnamiens sont extraordinaires au sens strict, mais extraordinairement communistes quand ils le sont, et, dans leur communisme, extraordinairement staliniens. Mais, y a-t-il un communisme qui ne soit pas stalinien, malgré les vertus social-démocrates du P.C.I. ?

● Coincés entre « *un fascisme blanc et un fascisme rouge* », comme dit Morgan, que feraient les Vietnamiens s'ils pouvaient voter librement aujourd'hui ?

— La majorité voterait probablement pour la troisième force, celle du général Minh, à supposer qu'il puisse se présenter. Il est frappant, d'ailleurs, que Minh se taise depuis la chute de Saigon. Dans ces circonstances, je ne crois pas du tout à « qui ne dit mot consent »...

● Vous mettez en dialogues le fanatisme verbal de certains membres du G.R.P. et, au-delà, leur relative... bêtise.

— C'est justement ce que je trouve terrifiant dans les différents types de régimes communistes, et pas seulement au Vietnam : leur extraordinaire épaisseur. Mais il semble qu'en ce moment, en Europe, il y ait une relative prise de conscience. Voyez ce qui se passe au Portugal.

Et puis, peut-on travailler avec les communistes ? Au Vietnam, on le comprend maintenant, ils n'ont pas tenu leurs promesses d'« ouverture », de « libéralisation ». Rien que sur le plan de l'information. Il n'y a pas d'information à Saigon. Juste quelques journalistes qui sont bouclés dans la capitale...

Aussi bien, Morgan-Todd — le dernier chapitre du livre est écrit par Morgan, à la première personne — avait raison de dire, de se dire, en quittant Saigon : « *Dans ma chambre au Continental, avec des livres de poche jaunis, des piles de journaux, dix ans de communiqués ronéotypés et les margouillats au plafond, j'ai aussi laissé le sens de l'histoire. C'est une conviction, pas une conclusion : l'histoire n'a pas un sens, pas même plusieurs peut-être. Ou mieux : si elle avait une multitude de sens, souvent, toujours contradictoires ? Le vrai Vietnam n'est ni à Saigon ni à Hanoi, et rejeter Hanoi ce n'est pas choisir Saigon. Vrai pour qui, en quoi ?* »

FRANÇOISE WAGENER.

CORRESPONDANCE

Comment travaille Henri Guillemin

Nous avons reçu cette lettre de Pierre de Boisdeffre à propos de l'entretien d'Henri Guillemin avec J.-L. de Rambures (voir « le Monde des livres » du 8 août 1975) :

J'apprends avec Henri Guillemin, « comment travaillent les écrivains » (*le Monde* du 8 août). Hélas ! j'apprends aussi comment j'écris l'histoire. « Les mauvaises langues, dit Guillemin, prétendent que j'ai un côté flic. Dans son *Histoire de la littérature*, Boisdeffre situe même mes travaux entre l'érotisme et la police ! » Tout de même pas ! Pourriez-vous préciser à vos lecteurs que, dans une *Histoire vivante de la littérature d'aujourd'hui*, le *Hugo* de Guillemin, justement, est cité parmi « les bons exemples de la biographie littéraire » (p. 957), de ceux qui « éclairent l'œuvre à la lumière de la vie ». Fallait-il, pour autant, souscrire au dénigrement d'un Benjamin Constant ou d'un Vigny, d'une Germaine de Staël ou d'un Lamennais ? Ignorer le goût de l'historien pour les enquêtes de police et les confidences d'alcôve ? Moi non plus, « je ne suis pas impassible, mais j'essaie d'être loyal ». Oui, le grand talent de Guillemin, son injustice et sa passion nous manqueraient... mais ils nous donnent aussi, je pense, le droit de le contredire ! S'il est vrai que Dieu a horreur des tièdes, Guillemin aura une belle place au paradis... mais il devra s'y expliquer avec Claudel, avec Péguy et même avec Bernanos.

Ce que le XVIIIe siècle doit à Jean Fabre

JEAN FABRE n'est plus : (le Monde du 26 août). Par un accident stupide, un vide s'est creusé, ressenti bien au-delà des cercles français, jusqu'en Pologne, jusqu'en Amérique. Tout un monde de recherche et d'étude vient de perdre celui qui était son animateur, son inspirateur.

Il fut le chef de file d'une génération de chercheurs dans le domaine qu'il avait choisi : le dix-huitième siècle. C'était une période il y a une trentaine d'années, négligée, méprisée même. Les uns continuaient à découvrir à l'origine de nos malheurs « la faute à Voltaire, la faute à Rousseau ». D'autres s'en détournaient par goût de la mystique, de la métaphysique, des forces obscures. Comme si tout ce romantisme n'enfonçait pas ses racines dans le siècle dit des « lumières ». Jean Fabre fut l'un des grands instigateurs du large mouvement qui remit en honneur une époque décisive dans l'histoire de notre civilisation.

Depuis lors, en ce quart de siècle, la plupart des chercheurs « dix-huitiémistes » dont les travaux ont contribué au progrès du savoir furent ses élèves. Nous trouvions auprès de lui une admirable connaissance des œuvres. Et plus encore une exceptionnelle qualité humaine, qui a fait de Jean Fabre le plus chaleureux des maîtres. Il avait un don unique de sympathie. Des fichiers arides il savait faire jaillir l'étincelle. Devant nous, il ouvrait les perspectives sur les horizons de la recherche. Cet admirateur de Rousseau, de Diderot possédait au plus haut degré le sens de la valeur dramatique des idées, de la puissance de devenir incluse dans une pensée. Cette action stimulante, il l'exerçait par ses livres et son enseignement, par de multiples articles et préfaces, et de manière plus directe par ses interventions aux conseils, colloques, congrès, sans oublier d'innombrables soutenances de thèses.

Il va cruellement manquer. Resteront cependant ses ouvrages. Son Stanislas-Auguste Poniatowski et l'Europe des lumières, *son édition critique du* Neveu de Rameau *sont reconnus comme des travaux définitifs. Son* Chénier, *son recueil d'essais* Lumières et romantisme *demeurent de grands livres*

RENE POMEAU,
Professeur à la Sorbonne.

LE XVIIe SIÈCLE EN MINI-CASSETTE. — Dans la série Cassentiel (l'essentiel en cassette), les Presses universitaires de France viennent d'éditer « la Littérature française du XVIIe siècle », par Michel Prigent, agrégé des lettres, ancien élève de l'École normale supérieure, pour l'usage des classes terminales des lycées et collèges (58 F).

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les « Mémoires » de Pablo Neruda

Sa vie s'est arrêtée le 23 septembre 1973 à Santiago, douze jours après celle de son ami Salvador Allende, dont il avait été l'ambassadeur à Paris. Son Chili paisible du bout du monde explosait en fureur, en violences, les cris de haine des vainqueurs recouvrant les rafales des exécutions, les plaintes des prisonniers et des torturés. Pablo Neruda, prix Nobel de littérature, membre du parti communiste chilien, est mort d'un cancer dans une salle d'hôpital de la capitale. Mais cette certitude n'est pas toute la vérité. Pablo, le poète timide, fragile et peureux, ne concevait pas d'autre combat que celui des idées. Le témoignage de sa femme vaut bien celui des assassins : le désespoir a été le vrai coup de grâce. Au lendemain du putsch du 11 septembre, le président Luis Echeverria lui avait fait savoir qu'il était prêt à l'accueillir à Mexico. Pablo n'avait plus envie de tenter de survivre. Effondré, résigné, il avait refusé.

Les inquisiteurs en uniforme de Santiago l'ont pourtant poursuivi de leur rancune pesante. Ils ont laissé des vandales saccager ses deux résidences, celle de Santiago, d'où l'on voyait le grand terril du San-Cristobal, celle d'Isla-Negra, l'Ile-Noire, sur la côte au sud de Valparaiso, où il avait amassé avec délectation ses trésors d'enfant ébloui depuis toujours par les coquillages, les bateaux dans les bouteilles, les pierres, les figures de proue, les papillons ou les masques exotiques. Il avait dit qu'il souhaitait être enseveli en un lieu à la consonance évocatrice ou bizarre, semblable à ceux de son Araucanie natale, et qui sonnerait bien à ses oreilles. Ceux qui voulaient rayer son nom de la mémoire des Chiliens ont fait disperser ses cendres dans une fosse commune. Ils ont saisi la seule chose à laquelle il tenait vraiment, sa retraite farouche de l'Ile-Noire, avec sa barrière de rondins, ses souvenirs d'éternel étudiant esthète et épicurien, glanés de Montparnasse à Rangoon, ses statues dérisoires, surréalistes, regardant l'immense et sauvage Pacifique. Ils ont même interdit, en juillet dernier, une pauvre et timide cérémonie en son honneur à Santiago.

Mais le voici bien vivant dans ses Mémoires, clignant de l'œil sous sa lourde paupière araucane, massif, puissant, insolent, frondeur, sensuel, vaniteux, rancunier, généreux, passionné. En un mot, superbe. Il marche dans Santiago de son pas lent de terrien prudent comme il marchait à nos côtés, ce jour clair de décembre, la casquette enfoncée jusqu'aux oreilles, la narine aux aguets, appréciant d'un sourire l'hommage attendri des petites gens du quartier. Il est là, devant son Ile-Noire, retrouvant intactes les émotions de son enfance face au déchaînement primitif, au tonnerre et à la puissance des hautes lames venues de l'autre côté de la terre.

« Peut-être ai-je vécu la vie des autres ?... » Des fantômes, des ombres traversent les Mémoires, des amours d'une seule nuit, des visages tendres de femmes, des silhouettes solides de paysans, d'ouvriers du salpêtre ou des mines de charbon de Lota, des sourires cueillis en Birmanie, au Mexique ou en Espagne. Ecrivain, diplomate, militant : Pablo a en réalité vécu dix vies.

Ecrivain, il a été un poète précoce, à l'écoute du vent, de la pluie de Temuco, fasciné par l'ampleur tellurique de la nature du Sud chilien, où tout est démesuré : les fleuves, les volcans couverts de neige, les fougères, les intempéries, les arbres, les rivages déserts au bord d'un océan vide. Son lyrisme s'est nourri de la puissance et de la couleur de la terre américaine. Plus tard, il est allé à cheval au sommet du Machupicchu, et il a retrouvé le lien qui unissait les fiers Araucans de son enfance aux civilisations des hautes vallées andines. Diplomate, il a erré de Rangoon à Mexico, de Madrid à Paris, plus intéressé à la fréquentation de ses amis écrivains qu'à la rédaction de dépêches ou aux réunions mondaines. Voyageur, il a fait le tour du monde comme on pouvait encore le faire à cette époque, utilisant à l'occasion des trains poussifs, des caboteurs, des pirogues et des mules.

Militant, il a été traqué, poursuivi, exilé. En 1936, à Madrid, à la veille de la guerre civile, son ami Garcia Lorca le trouvait déjà « trop politique ». Mais c'est seulement pendant la guerre d'Espagne que Pablo a choisi un camp, et qu'il s'y est maintenu, malgré les désillusions, les révélations du XX[e] Congrès sur le stalinisme.

« Si j'étais chilien, disait Malaparte qui n'avait pas précisément le cœur à gauche, je serais sans doute comme Neruda. Il faut choisir... » Pablo avait choisi une fois pour toutes entre le « clan des Cadillac » et « les gens sans école et sans souliers ». Il a été, c'est manifeste, profondément blessé par la campagne déclenchée contre lui à La Havane par des écrivains cubains après son voyage aux Etats-Unis et sa tournée de conférences devant le Pen Club.

Oulan-Bator, Pékin, Singapour, Moscou, New-Delhi, Colombo, Mexico, Paris, Madrid, Rome : le poète errant n'a jamais eu qu'une seule pensée, qu'un seul désir : son Chili. Et sur cette longue lanière de terre tourmentée, entre cordillère et Pacifique, il est d'abord resté fidèle à Temuco, la ville des pionniers de la « frontière », là où il était né « à la vie, à la terre, à la poésie, et à la pluie ».

MARCEL NIEDERGANG.

L'enfance à Temuco

Extrait des Mémoires de Pablo Neruda J'avoue que j'ai vécu. *L'ouvrage, traduit de l'espagnol par Claude Couffon, parait chez Gallimard. 456 p., 48 F.*

JE dirai pour commencer cette évocation des jours et des années de mon enfance que le seul personnage que je n'ai pu oublier fut la pluie. La grande pluie australe qui tombe du pôle comme une cataracte, depuis le ciel du cap Horn jusqu'à la frontière. Sur cette frontière — Far-West de ma patrie — je naquis à la vie, à la terre, à la poésie et à la pluie.

Ayant beaucoup vu et beaucoup parcouru, il me semble que cet art de pleuvoir qui s'exerçait comme une subtile et terrible tyrannie sur mon Araucanie natale a cessé d'exister. Il pleuvait des mois entiers, des années entières. La pluie tombait en fils pareils à de longues aiguilles de verre qui se brisaient sur les toits ou qui arrivaient en vagues transparentes contre les fenêtres ; et chaque maison était un vaisseau qui regagnait difficilement son port sur cet océan hivernal.

Cette pluie froide du sud de l'Amérique n'a pas les violences impulsives de la pluie chaude qui s'abat comme un fouet et qui disparait en laissant le ciel bleu. Bien au contraire, la pluie australe se montre patiente et continue à tomber interminablement du haut du ciel gris.

Devant ma maison, la rue s'est changée en un immense océan de boue. A travers la pluie, je vois par la fenêtre qu'une charrette s'est enlisée au milieu de la rue. Un paysan dans son poncho de grosse laine noire malmène les bœufs harassés par tant de pluie et de gadoue.

Sur les trottoirs, en sautant d'une pierre à l'autre, nous rejoignions contre froid et pluie le collège. Le vent emportait les parapluies. Les imperméables étaient chers, j'avais horreur des gants, nos chaussures clapotaient. Je n'oublierai jamais ces chaussettes mouillées séchant près du brasero et tous ces souliers jetant leur vapeur comme de petites locomotives. Puis venaient les inondations qui entraînaient les maisons où vivaient les gens les plus pauvres, au bord du fleuve. La terre aussi s'agitait, craintive. D'autres fois, un terrible panache de lumière apparaissait dans la cordillère : c'était le volcan Llaima qui se réveillait.

Temuco est une ville de pionniers, une de ces villes sans passé mais pleine de ferronneries. Comme les Indiens ne savent pas lire, les ferronneries exhibent leurs belles enseignes dans les rues : une énorme égoïne, une gigantesque marmite, un cadenas cyclopéen, une cuiller antarctique. Plus loin, voici les cordonneries avec leur botte colossale.

Si Temuco était la tête de pont de la vie chilienne dans les territoires du Sud, c'était à la suite d'une longue et sanglante histoire.

Sous la poussée des conquistadores espagnols, après trois siècles de lutte, les Araucans se replièrent vers ces régions froides. Mais les Chiliens continuèrent ce qu'on a appelé la « pacification de l'Araucanie », c'est-à-dire la prolongation d'une guerre à feu et à sang, afin de déposséder de leurs terres nos compatriotes. Contre les Indiens toutes les armes furent généreusement utilisées : le tir à la carabine, l'incendie des chaumières et, plus tard, d'une manière plus paternelle, le recours à la loi et à l'alcool. L'avocat se fit aussi le spécialiste de leur expropriation, le juge les condamna quand ils protestèrent, le prêtre les menaça du feu éternel. Et enfin l'eau-de-vie acheva d'anéantir une race farouche dont les exploits, le courage et la beauté furent gravés en strophe d'airain et de jaspe par Alonso de Ercilla dans son *Araucana*.

Mes parents venaient de Parral, ma ville natale. C'est, au centre du Chili, un endroit où pousse la vigne et où le vin abonde. Sans que j'en aie gardé le souvenir, sans savoir que mes yeux la regardèrent, ma mère, doña Rosa Basoalto, mourut. Je suis né le 12 juillet 1904 ; un mois plus tard, en août, elle cessait de vivre, épuisée par la tuberculose.

La vie était dure pour les petits agriculteurs du centre du pays. Mon grand-père, don José Angel Reyes, avait peu de terre et beaucoup d'enfants. Les noms de mes oncles, Amos, Osée, Joël, Abadias, me paraissaient des noms de princes de royaumes lointains. Mon père s'appelait simplement José del Carmen. Il avait quitté très jeune les terres paternelles et avait travaillé comme ouvrier aux digues du port de Talcahuano, finissant comme cheminot à Temuco.

Il était mécanicien sur un train de ballast.



(DESSIN DE TIM.)

Peu de gens savent ce que c'est qu'un train de ballast. Dans le Sud, dans la zone des grands ouragans, les eaux emporteraient les rails si on ne déversait pas des cailloux entre les traverses. Il faut sortir dans des hottes le ballast des carrières et faire basculer les pierres concassées sur des wagons plats. Il y a quarante ans, les équipes d'un train de cette espèce devaient être formidables. Les péons géants et musclés venaient des campagnes, des faubourgs, des prisons. Les salaires de l'entreprise étaient misérables et l'on ne demandait pas de certificats à ceux qui voulaient travailler sur ces trains. Mon père conduisait le train. Il s'était habitué à commander et à obéir. Parfois il m'emmenait. Nous maniions le pic et chargions les pierres à Boroa, cœur forestier de la frontière, théâtre des terribles combats qui avaient opposé les Espagnols et les Araucans.

La nature me donnait ici une sorte d'ivresse. J'étais attiré par les oiseaux, les scarabées, les œufs de perdrix. C'était un miracle de les découvrir dans les ravins, bleuis, sombres et brillants, d'une couleur pareille à celle du canon d'un fusil. La perfection des insectes me ravissait. Je ramassais des « mères de serpent ». On désignait sous ce nom extravagant le plus grand des coléoptères, noir, gros et luisant, le titan des insectes du Chili. On frémit en l'apercevant sur les troncs des *maquis* et des pommiers sauvages, des *coihués* (1), mais je le savais si résistant que je pouvais sauter à pieds joints dessus sans qu'il se brisât. Sa grande dureté défensive le dispensait de tout venin.

Mes explorations remplissaient de curiosité les travailleurs, qui ne tardèrent pas à s'intéresser à mes découvertes. Dès que mon père relâchait sa surveillance, ils filaient vers la forêt vierge, et avec plus d'habileté, d'intelligence et de force que moi dénichaient d'incroyables trésors qu'ils me rapportaient. L'un d'eux, un certain Monge, était selon mon père un dangereux joueur de couteau. Deux grandes lignes barraient son visage brun : l'une était la cicatrice verticale d'une estafilade, et l'autre son sourire blanc, horizontal, plein de sympathie et de roublardise. Monge m'apportait des *copihues* blancs, des araignées velues, des nichées de pigeons ramiers ; et une fois même il découvrit pour moi le plus fascinant des coléoptères, celui qui hante le *coihué* et la *luma* (2). Je ne sais pas si vous l'avez quelquefois vu. Moi je ne l'ai vu que cette fois-là. C'était un éclair en tunique d'arc-en-ciel. Le rouge et le violet et le vert et le jaune étincelaient sur sa carapace. Comme un éclair il s'échappa de mes mains et retourna à sa forêt. Monge n'était plus là pour s'élancer à sa poursuite. Jamais je ne me suis remis de cette apparition éblouissante. Je n'ai pas oublié non plus mon ami Monge. Mon père me raconta sa mort. Il était tombé du train et avait roulé dans un précipice. Le convoi s'était arrêté mais, me dit mon père, Monge n'était plus qu'un sac d'os.

Il est difficile de donner une idée de ce qu'était une maison comme la mienne, maison typiquement frontalière, il y a quelque soixante ans.

Et tout d'abord les maisons de nos familles communiquaient entre elles. Par le fond de leurs cours, les Reyes et les Ortega, les Candia et les Mason échangeaient des outils ou des livres, des gâteaux d'anniversaire, des lotions pour les cheveux, des parapluies, et des tables et des chaises.

Ces maisons de pionniers assumaient toutes les activités d'un village.

Don Carlos Mason, un Nord-Américain dont les longs cheveux blancs faisaient songer à Emerson, était le patriarche de cette famille. Ses enfants étaient de vrais Chiliens. Don Carlos Mason avait son code et sa bible. Ce n'était pas un impérialiste, mais au contraire un fondateur original. Dans cette famille, sans que personne eût d'argent, poussaient les imprimeries, les hôtels, les boucheries. Certains fils étaient directeurs de journaux et d'autres travaillaient comme ouvriers dans la même imprimerie. Tout passait avec le temps et chacun retrouvait sa pauvreté première. Seuls les Allemands savaient conserver irréductiblement leurs biens ; c'était leur trait caractéristique dans cette région de la frontière.

Nos maisons avaient donc un petit air de campement, quand ce n'était pas d'entreprises d'exploration. En rentrant, on y voyait des barriques, des outils, des harnais et des objets indescriptibles.

Il restait toujours des pièces inachevées, des escaliers non terminés. On parlait durant toute la vie de continuer la construction. Les parents commençaient à penser à l'université pour leurs enfants.

C'était chez don Carlos Mason qu'avaient lieu les grandes réjouissances.

Pour célébrer la fête de quelqu'un, le repas était immanquablement constitué de dindes au céleri, d'agneaux rôtis au feu de bois et de crème fouettée comme dessert. Il y a longtemps que je n'ai plus goûté à la crème fouettée. Le patriarche aux cheveux blancs s'asseyait à la place d'honneur, au bout d'une table interminable, avec sa femme, doña Micaela Candia. Derrière lui il y avait un immense drapeau chilien sur lequel on avait épinglé un minuscule drapeau nord-américain. Cette proportion était aussi celle du sang. Chez don Carlos, l'étoile solitaire du Chili prévalait.

Dans cette maison des Mason il y avait un salon où on ne nous laissait pas entrer nous, les enfants. Je n'ai jamais su la véritable couleur des meubles, car ils demeurèrent cachés sous des housses blanches, jusqu'au jour où un incendie les emporta. Il y avait là un album avec les photographies de la famille. Ces photos étaient plus fines et plus délicates que ces terribles agrandissements en couleurs qui ont envahi plus tard la frontière.

Il y avait là-bas un portrait de ma mère. C'était une dame vêtue de noir, mince et pensive. On m'a dit qu'elle écrivait des vers, mais je ne les ai jamais vus, je ne connais d'elle que ce beau portrait.

Mon père s'était remarié avec doña Trinidad Candia Marverde, ma belle-mère. Il me semble incroyable d'être obligé d'appeler ainsi l'ange gardien de mon enfance. Elle était active et douce, avait le sens de l'humour paysan, et une bonté agissante et infatigable.

Dès que mon père arrivait, elle se transformait en ombre douce comme toutes les femmes de cette époque et de là-bas.

Dans le même salon, je vis danser des mazurkas et des quadrilles.

Il y avait aussi chez moi une malle pleine d'objets fascinants. Au fond de la malle se pavanait un merveilleux perroquet découpé dans un calendrier. Un jour que ma mère fourgonnait dans ce coffre sacré, j'y plongeai tête en avant en voulant atteindre l'oiseau. Pourtant, quand je me mis à grandir, elle n'ouvrit plus la malle qu'en secret. Elle renfermait des éventails précieux et intouchables.

Je conserve un autre souvenir de cette malle : le premier roman d'amour qui me passionna. C'étaient des centaines de cartes postales envoyées par quelqu'un qui signait Enrique ou peut-être Alberto, et qui toutes étaient adressées à Maria Thielman. Ces cartes étaient merveilleuses. Elles reproduisaient les portraits des grandes actrices de l'époque, sertis de paillettes, et sur lesquels on avait collé parfois une poignée de cheveux. Il y avait aussi des châteaux, des villes et des paysages lointains. Durant des années, je ne m'intéressais qu'aux images. Mais, devenu plus grand, je me mis à lire ces doux messages si parfaitement calligraphiés. Je me suis toujours imaginé que le galant était un homme avec un chapeau melon, une canne et un brillant épinglé à sa cravate. Pourtant les lignes que le voyageur écrivait et envoyait de tous les points du globe enthousiasmaient par leur passion. C'étaient des phrases éblouissantes et pleines d'audace amoureuse. Je commençai à m'éprendre à mon tour de Maria Thielman, que je me représentais comme une actrice dédaigneuse sous son diadème de perles. Comment ces lettres étaient-elles arrivées jusqu'à la malle de ma mère ? Je n'ai jamais pu le savoir.

1910 fut à Temuco cette année mémorable où l'on me mit à l'école, un grand bâtiment aux salles délabrées et aux souterrains ténébreux. Du haut du collège, au printemps, on apercevait les délicieux méandres du Cautin avec leurs rives peuplées de pommiers sauvages. Nous nous échappions des classes pour plonger les pieds dans l'eau froide qui coulait sur les pierres blanches.

Mais le collège était un terrain aux perspectives immenses pour mes six ans. Tout avait une possibilité de mystère. Le laboratoire de physique, dont l'entrée m'était interdite, et qui était rempli d'instruments merveilleux, de cornues et de cristallisoirs. La bibliothèque, éternellement fermée. Le savoir n'était pas le fort des fils de pionniers. Malgré tout, l'endroit le plus fascinant restait le souterrain. Le silence y régnait avec l'obscurité. En nous éclairant avec des bougies, nous jouions à la petite guerre. Les vainqueurs attachaient les prisonniers aux vieilles colonnes. J'ai encore présente dans la mémoire cette odeur d'humidité, d'endroit secret, de tombe, qui émanait du souterrain du collège de Temuco.

(1) Grand arbre du Chili, dont le bois ressemble à celui du chêne. (N. du T.)

(2) Grand arbre du Chili, pouvant atteindre vingt mètres de haut. (N. du T.)

Le dernier roman de Mendel Mann

★ LA TOUR DE GENGIS KHAN, de Mendel Mann. Traduit du yiddish par l'auteur et Françoise Vernan-Calmann-Levy. 186 p., 26 F.

APRES *Aux portes de Moscou* (1), beau roman réaliste, largement autobiographique — première partie d'une trilogie inspirée de la dernière guerre mondiale, — l'écrivain israélien Mendel Mann, dont nous avons annoncé la mort dans *le Monde* du 2 septembre, change de registre avec *la Tour de Gengis Khan*. Cette œuvre, en grande partie onirique, parlera curieusement au lecteur préoccupé d'écologie.

Un village russe enveloppé de brouillard, perdu entre les forêts et les marécages, coupé du monde extérieur. Même les autorités soviétiques n'ont jamais réussi à trouver le chemin de ce coin laissé intact par le temps. Lors de la dernière guerre, un petit détachement de l'armée rouge — une vingtaine d'hommes — traqué par les Allemands parvient à pénétrer dans ce monde clos replié depuis des siècles sur lui-même. Le choc des deux civilisations donnera des résultats amers : sous prétexte de « civiliser » les paysans arriérés et d'extirper leurs préjugés, les soldats établissent graduellement une dictature sanglante, prennent aux paysans leurs maigres provisions et leurs filles, détruisent — à l'aide d'une rhétorique grandiloquente — leur système des valeurs, brûlent leurs maisons... Mais les soldats finiront par s'entr'égorger entre eux.

Mendel Mann exalte nullement le mode de vie ancien, cette sorte d'utopie située dans le passé. Il est loin de prôner le mythe du bon sauvage. Avant l'arrivée des soldats, les paysans menaient une existence assez morose, s'adonnaient à la boisson, réglaient, parfois de façon barbare, leurs conflits.

Et pourtant la soumission au rythme bénéfique de la nature, le foisonnement des mythes chtoniens qui imprégnaient cette vie fruste et ancienne — on se croirait en plein Bachelard, — tout cela apparaît comme paradis, comparé à la « mission civilisatrice » entreprise par les soldats...

A partir de là, on se met à voir clair dans l'allégorie : le village perdu représente la Russie, le règne des soldats — le pouvoir totalitaire qui s'y est établi. Ce déchiffrement est confirmé par les personnages principaux du roman : le caporal Djiguita à la peau grêlée, ex-séminariste d'origine caucasienne qui par ses intrigues et par sa force hypnotique parvient à imposer sa loi inhumaine aux soldats et aux paysans, qui commence par faire tuer ses concurrents et finit par liquider ses propres partisans — n'est-ce pas Staline ? Son porte-parole, le juif Bourgin — déraciné, désabusé, hâbleur, — figure quelque Radek, etc.

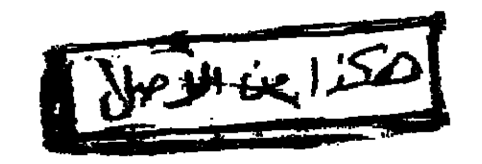
La langue du roman, riche, imagée, sensuelle, « passe » admirablement à travers la traduction très soigneuse de l'auteur et de Françoise Vernan.

Avec *la Tour de Gengis Khan*, Mendel Mann apparaît comme un digne continuateur — peut-être même comme un novateur, jamais comme un épigone — de cette littérature yiddish qui, à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, a acquis ses lettres de noblesse.

PIOTR RAWICZ.

(1) Calmann-Lévy





RADIO-TÉLÉVISION

VU — Mon nom est Persson...

Soixante pour cent des téléspectateurs, paraît-il, n'aiment pas le sport. Pourtant, mercredi, les deux premières chaînes, TF 1 et A 2, retransmettaient simultanément la rencontre de football France-Islande en Coupe d'Europe des nations.

Il est vrai que de tels matches suscitent des passions troubles — du côté du sentiment national — qui n'ont pas grand-chose à voir avec la pratique sportive ou les exploits des joueurs sur le terrain : la manière dont les deux chaînes concurrentes ont rendu compte de l'événement en fournit quelques illustrations.

En suivant la première mi-temps sur TF 1, commentaires de Pierre Cangioni et Jean Raynal, accompagnés de l'ancien entraîneur de Monaco et de Marseille Lucien Leduc, on remarquait déjà, dans le piétinement d'un jeu que les caméras permettaient à grand-peine de discerner, on remarquait le caractère stratégique, quasi-militaire du compte rendu de ce qui se passait. Pas plus que les images, les paroles ne s'intéressaient aux hommes sur le terrain : les plans d'ensemble montraient des tricolores incapables d'imposer leur manière à des hommes en blanc ; le discours microphonique opposait (avatar des mathématiques modernes ?) l'ensemble un nom en « sson », à nos petits Français, Rocheteau, Guillou et Emon, prononcé par assimilation « Emonne ».

En seconde mi-temps, sur la deuxième chaîne, commentaires de Thierry Roland et de Bernard Père, l'assurance professionnelle des reporters aidant, le match France contre « sson » atteignait ses sommets, même si, les vingt premières minutes, rien de décisif ne se produisait sur le terrain, des voix nettes, cadencées, annonçant : Petersson, Sigurvinsson, Leifsson, parvenaient à créer un rythme magique, obsédant, aux effets sans doute hypnotiques, mais n'apprenaient rien de plus au téléspectateur curieux qui n'y voyait guère, même si l'image était un peu meilleure que sur TF 1...

En effet, et c'est une remarque qui dépasse les retransmissions de football, la qualité de l'image monochrome n'a cessé de se dégrader depuis que les émissions sont réalisées en couleurs ; les metteurs en ondes se préoccupent plus de nuances que de contrastes ; ils s'appliquent davantage à la réussite d'un camaïeux qu'à rendre lisibles les photogrammes qu'ils diffusent. Il faut noter, d'autre part, que les images codées en 625 lignes (couleurs) se dégradent légèrement lorsqu'elles changent de définition et sont reçues sur le 819 lignes de la première chaîne, d'où le handicap relevé plus haut sur TF 1.

Pour rester dans le domaine de l'image, on pourra déplorer, comme M. Sastre, président de la F.F.F. (qui participait, avec M. Rocher, de Saint-Etienne, à une « table ronde » organisée par Jacques Sallebert), que les caméras n'aient rien rendu du match. Si la retransmission avait été assurée par des Britanniques, on aurait vu, en plans moyens ou rapprochés, le travail technique, l'art du contrôle d'un Michel, d'un Guillou, les chevauchées syncopées de Huck, l'acrobatie du jeu de Trésor ; on aurait senti la rudesse des affrontements, l'intensité des duels ; des micros près de la pelouse auraient restitué la cadence r é e l l e des courses. Le téléspectateur se serait trouvé à hauteur d'hommes.

Mais, et le débat d'après match sur A 2 était là pour dissiper toute illusion, le football d'aujourd'hui n'est pas l'affaire des joueurs. En une heure de palabres sur les droits de retransmission, les droits des clubs et ceux du public (lire nos informations en rubrique sportive), il n'y a eu qu'une seule intervention (de M. Rocher) pour parler des footballeurs.

Le joueur qui portait un maillot blanc et un numéro : 3 ? 6 ? 9 ? comment s'appelait-il, déjà ? « Son nom est Persson », poursuivait, machinale, la voix du speaker.

MARTIN EVEN.

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

JEUDI 4 SEPTEMBRE

ALLOCUTION PRÉSIDENTIELLE

L'allocution du président de la République est retransmise en début de soirée sur TF 1, Antenne 2 et les principales chaînes de radio (19 h. 45 sur France-Inter et Antenne 2, 20 heures sur TF 1), à 22 h. 15 sur FR 3.

CHAINE I : TF 1

20 h. 45, Série : L'homme sans visage (Le secret des Templiers) ; 21 h. 25, Magazine d'information : Satellite, de J.-F. Chauvel.

« Stratégies pour demain » : Israël et et le Portugal.

22 h. 35, Variétés : Paris, carrefour du monde, de J. Deval ; 23 h. 5, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 45, Semaine du documentaire : Stendhal ou l'Italie du bonheur, de Nat Lilenstein.

Lire hier, et voir aujourd'hui.

21 h. 45, Musique : « Premier Concerto pour piano » (Brahms), par Arthur Rubinstein ; 22 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 (R.). Un film, un auteur : « Elena et les hommes », de Jean Renoir (1956). Avec I. Bergman, J. Marais, M. Ferrer, J. Richard, P. Bertin.

En 1890, une princesse polonaise en exil à Paris se croit l'inspiratrice des hommes auxquels elle s'intéresse. Elle s'enflamme pour la cause d'un général qu'une coterie veut pousser au pouvoir.

22 h. 15, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h. (R.), « Tojourò et l'amour », de H. Horne, réal. A. Trutat ; 22 h. 30 (R.), « Mémoires improvisés » de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit, par E. Lansac et G.-M. Duprez ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Festival de Vienne, par D. Jameux : Orchestre symphonique de Berlin sous la direction de Lorin Maazel : ouverture « Une nuit à Venise » (Johann Strauss), « Sixième Symphonie en la mineur » (Mahler) ; 22 h. 30 (S.), Les symphonistes français, par D. Megevand.

VENDREDI 5 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Au théâtre ce soir : « Ah ! la police de papa », de R. Castans. Mise en scène J. Chabon. Avec H. Tisot, M. Mercadier, T. Billis, J. Seys.

A une époque indéterminée, un préfet de police a réussi à ce qu'il n'y ait plus ni vols, ni crimes, ni hold-up. Mais les temps changent...

22 h. 45, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35 (★), Semaine du documentaire. Personnages de la vie : Claude Olievenstein.

21 h. 25, Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau (Les requins dormeurs du Yucatan) ; 22 h. 15, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h., Série : Civilisation, de lord Kenneth Clark. Réal. M. Gill. Première partie.

21 h. 20, La vie filmée (1947-1955), de J.-P. Alessandri et J. Baronnet. Réal. G. Gilles, Commentaire A. Varda ; 22 h. 10, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Festival d'Orange, au théâtre antique : « le Messie » (Haendel), par l'Orchestre national de France, dir. Charles Mackerras, avec Kiri Te Kanawa, Birgit Finnila, Norman Bailey, Stuart Burrows, James Bowmann, et les chœurs du New Philharmonia, dir. W. Hagen-Groll ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés » de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit, par E. Lansac et G.-M. Duprez ; 23 h. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Festival de Vienne, par D. Jameux : Orchestre symphonique de Vienne, sous la direction de Julius Rudel, avec le concours de Nathan Milstein : Ouverture, « Prince Mathusalem » (Johann Strauss) ; « Concert pour violons » (Carl Goldmark) ; « Troisième Symphonie en ut mineur », opus 44 (Prokofiev) ; 22 h. 30 (S.) Les symphonistes français.

CARNET

Naissances

— M. Patrice Gattegno et Mme, née Ghislaine Izans,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Fabien,
le 30 août 1975.
Résidence Rivoli, 9, square de Mondovi, 78150 Le Chesnay.

— Cyril Roth et ses parents,
M. Jean-Pierre Roth et Mme, née Catherine Mommessin,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Lionel
à Paris, le 11 août 1975.
7, rue Blainville, 75005 Paris ;
Tél. : 325-61-63.

— Héloïse et Laurent Seailles,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Gabrielle,
le 25 août 1975.
7, rue de Constantinople,
75008 Paris.

Fiançailles

— Le docteur et Mme Louis Baguenier Desormeaux,
M. et Mme Jean Deshayes,
ont la joie de faire part des fiançailles de leurs enfants,
Odile et Bruno.
21, rue Pasteur,
72000 Le Mans.
32, quai de Béthune,
75004 Paris.

Mariages

— M. Yves Guéna et Mme, née Oriane de la Bourdonnaye,
M. Jacques Fléchet et Mme, née Madeleine Spinasse,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Etienne et Dominique,
qui a été célébré dans l'intimité, le 14 août, à Rosiers-d'Egletons (Corrèze).

— M. Philippe Lelièvre et Mme, née Marie-Thérèse Nieuwhof,
sont heureux de faire part de leur mariage célébré le 14 juin 1975 à Eindhoven (Pays-Bas).
78, avenue de Suffren,
75015 Paris.

— C. Janine Leygnac et Christian Raffalli, architecte D.E.S.A.,
font part de leur mariage, célébré à Rabat le 1er septembre 1975.
Villa Dar-Naouar, rue des Ecoles,
31, Plaisance du Touch ;
40, zankat Moulay Ali Cherif,
Rabat (Maroc).

Décès

Alfred MICHELIN

Mme Alfred Michelin,
Ses enfants,
Petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part de la mort de
M. Alfred MICHELIN,
survenue le 1er septembre 1975 dans sa quatre-vingt-treizième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église Saint-Martin de Meudon.
25, avenue Louvois,
92190 Meudon.

[Né le 27 avril 1883 à Wassy (Haute-Marne), Alfred Michelin a fait ses études à Bordeaux, puis à Paris (à la Sorbonne et à la faculté de droit). Licencié en droit et licencié ès lettres, il débute dans le journalisme en 1906 et entre, dès le 1er décembre 1906, à la Maison de la bonne presse, devenue le groupe Bayard-presse, qui édite le quotidien « la Croix » et l'hebdomadaire « le Pèlerin ».

Alfred Michelin collabore notamment à « la Vie catholique » et aux « Dossiers de l'action sociale ».

Président du syndicat des journalistes français (C.F.T.C.), il participe, en 1927, à la création du bureau international de l'Association des journalistes catholiques.

Lorsque la guerre 1939-1940 éclate, Alfred Michelin est administrateur de la Maison de la bonne presse, dont il assume, en collaboration avec le R.P. Merklen, la direction lorsque celle-ci se replie à Bordeaux, puis à Limoges.

Après la libération, il devient président-directeur général de la Maison de la bonne presse (1953), puis P.-D.G. honoraire (1957). Il joue ensuite un rôle important — quoique discret — dans les négociations entre la hiérarchie catholique et le gouvernement pour la mise au point de la « loi Debré » concernant l'école privée.

Alfred Michelin était commandeur de la Légion d'honneur.]

Maurice NOËL

Nous apprenons le décès de notre confrère
Maurice NOEL,
ancien rédacteur en chef
du « Figaro littéraire »,
survenu à l'âge de soixante-quatorze ans.

Ses obsèques seront célébrées vendredi 5 septembre, à 14 h. 30, en l'église de Divonne-les-Bains (Ain).

[Né le 24 juillet 1901 à Divonne-les-Bains, Maurice Noël était entré dès 1927 au « Figaro » pour y tenir la revue de presse. Il fut ensuite correspondant de guerre pour le compte du journal durant la guerre d'Ethiopie, avant d'être mobilisé en 1939. Il participa à la longue marche du « Figaro » pendant l'exode qui le conduisit à Tours, Bordeaux, Clermont-Ferrand, puis Lyon. Durant l'occupation, il devait collaborer, sous le nom de Pierre Vauthier, au « Libération » clandestin de l'époque et aux « Cahiers de Libération », en même temps qu'il représentait les Editions de Minuit en zone Sud.

Nommé rédacteur en chef du « Figaro littéraire » en 1946, il quitta ce poste en 1961 pour exercer les fonctions de conseiller de la direction générale. Il avait, d'autre part, accédé, en février 1965, après la mort de Pierre Brisson, aux fonctions de vice-président du conseil d'administration de la Société fermière du « Figaro ». Et il continuait à être le conseiller littéraire du journal après que sa santé l'eut contraint à s'éloigner.

Plus particulièrement porté vers l'étude des poètes : Claudel, Marie Noël, il ne s'en tenait pas moins au fait de la production romanesque, puisque depuis de nombreuses années il était membre du jury du prix Théophraste-Renaudot.
Maurice Noël était officier de la Légion d'honneur.]

— Mme André Charrueau,
Mme Jeanne Roy,
M. et Mme Robert Delas, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Lucy Roy, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André CHARRUEAU,
ingénieur général
des ponts et chaussées, E. R.,
docteur ès sciences mathématiques,
lauréat de l'Institut,
officier de la Légion d'honneur,
leur époux, frère, oncle et grand-oncle, survenu le 24 août 1975, dans sa quatre-vingt-troisième année.
Les obsèques ont eu lieu le jeudi 28 août à Bayon (Gironde).
43, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

[Né le 31 octobre 1892 à Cenon (Gironde), M. André Charrueau avait fait ses études à la faculté des sciences de Bordeaux, puis de Paris, avant de rentrer à l'Ecole nationale des ponts et chaussées et de devenir docteur ès sciences mathématiques. Il fit carrière dans les services des ponts et chaussées à Périgueux (1922-1923), Bordeaux (1923-1936), et Paris (1936-1962). Il a consacré de nombreuses études à la géométrie supérieure, à l'algèbre et à la théorie des ensembles.]

— Mme Abner Darmon, son épouse,
Les familles Darmon, Marti, Djian, Tapiero, Abecassis, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Kintz, Kalfon, Lieber, Varin, Elkaim, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès, survenu à Casablanca le 22 août 1975, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de
M. Abner DARMON,
professeur d'allemand honoraire,
officier du ouissam alaouite,
officier d'académie.
L'inhumation a eu lieu à Casablanca dans la plus stricte intimité.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
127 bis, avenue Hassan-II,
Casablanca.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme J. KAUFFEISEN,
née Anne-Marie Gohin,
entrée dans la joie et la paix du Seigneur à l'âge de quatre-vingt-un ans, le 3 septembre 1975.
De la part du général Joseph Kauffeisen, son époux,
De M. et Mme Marc Pichet,
M. et Mme François-Xavier Kauffeisen,
M. et Mme André Henrot,
M. et Mme Alain Kauffeisen,
M. et Mme Gérard Théry,
De ses vingt-trois petits-enfants,
De Mme René Kauffeisen,
ses enfants et petits-enfants,
Mme André Aweng,
Mlle Jeanne Kauffeisen,
Sœur Thérèse Kauffeisen, R.C.,
Ses sœur et belles-sœurs, neveux et nièces,
Et de sa fidèle amie, Mme Désiré Poulet,
Des familles Peretié, Gohin, Doat, Lacombe, Génévrier, Werlhé.
On rappelle à votre souvenir et à vos prières son fils, le Père Yves Kauffeisen, s.j., décédé le 2 septembre 1971, à l'âge de quarante ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité en l'église Saint-Martin, à Metz, le 5 septembre à 14 h. 30.
L'inhumation aura lieu à Nancy au cimetière de Préville.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.
« Père, je veux que ceux que tu m'as donnés, je veux que là où je suis, ils soient aussi avec moi. » (Saint Jean, 17, 6.)
22, avenue Robert-Schumann,
57 Metz.

— Mme Jacques Roby,
Mlle Catherine Roby,
ont la douleur de faire part du décès du
Docteur Jacques ROBY,
chirurgien à l'hôpital-clinique de Valréas (Vaucluse) de 1960 à 1975,
ancien chirurgien
des hôpitaux du Maroc,
leur époux et père regretté,
survenu à Spéracèdes (06), le 20 août 1975, dans sa soixantième année.
Les obsèques ont été célébrées le mardi 2 septembre à Spéracèdes dans la plus stricte intimité.

Remerciements

— Mme Jean de Mailly,
M. Jean-Paul de Mailly,
Mme Vve Paul de Mailly,
remercient tous ceux qui, par leur présence et leurs messages, leur ont témoigné leur affection et leur amitié lors du décès de
M. Jean de MAILLY

Anniversaires

— L'Amitié Charles Péguy célébrera le soixante et unième anniversaire de la mort de Péguy le dimanche 7 septembre à Villeroy, sur les lieux mêmes où il fut tué au premier soir de la bataille de la Marne. Renseignements, 4, rue Auguste-Bartholdi, à Paris (15e), tél. 579-31-36.

— Pour le cinquième anniversaire de la mort, le 5 septembre 1970,
d'André ULMANN,
l'Amicale de Mauthausen,
l'Association des amis d'André Ulmann, et sa famille,
rappellant à ceux qui l'ont connu et estimé, son souvenir.

Visites et conférences

VENDREDI 5 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins : « La manufacture des Gobelins et ses ateliers » (Mme Carcy). — 14 h. 45, 6, place des Vosges : « Au Marais, la maison de Victor Hugo » (Mme Saint-Girons). — 15 h., 1, quai de l'Horloge : « La Conciergerie » (Mme Garnier-Ahlberg). — 15 h., 60, rue des Archives : « L'hôtel Guénégaud, le Marais, Bondeville » (Mme Philippe). — 15 h., centre de la place de la Contrescarpe : « Le vieux quartier Mouffetard » (Mme Hager). — 15 h., métro Mabillon : « Le village de Saint-Germain-des-Prés, ses jardins, ses caves ».

SPECTACLES

théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne
Nouveau Carré, 20 h : Cirque à l'ancienne.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Comedie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire, 19 h. 30 : Fando et Lis ; 20 h 30 : les Chaises ; 22 h. 15 : Sade.
Michel, 21 h 10 . Duos sur canapé.
Nouveautes, 21 h : la Libellule.
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : 1 m 80, 95 kilos... et ça cause ; 20 h 30 : le Presse-Purée des Destaing ; 22 h. : India (danse) ; 23 h. : Jazz.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Ice Dream.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 21 h. 15 : Ça va pas mieux ; 22 h. 30 : Nadine Mons.
Abbaye, 20 h. : Kennedy's Children.
Café de la Gare, 20 h. 30 : Coluche.
Pizza du Marais, 22 h. 30 : Qué fada !
Le Petit Casino, 21 h. 15 : Jocelyne, ça suffit ! ; 22 h. 30 : Spectacle Cami.
Sélenite, 20 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : J'ai aucune idée ; 23 h. 30 : Peau d'homme

Jeudi 4 septembre

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue de Roland Petit.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie
Olympia, 21 h. 30 : Mouloudji.

Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30.
Mayol, 18 h. 15 et 21 h. 15 : Nu..., etc., etc
Tour Eiffel, 20 h. : Spectacle argentin.

La danse

Voir Théâtre Campagne-Première et Festival estival.
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Ballet national de Colombie.
Espace Cardin, 21 h. : Pilobolus

Les opérettes

Henri-Varna - Mogador, 20 h. 30 : Fiesta : Hommage à Luis Mariano.

Festival estival

Jardin d'acclimatation, 15 h. 30 : GERM (P. Mariétan).
Jardins du Palais-Royal (audiovisuel), 20 h. : Molière côté jardin ; 21 h. : Artisanat vivant.
Musée Guimet, 18 h. 30 : Films musicaux.
Musée de Cluny, 18 h. 30 : Quatuor Parrenin (Beethoven, Brahms).
Faculté de droit, 20 h. 30 : Ballets Suzanne Linke et Robert Solomon.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Mak Sennet - Hal Roach ; 18 h. 30 : Une vie, d'A. Astruc ; 20 h. 30 : la Force des ténèbres, de K. Reise ; 22 h. 30 : Arkadin, d'O. Welles ; 0 h. 30 : Sex Power, de H. Chapier.

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v. angl.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o) : Le Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (ven.).
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (Ang., v.o.) . Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (mer., sam., lun.).
LES AVENTURES DE PINOCCHIO (It., v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15) (en soirée) ; (v.f.) : Studio Raspail, 14e (326-38-98), Studio Marigny, 8e (225-20-74), Pagode, 7e (551-12-15) (mat.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LA BETE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40). Trois Nations, 12e (343-04-67), P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse 83 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-94-48) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; Balzac, 8e (359-52-70).
LE BAGARREUR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (à 20 h. et 22 h. 15).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) (jeu.).
EXHIBITION (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marotte, 2e (231-41-39) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 13e (522-37-41) ; Murat, 16e (288-99-75).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Terminal-Foch, 16e (704-49-53)
LA FLEUR ET LE FUSIL : HANOI (Belg.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (de 14 h. 15 à 18 h. 45) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) (à 16 h. 35 et 20 h. 15)
FOLLE A TUER (Fr.) (*) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé 18e (522-37-41).
FRENCH CONNECTION No 2 (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
LES GALETTES DE PONT-AVEN (Fr.) (*) : Murat, 16e (288-99-75) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Max-Linder, 9e (770-40-04).
LA GUERRE DU PETROLE N'AURA PAS LIEU (Mar., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) (à 14 h. 45, 18 h. 25, 22 h. 5) ; Studio de la Harpe, 5e (033-34-83)
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).
L'INDE FANTOME (Fr), première partie : Olympic, 14e (783-67-42) ; deuxième partie : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 20
LE JARDIN DES DELICES (Esp.) (v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LE JOUR DU FLEAU (The Day of The Locust) (A., v.o.) (*) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LENNY (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
OPERATION LADY MARLENE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71).
LE MORT VIVANT (A., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19)
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) (*) : Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Napoleon, 17e (380-41-46) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-04-22).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Maxéville, 9e (770-72-87)
PROFESSION REPORTER (It., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Templiers, 3e (277-94-56) ; (v.f., sam. et dim.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE RETOUR DU DRAGON (A., v.f.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio-Galande, 5e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29)
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) (Dim.).
THE GROOVE TUBE (A., v.o.) (*) : Biarritz, 8e (359-42-33) ; Studio-Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).
TOMMY (A., v.o.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) (version stéréophonique).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).

Les films nouveaux

LE CHAT ET LA SOURIS, film français de Claude Lelouch, avec Michèle Morgan. — Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Cameo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Images, 18e (522-47-94).

IL FAUT VIVRE DANGEREUSEMENT, film français de Claude Makowski, avec Annie Girardot. — Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Lumière, 14e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

SOUVENIRS D'EN FRANCE, film français d'André Téchiné, avec Jeanne Moreau. — Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Gaumont-Rive Gauche, 6e (548-26-36) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).

TARZOON LA HONTE DE LA JUNGLE, dessin animé belge de Jean-Paul Walvarens. — Version amér. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12). — V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

MONDO CANDIDO, film italien de Gualtiero Jacopetti et Franco Prosperi. — France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86)

CHILE, film mexicain de Carlos Ortiz Tejeda, Alexis Guvas et Argel Flores. — Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

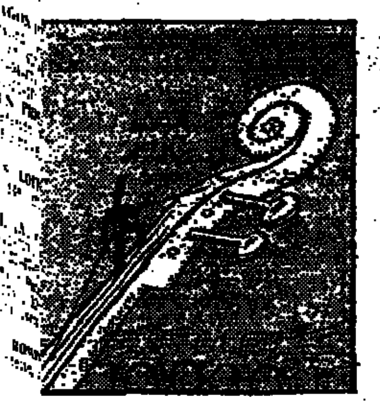
LA FILLE DU GARDE-BARRIERE, film français de Jérôme Savary. — Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Studio-Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Arlequin, 6e (548-62-25) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

VILLA DES DUNES (Fr) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (Mar.).
VERITES ET MENSONGES (Amér., v.o.) : Studio-Gît-Le Cœur, 6e (326-80-25).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) (*) : George-V, 8e (225-41-46) ; Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Publicis-St-Germain, 6e (222-72-80) ; Boul-Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17).
VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).
YAKUSA (A., v.o.) (*) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Mercury, 8e (225-79-80) ; (v.f.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Fauvette, 13e (331-60-74).



ARTS ET SPECTACLES

Musique



Les films nouve

[L]e « Remède de fortune » ou la vraie fidélité

● On attendait un petit [s]pectacle, une sorte de fabliau [e]n musique qui aurait fait de [M]achaut l'un des précurseurs [d]e l'opéra comique. Bien au [c]ontraire, il s'agit d'un « dit », [d]'un long récit tendre et [d]ésabusé narrant les amours [m]alheureuses du poète pour une [d]ame inaccessible et indécise ; à [b]out d'arguments et peut-être [d]e patience, l'amant éconduit [l]aisse son cœur en gage et [s']exile à jamais.

Il importe peu de connaître [l]a part d'autobiographie conte[n]ue dans ce texte, dont [l]es possibilités d'interprétation [a]llégorique font penser au [«] Roman de la rose » ; au milieu [d]u quatorzième siècle (« le [R]emède de fortune » date de [1]356), un homme de la culture [d]e G. de Machaut pouvait pra[t]iquer ce genre littéraire, dont [l]e naturel peut nous échapper aujourd'hui, sans verser complètement dans l'ésotérisme. Sans doute, le « Voir dit », plus célèbre et de quelques années postérieur, touche-t-il plus sûrement parce que la liaison du musicien avec la jeune Peronne d'Armentières en a fourni l'argument, mais il ne faudrait pas croire pour autant que « le Remède de fortune » soit une œuvre moins pre[n]ante.

Lai, complainte, chanson, [b]alade, virelai, baladelle et [r]ondelet se succèdent sans [s]olution de continuité : séquen[c]es polyphoniques et variations [i]nstrumentales alternent avec [d]e simples monodies vocales [o]rnées par les instruments et [d]es poèmes récités avec ou sans [a]ccompagnement. D'un mor[c]eau à l'autre, un climat se crée, [a]uquel on ne résiste pas et [d]ont on ne sort qu'à regret. [L]ongtemps après, certaine for[m]ule de cadence et des alliages [d]e timbres sont encore blottis [d]ans le creux de l'oreille ou [r]estent sur le bout des lèvres.

● La réalisation proposée par [G]uy Robert et Jean Belliard, [l]undi dernier, au Musée des [m]onuments français, est exem[p]laire, tant par le souci d'au[th]enticité et d'exactitude que [p]ar la recherche d'un style [d']interprétation à la fois délié [(o]n a souvent le sentiment [d']une improvisation) et rigou[r]eux dans la volonté de ne [j]amais s'écarter du texte, sup[p]ort principal de l'expression. L'un des poèmes, d'ailleurs [e]ntièrement consacré à la des[c]ription d'un orchestre idéal, [c]omportant « tout ensemble » [v]iele, rubebe, guiterne, leüt [m]orache, michenon, flajos, che[v]rette et vingt autres instru[m]ents dont les noms sont déjà [d]e la musique, a servi de base [a]u travail de reconstitution ; [m]ais, dans le détail, c'est la [si]gnification directe ou allégo[ri]que de chaque pièce et son [st]yle (l'une d'elle utilise curieu[s]ement la technique vocale [a]rchaïque du hoquet) qui ont [p]résidé au choix d'une forma[ti]on instrumentale spécifique, [n]on pas de simples considéra[ti]ons esthétiques visant, comme [c']est encore trop souvent le cas [d]ans l'interprétation des œuvres [a]nciennes, à l'insolite ou au [p]laisant.

Moins soucieux de séduire [q]ue de retrouver l'esprit d'un [o]uvrage où sensibilité et sym[b]olisme se mêlent indissocia[b]lement, l'ensemble Guillaume [d]e Machaut — quatre musiciens [e]t un chanteur (Jean Belliard), [t]ous excellents — n'a pas de [m]al à échapper à ce genre de [t]entation. Le succès fait par le [p]ublic à cette soirée qui s'ou[v]rait par des pièces de l'Ars [n]ova florentine prouve en tout [c]as que la fidélité vraie n'est [j]amais un raffinement superflu.

GÉRARD CONDÉ.

★ *Le Remède de fortune* sera donné les lundis 8 et 15 septembre, à 18 h. 30, au Musée des monuments français.

Cinéma

« Souvenirs d'en France », d'André Téchiné

C'est l'histoire de Berthe, la blanchisseuse. En 1936, elle vit dans une petit ville du sud-ouest de la France. Elle est la maîtresse d'Hector, l'un des trois fils du vieux Pedret, descendant d'Espagnols émigrés à la fin du dix-neuvième siècle et qui de forgeron est devenu, à la force du poignet, patron d'une usine représentant très bien la petite entreprise familiale de ce temps-là. Berthe parvient à épouser Hector et à gagner l'amitié et l'estime de Pedret, auquel elle succède après sa mort.

C'est l'histoire d'une fille du peuple qui entre dans une famille bourgeoise, elle-même d'origine prolétarienne et qui, de 1936 à nos jours, épouse aussi le cours de l'histoire de la France, pour garder la place qu'elle s'est faite au soleil et sauvegarder l'entreprise qui est devenue la sienne. De patriarcal qu'il était avec Pedret, le pouvoir devient matriarcal avec Berthe. La Résistance, le gaullisme, mai 1968 et la reconversion économique de l'usine en difficulté, grâce aux capitaux américains, sont les étapes de l'ascension et du déclin — mais non de la défaite — de cette femme énergique.

* * *

Le scénario d'André Téchiné et de Marilyn Goldin propose aux spectateurs un terrain connu. *Souvenirs d'en France* se réfère au roman de famille bourgeoise cher à la tradition française, du haut en bas de l'échelle des valeurs littéraires, des *Thibault* aux *Gens de Megador* en passant par *les Boussardel*, pour ne citer que ce que tout le monde connaît grâce à la télévision. Tradition qui se nourrit des structures du roman sociologique à la Balzac et du roman naturaliste à la Zola. C'est à ce terme de structures qu'il faut maintenant nous arrêter.

Car le film d'André Téchiné est un essai extrêmement passionnant sur les structures du roman de famille, c'est-à-dire sur une façon de raconter une saga à partir de situations qui sont des stéréotypes et de personnages qui sont des archétypes. Le récit filmique de Téchiné ne conserve donc que ces stéréotypes et ces archétypes sans que ce soit le moins du monde déconcertant ou « intellectuel ». Au contraire, c'est d'un accès direct et d'une parfaite lisibilité. Utilisant, très souvent, le plan fixe, Téchiné inscrit ses personnages dans un espace réduit (mais non théâtral). Il les met « en situations d'images » et avec des gestes-types, des dialogues concis et non psychologiques, il leur fait raconter quarante ans d'histoire familiale et sociale en une heure et demie. Et nous en savons autant, sinon plus, sur les personnages, sur leur milieu, sur leurs rapports avec le contexte historique qu'avec six, sept, huit ou neuf heures de feuilleton télévisé. Les acteurs ne sont pas grimés et, pourtant, on les sent vieillir. La reconstitution historique n'est pas naturaliste ou « rétro » malgré les costumes et, pourtant, elle est exacte parce que réduite — avec un charme fou comme dans la scène de la sortie, en 1936, d'un cinéma de province où l'on donne *le Roman de Marguerite Gauthier* avec Garbo — à l'idée romanesque.

Le Front populaire, c'est un drapeau tricolore qui flotte devant la fenêtre ouverte de la villa, le chant de *l'Internationale* qui arrive dans le salon et une réflexion d'une des femmes de la famille. La Résistance, c'est une conversation dans une boutique, la nuit et le « chromo » d'une expédition contre la Gestapo ; la grève de 1968, c'est une réunion dans la cour de l'usine et un store de bois qui se baisse à la fenêtre du bureau de la patronne. Nous sommes, toujours, « dans le coup ».

* * *

Le conflit intérieur à la famille — il en faut toujours un dans ces romans — s'exprime par les deux rôles de Berthe (Jeanne Moreau) et de Régina (Marie-France Pisier). Berthe est entrée de force dans la famille. Régina y a été acceptée d'emblée elle était de la même origine sociale. Berthe s'intègre et conquiert la première place. Régina, qui s'ennuie, qui est déçue par son mariage avec Prosper le dandy (Claude Mann) et par la vie provinciale, trompe son mari, le quitte pour aller aux Etats-Unis, après la guerre, avec un Américain et, femme d'affaires à son tour, revient en 1975 pour acheter son divorce en « sauvant » l'usine avec des dollars. Hector (Michel Auclair) a quitté Berthe pour rejoindre la table du couple ouvrier de l'histoire (indispensable, car la lutte des classes est aussi présente). Prosper, mari délaissé, a rejoint Régina.

* * *

Berthe, c'est Gervaise (de Zola), qui aurait réussi à s'élever. Régina, c'est une Emma Bovary du vingtième siècle qui s'est fait, l'Amérique aidant, un destin d'héroïne (moderne) de cinéma sans, pour cela, être heureuse. Les deux personnages sont complémentaires et inséparables. Le travail de Jeanne Moreau et de Marie-France Pisier dirigé par Téchiné est absolument remarquable. Jeanne Moreau et Marie-France Pisier sont à la fois, elles-mêmes, les actrices que l'on connaît, avec toute leur mythologie cinématographique, et les personnages de Berthe et de Régina qu'elles « représentent » au lieu de les interpréter psychologiquement. Les actrices se dissocient des personnages pour prendre de la distance envers les archétypes, puis elles les recomposent. Ces « cassures » sont celles d'une durée romanesque ici comprimée et aussi celles de l'histoire qui se fait autour des archétypes.

Et c'est ainsi que Jeanne Moreau et Marie-France Pisier sont profondément romanesques. On n'a jamais envie de les perdre de vue. Elles procurent un plaisir intense et divers. Si Téchiné est visiblement inspiré par ces deux comédiennes, qui ont chacune une forte personnalité (plus étrange chez Marie-France Pisier), sa méthode est tout aussi efficace avec tous les comédiens.

L'expression du romanesque cinématographique change radicalement avec Téchiné. Elle n'est plus la reproduction plus ou moins réussie d'un univers emprunté à la littérature, mais une parfaite adéquation à notre civilisation audio-visuelle, à notre sensibilité à l'image. Après *Paulina s'en va*, qui était comme le brouillon de ce film achevé, on découvre maintenant que Téchiné est le jeune cinéaste qui peut transformer les perspectives du cinéma français.

JACQUES SICLIER.

★ Saint-Germain - Huchette, Gaumont-Rive gauche, Elysées-Lincoln, Saint-Lazare - Pasquier, 14 Juillet, Cambronne.

Variétés

MOULOUDJI A L'OLYMPIA

Mouloudji a baguenaudé son enfance dans un Paris qui se voulait encore Paname, dans un Saint-Germain-des-Prés sans boutiques-mode ni studios à poutres apparentes. Il a grandi entouré d'une famille nombreuse et chaleureuse où les frères Prévert, Joseph Kosma, André Breton, Robert Desnos, Boris Vian et d'autres se mêlaient à des inconnus tout aussi vivants dans son cœur. Mouloudji reste fidèle à sa famille, à sa jeunesse, au pull-over noir, à la philosophie faussement désinvolte, à l'humour pudique des années 50, ces années où on commençait à oser respirer, où on refusait l'enfer et la violence parce qu'on venait de les subir trop concrètement. Après tout, à cette époque, être vivant, c'était une question de chance. Et on fredonnait : « *Pourquoi courir... Tu n'es qu'un maillon de la chaîne, tu n'es qu'un maillon de la vie, un moment de joie de misère et puis on s'enterre et puis c'est fini...* »

Mouloudji présente un film où des gamins qui parlent comme si Arletty les doublait s'amusent et s'aiment. Il chante les chansons de ses vingt ans, qui racontent des amours brisées, des chansons de plus tard, qui se souviennent avec un peu de détresse, un peu d'ironie et beaucoup de tendresse. A vingt ans, l'amour fait peur, à cinquante ans, on a pris la mesure de ses limites, mais on ne renie rien, on refuse l'amertume. Mouloudji sourit, les années s'effacent : « *Tant pis si tu sais que tu as tout de même changé, il faut vivre.* »

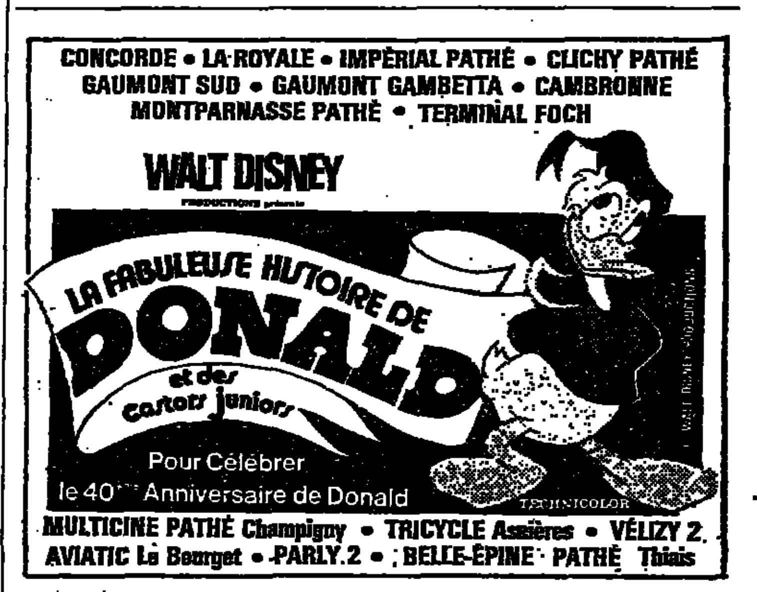
« Beatle des années 40 », Mouloudji se moque superbement du temps et des modes qui passent. Il parle de Fréhel, évoque Edith Piaf, « Mme la Môme », et laisse revivre un instant la voix bouleversante dans *la Foule*. Il chante *la Tour Montparnasse, Rue de Lappe, Tout fout le camp, Si tu n'en veux pas, Comme un p'tit coquelicot...* Vingt-cinq ans de chansons, vingt-cinq ans de métier. Il n'y a pas un moment faible dans le récital-spectacle de cet homme qui sait être à la fois sentimental et intelligent.

COLETTE GODARD.

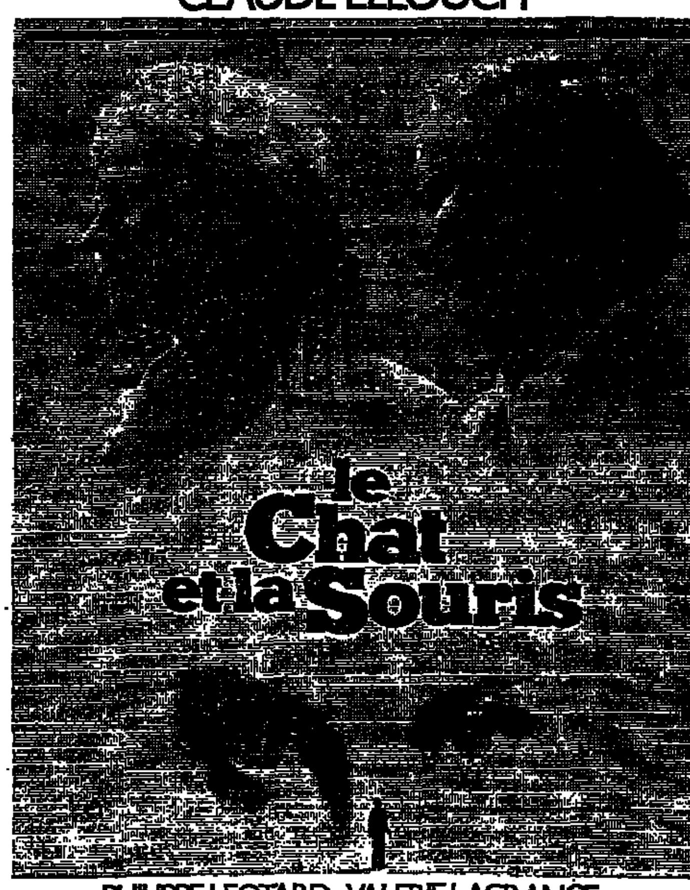
★ Olympia, 21 heures.

■ ERRATUM. — Dans les premières éditions du « Monde » du 4 septembre, l'illustration de l'article de Jacques Michel sur le musée Unterlinden de Colmar a été attribuée à Fernand Léger ; elle était de Picasso.





SALLE II		SALLE III
LE MECANO DE LA «GENERAL» de Buster Keaton (USA)	J 4/9	COLLEGE de Buster Keaton
IMAGES A PROPOS DU PROCÈS DE GILLES DE RAIS de Martine Lancelot (France)	V 5/9	LA VIE EST MERVEILLEUSE de D.W. Griffith
LES HAUTES SOLITUDES de Philippe Garrel (France)	S 6/9	VAMPYR de Carl T. Dreyer
TRAMP TRAMP TRAMP de Harry Langdon	D 7/9	LES TROIS AGES de Buster Keaton
AGRESSIONS de Lasse Forsberg (Suède)	L 8/9	STRONG MAN de Harry Langdon
PROLOGUE de Robin Spry (Canada)	M 9/9	LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR de Buster Keaton
HUGO ET JOSEPHINE de Kjell Grede (Suède)	M 10/9	AMERICA de D.W. Griffith



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65.00	75.89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi).	23,00	26,85



emplois régionaux



Des griffes célèbres, une diffusion internationale, même lorsque l'exportation directe n'est guère possible, grâce à nos licences de fabrication. Une activité nouvelle, déjà bien lancée : 18 licenciés dans le monde entier fabriquent et diffusent nos créations. C'est cette responsabilité que nous vous confierons. Votre objectif : le développement de ce secteur. Vous : trois ans d'expérience de l'exportation (acquise de préférence dans le prêt-à-porter de luxe ou la haute couture), un commercial doublé d'un négociateur averti. Vous parlez avec aisance l'anglais et l'espagnol. Vous avez bon pied -chaussure oblige- une santé à toute épreuve (60% de voyages à l'étranger), l'élégance raffinée. Vous aimerez nos créations, et saurez nous représenter.
A Romans, votre point d'attache entre deux avions, vous apprécierez le charme de la vie provinciale.

sélé CEGOS garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier, référence M/ 22427
33, quai Gallieni 92153 SURESNES

FILIALE INFORMATIQUE D'UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE
installée dans la région Rhône-Alpes de longue date, nous sommes équipés d'un HB 6000 ; nous cherchons pour faire face à notre développement :

A LYON
un informaticien réf. 275 M
ingénieur commercial
responsable de la commercialisation du télétraitement.
Rattaché au DC à Lyon, il prospecte une nouvelle couche de clientèle et lui propose des applications traitées en remote-batch.
Une solide connaissance des matériels est indispensable et une expérience commerciale chez un constructeur est très souhaitée.

A CLERMONT-FERRAND
un ingénieur commercial réf. 290 M
qui prospecte et vend aux entreprises régionales des produits standards ou spécifiques appliqués à la gestion.
Pour réussir, dans le démarrage de cette antenne, il faut être un informaticien clermontois confirmé, attiré par la vente, ou un commercial expérimenté dans la vente de service aux PME.
Ecrire à Mme G. DILL, ss réf. correspondante.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

IMPORTANT FABRICANT ÉLECTROMÉNAGER
recherche
pour une de ses usines Est de la France
DIRECTEUR D'USINE
(effectif 450 personnes)
Ayant expérience d'une Direction effective d'usine caractérisée par la fabrication de matériel de grandes séries destiné au grand public.
Bonnes connaissances en électricité, mécanique et électronique requises.
Envoyer C.V. manuscrit + photo sous n° 35600 B à
BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel. 94300 VINCENNES, qui transmettra.

COMPTABILITE et ADMINISTRATION
MIDI-MEDITERRANEE 60/70 000 F
Une importante Etude de Notaires recherche un Cadre pour prendre en charge son service comptabilité (six personnes) et l'organisation administrative de l'Etude.
Ce poste conviendrait à un candidat, de 30 ans minimum, de formation supérieure, possédant de solides connaissances comptables, juridiques et fiscales. Une expérience comptable et administrative de plusieurs années est indispensable.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 183 JA, à notre Conseil
algoe
Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Boîte Postale 25 – 69130 ECULLY.

Chambre de Commerce et d'Industrie NORD de PARIS
recherche
pour développer son service de Conseil et Formation auprès des P.M.I.
DEUX CONSEILLERS D'ENTREPRISES
(1 : Formation - 2 : Marketing)
Expérience en entreprise indispensable.
Envoyer C.V. + photo et prétentions à : n° 7.165, « Le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 PARIS.
Discrétion absolue assurée.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

INDUSTRIE SIDERURGIQUE RHONE - ALPES
fabriquant des ferro-alliages spéciaux utilisés en fonderie et vendus 70 % à l'exportation en Europe, filiale d'un important groupe français
recherche
pour assistance technique sur réseau d'agents établis :
SPECIALISTE FONDERIE
pour assistance technique avec agents en clientèle.
— Allemand parlé et écrit indispensable ;
— Anglais souhaité.
Voyage trois jours par semaine.
Réponse à toutes candidatures 2e quinzaine de septembre.
Adresser C.V. à :
HAVAS GRENOBLE, n° 14.836.

Recherchons d'urgence
— Moniteurs (trices) éducateurs diplômés d'Etat ;
— Educateurs (trices) en jeunes enfants diplômés d'Etat
pour Institut médico-pédagogique situé à Aouste/Sye (30 km. de 26-Valence), recevant enfants handicapés mentaux de 2 à 6 a.
Ecr. n° 7.191, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle de LILLE-EST
recherche
UN JEUNE ECONOMISTE
pour analyse financière et marketing, H.E.C., E.S.S.E.C., I.E.P. Eco-Fi, 2 années d'expérience aménagement ou promotion immobilière. — Ecrire avec C.V. + photo à E P A L E, division Conception, Cité administrative, 59048 LILLE CEDEX.

TRES IMPORT. ENTREPRISE DE BONNETERIE EN FORTE EXPANSION (spécialisée en Sportswear, marque de renommée mondiale)
RECHERCHE
collaborateurs dynam., enthousiastes, capables de s'intégrer au sein d'une équipe jeune.
POSTES A POURVOIR
CADRES
— DIRECTEUR USINE, région Sud-Ouest, parfaite connaiss. de la confection, autorité et sens des relations humaines.
— CHEF SERV. ACHATS, rég. Champagne. Expér. indispens.
— CHEF ORDONNANCEMENT/LANCEM., rég. Champagne.
AGENT DE MAITRISE
(région Champagne)
— CHEF PATRONNIER confirmé, formation tailleur et pratique de la confection industrielle indispensable.
TECHNICIENS
(région Champagne)
— AGENTS METHODES expérimentés, connaiss. confection et pratique du M.T.M.
— MONITRICE pour atelier échantillons.
— MECANICIEN machines à coudre (exécution de guides appréciée).
Ecr. n° 7.157, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ch. vendangeurs (euses) 25-9 au 12-10. Tarif 52 F nourri, logé, particip. voyage. Dussauge R., Bussières, 71960 Pierreclos.

Importante Société industrielle marseillaise rech. pour remplir à terme le poste de
SECRETAIRE GENERAL
UN CADRE administratif et financier ayant une bonne formation juridique comptable et fiscale. Anglais souhaité.
Envoyer C.V. et prétentions HAVAS MARSEILLE, 46.087.

Sté ALIMENTS DU BETAIL recherche pour la NORMANDIE un DIRECTEUR COMMERCIAL diplômé E.S.A. ou E.S.C. plus de 30 ans. Expér. confirmée de la direct. de représentants. Ayt exercé ds cette branche d'activ. Discr. ass. Ecr. av. C.V. dét. + photo à Sofrada, 61110 Remalard.

Entreprise industr. CLERMONT-FERRAND (300 pers.) rech. pr direction serv. administrat. et comptables CADRE niveau D.E.C.S., form. E.S.C. ou similaire et plusieurs années expér., logement possible. Ecrire lettre manuscrite avec C.V., photo et prétent. à HAVAS, 63000 CLERMONT-FERRAND, n° 67.769.

Laborat. international recherche
MANAGER
pour réorganisat. de son réseau visite médicale. Homme dynamique, sachant s'intégrer à l'équipe existante. Sérieuse expérience nécessaire. Le poste conviend. très bien à jeune responsable régional ayant fait ses preuves et rechercherait promotion. Ecr. avec C.V. et prétent. n° 6.167 à
P. Lichau, 10, rue Louvois, 75063 Paris Cédex 02 q. tr.

---

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

directeur général tourisme-loisirs
Fr. 200.000 max.

Un des plus grands noms de l'Industrie Touristique et des Loisirs, importante organisation internationale, cherche un DIRECTEUR GENERAL pour la France.
Ce poste sera confié à un homme de Marketing, doué d'une personnalité dynamique, innovateur et organisateur de talent, capable d'élaborer et de mener à bonne fin une politique de développement et de rentabilité. La fonction implique une pratique confirmée des techniques de Gestion Financière les plus modernes. Une expérience spécifique de la branche n'est pas exigée.
Le candidat idéal sera âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure, bilingue français/anglais. Il est indispensable qu'il puisse justifier d'une expérience réussie dans les domaines cités, expérience qu'il aura acquise au sein de sociétés multinationales. Lieu de travail : Paris.
Adresser CV détaillé sous référence 502, à CANOVA, Boîte Postale 78, 92200 NEUILLY, en indiquant votre rémunération actuelle, votre adresse privée et votre numéro de téléphone.
Le secret absolu des candidatures est garanti. Aucune information ne sera transmise sans l'autorisation expresse du candidat, donnée à l'issue d'un entretien personnel.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
équipé d'un IBM 370/125 (256 K)
recherche un
INGENIEUR SYSTEME
ayant une bonne connaissance du DOS/VS et, si possible, de de CICS.
Il aura pour rôle de démarrer le système de télétraitement et de prévoir la mise en place de bases de données.
• Lieu de travail proche banlieue Ouest
Adresser C.V. photo et lettre manuscrite sous réf. 1.397 à :
s.n.p.m PETITES ANNONCES 100, av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY S/SEINE

ATOM
chargé de l'assistance technique d'entreprises à l'étranger
recherche
pour usine de fabricat. de tubes acier galvanisé, production 22.000 tonnes par an :
1) DIRECTEUR TECHNIQUE D'USINE
2) INGÉN. RESPONSABLE PRODUCT. (QUALITÉ ET QUANTITÉ)
3) INGÉNIEUR chargé de l'unité de tranchement, formage et soudage (QUALITÉ ET QUANTITÉ)
• LANGUE ANGLAISE OBLIGATOIRE.
• CONTRAT 2 ANS RENOUVELABLE.
• LOGEMENT ASSURÉ ET VOITURE FOURNIE.
• DISPONIBLES RAPIDEMENT.
Téléph. pr rendez-vous M. DELACQUIS 874-71-30 ou envoyer curriculum vitae + photo à :
ATOM 147, Faubourg Poissonnière 75009 PARIS

Pfizer
LABO PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
recrute
DES DÉLÉGUÉS MÉDICAUX pour ALGER et ORAN
Les candidats devront répondre aux conditions suivantes :
— Nationalité algérienne;
— Titulaires d'un baccalauréat scientifique complet ;
— Amorce d'études supérieures ;
— Agés de 25 ans minimum ;
— Libres du service national ;
— Titulaires du permis de conduire.
Les candidatures, comprenant C.V., photo récente et copie des diplômes, devront être adressées à PFIZER, 24, boulevard Mohamed-El-Hansali, CASABLANCA (Maroc)

SOCIÉTÉ MINIÈRE AFRICAINE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT
recherche
Ingénieur Mines
Responsable de la production en carrière
FORMATION :
Grande Ecole (de préférence Mines ou Géologie). Expérience minimum de 5 ans en exploitation Mine. Carrière ou Travaux Publics.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétent. à n° 20.247, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

Cabinet d'avocats Paris cherche collaborateur (trice), avocat ou non, ayant expérience pratique rédaction actes de sociétés pour poste de clerc aux sociétés à pourvoir dès que possible. Téléphoner à Mme Renault : 225-47-40.

THOMSON C.S.F.
PARIS 15e
recherche
pour compléter équipe système travaillant sur 370/158 sous VM
INGÉNIEURS
connaissant OS/VS et PL 1 (Connaiss. VM/CMS appréciées)
Adr. C.V. et prétent., sous réf. 926, à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. Friedland, Paris-8e, q. tr.

OLAER INDUSTRIES
16, rue de Seine
92700 COLOMBES
recherche pour
DIRECT. APPROVISION.
AGENT
IMPORT-EXPORT
Ce poste nécessite :
— Une bne expérience des problèmes de douanes et de transports ;
— Une très bonne connaiss. de la langue anglaise.
Env. C.V., photo et rémunérat. souhaitée.

Magasins Photo Ciné rech. VENDEURS EXPERIMENTES Situation avenir si efficaces. Tél. : 206-22-32, poste 46.

Ville de Saint-Denis (93) rech. 2 Directrices de crèche. Possibil. logem. Avant. particul. Deux Infirmières D.E.

SODETEG AFRIQUE OUEST
ABIDJAN
recherche :
UN INGENIEUR THERMICIEN
(Air conditionné - Chauffage - Ventilation - Plomberie)
UN INGENIEUR ELECTRICIEN
(HT, MT, BT, courants faibles)
pour
BUREAU ETUDES BATIMENTS
Préférence diplômé. Anglais souhaité.
Ecrire : SODETEG/DAC
B.P. 15 - 92350
LE PLESSIS-ROBINSON.

Nous sommes des AGENTS de CHANGE PARIS et PROVINCE
nous recherchons
UN SPECIALISTE
du marché des OBLIGATIONS de préférence ACTUAIRE, ayant déjà une certaine expérience commerciale.
Discrétion assurée.
Ecr. n° 7.189, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Import. Société recherche pour son président
SECRETAIRE DIRECTION
Connaiss. parf. bil. français-anglais av. sténos. Très bnes notions calcul, 3 a. expér. Age minim. 26 a. Adr. C.V. man. av. prétent. et photo s/réf. 2.883, à P LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS Cédex 02, qui tr.

IMPORTANT COMPANY
Center of Paris seeks :
BILINGUAL SECRETARIES
1 to 3 years experience, to work in English for multinational staff. Standard secretarial skills must include absolutely FLUENT ENGLISH (English mothertongue Cambridge Proficiency or equivalent).
Write with C.V. to n° 20.089 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS 1er, who will forward.

Groupe Industriel Européen recrute pour diriger son laboratoire Applications et Recherche dans département EQUIPEMENTS ELECTROMECANIQUES
UN JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCAN.
Formation
Ecole Violet - Bréguet, etc.
Connaissances électroniques nécessaires.
Expérience minimum 2 ans souhaitée.
Lieu de travail :
Paris, quartier NATION
Ecrire avec C.V. précis, photo retourn. et prétentions, n° 3.221, PARFRANCE - 4, rue Robert-Estienne - 75008 PARIS. qui transmettra.

Impte Sté Porte-de-Bagnolet ch.
CHEF SERVICE COMPT. ET FINANCIER
80.000 F +
Parfaite connaissance de ts les problèmes comptables, sociaux, financiers. Apte à diriger équipe 10 personnes + ordinateur de bureau. Ecr. C.V. et prétentions, à Fiduciaire de France, réf. G.B., 37, r. St-Sébastien, 75011 Paris

---

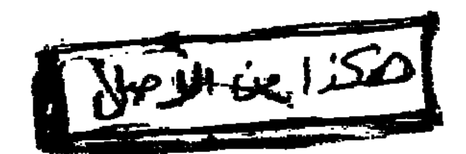
SOCIETE D'ENGINEERING
Filiale internationale d'un groupe important,
recherche
CHEF COMPTABLE (H.)
Formation DECS ou équival., expér. professionnelle confirmée, poste à pourvoir rapidement.
Adr. C.V. et prétentions n° 721, ZENITH PUBLICITE, 35, avenue Hoche, 75008 PARIS.

Puissant Groupe Français crée nouvelle filiale et recherche son futur
directeur commercial
-PUBLICITE-
Vente d'espaces publicitaires
Animation d'une équipe de vente
Formation supérieure
Références dans la vente
Introduction souhaitée dans les milieux publicitaires
Rémunération : niveau 100.000 F+
Poste à PARIS
Disponible rapidement
Ecrire à M. Serge de Labrusse
Cabinet de psychologie — ICH
30, rue des Mathurins 75008 Paris

Filiale française
important groupe pétrolier
recherche
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
DIPLOMES H.E.C., ESSEC
SUP. de CO ou équivalent
Libérés du Service National
Minimum 2 ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion.
pour postes
Attachés commerciaux
suivant besoins du Service,
en résidence Paris ou Province
— Fonction comportant nombreux déplacements.
— Formation complémentaire assurée.
— Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.
Adresser curriculum vitae et photo à n° 19.859 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris 1er qui tr.

UNE TRÈS IMPORTANTE STÉ AMÉRICAINE VENTE A DOMICILE DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION recherche son
Directeur des ventes
Il devra :
• avoir déjà eu une excellente expérience de la vente à domicile et posséder une très bonne maîtrise de l'anglais.
• avoir assumé pendant plusieurs années des responsabilités à un niveau suffisamment important pour être capable de prévoir les objectifs de vente, d'en organiser la stratégie et le développement.
• être à même d'assurer le recrutement et l'animation d'une importante force de vente indépendante ainsi que d'organiser et diriger des séminaires et réunions de formation.
Il est prévu une voiture de fonction.
Envoyer C.V. + photo en indiquant la dernière rémunération, sous référence VEZE à
EMPLOIS et CARRIERES
26, rue du Fbg-Poissonnière
75010 PARIS

Dans le cadre de son expansion dans le domaine des transmissions et de la téléinformatique
T.R.T.
recherche pour intégration dans une équipe commerciale dynamique
INGÉNIEURS-TECHNICO-COMMERCIAUX
POSITION II
ayant de bonnes connaissances en commutation de messages et en informatique. Anglais nécessaire.
Lieu de travail : PARIS-13e
Adresser curriculum vitae, prétentions, photo 5, av. Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON



offres d'emploi

120.000 +

FILIALE DE TRANSIT INTERNATIONAL ET AFFRETEMENT MARITIME d'un des TOUS PREMIERS GROUPES FRANÇAIS

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Chargé de l'ensemble des activités juridiques, financières et administratives

Il dépendra directement du Directeur Général Adjoint de cette filiale.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme d'expérience :
— de 35 ans minimum ;
— parfaitement bilingue français-anglais ;
— de format. supérieure en droit et gestion.

Une expérience des techniques d'exportation serait très appréciée.

Adr. C.V. manuscrit détaillé et photo sous nº 490 LEVI-TOURNAY, 5 cité Pigalle, 75009 PARIS, q. tr.

Une Société de Service de plusieurs centaines de personnes à Paris 8ᵉ arr. occupe surtout du personnel administratif, hommes et femmes. Elle entame aujourd'hui une nouvelle étape de développement avec des moyens importants. Son Président cherche un

chef du personnel

Sa mission : définir une politique pratique à moyen terme et l'affirmer devant les cadres et le personnel, assurer une administration rigoureuse, recruter, former, entreprendre avec les syndicats un dialogue constructif. Nous cherchons un cadre de 32 ans minimum, E.S.C. ou équivalent, ayant l'expérience d'un personnel mixte, par exemple dans une banque. C'est un homme d'action et de bonne culture.

Écrire à Mme M.C. TESSIER sous réf. 2942M.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

RÉVISEURS COMPTABLES
ASSISTANTS RÉVISEURS

Nous sommes un important cabinet d'expertise comptable spécialisé dans la révision et cherchons à compléter nos équipes pour faire face au développement de nos activités.

De nombreux postes sont offerts à des candidats présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- *Ecole Supérieure de Commerce ou licence de Sciences Economiques, option gestion, sans expérience professionnelle ;*
- même formation, assortie du D.E.C.S. comptable et d'une pratique d'au moins une année en cabinet ;
- collaborateurs confirmés possédant le D.E.C.S. complet et une expérience de révision comptable en cabinet de deux à trois années.

Des possibilités de séjour à l'étranger existent. La pratique courante de l'une des langues suivantes constitue un atout : ITALIEN, ESPAGNOL, ALLEMAND, ANGLAIS.

Envoyer C.V. à nº 7.186, « LE MONDE » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

QUARTIER OPERA

recherche pour son DEPARTEMENT TRESORERIE - CHANGE

CAMBISTE DE DÉPOTS

— Expérience : 3 à 5 ans.
— Parlant couramment l'ANGLAIS.
— Dynamique, sens des contacts, esprit d'équipe.

Perspective de carrière très favorable.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous nº 875.827, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2ᵉ).

SOCIETE IMMOBILIERE recherche pour PARIS

CADRE COMPTABLE

pour contrat 2 ans, à compter du 1-10-75
D.E.C.S. complet exigé.
Le titulaire du poste sera chargé en particulier de l'animation d'une équipe de collaborateurs.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 2.391 à :

OP organisation et publicité
2, RUE DE MARENGO, 75001 PARIS, QUI TRANSMETTRA

HERLICQ recherche

pour lignes T.H.T. AFRIQUE

1) INGÉNIEURS DÉBUTANTS

formation SUPELEC, SUDRIA, BREGUET, VIOLET
Libérés obligations militaires
pour être adjoints à CHEFS de Chantiers sur place

2) INGÉNIEURS CONFIRMÉS

libres dès que possible, pour chefs d'affaires de lignes T.H.T. pour l'AFRIQUE
Références exigées. Salaires élevés et avantages en nature importants.
Ecrire 35, rue de Bassano, 75008 PARIS

DELATTRE-LEVIVIER

TOUR FIAT
92084 PARIS LA DEFENSE Cedex 16
recherche pour service trésorerie

COMPTABLE

Très bonne connaissance bancaire Plan comptable.

Restaurant entreprise. Horaires personnalisés.
Ecr. avec C.V. et prétent. au Service du Personnel.

S.A. CHIFFRE D'AFF. HORS TAXE
34 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL PARIS

recherche

pour SECONDER DIRECTEUR COMMERCIAL

HOMME JEUNE
SOLIDE FORMATION
ORGANISATION GESTION

- Position Cadre.
Expérience connaissances branche papeterie souh.

Adresser C.V. détaillé et références :
Mme VALLÉE - B.P. 342
75624 PARIS CEDEX 13

FABRICANT DE MATÉRIEL AGRICOLE

recherche

RESPONSABLE ASSISTANCE TECHNIQUE

EXPÉRIMENTÉ

Formation Ingénieur Mécanique, 30 ans mini.

Il devra animer une équipe de techniciens confirmés et posséder des notions de gestion.
Bons contacts humains indispensables.
Déplacements fréquents à partir du lieu de travail aux environs de Paris.

AVANTAGES SOCIAUX IMPORTANTS

Envoyer C.V., photo et prétentions à nº 20.234, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1ᵉʳ, qui tr.

Société Franco-Américaine installée à Argenteuil recherche

INSTRUMENTISTE

Capable de concevoir chaîne de régulation, d'en suivre l'étude et de procéder aux achats.
Expérience confirmée nécessaire.

Envoyer C.V. avec prétentions

JOHN ZINK S.A.R.L.
Rue Guy-Môquet - 95100 ARGENTEUIL

SOCIETE recherche

INGENIEUR

A. et M. ou I.N.S.A. pour assumer contrôle technique et étude équipements d'unités de production agro-industrielle. Formation électrotechnique et quelques années expérience industrielle désirées. Sera appelé à de fréquents déplacements de courte durée en Afrique.
Adresser C.V. et photo, à : CIFRATEX - 9, rue Louis-David, 75016 Paris

SECRETAIRE

sténodactylo, not. comptabilité, travaux bureau, téléphone. Place stable. Se présenter : MAILLIET, 5 bis, place Léon-Blum, Paris-XIᵉ - Mº Voltaire.

Pr MOYEN-ORIENT recherche

ADJOINT ADMINISTR.

Gestion personnel
Anglais courant
Tél. pour 1ᵉʳ contact : 225-54-70.

GESTION 2000 rech. pour chantier Etranger

INGENIEUR SOUDEUR

pour contrôle, supervision et montage

INGENIEUR T.P.

pour assurer direction chantiers et gestion matériel
TEL. 878-73-04

POUR MOYEN-ORIENT

INGENIEUR ELECTRONIC.

AUTOMATISMES
pour exploitation de plate-forme Offshore.

Envoyer C.V. et prétentions à MINET PUBLICITE, nº 40.714, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

Important bureau d'études recherche pour son siège à PUTEAUX

PLUSIEURS DESSINATEURS-PROJETEURS

CONFIRMES

Spécialité tuyauteries industrielles, ayant expérience centrales thermiques, pétrochimie, schémas et installat. de tuyauteries.
Adres. C.V. détaillé et prétent. à nº 20.167, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1ᵉʳ, qui tr.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE PARIS recherche

CHEF PROGRAMMEUR

Posséder une bonne connaissance des analyses d'application du système d'exploitation et une haute qualification en matière de langage de programmation.
Salaire annuel brut de 49.868,81 F.

PROGRAMMEURS

Etre titul. d'un diplôme de programmation officiellem. reconnu.
Salaire annuel brut de 26.523,62 F à 47.742,66 F, selon qualificat. ou expérience.

ANALYSTES

Justifier d'une bonne expérience de l'analyse organique. Etre titulaire du diplôme d'analyste de groupe E. L. I. A. ou d'un dipl. officiel (D.U.T. informatiq., etc.).
Salaire annuel brut de 45.090,24 F à 55.699,82 F, selon qualificat. ou expérience.

Adresser candidature + C.V. à Mme le Chef du personnel, 17-19, rue de Flandre, 75935 PARIS CEDEX 19, avant la date limite du 30 septembre 1975.

CENTRE RENE-HUGUENIN
rue S.-Deutsch-de-la-Meurthe,
78290 ECQUEVILLY
recherche

INF. D.E. (nuit)

42 h. semaine, salaire début : 3.320 F brut + prime 7,5 % ;

INF. D.E. (jour)

40 h. semaine, salaire début : 2.860 F brut + prime 7,5 %, possible logement célibataires. Adresser C.V. ou Tél. 475-50-06.

Cabinet BREVETS
PARIS recherche URGENT

INGENIEUR REDACTEUR

Sérieuses référ. professionnelles. Connaissant rédaction brevets, réfutation lettres officielles. Anglais - Allemand

POUR COLLABORATION EXTERIEURE SUIVIE

Ecr. Nº 20.232, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1ᵉʳ, qui tr.

LABORAT. PHARMACEUTIQUE recherche

PROGRAMMEURS

FORMATION I.U.T.
ayant au minimum une année d'expérience.
Adr. C.V., photo et prétent. à Publicité LAROCHE, ss réf. 491, 39, rue Périer, 92120 Montrouge, qui transmettra.

CENTRE RENE-HUGUENIN
rue S.-Deutsch-de-la-Meurthe,
78290 ECQUEVILLY
recherche

DIETETICIENNE

sal. début 2.955 F brut mens. pr 40 h. sem. + prime de 7,5 %, possible logement célibataires. Adresser C.V. ou Tél. 475-50-06.

L'Institut National de l'Audiovisuel recherche pour travail à mi-temps le matin dans Paris :

UN PROFESSEUR de dactylographie

pour cours destinés à des débutants avec utilisation de méthode audiovisuelle Disponible de suite.
Adresser C.V. à INA, Voie des Pilotes - Pièce 1117, 94360 BRY-SUR-MARNE.

SITA, 112, av. Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY
recherche
JEUNE

MATHEMATICIEN (NE)

Le candidat sera responsable au sein d'un groupe d'étude de réseaux de transmissions de données, du développement des moyens mathématiques d'analyses de réseaux, du développement de modèles mathématiques et de leurs mises en œuvre sur ordinateur. Niveau et expérience souhaités : études supérieures de mathématiques, anglais indispensable, expérience d'analyse numérique et de langage - haut niveau sur ordinateur. Envoyer C.V. détaillé, photo et prétent., à SITA, Direction du Personnel.

Impte Sté (quartier La Défense) recherche pour son informatique de Gestion des

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Titulaires BTS ou équivalent.
Tél. : 774-31-81.
Pasrioslacissem

Recherche pour collaboration : H. ou F., bil., min. 23 ans, pour enseigner le français à des étrangers.
De Havillande : 602-57-57 pour rendez-vous.
18, rue Gounod, Saint-Cloud.

Vous qui êtes INGENIEUR INFORMATICIEN
— qui appréciez les contacts nombrx avec le MILIEU MEDICAL ;
— qui êtes jeune et dynamique ;
— qui avez 2 à 3 ans d'expér. et souhaitez travailler essentiellement en FORTRAN sur un mini-ordinateur H.P. 2100,

envoyez votre C.V. av. photo à Mme VANDEWYHAEGHE I.S.M., 157, rue des Blains, 92220 BAGNEUX.

Devenez Taxi ou Moniteur auto-école. - Tél. : 541-76-69.

Recherche pour SERVICE INFORMATION Secrétaire très bonne présentation, parfaitement bilingue Français-Anglais. Adresser C.V. et prétentions à CENA, 36, rue Vivienne, 75002 PARIS, qui transmettra.

Cours secondaire privé rech. PROFESSEURS PHYS., CHIM., MATHS pour le 8 septembre. 30/35 par heure. - 280-03-71.

Cherche jeune fille pour garde enfant de 16 mois et petit ménage du lundi au vendredi inclus, le matin de 8 h. 20 à 13 h. 30. Prière téléphoner à partir du lundi 8 septembre à Mme Gallon, le matin de 9 h. 30 à 13 h. à 727-89-89, p. 436, et l'après-midi à partir de 14 h. à 585-29-17.

CATALOGUE de l'EDITION FRANÇAISE rech. immédiatement plusieurs représentants pr visites libraires dans toute la France. Fixe + commission. Env. C.V. et prétent. à CEF, 22, rue de Condé, 75006 Paris.

Sté d'études, de conseil et de formation recherche un

CADRE COMMERCIAL

diplômé (e) de l'enseignement supérieur ou équivalent (expér. et connaissance des problèmes formation souhaitées). Env. lettre man., C.V. et photo à DEMOS, 31, r. B.-d'Anglas, 8ᵉ.

Constructeur matériel TRAITEMENTS DE SURFACES
Rech. pour région parisienne

TECHNICO-COMMERCIAL

ayant expér. vente en milieu industriel, rémunération de base 50.000 F an. Env. lettre manusc. + C.V. + photo sous nº 34.402 B BLEU, 17, rue Lebel, (94) Vincennes, qui transmettra.

Quartier gares NORD-EST
SOCIETE HOLDING
GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour assurer secrétariat du DIRECTEUR GENERAL

SECRETAIRE DE DIRECTION

confirmée, haut niveau, parfaite sténodactylo.
Elle devra en outre assurer la coordination des secrétariats existants.

Adr. C.V., photo et prétent. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris nº 64689.

représent. offre

SUPPORT INTERNATIONAL : catalogue officiel des fournisseurs du Comecon, cherche REPRESENTANTS V.R.P. confirmés. — Téléph. 645-21-12.

SOCIETE IMPORTATION EQUIPEMENT DE BUREAU recherche pour création et développement nouveau département machines à écrire et à calculer

REPRESENTANTS EXCLUSIFS

Paris/région parisienne.

— Très bons vendeurs.
— Libres très rapidement.
— Voiture indispensable.

Rémunération :
Fixe + commissions + frais.

Adresser C.V. et photo sous référence 13.506 à SNPM Petites Annonces, 100, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly, qui transmettra.

Société en expansion recherche

REPRESENTANTS

Paris-Province, appareils distributeurs automatiques. Réception les 8 et 9, ou env. C.V. avec photo JANOT MISTRAL, 108, rue de Bercy-12ᵉ. Téléphone : 343-69-11.

Si vous êtes DYNAMIQUE, AMBITIEUX, bonne PRESENTATION, possédant voiture, vous vous présentez au GROUPE IMMOBILIER GIRPA, MARCHAND DE BIENS - RENOVATEUR, qui recherche :

VENDEURS

répondant à ces critères pour COMMERCIALISATION de ses programmes de TRES GRAND STANDING, grosse publicité assurée R.T.L., EUROPE 1 et journaux. Très importants salaires prouvés - GIRPA, 92, boulevard du Montparnasse, PARIS-14ᵉ, de 10 à 17 heures.

capitaux ou proposit. com.

Sté de nettoyage bureaux et gdes surfaces rech. personne ayant occuper situation import. ou possédant bne relation avec chefs d'entreprise pour trouver contrats - Ecrire WALTER FRANCE, 70, rue du Javelot, Tour Sapporo, 75645 PARIS, CEDEX 13.

demandes d'emploi

J. F. 19 ans, dactylo déb., libre de suite, cherche emploi bureau, place stable si poss. Ecrire à Mlle CLERVOY, 138, avenue Jean-Jaurès, 92140 CLAMART.

VENDEUR REDOUTABLE étudier. ttes propos. Connaiss. anglais, espagnol. - 256-14-68.

ARCHITECTE D.P.L.G. 28 a., 5 a. expér. d'agence, ch. situation stable. Ecr. Nº 074.282, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur (2ᵉ), q. tr.

J. F. 35 a., ayt tenu affaire personnelle 10 a., ch. poste attachée de direct., collabor. auprès chef d'entrepr., B.E.C. secrét., excell. prés., habituée contacts humains, peut se dépl. Tél. : 970-65-69.

Animateur de formation spécialisé gestion entreprises, expérience en entrepr. et pédago., sér. référ., étudie ttes propos. Ecr. Nº 7.141, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.H. 28 ans, mbre organ. public chargé aménagement territoire, directeur études, Ecole sup. Co., ch. poste plein ou mi-temps secrétariat général entreprise, organisation professionnelle. Ecr. Nº 3.988, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

H 28 a., 2ᵉ éch. CAP-BEC, B. SEC, exp. immo, sal. ann. 41.500. Ecr. Nº 765, BLEU, 41, av. du Château, Vincennes.

ING. génie civil, 27 a., exp. plannig, 2 a. Afrique, rech poste assist. techn. ou tech.-cclal Rhône-Alpes, Maroc, Gabon. Ecr. Crespo, villa Mon Repos, r. du Port, Tamentfoust, Alger.

Secrét. sténo-dact., 33 a., 15 a. exp., ch. place stable secrét. ou simil., sect. soc.-culturel, éduc., santé ou appr., prox. banl. Est. Ecr. Nº 121, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

32 ans, ex-off. méc. marine marchande, 6 ans superviseur méc. et fluides installations sidérurgiques, ch. emploi France ou étranger. Ecr. Nº 7.190, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

MARIN-Capitaine cherche gardiennage bateaux. Références. Ecr. HAVAS NICE 0768.

DOCUMENTALISTE J.F. 30 ans, aim. organisation, responsabilités et travail en équipe, maîtrise physique + I.N.T.D. + angl., allemand, 4 ans expérience dans poste à responsabilités cherche situation intéressante Paris. Ecr. Nº 074.281, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2ᵉ.

Jne femme bonne présentation rech. ds 14ᵉ ou 15ᵉ arrdt poste de secrétaire cciale. Expérience téléph., désirant relations client. Sal. demandé : 2.380 F X 13. Ecr. Mme MOINEL, 76, rue Didot, 75014 Paris.

J.F. anglaise, lic. franç., ch. pl. au pair ds fam. franç. à Paris pr améliorer sa langue parlée. Sept.-nov. Ecr. c/o Mr CARDLE, 26, r. de Vouillé, 75015 Paris.

DE FORMATION SUPÉRIEURE MATHÉMATIQUES (Math. Sup., Math. Spé.)

27 ans, 2 ans d'expérience dans Société Pétrolière et assumant responsabilités :

ORGANISATION GESTION
et participation lancements de Systèmes mécanisés

recherche

Situation permettant de s'intégrer à forte équipe de direction.

Paris ou Région Parisienne

Ecrire nº 6.007, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS-9ᵉ.

DIRECTEUR DE DISTRIBUTION

45 ans, expérience confirmée en gestion stocks, approvisionn., ordonnancement. Rompu aux méthodes modernes de gestion et de contrôle budgétaire, angl. courant. Réf. de premier plan dans Sté multinat., cherche situation analogue Paris-Nord ou banlieue Nord, rég. Orléans, Provence, Languedoc. Ecr. sous réf. 2.572 à Publipress, 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2ᵉ.

Vendre et faire vendre INFORMATIQUE Gestion et Scientifique Produits, Services, Matériel CADRE 37 a., hautes références. Tél. : 883-55-42 le 5 septembre ou écr. Nº 65.877, PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2ᵉ.

ANIMATEUR S.C., 24 ans, formation + exp., ch. emploi C.E., centre culturel, organis. démocratique, équipe d'animat. Ecr. Nº 15.191, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2ᵉ.

J.H. 26 a., licencié droit public, doctorat ethnologie (2ᵉ A), certif. rel. internat. et pays en voie dév., langues o., conn. approf. sc. éco et soc., exp. rech. et enseign. cherche situation. Ecr. Nº 3.997, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.H. 25 a., marié, 1 enf., maîtr. de chimie (physiq. gén., organ., minérale, analytiq.), angl., ch. emploi laborat., entrepr. (rech., contr., prod.) ou enseign. tech. Ecr. nº 6.025, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

INGENIEUR ELECTRON.

INSA position II
30 ans, libre de suite
6 ans exp. logique, automatism. et mesures analog. numériq., étude testeurs autom. et/ou manuel en contrôle qualité. Dirigé 5 pers. entrepr. rég. paris. Instrum. bord auto., aéro. ch. sit. stable France et/ou Afrique.
Ecrire Mme RODET 13, square Surcouf, 91350 GRIG.

J. fille 18 ans prés. par parents rech. famille catholique pr trav. au pair Londres ou banlieue. Ecr. Brehamel Nelly, 37, r. Phily-d'Auxy, 80-Amiens.

H. 28 a., Gde Ecole Comm. et Fac., marketing et économie, bil. anglais, exp. 3 a., actuellem. consultant indép. ch. poste à mi-temps Paris. Tél. : 227-33-81.

Hme 37 a., autodidacte, forte personnal., expér. marketing rompu aux discussions au plus haut niveau, rech. poste à responsab. France ou étranger. Ecr. M. Mouly Pierre, 25, rue du Grenache, 34000 Montpellier.

P.M.E.

Ingénieur conseil organisation et formation ch. emploi partiel ou complet. BERAUD, 3, villa Georges-Serre, 94-Vincennes - 328-98-51.

FEMME D'EXPERIENCE SECRETAIRE

COLLABORATRICE

44 a., excell. présentation, très sér. références. Efficace et discrète, habituée initiative et responsabilités. Expér. organis. interne et relat. extérieures. Grande souplesse adapt. et disp., ch. situation stable intéress. Paris ou banlieue. Libre rapid. Ecr. Nº T074.347, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2ᵉ.

Directeur de sté de placements ds immob., dipl. Sc. Po, lic. droit, 38 a., plus. ann. expér. ds

INVESTISSEM. IMMOB.

ch. poste Directeur ou Consultant ds établ. financier ou sté d'invest. Ecr. as réf. 60.401 à R.C.C. 10, avenue Matignon, Paris-8ᵉ, qui transmettra.

cours et leçons

RATTRAPAGE rapide par Prof. **MATH-PHYS** Terminale, PCEM, Fac. 526-82-47

L'immobilier

appartements vente

Paris

BON 13ᵉ - Particulier. 4 p., récent, 85 m², étage élevé, double exposition, calme, ensoleillé, parking. - 587-25-23.

Arts et Métiers. Stud., c. cuis., wc, bs, moq., placards, soleil. 65.000 F - Tél. 858-89-79.

Porte Gentilly. Part. vd 3-4 p., 80 m², balcon 6 m², imm. réc., sans vis-à-vis - 588-09-37.

CONVENTION - Résidentiel. Piscine privée, 6ᵉ ét. s/jardin, très clair. Petit 3 p., équipem. complet. 235.000 F - 828-26-40.

EXELMANS Immeuble récent, 4 p., tout cft. Prix intéressant. - Facilités. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

MASSENA. Immeuble neuf. Grand 3 p., tout conft, étage élevé. Facilités. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

DAUMESNIL. 2 p., cuis., bains, wc, ch. centr., 130.000 F, avec 25.000 cpt. Me voir vendr., sem., 15-18 h., 38, rue gare Reuilly.

GOBELINS Bel immeuble, tapis escalier. 1) R.-de-ch. : stud., entr., c., wc, poss. bains. Idéal pour location. Téléph. 53.000 F. Avec 12.000 F. 2) 2ᵉ étg. : 2 p. s/rue, entr., cuisine, wc. A moderniser : 130.000 F. Avec 25.000 F. Voir propriét. jeudi, vend., 14 h. 30 à 19 h., 4 et 6, rue du JURA.

SOCIETE propriét. vd, ds imm. refait neuf, studios et duplex, tt cft, kitch. équip., s. de bs, wc, vide-ordures. A partir de 69.000 F. 80 % crédit possible. 346-69-81.

CHAMP-DE-MARS P. à P. vd 3 pces, 6ᵉ étg., asc., ch. cent., 60 m², 300.000 F. Téléphone 555-57-80, après 18 h.

27, rue des Sablons. 4 p., 105 m², tt cft, tél. 5 sept., 13h.30-16h.30.

NATION. Récent, étage élevé, 4 pièces, verdure. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

16ᵉ. TROCADERO. Immeuble rénové, occupés, 2 p., dépend. Téléphone : 622-16-78, poste 26.

PRES CHAMP-DE-MARS, 5ᵉ étg. 5 pièces, grand balcon, tt cft. SOL. 24-13.

AV. MOZART SUR JARDIN appt 120 m2 + chbre de service à rénover. Tél. : 386-31-69.

XVIIᵉ - ETOILE
BEL IMM. BOURGEOIS
Tapis escalier, 2ᵉ étage s/rue,
BEAU 5 P. cuis., S. de B., chff. cal, moqu.
LUXUEUSEM. REFAIT NEUF + CHAMBRE DE SERVICE
PRIX 525.000 F.
S/pl., jeudi, vendredi, 14-19 h., **17,** RUE DE L'ARC-DE-TRIOMPHE ou 723-91-28.

PARC MONCEAU idéal médecin, appt de standing, **7 P.** 250 m2, balc., tél., gar. + 3 chbr. service. 366-19-35.

ROND-POINT SAINT-CHARLES Imm. 1952. Asc. Ch. cl. V.-O. GD 2/3 P. 72 m2 env. A rénov. Vue dégagée. 305.000. SUF. 62-74.

DUPLEIX - LOURMEL Imm. neuf stand. 1 APPART. 2/3 P. TT CFT s/jard. Livrais. 3ᵉ trimestre 76. Px ferme et définitif. SUF. 62-74.

5ᵉ rue des ECOLES. Rare, beau **STUDIO** tt cft, bel immeuble. URGENT - 548-65-80.

19ᵉ - R. RIQUET, Nº 10
Je cède dans imm. récent tt cft
BEAU 2 P. + cave + parking + téléphone
Visite sur place tous les jours, voir gardien, ou sam.-dim.-lundi, de 15/19 h. S'adresser bureau de vente : 7, rue Duvergier, ou tél. : 742-63-91 (M. Hector).

Près des **FACULTES** Dans très bel imm. Très calme. BEAU 2 P., tout confort. 210.000 F. SEG. 36-17.

GAY-LUSSAC - Dans bel imm. p. de t. 3 P., entrée, cuis., w.-c., s. d'eau, chff. cent., 5ᵉ ét. sans asc. 308.000 F - 325-97-16.

134, rue de VAUGIRARD
IMM. GD STANDING ENTIER. RENOVE. Pl. soleil. Jardin av. cascade. Prop. vd bx studios et 2 p. en duplex av. terras. entièr. amén. Plac. idéal. Vis. ce jour 14-18 h. - 242-49-19, de 9 à 12 h.

12ᵉ DS PETITE RESID. XVIIᵉ GDS DUPLEX D'ARTISTE et 2 P. sur belle cour ancienne. 45, rue de Charenton - 343-66-29.

PASSY - Vue except. Et. élevé, 125 m2, gd récept., 3 ch., 3 bs, ch. serv., balc.-terr. 70 m2. TEL. 622-10-35.

AVENUE WAGRAM
Immeuble pierre de taille
6 P 180 M2 environ. Belle réception. 3ᵉ ét., asc.
Bonne exposition. Seul appart. à l'étage, divisible, 2 portes palières + 2 chambres service. Pour rens. et visites : 755-98-75.

CHAMPS-DE-MARS
PRES SEINE. Propr. vendent, dans bel immeuble P. de T. : splend. living + 2 chbr., entr., cuis., s. de b., chauff. central, tél., prix intéressant. 723-38-53.

VAUGIRARD
S/rue calme, STUDIO, confort. Imm. réc., 37 m², cave, parkg double. SEGECO, 522-43-20.

VIIᵉ-BD SAINT-GERMAIN
Très gd standg, magnif. 7 p., 238 m² + 2 chambres service. Téléphone : 747-77-50.

13, QUAI D'ANJOU
BEL IMMEUBLE CARACTERE
BEAU DOUBLE LIVING
cuis. équip., salle de bains, wc, chauffage moquette, téléphone.
PRIX : 199.500 F
S/pl. vendredi, samedi, 10-18 h. ou 723-91-53.

A VENDRE
AU PIED DU Mº VOLTAIRE
2 p., cuis., w.-c., au 6ᵉ ét., sur cour dégag. ensol., ref. à neuf, moq., tissus au mur, bois, poutr. Ecr. nº 6.023, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ, ou téléphoner ROQ. 80-78.

GOBELINS 5 pièces 110 M2
2ᵉ étage, jardin, rue, tél, tt cft. 2 parkings. - 331-89-46.

FELIX-FAURE
2 P. cuis., w.-c., poss. bains, prix 129.000 F. 567-75-80.

PLACE DU PANTHEON
Emplacement unique. Très bel imm. gd confort, appt 180 m², 5 p. + ch. de serv., travx à prévoir. Tél. AMP. 11-09 ou CAR. 02-83.

SULLY-MORLAND
SPLENDIDES DUPLEX
Gd sél., 55 m² + 3 ch., tt cft. S/pl. jeudi et vendr., 14-18 h., 27, rue du Petit-Musc.

CARDINAL-LEMOINE
Près BD SAINT-GERMAIN
Dans bel imm. rénové, magnif. STUDIOS. Impecc., tout conft. Téléphone : 723-38-58.

DANS VERDURE
STUDIOS ET 2 PIECES, de CARACT. EXCELL. PLACEM. 34, r. E.-LEVEL - 627-78-84.

GIRPA
LE SPECIALISTE DE LA BELLE RENOVATION

5ᵉ, sur bd Saint-Germain dans magnifique immeuble d'époque classé, restauration de très grand standing
SPLENDIDES STUDIOS ET APPARTEMENTS
toutes surfaces possibles (duplex, plafond 5 mètres)
Travaux intérieurs selon goût de l'acquéreur (matériaux de premier choix)
Prix élevés justifiés
325-56-78 + 25-25

GIRPA
POUR NE PAS VOUS TROMPER

13ᵉ TOLBIAC
Quartier en plus-value constante. Immeuble de qualité rénové entièrement étudié spécialement pour placement et forte rentabilité. Directement, nous vendons :
30 STUDIOS ET 2 PIECES
tout confort (cuisine équipée). Prix intéressants 325-25-25 + 56-78

Près **AVENUE FOCH**
appt standing, 230 m2, soleil, réception double, 3/4 chambres, 2 bns, 2 ch. serv. PRIX RARE. KATZ, gare Garches. 970-33-33.

GIRPA
UN NOM - UNE GARANTIE

2ᵉ - Bourse - Palais-Royal
Bel immeuble caractère et standing jamais habité
Vendons directement
LUXUEUX STUDIOS 2/3 PIECES
avec mezzanine
Grand confort + (poutres et pierres d'origine), interphone, vide-ordures.
Livraison immédiate
325-25-25 + 56-78

Région parisienne

URGENT
PRES ANTONY
(91 Wissous), part. vd ds petit immeuble (2 ét.) appt 4 p. cuis., s. de bns, tt cft, gar. ss-sol. 180.000 F. Tél. 930-21-87 av. 12 h.

NEUILLY-V.-HUGO. 2ᵉ étage, s/jardin, liv., 2 chb., gar., ch. serv., 600.000 F - 359-53-63.

STAINS. F-2 et F-3, petite rés., 4ᵉ étg., 135, av. de Stalingrad, imm. fin 73, asc., cave, parkg privatif - Tél. 243-61-76.

CHATOU. 2' R.E.R. Part. vend dans résidence récente 3 p., exc. état, chauffage indiv., parking, situation et vue exceptionnelles. 300.000 F - Tél. 976-11-04.

CRETEIL (4 pièces) transformé en 3 pièces cuis., s. de bains, wc, garage. Immeub. standing - 234.000 F. Téléphone : 886-45-33.

IVRY. 500 m. Mº. Part. vend 90 m², liv., 3 chb., balc., cuis., garage - Tél. : 726-06-47.

CHILLY-MAZARIN « Domaine du château » appts neufs, avec crédit foncier. Prix intéressant. Saveg, 525-38-30, 928-88-03.

Particulier vd appt récent stdg, sit. Epinay-Enghien, 150 mètres lac Enghien, excellent emplacement et ensoleillement, 4 pces, cuis., s. de bains, cave, garage, balcon, tr. bien aménagé. Libre de suite. Pour 290.000 F. Facil. évent. 822-49-15, après 19 hres.

SAINT-CLOUD Splend. 5 P., imm. récent VUE. Liv. dble + 3 chbr., cuis. équip., 2 bns, 2 wc, tél., interph., terras., balc., impecc. Poss. box. Prix 680.000. VERNEL, 524-81-50.

LE RAINCY près GARE
5 P. 142 M² cuis., 2 bains, loggia + ch. bonne. Prix 450.000 F. SOGEPA - 936-28-69

LE PECQ 6' à pied du R.E.R.
BEAU 4 P. DUPLEX
Loggia + terrasse 40 m2, 2 bains, 2 park. + hobby-room, cuisine équipée. Prix 348.000 F. Vis. s/pl. GARDIEN : 67, route de Sartrouville - 936-20-69.

Province

LE TOUQUET
Studios, suites, appartements Classe EXCEPTIONNELLE. SAVEG - 525-38-30.

NANTES - STE-THERESE
Cadre muté vend quartier calme et résidentiel appt moins de 5 a. tr. bon standing, 90 m2, liv., 3 ch., cuis., séchoir, s. de bns et salle d'eau, cave, park. couv. Prix : 200.000 F. Tél. : 40-76-79-50 et 40-76-71-03.

Voir la suite de notre immobilier en page 20

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CHOMEURS DE TOUS LES PAYS...

II. – Faux et vrais remèdes

par PIERRE DROUIN

Même si l'économie avançait « à toute vapeur » elle ne pourrait plus assurer aujourd'hui ce qu'il est convenu d'appeler le « plein emploi ». Il n'y a plus de relation simple en effet entre la croissance et la diminution des chômeurs. (Voir « Le Monde » du 4 septembre.)

Instinctivement, dès que le mot chômage est prononcé, le contre-poison « croissance » apparaît sur l'étagère des experts, et il recommandent la plus forte dose possible, comme on l'a vu dans les travaux préparatoires du VII° Plan. Cette médecine classique est-elle devenue la « médecine de papa » ? La thérapeutique est en tout cas limitée, dans le mesure où, comme nous l'avons vu dans un précédent article, le lien a été rompu entre croissance et emploi, les ressources en main-d'œuvre augmentant plus vite que la création d'emplois, même dans les périodes de forte expansion. Mais ce qui est vrai dans un sens (les offres d'emploi créent des demandes) ne peut-il être vrai dans l'autre ? Ainsi, une réduction des offres de travail pourrait également abaisser le chiffre des demandes. L'interaction entre les deux pôles de l'emploi est plus fort qu'on ne le croit généralement, et il est certain, par exemple, que nombre de femmes plus ou moins hésitantes s'abstiendront de se présenter sur le marché du travail si elles sentent celui-ci déprimé.

Allons plus loin. Une des idées — saines — de la politique économique à moyen terme est de réduire les gaspillages, de prolonger la vie des objets pour économiser à la fois devises et matières premières. M. Vincent Ansquer a déposé sur ce thème, on le sait, un rapport contenant cinquante-six propositions concrètes qui vont toutes dans ce sens (1). Qui ne voit que la mise en application d'une telle stratégie — qui aurait le mérite de s'attaquer à l'un des vices les plus criants de la société de consommation — conduirait immanquablement à ralentir le rythme d'activité dans les entreprises ? Sans doute aurait-on besoin de plus de réparateurs, mais l'augmentation de cette sorte de travaux et donc d'une main-d'œuvre appropriée aurait des effets beaucoup moins sensibles sur la croissance que la production de masse « à *tout va* ». Il est donc contradictoire de plaider pour une forte croissance et pour une diminution du gaspillage des produits.

Une panoplie dérisoire

Autre réaction quasi automatique lorsque le chômage augmente : empêcher à tout prix des entreprises de fermer leurs portes, aider les affaires en difficulté à passer le mauvais cap, quelles que soient les raisons de leurs malaises. Lorsqu'un tuyau fuit, mettre la main sur le trou n'est pas une tactique très rassurante. Empêcher par tous les moyens les cellules mortes de l'économie de tomber est la plus dangereuse des parades contre le chômage. Elle le provoque tout simplement à un autre endroit. Dans ces colonnes, Alfred Sauvy s'est emporté à juste titre contre ces mécanismes qui consistent à « subventionner l'improductivité » (2).

Créer ou favoriser n'importe quelles sortes d'activités pour la seule raison qu'elles fournissent de l'emploi, ce n'est guère mieux. On tomberait vite dans le fallacieux système des « ateliers nationaux », ou bien l'on justifierait l'augmentation du commerce des armes, le suréquipement du personnel administratif, et donc le chômage déguisé, ou des privilèges aux entreprises qui utiliseraient plus de main-d'œuvre, ce qui est une façon de conduire une nation industrielle sur la voie du sous-développement.

Enfin, parmi les remèdes proposés, on parle de « faire coller » davantage l'enseignement aux besoins professionnels, d'adapter l'Université, par exemple, pour qu'elle devienne un meilleur outil économique. Cheminement fort dangereux. Qu'on le veuille ou non, le goût d'apprendre, qui s'est heureusement démocratisé, déborde le cadre utilitaire. Et si l'on ne porte pas intérêt à vingt ans aux thèmes « qui ne servent à rien »... sauf à enrichir la vie, c'est bien rarement dans le circuit professionnel que l'on pourra commencer.

Qui ne voit en outre que le brassage des occupations est tel que l'on exerce de plus en plus un métier pour lequel on n'a pas été formé ? L'essentiel est donc, aujourd'hui, d'apprendre à s'adapter.

Sans doute une culture trop éloignée des réalités économiques et sociales, caractéristique de notre système éducatif, pourrait devenir un obstacle au développement. Dès les années 60, des efforts ont été entrepris pour le réduire : création de diplômes techniques, des C.E.T., des I.U.T. Mais, comme le souligne fort justement Jacques Delors : « *Ces efforts sont ambigus. Les enseignements nouveaux, dans une certaine mesure, réhabilitent le travail ouvrier et contribuent, de ce fait, au progrès social et à une meilleure égalité des chances ; c'est leur côté positif. Mais, à l'inverse, et ceci est grave, ils contiennent les enfants des classes laborieuses dans un nouveau système tout aussi coupé qu'avant d'un accès possible aux fonctions privilégiées... Les classes dirigeantes luttent pour leur survie, pour éviter l'éclatement de la société méritocratique qui concentre tous les avantages en faveur d'une minorité* » (3).

Adapter le travail à l'homme

L'examen de ces faux remèdes au chômage montre qu'il convient d'adopter des voies beaucoup plus radicales, beaucoup moins explorées, pour répondre au défi proposé à notre société. Lorsque M. Giscard d'Estaing parle d'une « autre croissance », il en a sûrement l'intuition. On ne fonde pas, malheureusement, une politique sur une intuition. Il faut aussi que les forces vives de la nation y adhèrent, et pour cela qu'on leur propose un autre modèle. Nous en sommes loin.

Pour notre propos, c'est-à-dire l'éradication du « chômage », un premier principe devrait être adopté qui tiendrait au fond de la formule maoïste « *compter sur ses propres forces* ». Il apparaîtra tôt ou tard que les nouvelles formes d'esclavage, sur lesquelles sont bâties les sociétés industrielles, c'est-à-dire l'exploitation des immigrés, ne sont pas plus supportables que les anciennes. Déjà nombre de pays ont maintenant le souci de freiner l'émigration de leurs ressortissants. Les dispositions réglementaires prises par la France en 1972 ont manifesté un retournement de tendance, qui se prolongera sans doute à condition que les travaux effectués jusqu'ici par la main-d'œuvre étrangère le soient désormais par les Français.

On en vient tout naturellement au sujet qui se trouve au cœur des réflexions à la mode : la revalorisation du travail manuel. Il semble que, là aussi, il faille partir d'un principe radicalement différent de ceux qui avaient cours jusqu'ici. Alors qu'on cherchait jusqu'à présent par tous les moyens (tout à fait sommaires, comme ceux de Taylor, beaucoup plus raffinés depuis la deuxième guerre mondiale) à adapter l'homme au travail, c'est le contraire qu'il va falloir faire maintenant. Cette inversion du processus est du même style, au fond, que celui qui pousse à déplacer les usines vers les travailleurs, plutôt qu'à attirer systématiquement les ouvriers vers les grands centres.

On voit mieux ce qu'implique une telle démarche en prenant connaissance du courageux rapport de l'O.C.D.E. intitulé : « Education et vie active dans la société moderne » (4).

Les six experts internationaux qui ont réfléchi sur ce thème alignent, en effet, des propositions concrètes dont on serait bien étonné qu'elles n'inspirent pas, peu à peu, les gouvernements des sociétés industrielles. Elles vont de la meilleure rémunération des métiers pénibles à la plus grande participation dans les décisions, en passant par la liberté plus grande dans l'organisation du temps de travail et de plus grandes possibilités de formation et de reconversion.

De deux choses l'une : ou bien il est possible de réinsuffler de la valeur dans le travail lui-même, ou bien, étant données les exigences des nouvelles générations (notamment du fait du développement culturel), toute illusion doit être dissipée à ce sujet pour certaines tâches.

Sans faire du travail un absolu comme les protestants au dix-neuvième siècle, il est sûr qu'il est depuis des siècles l'un des moyens les plus courants de l'accomplissement humain. Que cela puisse continuer dans la société industrielle est hautement désirable, et il serait particulièrement dangereux de culpabiliser l'effort à l'heure où tant de choses restent à faire pour soulager les misères humaines. Mais il faut lui donner plus de signification et plus d'indépendance à ceux qui le soutiennent. Les jeunes ne rechignent pas du tout devant le travail manuel : il n'est que de regarder tous les objets que certains d'entre eux polissent, tissent, sculptent, etc., pour gagner (chichement) leur vie en dehors des circuits « classiques ». Encore ont-ils *choisi* les conditions de leur travail. Sans transformer la France industrielle en un vaste atelier artisanal, c'est tout de même dans cette direction qu'il faut chercher : rendre au travailleur, dans son emploi, le maximum d'*indépendance*.

Lorsque le système de production ou le caractère même de l'occupation ne laisseront aucun espoir d'« enrichissement des tâches », comme on dit aujourd'hui (il ne faut pas oublier que les métiers qualifiés et non qualifiés se développent parallèlement dans les sociétés industrielles, contrairement à l'idée des « prophètes » du début, selon lesquels il y aurait peu à peu remplacement des travaux de manœuvre par la machine), la seule ressource est de promettre à ceux qui les exercent de bénéficier de beaucoup plus de temps libre que les autres, c'est-à-dire de payer beaucoup plus ces heures de travail-là. L'idéal serait que le temps passé à travailler soit proportionnel à l'intérêt de cette activité rémunérée.

Au-delà même de ce principe, la possibilité laissée à ceux qui acceptent de réduire leurs besoins financiers de travailler seulement à mi-temps doit être l'une des réformes à envisager le plus rapidement possible. Dans le même sens, devrait être mieux protégé contre les abus des employeurs ce que l'on appelle le « marché secondaire du travail », c'est-à-dire tous ces petits travaux accomplis pendant leurs vacances ou en cours d'année universitaire par les étudiants : ils donnent une certaine souplesse à l'économie et permettent à des jeunes de poursuivre plus longuement leur formation.

Planification et enseignement

Améliorer l'emploi au-delà de la ligne conjoncturelle, c'est remettre en question fondamentalement des *politiques*, et particulièrement deux d'entre elles : la planification et l'enseignement.

On n'évitera pas, en effet, la confrontation, dans un esprit nouveau, des besoins et des tâches. Le *besoin* de fournir des emplois ne devant pas l'emporter sur celui de construire une société plus viable, il faudra apprécier, toujours en fonction du long terme, les décisions à prendre. Il ne s'agit pas en effet, pour se donner bonne conscience vis-à-vis des chômeurs, de lancer des opérations inutiles, de favoriser des travaux « idiots » ou de pousser, malgré les bonnes intentions, au gaspillage des produits ou du capital.

D'un autre côté, il serait injuste que certains secteurs procurent des occasions de travail en constante expansion alors que d'autres, non moins indispensables, mais plus difficilement financés, fourniraient surtout des chômeurs partiels ou totaux. Une meilleure répartition des tâches devrait donc être rapidement étudiée afin d'éviter que les sacrifices ne soient toujours du même côté. On se retrouve assez loin, à ce moment-là on le voit, des principes de l'économie libérale.

De même, sera-t-on conduit à revoir de fond en comble la politique de l'enseignement en fonction de trois idées :

1) Il ne faut pas plus gaspiller les hommes que les produits ou le capital. L'enseignement français plus qu'aucun autre est orienté vers la sélection des « élites ». La récupération des « exclus » — en attendant mieux — dans des circuits très variés où ils pourraient avoir de nouvelles chances est le premier devoir. Les dispositifs d'aujourd'hui sont tout à fait insuffisants.

2) La coupure enseignement-profession est beaucoup trop forte. Il ne s'agit surtout pas, nous l'avons dit, de ramener l'éducation à l'apprentissage d'un métier — qui ne s'apprendra jamais aussi bien que « sur le tas » — mais de favoriser durant toute la vie (et surtout au début) l'osmose entre les acquisitions culturelles et la vie professionnelle. La pratique systématique des stages d'entreprises au cours de la vie universitaire, par exemple, avait aussi pour effet de beaucoup mieux préparer les jeunes à la vie active.

3) Il paraîtra de plus en plus inadmissible que le diplôme serve de bon aiguillage pour toute la vie et que le mot de carrière ait un sens pour quelques-uns, le plus grand nombre étant livré sans d'autre espoir aux tâches répétitives d'exécution. Situation d'autant plus choquante que les privilèges des uns (contrat permanent, traitement élevé, investissement personnel, etc.) se concentrent alors que les désavantages des autres se cumulent (vulnérabilité plus grande de l'emploi, difficultés d'avancement, transports plus longs vers les lieux de travail, etc.). Il faut *aussi* remédier aux causes de cette situation si l'on veut réduire les déséquilibres de l'emploi. Qu'y a-t-il de plus « politique » que cette entreprise ?

Il n'y a pas moyen d'isoler un fil de l'écheveau économique et social si l'on veut s'attaquer sérieusement au « chômage structurel ». Mais on n'en viendra jamais à bout si l'on continue de penser que le « fin du fin » est de continuer de travailler « à plein » et que la recherche du « plein emploi » est préférable à celle de « meilleur emploi ».

FIN

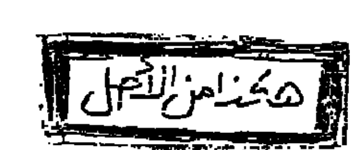
(1) Voir *le Monde* du 24 juillet 1975.

(2) Voir *le Monde* des 11 et 12 juillet 1975.

(3) Echange et Projets, n° 5, 1975.

(4) Voir *le Monde* du 4 juin 1975.

● *« Le prix du fuel domestique ne sera pas augmenté dans l'immédiat »*, a affirmé, le 2 septembre, M. d'Ornano au micro de France-Inter. « *A l'heure actuelle rien n'est encore décidé* », a précisé le ministre de l'industrie et de la recherche.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

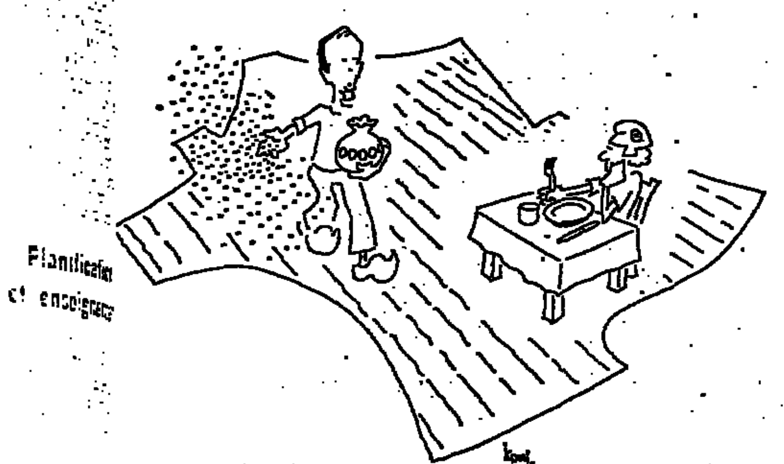
LE PLAN DE SOUTIEN

20 milliards de crédits publics

Suite de la première page.)

Pertes de recettes acceptées par l'Etat en faveur des entreprises privées : 5 à 6 milliards de francs.

lux 20 milliards de francs de)enses supplémentaires cités s haut, l'Etat a décidé d'ajou- 5 à 6 milliards de francs pour éliorer la trésorerie des entre- ses. Mais ce second paquet a consenti sous forme de ort de paiement d'impôts. Dé- on, en effet, a été prise — cela s réserve d'une modification dernière heure — de différer paiement de l'impôt sur les léfices des sociétés. On voit ic que l'aide de l'Etat consen- au secteur privé avoisinera milliards de francs : 3 mil-



(Dessin de KONK.)

rds de francs sous forme de it, 5 à 6 milliards de francs is forme de facilités de tréso- ie. Cet effort important a ; consenti au vu de certaines iquêtes qui, telle celle de NSEE, montrent que la situa- m de l'emploi va continuer de dégrader. « *Il ne semble pas,* rit l'INSEE, *que l'évolution ochaine de la production doive re de nature à entraîner une nélioration notable de la pro- ictivité. Une telle amélioration ; pourra être obtenue qu'au prix ; nouvelles réductions d'ef- ctifs.* »

A ces aides directes de l'Etat, i ajoutées les unes aux autres, résentent environ 26 milliards francs (20 + 5 à 6), s'ajoute relance par le crédit.

Réduction du taux de l'escompte

Ine nouvelle réduction du taux icompte de la Banque de nce, ramené ce jeudi, à titre icatif de 9,50 % à 8,50 % — ou t-être 8 % — va donner le ıal d'une baisse générale du t du crédit pour les entrepri- et les particuliers, conjuguée c un assouplissement dans conditions d'octroi.

Les banques, pour la cin- ème fois depuis le début de née, vont diminuer leur taux base, qui passera de 9,80 % à % ou même moins. En contre- tie de l'importante perte de ettes qui en résultera, le coût eurs ressources sera également inué par une très forte réduc- ı des réserves qu'elles consti- ıt sans intérêt auprès de stitut d'émission (leur mon- t pourrait être ramené de % de leurs dépôts à vue à t-être 2 %, soit une diminu- d'une vingtaine de milliards francs.

De plus, les taux de rému- ation des bons du Trésor et des bons de caisse seraient légèrement abaissés, ceux des comptes sur livrets (caisses d'épargne et banques) n'étant pas modifiés.

● En matière de crédit à la consommation, le Conseil national du crédit devait, jeudi, en fin d'après-midi, porter de vingt et un mois à vingt-quatre mois la durée maximum des prêts, cette durée pouvant même être fixée à trente mois pour les véhicules automobiles, et, éventuellement, les postes de télévision en couleurs. Le versement comptant minimum serait ramené uniformément à 20 %, au lieu de 40 % pour les automobiles et 30 % pour les deux-roues et l'ameublement. Parallèlement, les établissements spécialisés procéderaient à une nouvelle baisse (plus d'un point) de leur taux de base, fixé à 19,80 % depuis le 1er juillet 1975, date à laquelle il avait été réduit de 1,5 %.

● L'encadrement quantitatif du crédit, dont la progression annuelle est actuellement fixée à 12 %, sera assoupli spécialement — et uniquement — en leur faveur, le « potentiel de crédit », fixé à neuf fois leurs fonds propres, se trouvant également majoré.

D'autres mesures pourront intervenir, à la diligence des banques, en faveur des acquéreurs de résidences principales, et peut-être secondaires.

ALAIN VERNHOLES.

● *Le plan de relance danois* sera soumis au Parlement le 8 septembre. Il prévoit une forte réduction de la T.V.A., le remboursement de l'emprunt forcé de 1973-1974 sur les revenus élevés, une aide aux entreprises qui investiront, un programme de travaux publics et diverses mesures de réadaptation professionnelle des chômeurs.

● *Le taux de croissance de l'Europe* pourrait être ramené cette année à 2,5 % estime l'O.C.D.E., dans son rapport annuel sur ce pays, contre 5 % l'an dernier. L'inflation atteindrait 16 % et la détérioration des paiements extérieurs serait inquiétante.

● *En Allemagne fédérale, le produit national brut* a baissé de 3,5 % au cours du deuxième trimestre par rapport à la même *période de 1974, indique l'Institut* de recherche économique de Berlin-Ouest. Cette baisse a été provoquée par un recul des exportations et une diminution des investissements bruts d'équipement. — *(A.F.P.)*

INFORMATIQUE

Conséquence de l'accord C.I.I.-Honeywell-Bull

'hilips abandonne Unidata

e groupe néerlandais Philips ndonne l'association euro- ıne Unidata (qui regrou- , depuis deux ans, les dépar- ents informatiques de Siemens, Philips et de la Compagnie in- ationale pour l'informatique). s un communiqué publié le ptembre, la direction précise après la décision du gouver- ent français de fusionner la L avec Honeywell-Bull, les rds de coopération Unidata *peuvent plus être considérés me soutenables sous leur ıe actuelle* ».

ıilips reprend donc sa liberté nanœuvre pour se concentrer ce qui était son point fort : abrication des petits ordina- s. Il continuera cependant à rer la fabrication et le ser- après-vente des matériels ; les commandes lui ont été ées jusqu'à maintenant dans adre d'Unidata.

Ce repli de Philips sur la petite informatique aura des répercussions sur l'emploi : deux mille à deux mille cinq cents personnes sont concernées. A Eindhoven, au siège du groupe, on affirme que toutes les mesures seront prises pour reclasser le personnel mais qu'une « *réduction des effectifs sous une forme quelconque sera inévitable* ».

[Amorcée par l'accord entre la C.I.I. et Siemens en juillet 1972, concrétisée par la signature des accords Unidata avec Philips en juillet 1973, la coopération européenne en matière d'informatique a donc vécu. La décision prise en mai dernier par Paris de fusionner la C.I.I. et Honeywell-Bull et de placer la nouvelle société dans l'orbite du numéro 2 mondial de l'informatique, Honeywell, a porté un coup mortel à l'association.

Siemens mènerait maintenant des négociations avec la société américaine Univac, numéro 3 mondial de l'informatique, en vue d'aboutir à un accord similaire à celui qui a été signé entre la C.I.I. et Honeywell. La carte du marché mondial de l'informatique se trouve de toute façon bouleversée : les trois « géants » américains, I.B.M., Honeywell et Univac, n'ont plus à craindre Unidata, cet épouvantail européen qui aurait pu brouiller les cartes. — J.-M. Q.]

E DEPARTEMENT DE LA REUSE DECLARE ZONE INISTREE. — A la suite des ommages causés par les in- empéries du printemps et la écheresse, le département de . Creuse vient d'être déclaré zone sinistrée ». Sont concer- és les dommages causés aux rairies, céréales, cultures ourragères et plantes sar- lées.

EMPLOI

Après l'annonce des licenciements et du chômage partiel

M. Jean-Claude Boussac cherche à rassurer les syndicats sur l'avenir du groupe

L'annonce de neuf cent quatre-vingt-quatre licenciements dans les usines normandes du groupe Boussac et de la mise en chômage technique pendant un mois de six mille salariés des usines vosgiennes continue à susciter l'inquiétude dans ces deux régions. Tandis qu'à Bolbec (Seine-Maritime) les syndicats préparent une manifestation pour vendredi, dans les Vosges, où M. Jean-Claude Boussac vient de se rendre, l'espoir d'une reprise encore possible atténue l'inquiétude causée par l'annonce des mesures de chômage partiel.

Les Vosges dans l'attente

Nancy. — « *Le sort de Boussac dépendait des décisions prises en Normandie et dans l'Est, où sera réalisé un ralentissement de la production. Nous y voyons plus clair qu'il y a trois mois, et nous sommes devant un renouveau de notre entreprise.* » M. Jean-Claude Boussac a tenté, mercredi 3 septembre, de rassurer les délégués des comités d'entreprises des filatures et tissages de Nomexy et de la société industrielle de Senones, qu'il a rencontrés à la maison de retraite de Dinozé, près d'Epinal. Il s'est cependant refusé à garantir l'emploi — la reprise des activités du groupe est, selon lui, liée au redémarrage général de l'économie, — et n'a donné aucune précision sur son plan de redressement qui ne sera rendu public qu'en octobre.

Les délégués syndicaux se sont montrés peu satisfaits de la rencontre de Dinozé. Ils craignent notamment une fermeture prochaine des établissements Laederich, à Rupt-sur-Moselle (Vosges), qui comptent quatre cents salariés, bien que M. Boussac ait affirmé qu'une autre solution était à l'étude.

M. Maurice Viant (Hacuitex, C.F.D.T.), porte-parole des délégués, compare le groupe Boussac à une « peau de chagrin » : « *Régulièrement depuis dix ans des coupes sombres interviennent dans le groupe. A notre avis, il va se restructurer autour des unités de la Moyenne-Moselle* (entre Charmes et Epinal) *et de la vallée du Rabodeau* (près de Saint-Dié). »

Dans les pavillons défraîchis des cités Boussac règne une sourde inquiétude : « *Ce mois-ci, ça ira car nous serons payés sur la base de quarante heures. C'est la rentrée d'octobre qui nous fait peur* », nous a déclaré une vieille ouvrière de Nomexy.

La grande crainte qui apparaît dans tous les commentaires c'est le licenciement. Il y a déjà près de cinq mille demandeurs d'emploi dans les Vosges et de nombreux dépôts de bilan se profilent à l'horizon. «

Pour l'instant, aucune action syndicale n'est envisagée dans les Vosges, hormis des pétitions C.G.T. et C.F.D.T. qui circulent dans les entreprises pour la défense de l'emploi. A l'U.D.-C.G.T. d'Epinal, on estime que la direction Boussac essaie d'éviter un mouvement de solidarité avec les salariés normands en payant le mois chômé sur la base de quarante heures par semaine alors que depuis plusieurs mois l'indemnisation ne porte que sur trente-deux heures. En tout cas, le mois de vacances forcé va être vécu comme une longue attente dans les Vosges.

CLAUDE LÉVY.

Consternation à Bolbec

Bolbec. — L'annonce des neuf cent quatre-vinq-quatre licenciements dans les usines normandes du groupe a semé la consternation dans cette petite ville qui avait connu, au siècle dernier, un développement rapide fondé sur l'industrie du textile. Cette époque de prospérité, qui légua un paysage inégal, mi-rural, mi-banlieusard, est à présent révolue. Les 6 000 ouvriers que comptaient les filatures au début du siècle ne sont plus qu'un millier : 724 à Bolbec même — dont 121 dans un atelier de confection qui dépend également de Boussac — 215 à Lillebonne et 45 à Caudebec-en-Caux, deux localités voisines. Ces 984 salariés sont aujourd'hui menacés de perdre leur emploi. Avec eux, c'est la dernière grande usine textile qui risque de disparaître dans la région

Mardi 2 août, à la relève de 13 heures, les ouvriers et les ouvrières de Desgenetais se sont rassemblés dans la cour de l'usine à l'appel de la C.G.T., seul syndicat de l'entreprise. Une banderole proclamait : « *Non aux licenciements.* » La veille, les délégués du personnel avaient rencontré M. Jean-Claude Boussac à Paris. Ils doivent le revoir lundi prochain. Une personnalité serait désignée pour faciliter pendant six mois la reconversion du personnel, sous l'autorité du préfet de région. Un communiqué de la DATAR annonçait mardi soir que toutes les décisions seront prises pour faciliter le reclassement des salariés. Mais, pour les ouvriers de Bolbec, la lutte doit être menée avant tout contre ces licenciements.

« *Il n'est pas question,* dit M. Philippe Courseaux, secrétaire de la section C.G.T. de l'entreprise, *de se contenter d'une promesse de reclassement. A Bolbec même, il y a déjà plus de cinq cents chômeurs. On en compte quarante mille pour l'ensemble de la Seine-Maritime. Dans de telles conditions, le reclassement c'est du vent.* »

A l'usine voisine de produits chimiques, une pancarte, apposée ces derniers jours, résume la situation : « *Pas d'embauche.* »

J. B.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

LA SESSION DU F.M.I. ET DE LA BANQUE MONDIALE

Le Fonds fiduciaire consentira des prêts aux pays les plus déshérités

De notre envoyé spécial

Washington. — La session de l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, qui doit se terminer officiellement vendredi matin 5 septembre, a pratiquement achevé ses travaux. La journée de jeudi comme celle de mercredi devaient été marquées par une brève réunion du comité de développement de vingt membres désormais chargé d'orchestrer l'ensemble des actions entreprises par les institutions internationales en vue d'aider les pays en voie de développement.

Les grandes lignes du Fonds fiduciaire (Trust Fund), qui sera institué l'année prochaine auprès du F.M.I., ont été arrêtées. Ce nouveau fonds consentira des prêts aux pays les plus déshérités qui éprouvent des difficultés de balance de paiements. Alors que la durée des crédits accordés par le Fonds monétaire était de trois à cinq ans, les prêts alloués par le Fonds fiduciaire seront beaucoup plus longs, de l'ordre d'une dizaine d'années. Le taux d'intérêt de ces prêts sera modulé selon le revenu par tête du pays considéré. Pour les plus pauvres, il sera de 1 %.

Quant aux ressources qui seront mises à la disposition de ce fonds, elles seront de l'ordre de 2 à 3 milliards de dollars pour commencer. Une partie sera fournie, semble-t-il, par des contributions budgétaires des pays riches membres du F.M.I., parmi lesquels se trouveront les pays de l'OPEP. Une autre partie sera financée par la vente du sixième du stock d'or actuellement détenu par le Fonds monétaire, soit 25 millions d'onces, qui devrait rapporter une plus-value de l'ordre de 2 milliards de dollars.

Au cours des discussions précédentes, il avait été plus ou moins convenu que le F.M.I. essaierait de tirer le meilleur parti possible de ces ventes en les étalant suffisamment dans le temps pour ne pas déprimer les cours sur le marché de l'or. Le représentant des Etats-Unis au sein du comité de développement, qui n'était du reste pas un fonctionnaire de premier plan, est revenu mercredi sur cet engagement verbal, mais il est difficile de savoir s'il s'agissait de sa part d'une manifestation de mauvaise humeur ou d'une politique bien arrêtée.

Tous les participants se sont montrés favorables à la conclusion d'accords de stabilisation des matières premières. Le représentant de la France, M. de Larosière, directeur du Trésor, faisait remarquer que les plans visant à stabiliser les recettes d'exportation, du genre de celui conclu par la C.E.E. à Lomé avec ses associés africains, étaient également fort utiles. Or l'on sait que c'est un tel mécanisme que M. Henry Kissinger préconise actuellement. On a remarqué à ce propos que M. William Simon n'a pas présenté avec beaucoup d'éclat les propositions de M. Kissinger : peut-être s'agissait-il de la réaction d'un secrétaire au Trésor soucieux de ne pas accroître les dépenses budgétaires de son pays.

PAUL FABRA.

● *Les réserves monétaires de la Grande-Bretagne* ont diminué de 255 millions de dollars en août pour s'établir à 6 004 millions de dollars. En juillet, ses réserves avaient augmenté de 61 millions pour se situer à 6 259 millions de dollars. — *(A.F.P.)*

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE

L'idéologie dominante et le débat sur les propositions du parti communiste

par PAUL BOCCARA (*)

DANS son commentaire « les singuliers silences du programme du 8 août », répondant à notre article sur les objectifs de lutte du P.C.F. pour faire face à la crise, M. Mathieu déclare poser *« trois questions essentielles »*, auxquelles il donne sa réponse d'ailleurs. Puisqu'il parle de notre silence et qu'il admet un « débat », nous essayons de répondre succinctement à ses questions, en espérant qu'il réponde aux nôtres et en souhaitant que le débat dépasse désormais le dialogue.

M. Mathieu formule ainsi sa première question : *« Est-il inutile, comme le pense apparemment M. Marchais, de prévoir le financement des objectifs de lutte ? »* Il l'accompagne de diverses appréciations et d'un chiffrage de certaines de nos propositions, visant à montrer que son opinion, selon laquelle le financement n'est *« pas assuré »*, *« ne souffre guère contestation »*.

Il reprend ainsi exactement l'attaque des élections législatives de 1973 contre le programme commun (alors que, curieusement, sa deuxième question-réponse, en s'appuyant sur le fait que nous n'avons pas accompagné nos propositions d'un chiffrage, consiste à dire que les objectifs du P.C.F. ne sont pas compatibles avec le programme commun). Cette attaque de 1973, partant d'une estimation des dépenses, déclarait : les partisans du programme commun ne peuvent chiffrer des recettes équivalentes aux dépenses prévues. A l'époque, nous avions produit nos chiffres, tout en nous efforçant de ne pas nous enfermer dans une bataille de chiffres et dans des raisonnements limités aux structures du système. M. Giscard d'Estaing, entre autres, avait alors prétendu que nous étions *« incapables d'avancer des chiffres cohérents »*, et que le programme commun allait *« briser »* le modèle français de croissance, lequel, selon lui, pouvait assurer une croissance de 6 % par an jusqu'en 1980 (*le Monde* du 22 février 1973).

En 1975, alors qu'on parle de croissance zéro, voire négative, pour la France (tandis que, déjà, la production industrielle a reculé de quelque 12 % en un an), l'opération est plus difficile. On ne peut plus si facilement prétendre que le programme commun va casser la machine économique, la croissance et l'emploi, tout en déchaînant l'inflation. C'est ce qu'a fait le régime.

Le financement dans les objectifs du 8 août

Pourtant M. Mathieu reprend la même critique au compte des objectifs du 8 août. Certes, en raison des démentis des faits, le chef de la rubrique économique du *Monde* ne peut soutenir la position qui était celle de son journal en 1973, dénonçant l'illusion du rôle moteur de la consommation dans le programme commun. Il reconnaît : *« Toutes ces mesures* [du 8 août] *assureraient à n'en pas douter une vigoureuse reprise de l'activité économique et un redressement spectaculaire de l'emploi. »* Cependant, il maintient la question de 1973 : comment financer ?

Il ne conteste pas l'effet de relance des dépenses de consommation populaire et collective arrachées en 1968. Mais il lui oppose l'inflation consécutive. *« Cette inflation,* dit-il, *grâce au crédit à gogo alors consenti par le système bancaire, a permis aux entreprises privées de réaliser des profits maximum. »* Qu'est-ce à dire, sinon reconnaître que cette question de l'inflation est liée à celle du contrôle du crédit ainsi que des profits des grandes entreprises capitalistes.

Or les mesures du 8 août comprennent la nationalisation immédiate du système bancaire et de crédit, dont M. Mathieu ne tient pas compte en traitant des moyens de financement. Elles comprennent des mesures concernant les profits des grands groupes, dont il parle dans son deuxième article mais pour les minimiser singulièrement. En effet, les objectifs de lutte du 8 août accordent une grande importance au financement. Il suffit de rappeler qu'ils sont regroupés en quatre ensembles : 1) mesures de relance de la consommation populaire et collective ; 2) mesures directes au niveau de l'emploi ; mais aussi : 3) mesures contre l'inflation, notamment sur la fiscalité des profits et le contrôle des prix des grandes entreprises, et 4) mesures de nationalisation immédiate du crédit et de quelques entreprises géantes, et dispositions sur les possibilités d'intervention des travailleurs.

En ce qui concerne plus précisément ses « évaluations », Gilbert Mathieu gonfle les dépenses nouvelles. Ainsi, il prend sur lui de fixer à 12 et à 15 % (et 65 à 80 milliards) l'augmentation générale des salaires qui résulterait de nos propositions concernant le relèvement du SMIC. En outre, il considère que cette augmentation (comme celle du SMIC) constitue une dépense entièrement nouvelle résultant de nos propositions, comme s'il ne devait pas du tout y avoir d'augmentation nominale des salaires sans nos propositions pendant un an. D'une façon générale, il considère les ressources d'un type nouveau que nous invoquons comme si elles devaient financer non pas les dépenses additionnelles, représentées par nos objectifs, mais toute l'augmentation annuelle des postes concernés. Or, la simple relance de la croissance permettra une certaine croissance des recettes et des dépenses de l'économie, sans création de ressources d'un type nouveau. Il est vrai que cette erreur de méthode peut sembler raffinée par rapport à sa façon de dire que nous jugeons *« inutile de prévoir le financement »*, tandis qu'il discute l'insuffisance des moyens de financement proposés.

Ensuite, M. Mathieu additionne les dépenses budgétaires et les augmentations de salaires comme s'il s'agissait du même ensemble de dépenses *publiques*. Et, *d'ailleurs*, il *confronte* cet « ensemble » uniquement avec nos mesures fiscales. Il ne prend, notamment, en compte l'impact des nationalisations que nous proposons que du point de vue des indemnités à verser aux actionnaires et pas du tout du point de vue d'un partage différent entre investissements, profits et salaires.

C'est ainsi qu'il conclut à un « énorme décalage » entre les dépenses, estimées à plus de 100 milliards, et les recettes.

Mais côté « recettes », il minimise de façon excessive les possibilités. Ainsi, il évalue à seulement 15 ou 20 milliards la suppression des divers cadeaux fiscaux légaux consentis aux trusts. La seule fraude « illégale » représente déjà une telle somme. Et surtout, il souligne les *limites* des profits (à propos de leur taxation nouvelle) en évoquant la multiplication récente des faillites. Il confond ainsi les P.M.E. et les grands groupes ! Rien que pour 1974, les seules plus-values sur stocks, acquises grâce aux hausses de prix, ont représenté environ 50 milliards (rapport sur les comptes de la nation).

Cependant, et c'est le principal, M. Mathieu continue à considérer l'augmentation de la consommation populaire et sociale uniquement comme *un coût*.

Consommation, débouchés et productivité

Il déclare : « Il n'est pas utile de souligner combien urge une relance sélective de la consommation... *cela* a été répété depuis plus d'un an dans ces colonnes, sans écho malheureusement — jusqu'à ces derniers jours — du côté du pouvoir. » Une telle absence d'écho, comme l'attitude du *Monde* sur cette question il y a plus d'un an, méritent, au contraire, commentaire. Il s'agit d'une question capitale de la politique du régime et de l'idéologie dominante, à partir de laquelle il convient d'apprécier un véritable « changement de cap » !

Ainsi, Paul Fabra écrivait dans son article « Le coût du programme commun de la gauche — Une rapide progression des dépenses », du *Monde* du 24 janvier 1973 : « Ce n'est pas la consommation qui est le moteur de l'expansion mais l'effort d'investissement, lui-même conditionné par la capacité d'épargne globale de l'économie. »

Le début de revirement actuel est de taille, du moins en paroles. Mais il faut aller jusqu'au bout : si l'on admet que la croissance de la consommation permet la relance des débouchés de la production et de l'emploi, il *ne s'agit pas seulement* de dépenses additionnelles. Ces dépenses permettent aussi la création de ressources nouvelles, à partir des capacités inemployées en force de travail ou en équipement.

Mais il y a plus important. Ce qu'a dit M. Fabra en 1973 caractérise valablement ce qui domine dans notre structure économique. C'est l'investissement, jusqu'à présent, sous la forme surtout de l'accumulation de capital liée aux profits des grands groupes, qui est le moteur de notre croissance, contrairement à toutes *les fausses représentations* sur la société dite de consommation.

La crise de structure, que les graves difficultés conjoncturelles actuelles expriment, est caractérisée fondamentalement par l'apparition de limites de ce type de croissance fondée sur l'accumulation *monopoliste* : limite de croissance de la productivité, d'une part, et de croissance des débouchés, d'autre part dans la mesure où ces croissances sont recherchées, principalement au moyen des investissements capitalistes de toute sorte visant le profit maximum des grandes firmes privées.

Au contraire, l'augmentation des dépenses pour toute les conditions de vie et de travail, pour la formation, pour la recherche, est source d'une productivité d'un type nouveau (au rôle mineur et aliéné dans le système). Cette productivité nouvelle, rendue possible et nécessaire par les bouleversements technologiques en cours, comme par les limites du gaspillage monopoliste de la nature et des hommes, est fondée sur le développement des capacités de tous les individus. Elle s'accompagne d'économie en investissements par rapport au produit qu'ils permettent. Pour commencer à s'engager dans ce type de croissance, il faut rompre avec la domination de la société par les profits et l'accumulation des groupes monopolistes.

C'est ce débat sur la relation entre les importantes études récentes de l'I.N.S.E.E. (sur l'élévation grave du rapport du capital investi au produit à partir des années 60) et un type de croissance nouveau, valorisant les hommes, que nous avons proposé à M. Mathieu. *Mais il* ne s'y engage pas encore dans son deuxième article. *« Si intéressantes que soient ces études,* dit-il sans les caractériser, *cela ne dispense pas de préciser les « moyens » de réalisation des objectifs et de dire clairement quelle « autre croissance » vous proposez.* (C'est sa deuxième question.) » Alors que c'est précisément cette autre croissance que ces études, entre autres, étayent objectivement et que nous venons de définir encore une fois, dans son principe même. C'est cette croissance vers laquelle s'oriente notre programme « changer de cap », le programme commun et déjà les objectifs du 8 août. Contrairement aux critiques de « productivisme » adressées au programme commun, celui-ci — tenant compte d'ailleurs des premières études de l'I.N.S.E.E. *sur l'évolution du rapport* capital-produit — prévoit expressément une *« nouvelle logique de la croissance »*. Cette croissance est fondée sur les économies d'investissement et sur le développement des dépenses pour les hommes, dans le cadre des nouvelles possibilités ouvertes par la révolution tehnique et scientifique.

Les objectifs du 8 août et le programme commun

Pourtant M. Mathieu répond négativement à la troisième question : les objectifs du 8 août sont-ils compatibles avec le programme commun ? Fondés sur le développement des dépenses pour les hommes, le contrôle du financement de l'accu*mulation par la nationalisation du* crédit, et des mesures limitant le gâchis des profits monopolistes, ces objectifs du 8 août, en répondant aux intérêts immédiats des travailleurs et de la nation, vont en direction de la logique du programme commun. Et la réalisation de ces objectifs ne pourrait être durable que si, après elle, on allait jusqu'à l'application du programme commun, avec l'ensemble des nationalisations qu'il prévoit et le contrôle démocratique de la politique économique qu'il organise.

M. Mathieu ne confond-il pas ce qu'il appelle le « programme commun » avec les tentations réformistes de revenir en arrière par rapport au programme commun ?

C'est ce qui semble résulter de ces articles.

*Ainsi, il loue la méthode des socia*listes, prévoyant notamment de faire appel à un grand emprunt public. Cependant la nationalisation du crédit, prévue dans les objectifs du 8 août comme dans le programme commun, permettrait un cotnrôle démocratique des possibilités de financement national, ce qui est très différent de l'endettement du gouvernement vis-à-vis des grands capitalistes. Ainsi, il ne voit dans l'extension des nationalisations qu'une dépense supplémentaire. Ou encore, il ne propose qu'une relance « sélective » de la consommation.

Il a aussi déclaré que le retard de quelques semaines des mesures annoncées par M. Giscard d'Estaing aggravera sensiblement le chômage. Nous pensons, quant à nous, que les mesures du pouvoir, prises tôt ou tard, seront inopérantes, pour l'essentiel, par rapport au problème du chômage.

Certes, une reprise de la croissance de la production n'est pas exclue pour 1976 dans le système. Mais, se faisant dans le cadre des structures dominantes, elle maintiendrait un chômage important et serait précaire, débouchant assez rapidement sur une inflation et une surproduction plus importantes.

C'est des luttes des travailleurs que viendra l'issue. Qu'il s'agisse des luttes immédiates contre les effets de la crise, lesquelles s'emparent déjà dans les entreprises des objectifs du 8 août, ou qu'il s'agisse de commencer à sortir vraiment de la crise, par les transformations de structures démocratiques du programme commun.

(*) Membre du comité central du parti communiste.

[Ce nouvel article de M. Boccara n'apporte guère de réponse à nos questions. Si *l'économiste* communiste conteste certaines de nos évaluations, il ne dit pas par quoi les remplacer, se contentant pour l'essentiel de faire confiance à une « nouvelle logique de la croissance » pour couvrir les dépenses considérables du programme présenté le 8 août par M. Marchais. En particulier, il fait comme si les plus-values potentielles des entreprises sur leurs stocks pouvaient être mobilisées rapidement, alors que nous avions précisément souligné la difficulté que présenterait, pour nombre de ces firmes, le paiement d'un impôt sur les superprofits, alors que la crise a mis leur trésorerie au plus bas ; penser qu'elles pourront payer un tel impôt quand les plus-values sur stocks auront été réalisées (en 1976 ou plus tard ?) n'explique pas comment dégager ces sommes à l'automne pour couvrir des paiements immédiats.

Quant à l'addition que M. Boccara nous reproche des salaires et des dépenses budgétaires préconisées par M. Marchais, c'est celle qu'effectue en permanence toute comptabilité nationale et qu'avait, fort logiquement, faite le parti communiste il y a deux ans quand il chiffrait les dépenses du programme commun (« l'Humanité » du 3 janvier 1973).

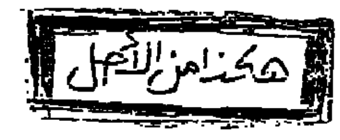
M. Boccara répète que les « objectifs de lutte » du 8 août sont conformes aux revendications du programme commun. Ce n'est pas le point en discussion. La question est de savoir pourquoi M. Marchais estime en août 1975 n'avoir pas à chiffrer ses revendications, alors que deux ans plus tôt il se faisait une gloire de chiffrer le programme commun. Il n'était pourtant pas plus « au gouvernement », selon son expression, il y a deux ans qu'aujourd'hui.

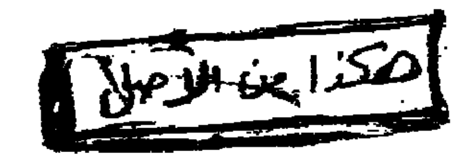
Enfin, sur la « nouvelle croissance », M. Boccara *reste aussi discret* qu'auparavant. Il ne suffit pas de privilégier la consommation par rapport à l'investissement pour tracer l'esquisse d'une « autre croissance ». Quelles consommations, quels investissements collectifs, quelles industries, quelle répartition des revenus, quelle aide au tiers-monde, quel arbitrage travail-culture caractériseraient cette croissance nouvelle ? Seule la réponse à ces questions essentielles permettrait de connaître le mode nouveau de développement préconisé par le P.C.F. — G. M.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEFIMEG

Les recettes de la société au cours du premier semestre 1975 se sont élevées à 35,75 millions de francs, contre 31,85 millions de francs pour la période correspondante de 1974, soit une augmentation de plus de 12 %. Cette évolution devrait se poursuivre au cours du deuxième semestre.





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

3 SEPTEMBRE

Marché plus résistant. Calme sur l'or.

Encore orienté à la baisse à l'ouverture, sur la lancée de la séance de la veille, le marché de Paris s'est montré nettement plus résistant par la suite, les « seconds cours » s'inscrivant en progression. L'indice Chainet, en repli de 0,66 % à l'ouverture présentait un gain de 0,17 % en clôture.

Le compartiment des banques a été particulièrement bien orienté sur l'espoir — qui ne sera point déçu — d'une très prochaine baisse des taux d'intérêt. Certaines vedettes ont enregistré, en cours de séance, des gains non négligeables, comme Carrefour, C.I.T. Alcatel, Michelin, B.S.N., Grands Travaux de Marseille, Poclain.

Les opérateurs restent divisés sur l'ampleur des retombées du plan de relance, dont les modalités ne sont pas encore définitivement arrêtées. Ils attendent, en particulier, d'être fixés sur le soutien qui sera affecté aux entreprises.

Fait significatif, le volume d'affaires est resté assez réduit.

Aux valeurs étrangères, repli général des américaines, en liaison avec celui de Wall Street et du dollar.

Sur le marché de l'or, les cours se stabilisent à Londres comme à Paris, où lingot et kilo en barre n'ont perdu que 110 F et 50 F à 21 895 F et 21 750 F, tandis que le napoléon, au contraire, regagnait 3 F à 244,10 F, entraînant la rente 4 1/2 % 1973 au-dessus de 530 F.

Les transactions sur le métal se sont nettement gonflées, passant de 12,2 millions de francs à [illegible] millions de francs. Sur toutes les places, après le premier choc psychologique provoqué par la possibilité donnée au F.M.I. de vendre de l'or, les opérateurs reprennent leur sang-froid et attendent de plus amples développements.

LONDRES

Reprise des mines d'or

Dans un marché hésitant, ce jeudi, les mines d'or progressent de nouveau, encouragées par la hausse du lingot.

Irrégularité des industrielles et effritement des pétroles.

VALEURS	CLOTURE 3/9	COURS 4/9
War Loan 3 ½ %	26 3/8	26 3/8
Beechams	301	300 1/2
British Petroleum	540	539 1/2
Shell	336	335 1/2
Vickers	128	128
Imperial Chemical	267	265
Courtaulds	124	124
De Beers	310	309 1/2
*Western Holdings	32	32 1/2
Rio Tinto Zinc Corp	159	161
*West Driefontein	38	38 1/2

(*) En livres.

OR (ouverture) (dollars) : 152 contre 150 25

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	2 sept.	3 sept.
Valeurs françaises	130,5	131,2
Valeurs étrangères	124,2	124

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	74,7	74,9

NOUVELLES DES SOCIETES

IMETAL. — La société a lancé une offre publique d'achat, au prix de 42,50 dollars, sur les 2 650 000 actions de la compagnie américaine Copperweld Corp. (« le Monde » du 3 septembre 1975). Les administrations de cette compagnie recommandent à leurs actionnaires de ne pas accepter cette offre.

HITACHI LTD. — Le bénéfice net de l'exercice 1974-1975 ressort à 35 138 millions de yens contre 79 840 millions de yens, soit une baisse de 56 %. Bénéfice net par action : 13,8 yens contre 31,7 yens.

Le chiffre des ventes est passé en 1974-1975 à 1 807 615 millions de yens contre 1 632 388 millions de yens, enregistrant ainsi une progression de 10,7 %.

SOCIETE FINANCIERE DE ROSARIO. — Il a été enregistré, au titre de l'exercice 1974, une perte de 41 779 994 F ; elle est en grande partie (pour 31 880 391 F) la conséquence des difficultés de la filiale G.E.M. Hersant, et pour le reste motivée par le secteur immobilier. Cette perte sera couverte par prélèvement sur les diverses provisions. En vue d'aider sa filiale G.E.M. Hersant, la société a réalisé certains actifs.

NEW YORK

Reprise en fin de séance

Après une ouverture en repli, le marché de New-York s'est ensuite stabilisé avant de se redresser en fin de séance, l'indice Dow Jones des industrielles enregistrant en clôture un gain de 8,60 points à 832,29.

L'activité est restée réduite avec 12,25 millions de titres traités contre 11,46 millions précédemment.

En début de séance, la crise financière de la ville de New-York a continué à peser sur la tendance, puis la baisse des taux d'intérêt à court terme, à l'initiative de la Réserve fédérale, a stimulé les opérateurs, le nombre des hausses l'emportant de peu sur celui des baisses.

L'un des compartiments les plus favorisés a été celui des mines d'or, en reprise importante après le vif recul de la veille.

Fermeté également des produits chimiques (Dow Chemical et Du Pont), des ordinateurs, sous la conduite d'I.B.M., et des automobiles avec General Motors.

Indices Dow Jones : transports, 157 (+ 0,66) ; services publics, 78,44 (+ 0,05).

VALEURS	COURS 2/9	COURS 3/9
Alcoa	45 5/8	45 7/8
A.T.T.	46	47 1/8
Boeing	26	28 7/8
Chase Manhattan Bank	30 7/8	31
Du Pont de Nemours	121 1/8	123
Eastman Kodak	90 5/8	92
Exxon	86 5/8	86 3/8
Ford	39	38 7/8
General Electric	44 1/4	45 1/4
General Foods	24 5/8	24 1/4
General Motors	48 1/2	49 1/2
Goodyear	18 5/8	19
I.B.M.	181 1/4	182 3/4
I.T.T.	20	20 1/4
Kennecott	33	33 3/8
Mobil Oil	43 1/2	42 7/8
Pfizer	26	26 3/8
Schlumberger	74 3/4	78 3/4
Texaco	24 1/4	23 7/8
U.A.L. Inc.	21 1/2	22
Union Carbide	61 1/8	62 1/8
U.S. Steel	64 5/8	65 3/8
Westinghouse	15 5/8	15 3/4
Xerox	56 1/8	56 7/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	3/9	4/9
1 dollar (en yens)	297 78	297 78

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 6 7/8 %

BOURSE DE PARIS — 3 SEPTEMBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
%	38 50	2 778
%	58	2 946
% 1920-1980.	136	2 945
% amort. 45-54	76 20	6 279

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La)	338	d335
Préservatrice S.A.	346 50	357
Prévoyance	1085	1096
Protectrice A.I.R.	c229	235

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Séquanaise Banq.	217	215
SLIMINCO	144 90	142
Sté Cent. Banque	70	71
SOFICOMI	132 10	135

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Un. Imm. France	108	110
Acier Investiss.	103 50	103
Gestion Sélect.	210	207

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Gevaert	122 50	128 70
Glaxo		32 60
Grace and Co.	123 50	119
Pfizer Inc.	121	115 30
Procter Gamble	373	368
Courtaulds		11 30
Est Asiatique	105 80	106
Canadian Pacif.		82
Wagons-Lits		83
Barlow-Rand	16 60	18 30
British Am Tob.	28 40	26 90
Suéd. Allumettes	91	88 70
Alser	800	800
Cellulose Pin	135	127
Coparex	285	280 50
Dofan	o 53	o 53
Ecco	350	340
Euratrep	1660	1640
Francarep	88	88
Intertechnique	189	189
Métall. Minière		61
Promoptia		342
Sab. Mor. Cor.		150
S.P.R.		192
Tranchant Electr.		23
Ufipex		121 50
Dce v. Grinten	305	290

OBLIG. ECHANG.

Valeur d'échange au 4/9	
D.C.B. :	
Val. de 2 actions, soit	

SICAV

Plac. institut.	11451 27	11064 03
1re catégorie	10284 17	10082 52

4/9	Emission frais inclus	Rachat net
Actanca	109 14	104 19
Actions sélec.	145 90	139 28
Aedificandi	151 30	144 44
Agtimo	154 54	147 54
A.L.T.O.	144 46	137 91
America-Valor	239 32	228 47
Assurances Plac.	112 02	106 94
Bourse-Investiss.	120 11	114 67
B.I.P. Valeurs	126 67	122 39
C.I.P.	247 88	238 63
Convertibles	106 78	101 94
Convertimmo	118 26	112 90
Drouot Invest.	146 77	140 11
Elysées-Valeurs	160 99	153 69
Epargne-Croiss.	486 93	464 85
Epargne-Inter	226 08	215 78
Epargne-Mobil.	157 10	149 98
Epargne-Oblig.	133 27	127 23
Epargne Revenu	256 48	244 85
Epargne Valeur	165 94	158 42
Foncier Investiss.	280 11	277 41
Fortune 1	120 60	106 80
France-Croissanc.	124 41	118 77
France-Epargne	112 58	107 47
France-Garantie	206 97	262 92
France-Invest.	120 31	114 85
Laffite Rend.	116 28	111 01
Laffitte-Tokyo	129 39	123 52
Nouv. France-Obl.	257 33	245 67
France Placement	137	130 75
Gestion Rendem.	180 46	172 28
Gest. Sél. France	143 47	136 96
I.M.S.I.	135 70	129 55
Indo-Valeurs	159 43	152 20
Intercroissance	145 27	139 16
Intersélection	130 17	124 27
Livret portef.	185 71	177 29
Paribas Gestion	118 91	113 52
Pierre Investiss.	165 99	158 46
Rothschild-Exp.	235 58	224 90
Sélect-Croissance	500 77	478 07
Sélection Mondial	103 70	99
Sélection-Rend.	129 76	123 69
S.F.I. - FR et ETR.	147 07	140 41
Silvafrance	165 03	157 55
Silvam	112 89	107 01
Silvarente	139 75	133 41
Silvinter	114 37	109 18
Sogepargne	274 80	262 34
Sogevar	298 32	277 15
Soleil-Investiss.	133 82	133 48
U.A.P. Investiss.	116 13	110 86
Unifoncier	281 54	268 77
Unijapon	145 86	138 42
Unisic	121 90	116 29
Worms Investiss.	215 21	205 45

4/9		
Creditinter	129	123 15
Croissance-Imm.	132 86	126 84
Epargne-Unie	275 02	262 56
Euro-Croissance	126 31	120 59
Financière privée	302 43	288 72
Fructidor	133 85	127 78
Gestion Mobilière	180 77	172 57
Mondiale Invest.	175 79	167 82
Oblisem	130 77	124 84
Optima	131 19	125 24
Planinter	257 39	245 72
Sicavimmo	165 74	158 22
S. I. Est.	335 84	320 61
Sogenco	112 28	107 17
Soginter	363 65	347 16
Univalor	152 88	145 93
Valorem	144 66	138 10

*Cours précédent

MARCHÉ A TERME

[illegible] publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 41	4 396	4 39
Canada ($ can. 1)	4 27	4 272	4 20
Allemagne (100 DM)	170 475	170 850	170
Belgique (100 fr.)	11 432	11 450	11 07
Danemark (100 krs.)	73 620	73 700	73 25
Espagne (100 pes.)	7 553	7 537	7 44
Grande-Bretagne (£ 1)	9 286	9 306	11 30
Italie (100 lires)	6 598	6 581	6 75
Norvège (100 krs.)	79 470	80 050	77 50
Pays-Bas (100 fl.)	166 645	166 900	166
Portugal (100 esc.)	16 630	16 630	11 50
Suède (100 krs.)	101 02	100 950	100 25
Suisse (100 fr.)	164 390	164 425	164

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/9
Or fin (kilo en barre)	21900	21750
Or fin (kilo en lingot)	21895	21895
Pièce française (20 fr.)	241 10	244 10
Pièce française (10 fr.)	172	167
Pièce suisse (20 fr.)	220 10	221 70
Union latine (20 fr.)	204 50	206 50
Souverain	209 50	212 30
Pièce de 20 dollars	1056	1058
Pièce de 10 dollars	518	522
Pièce de 5 dollars	350 50	350
Pièce de 50 pesos	875 50	877 50
Pièce de 10 florins	198 30	198 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 4 septembre 1975 a été tiré à 537 416 exemplaires.



LES DÉBATS DE L'O.N.U. SUR LE DÉVELOPPEMENT

L'U.R.S.S. rejette la division entre pays riches et pays pauvres

DÉCLARE M. MALIK

Contrastant avec l'atmosphère détendue qui a marqué l'ouverture des débats de l'ONU sur le développement, l'agence yougoslave Tanjug, dans un commentaire publié mercredi 3 septembre, attaque vivement les propositions déposées lundi par les Etats-Unis et les déclare « inacceptables ». *L'agence estime que le programme américain est* « une façade », *qu'il est* « contraire aux promesses de Washington ».

« Washington n'est de toute évidence prêt à aucune concession et se contente d'offrir des miettes aux plus affamés pour conserver un système qui permet l'exploitation des pauvres par les riches », *déclare Tanjug.*

De notre envoyé spécial

New-York. — M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, a déclaré mercredi que, les problèmes étant « *correctement identifiés* », il s'agit maintenant « *de nous engager dans la seconde étape de notre tâche, qui est de négocier. Les intérêts en conflit doivent se concilier dans la négociation* ». Les Neuf ont publié un communiqué dans lequel ils réaffirment « *leur volonté de maintenir une attitude commune tout au long des travaux de l'Assemblée générale, conformément aux décisions prises par le conseil des Communautés à Bruxelles le 22 juillet 1975* ».

Au nom de l'U.R.S.S., M. Malik est également intervenu mercredi. « *Nous n'accepterons jamais, ni en théorie ni en pratique*, a-t-il dit, *la conception d'une division du monde entre pauvres et riches, entre nord et sud, plaçant les Etats socialistes sur le même pied que les pays capitalistes, qui ont retiré tant de richesses des pays longtemps colonisés. Ni l'Union soviétique ni aucun autre pays socialiste n'est, d'aucune manière, responsable des conséquences de siècles de domination. L'Union soviétique n'a aucune responsabilité dans le retard économique des pays en développement ni dans leur difficile situation actuelle, particulièrement depuis l'aggravation de la crise économique que connaît l'économie capitaliste mondiale...* »

Répondant, sans la nommer, à la Chine, dont le représentant s'était attaqué la veille à une super-puissance « *qui se dit socialiste* », le représentant soviétique s'en est pris à « *un orateur* » dont le pays a, « *il y a longtemps, remplacé le socialisme par un chauvinisme de grande puissance, un ultra-nationalisme et un désir effréné d'hégémonie mondiale. C'est exactement pour atteindre cet objectif*, a-t-il dit, *qu'il se proclame « pays en voie de développement », pour tenter d'endormir la vigilance des pays en voie de développement, pour entrer dans leurs rangs et utiliser ces pays comme moyens d'atteindre l'hégémonie.* » Le délégué soviétique a aussi demandé la convocation d'une conférence mondiale du désarmement.

M. Minitch, secrétaire fédéral aux affaires étrangères de Yougoslavie, a déclaré que les propositions des Etats-Unis avaient laissé l'impression qu'il existe toujours des divergences profondes et, pourrait-on dire, fondamentales entre eux et les pays en voie de développement. Cependant, il a reconnu que, de même que les propositions de la C.E.E., les propositions américaines contribuaient à la recherche de solutions concrètes.

JEAN SCHWŒBEL.

La hausse du pétrole de l'OPEP serait appliquée dès le 1er octobre

Les pays exportateurs de pétrole ne souhaitent pas mettre en danger la reprise économique qui s'amorce actuellement dans certains pays industrialisés, a déclaré en substance M. Jamshid Amouzegar, ministre iranien du pétrole, dans une interview au « Wall Street Journal », mais ils ne peuvent pas non plus assister les bras croisés à l'érosion de leurs revenus monétaires.

La hausse, que le ministre iranien n'a pas chiffrée, sera appliquée dès le 1er octobre, et non au début de l'année prochaine, comme certains l'avaient dit. M. Amouzegar explique qu'il n'y a pas lieu de reculer la hausse, car le dialogue entre producteurs et consommateurs, condition de cet ajournement, ne s'est pas renoué.

C'est la première fois, à notre connaissance, que la reprise du dialogue est présentée de cette façon par le ministre iranien. Nombre de pays industrialisés, au premier rang desquels se trouvent les Etats-Unis, espéraient, en annonçant la reprise du dialogue, fournir un argument aux pays « modérés » de l'OPEP pour s'opposer au relèvement des prix. Les déclarations du ministre iranien montrent que le fait que le dialogue n'a pas été renoué pourrait fournir un argument inverse aux pays « durs » de l'OPEP.

Dix pour cent ?

M. Amouzegar a d'autre part confirmé que l'OPEP avait bien l'intention d'utiliser les droits de tirage spéciaux (D.T.S.) comme unité de compte et que l'Iran souhaitait profiter de la hausse générale du prix du pétrole pour diminuer les primes de qualité de son pétrole, qui sont actuellement trop fortes (« le Monde » du 29 août). Si, par exemple, le prix du baril augmentait en général de 1 dollar, l'Iran n'augmenterait ses tarifs que de 90 cents.

Interviewé par le même journal, M. Kazimi, ministre koweïtien du pétrole, a déclaré, de son côté, que la hausse pouvait être de 10 %, soit 1 dollar environ en valeur absolue.

Cependant tous les dés ne sont pas jetés. Il reste encore dix-neuf jours d'ici l'ouverture à Vienne de la conférence de l'OPEP. Les diplomates français profitent de la réunion spéciale des Nations unies à New-York pour prendre les derniers contacts. — Ph. S.

Au Laos

LES ANCIENS DIRIGEANTS DE DROITE SONT CONDAMNÉS A DE LOURDES PEINES

Vientiane (*A.F.P.*). — La Cour criminelle, réunie en session extraordinaire, a prononcé jeudi 4 septembre six condamnations à mort par contumace ainsi que cinq condamnations à la réclusion à vie et vingt peines de vingt ans de prison à l'encontre de trente et un « *réactionnaires traîtres à la nation* ».

Le prince Boun Oum na Champassak, un des piliers de la féodalité dans le Sud, ainsi que les anciens généraux Phoui Sananikoné, Kouprasith Abhay, Vingapao, Tonglith Chokhenboun et Udone Sananikone ont été condamnés à mort.

Cinq condamnations à la réclusion à perpétuité ont été prononcées contre les anciens ministres Negone Sananikone (finances) et Sisouk na Champassak (défense), ainsi que contre l'ancien vice-président de l'Assemblée nationale, M. Sopsaysana, et les anciens généraux Pathamavong et Etam Singvongsa.

Vingt autres « droitistes », dont des anciens ministres et secrétaires d'Etat et d'anciens généraux des forces armées royales, ont été condamnés à vingt ans de prison.

En Rhodésie

LES PARTISANS DE LA LUTTE ARMÉE QUITTENT L'A.N.C.

Salisbury (*A.F.P.*). — Le Conseil national africain (A.N.C.), mouvement nationaliste, qui a amorcé récemment des conversations sur l'avenir de la Rhodésie avec M. Smith à Victoria-Falls, a éclaté le mercredi 3 septembre, à la suite de la création d'une faction rivale, qui aura son siège à Lusaka, capitale de la Zambie.

Dirigée par M. Sithole, cette faction, qui a pris le nom de Conseil de libération du Zimbabwe (nom que les nationalistes donnent à la Rhodésie, par référence à un ancien royaume africain), estime qu'après l'échec des discussions avec le premier ministre rhodésien la seule solution est le recours à la lutte armée.

Le fait que les partisans de l'intransigeance s'installent à Lusaka, où ils se sont exprimés à la radio, est surprenant dans la mesure où M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, qui avait « parrainé » avec M. Vorster, premier ministre sud-africain, la conférence de Victoria-Falls, s'était montré favorable au dialogue, et avait exprimé son optimisme à long terme.

L'incident de l'Ilyouchine

LA POLICE BRITANNIQUE CONCLUT AU SUICIDE D'UN MEMBRE DE L'ÉQUIPAGE DE L'APPAREIL SOVIÉTIQUE

Londres (*Reuter*). — L'Ilyouchine-62 de l'Aéroflot venant de New-York qui s'était posé mercredi à l'aéroport de Londres-Heathrow avec à son bord un homme tué dans des circonstances mystérieuses d'une balle dans la tête a regagné dans la soirée Moscou, sa destination initiale (*le Monde* du 4 septembre).

Après avoir interrogé pendant plusieurs heures les deux cents passagers de l'appareil soviétique, Scotland Yard a pu déterminer que la victime était un des membres de l'équipage qui s'était suicidé. Son corps, enfermé dans un cercueil, a été placé dans la soute à bagages de l'avion peu avant le décollage.

Bien que du côté de l'équipage et des passagers soviétiques, les enquêteurs britanniques se soient heurtés à un mur de silence, l'interrogatoire des passagers d'autres nationalités leur a permis de déterminer qu'« *il n'y a aucune preuve d'un acte criminel et que la victime s'est elle-même infligé sa blessure* ».

Dès l'atterrissage de l'Ilyouchine, à Heathrow, la police britannique avait encerclé l'appareil tandis que des inspecteurs montaient à bord. Avant l'atterrissage, l'équipage avait, par radio, réclamé une ambulance. L'homme était assis dans la cabine de première classe. Un bandage lui entourait la tête.

Des tractations se sont alors engagées entre fonctionnaires du Foreign Office et diplomates de l'ambassade soviétique, accourus sur les lieux, en vue d'établir à qui revenait le soin de mener l'enquête. A cette fin, il fallait déterminer si le coup de feu avait été ou non tiré dans l'espace aérien britannique. De source proche de la police britannique, on déclare qu'il a pu finalement être établi que le coup avait été tiré alors que l'appareil se trouvait légèrement à l'ouest des côtes irlandaises, au-dessus des eaux internationales et donc hors de la zone juridictionnelle de la Grande-Bretagne.

Les difficultés de l'emploi

CHOMAGE PARTIEL POUR CINQ MILLE SALARIÉS DE POCLAIN

L'annonce de licenciements ou de réductions d'horaires continue à se multiplier, suscitant le plus souvent des réactions assez vives des syndicats : manifestations, grèves, occupations en particulier dans des petites et moyennes entreprises. Ainsi à l'imprimerie Clarey de Tours le personnel a décidé la grève avec occupation pour s'opposer à 82 suppressions d'emplois ; à l'usine Parvex (moteurs électriques) de Dijon, la C.G.T. a manifesté contre les menaces de licenciement de 247 personnes ; à Voiron (Isère), les salariés d'une fonderie occupent leur usine pour protester contre la suppression de 43 emplois ; à l'usine textile Bourguet de Labastide-Rouairoux (Tarn), le directeur a été séquestré par des employés qui s'opposent au licenciement de 30 d'entre eux. Des suppressions d'emploi sont aussi annoncées dans deux entreprises métallurgiques à Vannes et à la cartoucherie Gévelot d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

En revanche, chez Poclain, premier constructeur mondial de pelles hydrauliques, la direction n'envisagerait aucun licenciement mais les 5 000 salariés des usines de l'Oise verraient leur horaire hebdomadaire réduit à 35 heures entre le 1er octobre et le 31 décembre, 171 salariés seraient mis en préretraite et les jeunes libérés du service militaire ne seraient pas repris. Les modalités d'application de ces mesures doivent être discutées au comité central d'entreprise le 8 septembre.

Enfin, l'ensemble des syndicats de la chaussure de Fougères (Ille-et-Vilaine), prépare une manifestation unitaire pour le 10 septembre afin « *de sauvegarder l'emploi face aux graves menaces de licenciements qui pèsent sur la profession* ».

En Nouvelle-Calédonie

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE ÉLIT UN PRÉSIDENT MODÉRÉ

L'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie a élu, mardi 2 septembre, un nouveau président, M. Dick Ukewe, membre de l'Union démocratique, proche de l'U.D.R. Le président sortant, M. Yann Celene Uregei, qui s'était déclaré favorable à l'indépendance, n'a pas pris part au vote.

Ce changement de président, et donc de majorité, « confirme clairement la volonté de cette Assemblée de rejeter l'aventure de l'indépendance », a déclaré mercredi, à Paris, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M. M. Stirn a assuré que la très grande majorité des chefs mélanésiens (les Mélanésiens forment 55 % de la population) se sont déclarés hostiles à l'indépendance.

Le secrétaire d'Etat a annoncé que le projet de réforme du statut du territoire, adopté en conseil restreint au mois de juillet, à l'Elysée, et qui avait été critiqué par le président sortant, serait soumis à l'Assemblée territoriale avant le 15 septembre.

RADICAUX ET COMMUNISTES DEMANDENT QUE L'ALLOCATION DE RENTRÉE SOIT PORTÉE A 200 F

M. Bernard Bourdier, président de la commission de l'éducation du parti radical-socialiste, demande, dans un communiqué, que l'allocation de rentrée scolaire soit portée à 200 F pour les familles ayant un revenu inférieur à 1 800 F par mois. Cette allocation, qui est en cours de versement pour la rentrée 1975, s'élève actuellement à 126,40 F (c'est-à-dire 20 % du montant de base qui sert à calculer les allocations familiales). Pour M. Bourdier, ces 126,40 F devraient être versés aux familles ayant un revenu inférieur à 3 000 F, et non pas 2 350 F comme c'est le cas actuellement. Une allocation devrait aussi être accordée, selon lui, aux familles pour les enfants inscrits en maternelle.

Le parti communiste propose également que l'allocation de rentrée, instituée pour la première fois en 1974, soit portée à 200 F et attribuée pour chaque enfant d'âge scolaire.

A Marignane

UN JEUNE ALGÉRIEN EST TUÉ PAR UN COUP DE FEU TIRÉ D'UNE VOITURE

Un jeune Algérien, âgé de quinze ans — dont l'identité n'a pas été révélée, — a été tué d'un coup de feu, ce jeudi 4 septembre, vers 1 h. 10, à Marignane (Bouches-du-Rhône). L'adolescent a été mortellement blessé par une balle tirée d'une voiture dans laquelle se trouvaient plusieurs jeunes gens. Le meurtre a été commis sur le cours Mirabeau, face à l'hôtel de ville, en plein centre de l'agglomération. Les policiers entendent plusieurs jeunes gens qui pourraient être impliqués dans ce meurtre.

NOUVELLES BRÈVES

● *Mme Simone Veil, ministre de la santé, a quitté Israël* mercredi 3 septembre, dans la soirée après une visite officielle de cinq jours. Mme Veil, qui a visité diverses institutions médicales et rencontré le ministre israélien des affaires étrangères et celui de la santé, a déclaré qu'elle envisageait un élargissement de la coopération entre Israël et la France dans le domaine médical et celui de la santé, notamment par l'élaboration de plusieurs projets communs de recherche. — (*Reuter.*)

● *Le gouvernement belge* a fait officiellement connaître au gouvernement espagnol « *la vive émotion ressentie en Belgique à la suite de la condamnation à mort de José Antonio Garmendia et d'Angel Otaegui* ». Le gouvernement, « *agissant à titre humanitaire, a lancé un pressant appel à la clémence comme il l'avait fait lors de la condamnation de Salvador Puig Antich en 1974* ». — (*A.F.P.*)

● *Plusieurs centaines de personnes* ont manifesté le mercredi 3 septembre dans le centre de Lisbonne contre la condamnation à mort des deux militants basques.

● *Un incident a marqué, mardi 2 septembre, à l'hôtel de ville de Lyon*, la cérémonie commémorant le trente et unième anniversaire de la libération de la ville. M. Poulet, membre du Comité de liaison des organisations d'anciens combattants et de résistants, déclara notamment : « *La suppression officielle des commémorations du 8 mai est unilatérale, inopportune et injustifiée.* » Le préfet de région, M. Pierre Doueil, après s'être étonné de tels propos, devait répondre : « *Ce qui compte dans le respect d'un passé dramatique, c'est moins la célébration publique que le sentiment qui habite le fond du cœur de chacun d'entre nous.* » Une trentaine de personnes ont alors quitté brusquement la cérémonie.

● *Un policier blessé au cours d'une opération de contrôle à Dijon.* — Arrêté par une patrouille de police, le 1er septembre à Dijon, alors qu'il venait de franchir un carrefour au feu rouge, M. Jean-Claude Jacob, trente ans, s'en est pris violemment aux gardiens de la paix, *fracturant le nez de l'un* d'eux d'un coup de poing, avant de prendre la fuite. Arrêté le lendemain sur les lieux de son travail, M. Jacob a été écroué sous l'inculpation de coups et blessures à agent de la force publique et rébellion.

● ERRATUM. — Dans le « Bulletin de l'étranger », une coquille nous a fait parler dans certaines éditions du *Monde* du 4 septembre du « gouvernement de M. N'Djamena ». Il fallait lire, bien entendu, « gouvernement de N'Djamena », capitale du Tchad.

A B C D E F

